

UNION POSTALE UNIVERSELLE

# COLIS POSTAUX

## A R R A N G E M E N T

REVISÉ PAR LE CONGRÈS DE WASHINGTON 1989  
ET ANNOTÉ PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

3<sup>e</sup> FASCICULE DU CODE ANNOTÉ

BERNE 1991

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

### **Note concernant l'impression des Actes annotés du XX<sup>e</sup> Congrès de Washington 1989**

Les caractères gras figurant dans les textes marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Hambourg 1984.

Toutefois, les Actes concernant les services financiers postaux ayant été profondément remaniés, il a été jugé préférable de ne pas marquer en caractères gras, dans le 4<sup>e</sup> fascicule, les modifications par rapport aux textes du Congrès de Hambourg 1984.

Quant aux formules, elles sont toutes imprimées en caractères ordinaires.

# SOMMAIRE

	Page
Abréviations .....	IV
Arrangement concernant les colis postaux .....	1
— Protocole final .....	81
Règlement d'exécution .....	93
— Formules .....	154
Autres décisions du Congrès de Washington 1989 en relation avec l'Arrangement et son Règlement d'exécution .....	192
Textes de la Convention (Washington 1989) et de son Règlement servant habituellement de référence dans l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989) et son Règlement .....	207
Index alphabétique .....	259

## ABRÉVIATIONS

### *I. Abréviations courantes*

**Note.** – Les abréviations mentionnées ci-après n'ont été utilisées, en règle générale, que dans les formules et les annotations.

Adm. ou Administration	Administration postale
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
al.	alinéa
anc.	ancien
annot.	annotation
arbit.	arbitrage
Arr.	Arrangement
art.	article
BI	Bureau international de l'Union postale universelle
c	centime
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales (Commission consultative des études postales jusqu'en 1969)
CE	Conseil exécutif
CEL	Commission exécutive et de liaison
cf.	confer (se reporter à)
ch.	chiffre
Chèques	chèques postaux (Arrangement ou Règlement concernant le service des –)
circ.	circulaire
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	colis postaux (Arrangement ou Règlement concernant les –)
Comm.	Commission
Comm. prép.	Commission préparatoire
Conf.	Conférence
Const. ou Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
corr.-avion	correspondances-avion
CTT	Commission technique du transit
dm	décimètre
Doc	Documents (des Congrès, des Conférences, du Conseil exécutif, etc.)
doc	document
fasc.	fascicule



form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
Journal ou Revue	<i>Union Postale</i> (publication trimestrielle du Bureau international)
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	mètre
Mandats	mandats de poste (Arrangement ou Règlement concernant les —)
max.	maximum
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
nouv.	nouveau
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16 <sup>e</sup> partie de la livre avoirdupois)
p.	page(s)
p. ex.	par exemple
par.	paragraphe
prop.	proposition
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
PTT	postes, télégraphes et téléphones
Rapp.	Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'à 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
Recueil	Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.), publié par le Bureau international
Règl.	Règlement d'exécution
Règl. gén.	Règlement général
rem.	remanié
Remboursements	envois contre remboursement (Arrangement ou Règlement concernant les —)
rev. gén.	revision générale de la Convention d'Ottawa 1957
Revue	voir sous Journal
S.-Comm. ou S.-C.	Sous-Commission
t	tonne

t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU ou Union	Union postale universelle
v.	voir
Valeurs	lettres avec valeur déclarée (Arrangement ou Règlement concernant les –) (jusqu'à et y compris l'Arrangement de Lausanne 1974)

## *II. Abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes*

### 1. Abréviations relatives aux formules:

AV	Poste aérienne
C	Convention
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

### 2. Autres abréviations:

AI	avis d'inscription (Chèques, Règl., art. RE 309, par. 2)
AO	{ autres objets ou envois autres que les LC (Conv., art. 19, par. 1, lettre b), etc.)
A.R.	avis de réception (Conv., Règl., art. 138, par. 1, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial (Conv., art. 9, par. 1, etc.)
F	{ feuille d'avis (Conv., Règl., art. 167, par. 3) ou feuille de route (Colis, Règl., art. 122, par. 6)
FMI	Fonds monétaire international (Conv., Règl., art. 103, par. 3, etc.)
Jx	journaux (Conv., Règl., art. 167, par. 1, lettre b))
LC	lettres et cartes postales (Conv., art. 19, par. 1, lettre a), etc.)
M	sac spécial d'imprimés pour le même destinataire (Conv., art. 19, par. 2, etc.)
R	recommandé (Conv., Règl., art. 133, par. 5, etc.)
S.A.L.	courrier de surface transporté par la voie aérienne (Colis, Règl., art. 116)
SV	sac vide (Conv., form. C 12 et AV 8)
T	taxe à payer (Conv., Règl., art. 142, par. 2, etc.)
T.m.	transit maritime (Conv., form. C 19)
T.t.	transit territorial (Conv., form. C 19)
V	valeur déclarée (Conv., Règl., art. 137, par. 1, lettre a), et Colis, Règl., art. 103, par. 1, lettre c))

## Arrangement concernant les colis postaux

---

### Arrangement

- Protocole final



# Arrangement concernant les colis postaux

## Table des matières

### Dispositions préliminaires

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Colis postaux
3. Exploitation du service par les entreprises de transport
4. Catégories de colis
5. Coupures de poids
6. **Objectifs en matière de qualité du service**

### Titre I

#### Taxes et droits

7. Composition des taxes et des droits

### Chapitre I

#### Taxes principales et surtaxes aériennes

8. Taxes principales
9. Surtaxes aériennes

## Chapitre II

### Taxes supplémentaires et droits

#### Section I

Taxes visant certaines catégories de colis

- 10. Colis exprès
- 11. Colis francs de taxes et de droits
- 12. Colis avec valeur déclarée
- 13. Colis fragiles. Colis encombrants

#### Section II

Taxes et droits visant toutes les catégories de colis

- 14. Taxes supplémentaires
- 15. Tarif
- 16. Droits

## Chapitre III

### Franchises postales

- 17. Colis de service
- 18. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

## Titre II

### Exécution du service

#### Chapitre I

##### Conditions d'admission

###### Section I

###### Conditions générales d'admission

- 19.** Conditions d'acceptation
- 20.** Interdictions
- 21.** Limites de dimensions
- 22.** Traitement des colis acceptés à tort
- 23.** Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

###### Section II

###### Conditions particulières d'admission

- 24.** Colis avec valeur déclarée
- 25.** Colis francs de taxes et de droits

#### Chapitre II

##### Conditions de livraison et de réexpédition

###### Section I

###### Livraison

- 26.** Règles générales de livraison. Délais de garde
- 27.** Livraison des colis exprès
- 28.** Avis de réception

- 29. Non-livraison au destinataire
- 30. Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés
- 31. Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

## Section II

### Réexpédition

- 32. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification **ou de correction** d'adresse
- 33. Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier
- 34. Renvoi à l'expéditeur des colis acceptés à tort
- 35. Renvoi à l'expéditeur par suite de suspension de service

## Chapitre III

### Dispositions particulières

- 36. Inobservation par une Administration des instructions données
- 37. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre
- 38. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- 39. Réclamations

## Titre III

### Responsabilité

- 40. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
- 41. Non-responsabilité des Administrations postales
- 42. Responsabilité de l'expéditeur
- 43. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
- 44. Paiement de l'indemnité
- 45. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
- 46. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire



## Titre IV

### Quotes-parts revenant aux Administrations.

#### Attribution des quotes-parts

## Chapitre I

### Quotes-parts

- 47. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
- 48. Quote-part territoriale de transit
- 49. Quote-part maritime
- 50. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
- 51. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement
- 52. Taux de base et calcul des frais de transport aérien
- 53. Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits

## Chapitre II

### Attribution des quotes-parts

- 54. Principe général
- 55. Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

## Titre V

### Dispositions diverses

- 56. Application de la Convention
- 57. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
- 58. Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement

## Titre VI

### Dispositions finales

#### 59. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

## Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

#### Art.

- I. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles
- II. Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles
- III. Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit
- IV. Quotes-parts maritimes
- V. Etablissement des quotes-parts moyennes
- VI. Quotes-parts supplémentaires
- VII. Tarifs spéciaux
- VIII. Taxes supplémentaires
- IX. Traitement des colis admis à tort
- X. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- XI. Interdictions
- XII. Exceptions au principe de la responsabilité
- XIII. Dédommagement
- XIV. Paiement de l'indemnité
- XV. Non-responsabilité de l'Administration postale
- XVI. Avis de réception

## Arrangement concernant les colis postaux (1) (2) (3)

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, (4) de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant: (5) (6) (7) (8) (9)

### 1) Note historique

L'avant-projet du Traité (Convention principale) soumis au Congrès de Paris 1878 prévoyait d'assimiler aux «échantillons de marchandises» les «menus objets (sans valeur en douane)». Cette prop. ne fut cependant pas retenue. A sa place, l'Adm. allemande présenta un projet d'Arr. réglant l'échange des menus objets sans déclaration de valeur (Congrès de Paris 1878, p. 553 à 555). L'exposé des motifs contient notamment les considérations suivantes (p. 54 et 55):

«Il semble indispensable que les petits colis soient assujettis à un autre traitement que les objets de la poste aux lettres. La différence consiste principalement en ce que les objets de la poste aux lettres, abstraction faite des envois recommandés, ne sont pas enregistrés et qu'ils reçoivent leur acheminement au moyen des trains les plus rapides – sans aucun retard sur les frontières et sans intervention de la douane – tandis que les petits colis sont toujours enregistrés au lieu d'origine comme au lieu de destination; aussi sont-ils inscrits en feuilles spéciales, soit pièce par pièce ou sommairement, et expédiés assez souvent par les trains de petite vitesse; ils sont accompagnés de déclarations en douane, signées par l'expéditeur, pour être vérifiés par la douane sur les frontières.»

«Si l'on voulait assimiler les menus objets aux lettres, on s'exposerait à entraver, dans le ressort de beaucoup d'Adm., la célérité et l'exactitude qui président actuellement à l'échange international des correspondances, et ce par la raison que les dépêches devraient être présentées à la douane sur les frontières, de sorte que la prompte expédition en serait rendue impossible.»

«D'ailleurs, même dans le cas où la limite de poids serait fixée à 300 ou à 250 g, la situation, à un autre point de vue, n'en sera pas moins celle-ci: c'est que les agents des postes seront presque toujours hors d'état de constater si les paquets de menus objets présentés à l'expédition tombent ou ne tombent pas sous la restriction d'après laquelle les envois admis à circuler comme menus objets ne pourront renfermer aucun objet passible de droits de douane.»

«Il en résulterait que la poste serait ouverte à des abus de toute espèce et que l'on ne pourrait se soustraire à l'intervention de la douane dans les opérations postales, au préjudice de la prompte expédition des lettres.»

«L'affluence probable des menus objets porterait d'ailleurs, en beaucoup de cas, atteinte au transport des lettres, attendu que les compartiments de voitures dont les Adm. disposent dans les trains express sont en général fort restreints.»

«En outre, il importe de remarquer que l'admission de spécimens de marchandises effectives à la simple expédition (sans inscription dans les registres) entraînerait des inconvénients de diverses natures. Les réclamations au sujet de la perte d'envois de l'espèce constitueraient une source permanente de perturbations pour toutes les Adm.»

Le Congrès, n'ayant pas eu le temps d'aborder la discussion de ce projet, présenté seulement au cours des délibérations, considéra, en principe et sous réserve de pourparlers ultérieurs, comme un progrès la conclusion d'un Arr. international concernant le transport des menus objets (p. 592). En 1880, la Conf. de Paris fut convoquée; elle réunit un bon nombre de délégations; l'Adm. française, qui se proposait de faire exécuter ce service dans son pays par les chemins de fer et les compagnies de navigation, y envoya un certain nombre de représentants de ces entreprises de transport à titre d'experts. La Conf. mit sur pied la «Convention concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur» qui fut signée par 19 délégations.

Au Congrès de Stockholm 1924, le mot «Convention» a été remplacé par «Arrangement», selon le projet présenté par une Comm. d'étude.

Le Congrès de Bruxelles 1952, sur prop. de la CEL, a procédé à une revision rédactionnelle très étendue des textes adoptés à Paris en 1947 (v. Doc ci-après de la CEL: Rapport du 31 juillet 1951 présenté à la CEL, au nom de la S.-Comm. consultative des colis postaux, par le Président de cette S.-Comm.; Rapport complémentaire du 13 novembre 1951; Actes de Paris 1947 concernant les colis postaux après revision rédactionnelle par la S.-Comm.; prop. 1022 relative à l'incorporation des dispositions aériennes dans l'Arr. et le Règl. des colis). Cette revision a, notamment, conduit à incorporer dans l'Arr. et le Règl. les dispositions – jusque-là indépendantes – relatives aux colis-avion.

Le Congrès d'Ottawa 1957 a chargé la CEL de procéder à une refonte de l'Arr. des colis et de son Règl., en vue de les améliorer et de les simplifier, étant précisé que l'Arr. devra comprendre toutes les dispositions fondamentales concernant les colis postaux, de façon à se suffire à lui-même. En particulier, il conviendrait de supprimer dans l'Arr. toute référence au Règl. (II 1158).

Dans le projet qu'elle a élaboré, la CEL s'est attachée à répartir plus judicieusement les dispositions entre l'Arr. et le Règl.; elle a notamment groupé les art., dans l'Arr., d'après la nature de leur contenu (taxes et droits, conditions d'admission, de livraison et de réexpédition, responsabilité, etc.) et, dans le Règl., en suivant l'ordre des opérations auxquelles sont soumis les colis.

Consultées (circ. 91/1960), les Adm. de l'Union ont admis de présenter leurs prop. au Congrès de Vienne 1964 sur la base de l'Arr. ainsi remanié qui a fait l'objet des prop. 7000 et 7001 (Rapp. sur l'ensemble de l'activité de la CEL 1957–1964, p. 26). Celles-ci ont été adoptées par le Congrès de Vienne 1964 (II 1213).

2) Chargé par le Congrès de Vienne 1964 d'examiner les raisons qui empêchent certains pays d'adhérer à l'Arr. des colis et de rechercher une solution permettant à tous les pays exploitant le service des colis postaux sur la base d'accords bilatéraux d'adhérer à cet Arr. (résolution CP 1, a)), le CE, après avoir consulté les Adm. intéressées, a constaté que ces raisons sont d'ordre tarifaire, d'une part, et d'ordre réglementaire, d'autre part. En conséquence, il a invité ces Adm. à revoir leur position à la lumière des décisions prises par le Congrès de Tokyo 1969 (Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1964–1969, ch. 89). A noter que, depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, les pays qui ont adhéré à l'Union ont en général demandé également à être parties à l'Arr. et en particulier que les Etats-Unis d'Amérique et le Canada ont signé l'Arr. de Hambourg 1984.

Pour assurer la participation de tous les pays au service des colis postaux afin de faire face à la concurrence, le Congrès de Washington 1989 a adopté la résolution C 16/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.) visant à inviter les Pays-membres qui n'ont pas adhéré à l'Arr. à introduire ce service dans leurs échanges internationaux. Il s'agit, à cet égard, de rendre le service plus souple, plus efficace et plus sensible envers les besoins de la clientèle, d'une part, et, d'autre part, de faire tous les efforts pour en augmenter le trafic (II Congrès/C 7 – Rapp. 1, prop. 5000.6/Rev 1).

3) Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation suivante concernant l'adhésion aux Arr.: «Plusieurs Pays-membres ne signent pas les Arr. de l'UPU relatifs à certains services facultatifs alors que ces services existent dans leur pays. Ils concluent dès lors des arrangements bilatéraux pour régler ce service sur le plan international avec d'autres Pays-membres. Il en résulte une réglementation qui diffère de celle de l'UPU et un certain ralentissement dans l'exécution des opérations postales. Dès lors, le Congrès recommande que les Pays-membres signent uniformément tous les Actes de l'Union qui concernent une branche du service postal existant dans ces pays.» (II 539 et 658, prop. 1004.)

4) Cette disposition est devenue l'art. 25, par. 4, de la Const. depuis l'entrée en vigueur des Actes de Washington.

5) Supprimée par le Congrès de Vienne 1964, l'énumération des Pays-membres entre lesquels est conclu l'Arr. fait l'objet d'une liste établie par le BI conformément à l'art. 112 du Règl. gén. (v. aussi annot. au préambule de la Const.).

6) Concernant la revision des dispositions relatives aux colis-avion, v. annot. 1 à l'art. 82 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc. (v. aussi Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1964–1969, ch. 76).

7) Conformément à la résolution C 52 du Congrès de Hambourg 1984, les montants exprimés en fr-or dans les Actes de ce Congrès ont été complétés par leur contre-valeur en DTS. Néanmoins, le Congrès de Washington 1989 a décidé de remplacer le fr-or comme unité monétaire par le DTS (II Congrès/C 3 – PV 3, prop. 1007.1). A ce sujet, il convient de relever que, dans la pratique, seuls les taux interadministrations relatifs aux transports aériens (cf. art. 85 de la Conv.), aux frais de transit (art. 72 de la Conv.) et aux frais

terminaux (art. 73 de la Conv.) sont assez importants en termes réels pour justifier que leur valeur en DTS soit arrondie à trois décimales. Dans tous les autres cas, la valeur en DTS est arrondie à deux décimales.

8) Par sa décision C 89/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Washington 1989 a chargé le BI, lors de l'annotation du présent fasc., de reproduire les textes de la Conv. servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arr. et son Règl. aussi autonomes que possible. Ainsi, toutes les références à la Conv., à son Règl. ou aux annot. qui les concernent sont reproduites à la fin du présent fasc.

9) Vu que les concurrents de la poste dans le domaine des transports de marchandises légères font des incursions considérables sur les marchés traditionnels de celle-ci, le Congrès de Washington 1989 a adopté la résolution C 27/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), qui charge le CCEP d'entreprendre une étude visant à identifier et à mettre en place une gamme de nouv. produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5000.2/Rev 1).

## Dispositions préliminaires

### Article premier

#### Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des colis postaux entre les pays contractants.

### Article 2

#### Colis postaux

1. Des envois dénommés «colis postaux» (1) dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. (2) (3) (4) **Sur la base d'accords bilatéraux, les Administrations peuvent échanger des colis postaux excédant 20 kilogrammes.** (5)

2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif. (6) Les pays qui fixent un poids inférieur à 20 kilogrammes admettent toutefois les colis qui transitent en sacs ou autres récipients clos jusqu'au poids de 20 kilogrammes. (7) **Pour les colis d'un poids supérieur à 20 kilogrammes, l'accord des pays de transit est obligatoire.** (5)

3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les colis postaux relatifs au service postal et visés à l'article 17 peuvent atteindre le poids maximal de 30 kilogrammes. (8)

4. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution, l'abréviation «colis» s'applique à tous les colis postaux.

- 1) L'expression «colis postal» n'est pas de pure convention; elle signifie, en effet, qu'il s'agit d'envois postaux. Comme tels, ces envois sont exempts des impôts auxquels les transports ordinaires peuvent être assujettis. Même dans les pays où la poste fait appel au concours des compagnies de chemins de fer et de navigation pour l'exécution de ce service, c'est toujours l'Adm. qui en reste chargée et qui en a la haute direction (Conf. de Paris 1880, p. 107).
- 2) «La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestres et maritimes est limitée au territoire des pays participant à ce service.» Ce texte, figurant au par. 4 de l'art. 1 de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., comporte le principe de la liberté du transit, qui, jusqu'à la revision de Stockholm 1924, faisait partie de l'art. 2 de la Conv. concernant les colis mêmes (Conf. de Paris 1880, p. 51 et 188). Les Adm. participant à l'Arr. qui ne sont pas à même d'assurer le transit faute d'organisation de transport appropriée peuvent en être dispensées par une réserve insérée au Prot.
- 3) Bien que les dispositions concernant le transport des colis-avion ne puissent lier les pays non signataires de l'Arr., le Congrès de Londres 1929 a formulé unanimement le vœu que ces pays ne voudront apporter aucune entrave au développement du service des colis-avion (II 628 et 629).
- 4) Les Adm. ont le droit de déterminer elles-mêmes par quelles voies le transport peut avoir lieu, partiellement par voie de surface et partiellement par voie aérienne (Congrès de Bruxelles 1952, II 831).
- 5) Les dispositions concernant un poids max. supérieur à 20 kg ont été introduites par le Congrès de Washington 1989 dans le but de maintenir le niveau actuel du service, voire d'augmenter la part postale du marché du transport des colis (II Congrès/C 7 – Rapp. 1, prop. 5002.1).
- 6) Ce texte permet à un pays de porter la limite de poids des colis à un niveau supérieur à 10 kg pour certaines de ses localités seulement (Congrès de Londres 1929, II 419).
- 7) Etant donné que le poids max. des sacs et autres récipients contenant des colis est fixé à 30 kg (art. 122, par. 5, du Règl.), il est logique que les colis en transit expédiés en dépêches closes soient admis jusqu'au poids de 20 kg (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1670, prop. 5002.1).
- 8) Introduite par le Congrès de Tokyo 1969, cette disposition a pour but d'éviter aux Adm. de devoir recourir au service de la poste aux lettres pour les envois de service dépassant le poids max. admis pour les colis (II 1412, prop. 6045).

## Article 3

### Exploitation du service par les entreprises de transport (1)

1. Tout pays dont l'Administration postale ne se charge pas du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises. (2)
2. L'Administration postale de ce pays doit s'entendre avec les entreprises de transport pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international. (3)

- 1) Au Congrès de Tokyo 1969, cet art. a été transféré du Prot. dans l'Arr. (II 1412 et 1413, prop. 6022 et 6034; v. aussi annot. 3 au préambule du Prot.).
- 2) V. annot. 1 à l'art. 2.
- 3) Les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil des colis postaux.

#### Article 4

##### Catégories de colis

1. Le «colis ordinaire» est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux paragraphes 2 et 3.
2. Est dénommé: (1)
  - a) «colis avec valeur déclarée», tout colis qui comporte une déclaration de valeur;
  - b) «colis franc de taxes et de droits», tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits dont le colis peut être grevé à la livraison; cette demande peut être faite lors du dépôt; elle peut également être faite postérieurement au dépôt jusqu'au moment de la livraison au destinataire, sauf (2) dans les pays qui ne peuvent accepter cette procédure;
  - c) «colis remboursement», tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
  - d) «colis fragile», tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
  - e) «colis encombrant»: (3)
    - 1° tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées à l'article 21, paragraphe 1, ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
    - 2° tout colis qui, par sa forme ou sa structure, (4) ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales; (5)
    - 3° à titre facultatif, tout colis conforme aux conditions prévues à l'article 21, paragraphe 4;
  - f) «colis de service», tout colis relatif au service postal et échangé dans les conditions prévues à l'article 17;
  - g) «colis de prisonniers de guerre et d'internés civils», (6) tout colis destiné aux prisonniers et aux organismes visés à l'article 17 de la Convention (7) ou expédié par eux.
3. Est appelé, selon le mode d'acheminement ou de livraison:
  - a) «colis-avion», tout colis admis au transport aérien avec priorité (8) entre deux pays;

- b) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée **ou à la transmission d'un avis par téléphone, télex ou par tout autre moyen de télécommunication approprié**; (9) toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.

4. L'échange des colis «francs de taxes et de droits» et «remboursement» exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination. S'agissant des colis «avec valeur déclarée», «fragiles», «encombrants», «avion» (10) et «exprès», l'échange peut être établi sur la base des renseignements (11) figurant dans le Recueil des colis postaux publié par le Bureau international. (12)

---

1) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé la catégorie des «colis urgents» (II 1455, prop. 5003.3).

2) Cette disposition de caractère exceptionnel, qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot., a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1413, prop. 6023). Le Recueil des colis postaux indique les pays qui en font application.

3) En ce qui concerne les dimensions max. des colis encombrants, le Congrès de Bruxelles 1952 a estimé qu'il était particulièrement difficile, du point de vue pratique, d'introduire dans le Règl. des dispositions suffisamment générales. Il convient donc, dans cette question, de laisser les Adm. intéressées se mettre d'accord entre elles si elles le jugent utile (II 823).

4) Il convient d'interpréter ces mots en ce sens que le fait d'être encombrant se juge avant tout sur l'aspect extérieur du colis (Congrès du Caire 1934, II 303).

5) Est notamment réputé encombrant à ce titre tout colis constitué par des plantes ou arbustes en panier, des cages vides ou renfermant des animaux vivants, des meubles, de la vannerie, des jardinières, des voitures d'enfants, des rouets, des vélocipèdes, des boîtes à cigares vides ou d'autres boîtes en fardeaux, etc. (v. Doc CEL 1960, p. 268 et 543).

6) Disposition harmonisée avec l'art. 17 de la Conv. (Congrès de Hambourg 1984, II 522, prop. 5004.3).

7) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

8) V. annot. 8 à l'art. 19, reproduite à la fin du présent fasc.

9) Disposition introduite par le Congrès de Washington 1989 visant à permettre l'emploi de tout moyen de télécommunication moderne (II Congrès/C 7 – Rapp. 1, prop. 5004.1, 5010.1, 5014.1, 5028.1, 5050.1, 5511.1 et 5537.1, et Rapp. 4, prop. 5014.2, 5512.1 et 5541.1).

10) V. annot. 3 et 4 à l'art. 2.

11) V. annot. 4 à l'art. 101 du Règl.

12) Dans la pratique, l'échange de colis avec valeur déclarée, fragiles, encombrants, avion ou exprès est basé sur les renseignements contenus dans le tableau CP 1 ou CP 21 de l'Adm. intermédiaire et/ou le Recueil des colis postaux publié par le BI. Le Congrès de Hambourg 1984 en a tenu compte pour adapter la réglementation à la pratique ainsi suivie (II 522, prop. 5004.5; v. également avis du BI dans Rapp. 1955, p. 23 et 24, ch. 7, et dans Rapp. 1963, p. 43, ch. 4).



## Article 5

## Coupsures de poids (1)

1. Les colis définis à l'article 4 comportent les coupures de poids suivantes:

                                  jusqu'à 1 kg  
 au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg  
 au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg  
 au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg  
 au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg  
 au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg  
**au-dessus de 20 kg. (2)**

2. Les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues au paragraphe 1 les équivalents suivants (en livres avoirdupois): (3)

jusqu'à 1 kg	jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2– 7 lb
au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	7–11 lb
au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	11–22 lb
au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	22–33 lb
au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	33–44 lb
<b>au-dessus de 20 kg</b>	<b>44 lb et au-dessus. (2)</b>

1) A l'origine du service, on se borna à une seule coupure de poids jusqu'à 3 kg avec une taxe uniforme, qui fut fixée à autant de fois 50 c qu'il y avait d'Adm. participant au transport territorial. Cette tarification correspondait au principe selon lequel l'Adm. expéditrice doit bonifier à l'Adm. destinataire et, le cas échéant, à chaque Adm. intermédiaire les quotes-parts de taxes respectives. Le Congrès de Lisbonne 1885 porta, à titre facultatif, le poids de ce petit colis à 5 kg avec les mêmes conditions de taxe et, au Congrès de Washington 1897, la coupure unique de 5 kg devint obligatoire.

Ce n'est qu'à Madrid 1920 qu'on introduisit trois coupures de poids: jusqu'à 1 kg, au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg et au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg, cette dernière coupure d'abord à titre facultatif. Les taxes de base uniformes pour le transport territorial, c'est-à-dire non échelonnées selon la distance, furent arrêtées, pour les trois coupures de poids, à 30, 50 et 90 c respectivement en faveur de chaque pays participant au transport. Le Congrès de Londres 1929 accepta trois nouv. coupures de poids facultatives: au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg, au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg et au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg, avec les taxes territoriales respectives de 100, 150 et 200 c. Le Congrès de Buenos Aires 1939 établit quatre coupures de poids obligatoires: jusqu'à 1 kg, au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg, au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg et au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg, avec les taxes territoriales de 30, 40, 50 et 100 c, et deux coupures de poids facultatives: au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg et au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg, avec les taxes territoriales de 150 et 200 c. Le Congrès d'Ottawa 1957 a doublé les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et majoré de 25 pour cent approximativement celles de transit. Depuis lors, les coupures de poids sont restées inchangées. Quant à l'évolution des quotes-parts territoriales, v. annot. 2 à 4 au titre IV.

Depuis le Congrès de Stockholm 1924 jusqu'à celui de Bruxelles 1952, les Adm. ont eu la faculté de majorer leur droit territorial de départ et d'arrivée jusqu'au double. A Ottawa 1957, la majoration autorisée a été fixée à la moitié de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée. Cette faculté a été cumulée avec celle de percevoir une quote-part exceptionnelle au même titre. Ces éléments concourent à former la quote-part terminale.

Le Congrès d'Ottawa 1957 a chargé la CEL «d'étudier la question du remplacement du système actuel de perception de la taxe des colis postaux suivant les coupures de poids par un nouv. régime des taxes

analogue à celui qui est appliqué au service des colis postaux-avion, c'est-à-dire par un système de perception de la taxe par unité de poids de 1 kg» (II 1158).

Sur la base de l'étude très approfondie de ce problème effectuée par sa S.-Comm. des colis postaux, la CEL est arrivée à la conclusion que les avantages de la taxation des colis postaux par kg ne sont pas suffisants pour justifier l'abandon du système de taxation suivant les coupures de poids auquel les Adm. et les usagers sont habitués depuis de nombreuses années. Aussi s'est-elle prononcée en faveur du maintien de ce dernier (Rapp. sur l'ensemble de l'activité de la CEL 1957–1964, p. 26).

Le Congrès de Tokyo 1969 ayant adopté la prop. 6025 du CE visant, d'une part, l'abandon du principe de l'égalité des taxes et de la somme des quotes-parts et, d'autre part, la suppression des rémunérations supplémentaires, les Adm. ont maintenant la possibilité d'appliquer le système de taxation qui leur convient, c'est-à-dire par coupure de poids ou par kg (v. annot. 1 à l'art. 7). Quant à l'attribution des quotes-parts aux Adm. intéressées, elle a lieu en principe par colis et par coupures de poids, sauf entente spéciale (v. art. 54), mais, par sa résolution C 27, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de poursuivre l'étude sur la simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts, entreprise en vertu de la résolution C 74 du Congrès de Lausanne 1974. Le résultat de cette étude figure à l'annot. 4 au titre IV.

2) V. annot. 5 à l'art. 2.

3) Cette disposition facultative, qui faisait auparavant l'objet d'une réserve de caractère général au Prot., a été transférée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1412 et 1413, prop. 6024 et 6035). Le Recueil des colis postaux indique les pays qui en font application.

## Article 6

### Objectifs en matière de qualité du service (1)

**1. Les Administrations de destination doivent fixer un délai pour le traitement des colis postaux aériens à destination de leur pays. Ce délai, augmenté du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur. (2)**

**2. Les Administrations de destination doivent également, autant que possible, fixer un délai pour le traitement des colis de surface à destination de leur pays.**

**3. Les Administrations d'origine fixent des objectifs en matière de qualité pour les colis-avion et les colis de surface à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations de destination.**

---

1) Cet art., introduit par le Congrès de Washington 1989, résulte d'une prop. visant à prévoir dans l'Arr. des dispositions en matière d'objectifs de qualité de service analogues à ceux adoptés par le Congrès pour la poste aux lettres (prop. 2032.91/Rev 1), suite à l'étude du CE sur la classification. Lors de cette étude, une nette majorité des pays consultés a répondu que 90 pour cent des envois doivent être remis aux destinataires soit le 1<sup>er</sup>, soit le 2<sup>e</sup> jour ouvrable après leur arrivée dans le pays de destination. Les pays ayant participé à la consultation ont estimé que chaque Adm. devrait fixer ses propres objectifs. Les Adm. de certains pays de grande superficie ne sont toutefois pas en mesure de fixer les délais ci-devant pour toutes les régions, mais peuvent offrir le même délai que pour les envois comparables du service intérieur. Un peu

plus de la moitié des pays ayant répondu a estimé qu'il est possible de fixer des délais pour le traitement d'envois non prioritaires et de surface dans le pays de destination (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5005.91).

2) Lors des travaux sur le texte de l'Arr. au Congrès de Washington 1989, une erreur s'est glissée dans le libellé de la 2<sup>e</sup> phrase du par. 1 de cet art.: selon le libellé publié, le délai, qui doit être augmenté du temps normalement requis pour le dédouanement, est celui qui doit être fixé pour les colis postaux aériens à destination du pays, alors que l'intention de la Comm. 7 du Congrès était d'augmenter le délai prévu à la 2<sup>e</sup> phrase du par., c'est-à-dire celui appliqué aux colis du service intérieur.

## Titre I

### Taxes et droits (1)

---

1) Le terme «taxes» s'entend des sommes perçues au titre de prestations postales, tandis que les «droits» concernent des sommes perçues au titre de prestations non postales (p. ex. droits fiscaux, droits de douane) (v. la définition de «taxe» et de «droit» dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international).

#### Article 7

##### Composition des taxes et des droits (Prot. VII et VIII)

1. Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs et les destinataires de colis postaux sont constitués par les taxes principales définies à l'article 8 et, le cas échéant, par:

- a) les surtaxes aériennes visées à l'article 9;
- b) les taxes supplémentaires visées aux articles 10 à 15;
- c) les taxes et droits visés aux articles 30, paragraphe 3, et 32, paragraphe 6;
- d) les droits visés à l'article 16.

2. Sauf les cas prévus par le présent Arrangement, les taxes sont conservées par l'Administration qui les a perçues. (1)

---

1) Disposition analogue à celle de l'art. 70 de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., introduite par le Congrès de Tokyo 1969 comme suite à l'adoption de la prop. 6025 prévoyant, notamment, la suppression des rémunérations supplémentaires versées aux Adm. de destination et de transit pour certaines catégories de colis (express, fragiles, avec valeur déclarée, avec avis d'embarquement) (v. annot. 1 à l'art. 8 et annot. 3 au titre IV). Les cas où les taxes perçues ne sont pas conservées par l'Adm. perceptrice concernent les taxes des colis francs de taxes et de droits à récupérer sur les expéditeurs au profit de l'Adm. de destination, la taxe de remballage en cas de remballage dans un pays de transit et les taxes qu'entraîne la nouv. transmission du colis en cas de réexpédition hors du pays de destination ou de renvoi à l'origine, y compris les taxes non annulées dont l'Adm. de destination se trouve à découvert au moment de la réexpédition ou du renvoi.

## Chapitre I

### Taxes principales et surtaxes aériennes

#### Article 8

##### Taxes principales (Prot. I à VIII) (1)

1. Les Administrations établissent les taxes principales à percevoir sur les expéditeurs. (2)
2. Les taxes principales doivent être en relation (3) avec les quotes-parts et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser dans l'ensemble les quotes-parts que les Administrations sont autorisées à réclamer et qui sont prévues aux articles 47 à 51.

---

1) Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, la taxe principale perçue sur l'expéditeur d'un colis était égale à la somme des quotes-parts allouées aux Adm. participant au transport. L'abandon de cette règle stricte, suite à l'adoption de la prop. 6025 (Congrès de Tokyo 1969, II 1414), offre ainsi aux Adm. la possibilité d'appliquer le mode de taxation des colis qui leur convient le mieux (par coupure de poids ou par kg, par pays quelle que soit la voie d'acheminement utilisée ou même par zone géographique) et atténue les sujétions découlant de la nécessité d'adapter les taxes aux changements de quotes-parts. Il ne s'ensuit pas que les Adm. peuvent taxer arbitrairement les colis déposés dans leurs services; comme cela est indiqué au par. 2, les taxes doivent rester en relation avec les quotes-parts réclamées par les pays participant au transport, étant entendu que le pays de dépôt doit incorporer dans ses taxes une quote-part de départ ne pouvant être dépassée par la quote-part d'arrivée que jusqu'à 30 pour cent (v. art. 47, par. 1). Par ailleurs, une distinction nette a pu être établie entre les taxes, qui sont perçues sur les expéditeurs, et les quotes-parts, qui sont les rémunérations revenant aux Adm., deux termes auparavant confondus et qui, maintenant, sont traités dans des titres distincts de l'Arr. (titre I pour les taxes et titre IV pour les quotes-parts; v. aussi annot. 3 au titre IV).

2) La question de savoir si l'affranchissement doit être opéré en timbres-poste est une affaire de règlement intérieur (Conf. de Paris 1880, p. 139).

3) L'adjectif «étroite» précédant le mot «relation» dans l'Arr. de Rio de Janeiro 1979 a été supprimé par le Congrès de Hambourg 1984 (II 522, prop. 5007.2) afin, d'une part, de tenir compte de l'art. 9, par. 2, de l'Arr. et, d'autre part, de laisser aux Adm. une plus grande part de liberté et d'initiative lors du calcul des taxes à payer au dépôt.

#### Article 9

##### Surtaxes aériennes (Arr. 7) (1) (2)

1. Les Administrations établissent les surtaxes aériennes à percevoir pour l'acheminement des colis par la voie aérienne. Elles ont la faculté d'adopter, pour la fixation des surtaxes, des échelons de poids inférieurs à la première coupure de poids.

2. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais de transport aérien et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, les frais de ce transport.

3. Les surtaxes doivent être uniformes pour tout le territoire d'un même pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé.

---

1) Sous le titre «quote-part aérienne», le texte d'Ottawa traitait indifféremment des surtaxes perçues sur le public pour l'acheminement des colis-avion et des rémunérations revenant aux Adm. Pour éviter toute confusion, les dispositions concernant ces deux notions sont maintenant reprises séparément sous les dénominations «surtaxes aériennes» et «frais de transport aérien» dans les art. 9 (titre I) et 52 (titre IV) respectivement. En outre, le texte de ces deux art. a été mis en harmonie avec les dispositions relatives au transport aérien des envois de la poste aux lettres (art. 84 et 85 de la Conv. de Washington 1989) (Congrès de Vienne 1964, II 1219, 1220 et 1254, prop. 7004 et 7260; Congrès de Tokyo 1969, II 1422, prop. 6004 et 6005; Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1687, prop. 5008.1).

2) En relation avec l'adoption d'un taux de base de transport aérien unique pour les trois catégories de courrier LC, AO et CP (v. art. 52, par. 1), le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la décision C 32, selon laquelle il déclare qu'il y a lieu d'interpréter cette disposition ainsi que l'art. 21, par. 1, de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., de sorte que l'ensemble du produit des surtaxes relatives aux envois de la poste aux lettres et aux colis-avion ne dépasse pas les frais à payer pour le transport de toutes les catégories d'envois LC, AO et CP.

## Chapitre II

### Taxes supplémentaires et droits (1)

---

1) Par sa résolution C 15, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'étudier la question de la modification des principes de fixation des taxes supplémentaires des colis postaux et de proposer au prochain Congrès un système homogène de règles simples et offrant plus de liberté aux Adm. En ce qui concerne le résultat de cette étude, v. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

#### Section I

#### Taxes visant certaines catégories de colis

#### Article 10

Colis exprès (Arr. 4, 27, Prot. VIII, Règl. 110, 117, 122, 141)

1. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire appelée «taxe d'exprès» et dont le montant est fixé à 1,63 DTS au maximum (1) ou au montant de

la taxe applicable dans le service intérieur si elle est plus élevée. (2) Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.

2. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise du colis et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par les dispositions relatives aux colis de même nature du régime intérieur. Cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'expéditeur (3) ou réexpédié; toutefois, dans ces cas, le montant de la reprise ne peut dépasser 1,63 DTS. (2)

3. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 1, que les colis qui leur sont destinés soient livrés par exprès dès leur arrivée. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, une taxe de 1,63 DTS (2) au maximum ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée. (2)

---

1) Etant donné que la taxe d'exprès est conservée par l'Adm. perceptrice (v. annot. 3 au titre IV), le Congrès de Lausanne 1974 a remplacé la notion de taxe fixe par celle de taxe max., à l'instar de ce qui est prévu pour la taxe d'exprès des envois de la poste aux lettres (II 1455, prop. 5009.2). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a relevé cette taxe de 1,60 à 5 fr (II 1676, prop. 5009.1).

2) V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

3) V. annot. 2 à l'art. 30.

## Article 11

Colis francs de taxes et de droits (Arr. 4, 25, Règl. 110, 111, 134, 151) (1)

1. Les colis francs de taxes et de droits sont passibles d'une taxe dite «taxe pour franchise à la livraison» dont le montant est fixé à 0,98 DTS par colis au maximum. Cette taxe est perçue par l'Administration d'origine qui la garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.

2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe additionnelle pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur (2) au moment de la présentation de la demande. Cette taxe, dont le montant est fixé à 1,31 DTS au maximum, est perçue par l'Administration d'origine. Si la demande doit être transmise par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication approprié**, (3) l'expéditeur doit payer en outre la taxe correspondante.

3. L'Administration de destination est autorisée à percevoir une taxe de commission de 0,98 DTS par colis au maximum. Cette taxe est indépendante de la taxe de présentation à la douane visée à l'article 15, lettre c). Elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination. (4)

---

1) Cet art. a été remanié par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin d'énumérer dans un ordre logique les différentes taxes qui peuvent être perçues pour ces colis et d'adapter ces taxes aux frais qu'entraîne ce service; la taxe que le pays d'origine perçoit sur l'expéditeur devient la base de la tarification des colis francs de taxes et de droits (II 1679 et 1680, prop. 5010.1 et 5010.2).

2) La demande par voie postale est toujours transmise sous recommandation. La taxe additionnelle perçue sur l'expéditeur comprend la taxe de recommandation, laquelle ne doit pas être déduite lors de la transmission de la demande par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication (Congrès de Tokyo 1969, II 1445 et 1509, prop. 6059).

3) V. annot. 9 à l'art. 4.

4) Au sujet de l'interprétation de cette disposition, v. Rapp. 1953, p. 20, ch. 1.

## Article 12

Colis avec valeur déclarée (Arr. 4, 24, Prot. VIII, Règl. 108, 109, 122) (1)

1. Les colis avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- a) taxes autorisées dans le présent titre;
- b) à titre facultatif, taxe d'expédition ne dépassant pas la taxe de recommandation fixée à l'article 26, paragraphe 1, lettre p), de la Convention (2) ou taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée ou, exceptionnellement, taxe de 3,27 DTS au maximum;
- c) taxe ordinaire d'assurance: au maximum 0,33 DTS par 65,34 DTS (3) ou fraction de 65,34 DTS déclarés, ou  $\frac{1}{2}$  pour cent de l'échelon de valeur déclarée ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée. (4)

2. En outre, est autorisée la perception, par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, (5) d'une «taxe pour risques de force majeure» à fixer de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe ordinaire d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au paragraphe 1, lettre c).

3. Les Administrations peuvent en outre percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des colis avec valeur déclarée. (6)

1) Par sa recommandation C 65, intitulée «Introduction et extension du service des envois avec valeur déclarée», le Congrès de Lausanne 1974 a, entre autres, invité les pays qui ont adhéré à l'Arr. des colis, mais qui n'exécutent pas le service des colis avec valeur déclarée, à examiner la possibilité d'assurer ce service (III 893 et 894; v. aussi annot. 1 à l'art. 52 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

2) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

3) Cette taxe est conservée par l'Adm. perceptrice (v. annot. 3 au titre IV). La référence au pourcentage a été introduite par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1467, prop. 5011.1/Rev) à l'intention des pays qui utilisent des échelons inférieurs à l'équivalent de 200 fr, afin de préciser que la taxe d'assurance est une taxe proportionnelle.

4) V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

5) V. art. 40, par. 2.

6) Cette faculté d'appliquer des taxes spéciales devrait être limitée aux cas pour lesquels des mesures de sécurité particulières sont prises à la demande de certains expéditeurs ou destinataires réguliers d'envois de grande valeur. Il ne devrait pas en être fait usage pour la grande majorité des envois avec valeur déclarée, pour lesquels seules des précautions normales sont prises (Congrès de Lausanne 1974, II 1466 et 1467, prop. 5011.2). Au sujet de la sécurité des envois de valeur transportés par la poste, v. annot. 1 à l'art. 24.

### Article 13

Colis fragiles. Colis encombrants (Arr. 4, 21, Prot. VIII et XII, Règl. 105, 110, 122)

Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire égale, au maximum, à 50 pour cent de la taxe principale ou à la taxe du service intérieur si elle est plus élevée. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire susvisée n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes relatives à ces colis ne subissent aucune majoration. (1)

---

1) Cette taxe supplémentaire est conservée par l'Adm. perceptrice (v. annot. 3 au titre IV).

## Section II

Taxes et droits visant toutes les catégories de colis

### Article 14

Taxes supplémentaires (Arr. 7, 15, Prot. VIII) (1)

Les Administrations sont autorisées à percevoir les taxes supplémentaires suivantes:

- a) taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets; (2)
- b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine; en règle générale, la perception s'opère au moment du dépôt du colis;



- c) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination (3) soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf entente spéciale, la perception s'opère au moment de la livraison du colis au destinataire; toutefois, lorsqu'il s'agit de colis francs de taxes et de droits, la taxe de présentation à la douane est perçue par l'Administration d'origine au profit de l'Administration de destination;
- d) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur; cette taxe peut être perçue par l'Administration d'origine pour les colis enlevés à domicile par les soins de ses services;
- e) taxe de livraison; cette taxe peut être perçue par l'Administration de destination (4) autant de fois que le colis est présenté à domicile; néanmoins, pour les colis exprès, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- f) taxe de réponse à un avis de non-livraison, perçue dans les conditions fixées à l'article 29, paragraphe 2;
- g) taxe d'avis d'arrivée, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, (5) sauf pour le premier avis des colis exprès;
- h) taxe de remballage, due à l'Administration du premier des pays sur le territoire duquel un colis a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;
- i) taxe de poste restante, perçue par l'Administration de destination, au moment de la livraison, sur tout colis adressé poste restante;
- j) taxe de magasinage sur tout colis qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce colis soit adressé poste restante ou à domicile; (6) cette taxe est perçue, par l'Administration qui effectue la livraison, au profit des Administrations dans les services desquelles le colis a été gardé au-delà des délais admis;
- k) taxe d'avis de réception, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception conformément à l'article 28;
- l) taxe d'avis d'embarquement, perçue, dans les relations entre les pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;
- m) taxe de réclamation (7) visée à l'article 39, paragraphe 3;
- n) taxe de demande de **retrait, de modification ou de correction** (8) d'adresse;
- o) taxe pour risques de force majeure, perçue par les Administrations acceptant de couvrir les risques susceptibles de découler d'un cas de force majeure. (9)

---

1) V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

2) Nouv. taxe adoptée par le Congrès de Hamburg 1984 (II 525, prop. 5013.1).

3) Consulté sur la question de savoir si l'Adm. d'origine à laquelle des colis postaux sont renvoyés peut être considérée comme Adm. de destination au sens de l'art. 14, lettre b), de l'Arr. et si, par conséquent, elle est fondée à percevoir la taxe de présentation à la douane (appelée «taxe de dédouanement» avant le Congrès de Lausanne 1974), le BI a émis l'avis que, si les règlements douaniers exigent que les colis en

retour soient, sans exception, soumis à une vérification douanière, rien ne paraît s'opposer à ce qu'une taxe de présentation à la douane soit perçue au moment de la livraison. Les mesures prises à cet égard relèvent, en effet, de la législation intérieure (Rapp. 1941, p. 9 et 10).

4) Enquête ouverte sur demande de l'Adm. du Mexique (circ. 52/1942) concernant la perception de la taxe de livraison ou de toute autre taxe d'ordre postal au moment de la livraison à l'expéditeur d'un colis postal à destination de l'étranger retiré du service à la demande de l'expéditeur sans avoir traversé la frontière du pays d'origine. 18 Adm. ont répondu qu'elles percevaient de telles taxes et 8 qu'elles n'en percevaient aucune.

5) Le texte n'interdit pas l'emploi d'une carte postale; au surplus, ce point de détail relève plutôt de la réglementation interne (Congrès du Caire 1934, I 1358).

6) Les frais d'entrepôt éventuellement exigés par la douane sont des frais non postaux à la charge du destinataire (Congrès de Buenos Aires 1939, II 553).

7) Cette taxe doit être perçue quel que soit le point particulier (réclamation du colis proprement dit ou réclamation du montant du remboursement) sur lequel porte la réclamation (Congrès de Stockholm 1924, II 472).

8) Modification introduite par le Congrès de Washington 1989 au texte pour le mettre en conformité avec l'intitulé de l'art. 38 de l'Arr.

9) Cette taxe répond au vœu de la CEL adopté au Congrès de Bruxelles 1952 (prop. 1060), qui engage l'Union à étendre la faculté de s'assurer pour le cas de force majeure et à obtenir l'accroissement du nombre des pays disposés à se charger des risques pouvant dériver d'un cas de force majeure (Congrès de Vienne 1964, II 1223, prop. 7057).

## Article 15

### Tarif (Prot. VIII)

1. Le tarif des taxes supplémentaires définies à l'article 14 est fixé conformément aux indications du tableau ci-après: (1)

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
a) taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets (2)	même taxe que dans le régime intérieur	
b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine (3)	0,65 DTS par colis au maximum	

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
c) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination	3,27 DTS par colis au maximum	
d) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur	même taxe que dans le régime intérieur	
e) taxe de livraison	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (article 30, paragraphe 3, lettre b)) ou de réexpédition (article 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 0,98 DTS. (4)
f) taxe de réponse à un avis de non-livraison	0,65 DTS au maximum (5)	Si, à la suite de l'avis de non-livraison, de nouvelles instructions doivent être transmises par voie télégraphique, l'expéditeur ou le tiers doit payer, en outre, la taxe télégraphique.
g) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
h) taxe de emballage	0,33 DTS par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout.
i) taxe de poste restante	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (article 30, paragraphe 3, lettre b)) ou de réexpédition (article 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 0,49 DTS. (4)
j) taxe de magasinage	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (6) ou de réexpédition (articles 30, paragraphe 3, lettre b), et 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 6,53 DTS. (4) (7)
k) taxe d'avis de réception	0,98 DTS au maximum (8)	

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
l) taxe d'avis d'embarquement	0,36 DTS par colis au maximum	
m) taxe de réclamation	0,65 DTS au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique <b>ou celle de tout autre moyen de télécommunication</b> si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par voie télégraphique <b>ou par tout autre moyen de télécommunication.</b> (9)
n) taxe de demande de <b>retrait, de modification ou de correction</b> (10) d'adresse	1,31 DTS au maximum	A cette taxe s'ajoute la <b>taxe appropriée</b> , si la demande doit être transmise par <b>la voie des télécommunications.</b> (9) (11) (12)
o) taxe pour risques de force majeure	a) montant prévu à l'article 12, paragraphe 2, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée b) 0,20 DTS par colis au maximum, en ce qui concerne les colis sans valeur déclarée	

2. Les Administrations qui perçoivent dans leur régime intérieur des taxes supplémentaires supérieures à celles qui sont fixées au paragraphe 1 sont autorisées, lorsqu'elles conservent intégralement ces dernières, à appliquer, dans le service international, les taux du régime intérieur. (4)

1) Les taux max. des taxes supplémentaires en cas de réexpédition ou de renvoi prévus dans cet art. sont des valeurs indicatives auxquelles les Adm. peuvent se référer pour fixer leurs tarifs (Congrès de Hambourg 1984, II 524, prop. 5014.3 et 5014.4; v. également annot. 1 à l'art. VIII du Prot.).

2) Nouv. taxe adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 (II 525, prop. 5014.6).

3) La taxe supplémentaire indiquée sous b) a été relevée par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de l'augmentation des coûts des services (II 525, prop. 5014.8).

4) V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

5) V. annot. 3 à l'art. 136 et annot. 1 à l'art. 137 du Règl.

6) V. annot. 2 à l'art. 30.

7) Les colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés sont souvent refusés lorsqu'ils sont grevés de frais très élevés et c'est alors l'Adm. d'origine qui doit supporter lesdits frais. La limitation des frais de magasinage dans ces cas vise à prévenir de tels refus (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1675, prop. 5014.4).

8) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé les demandes d'avis de réception formulées postérieurement au dépôt et admis le principe du renvoi des avis de réception par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) sans surtaxe (II 1468, prop. 5014.7).

9) V. annot. 9 à l'art. 4.

10) V. annot. 8 à l'art. 14.

11) La demande par voie postale est toujours transmise sous recommandation. La taxe perçue pour la demande comprend la taxe de recommandation, laquelle ne doit pas être déduite lors de la transmission de la demande par voie téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication (Congrès de Tokyo 1969, II 1445, prop. 6073).

12) La perception de la surtaxe aérienne en cas d'utilisation de la voie aérienne a été supprimée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, étant entendu que la demande doit être transmise par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) (II 1687, prop. 5014.3).

## Article 16

### Droits (Arr. 7) (1)

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits, notamment les droits de douane, (2) dont les envois sont grevés dans le pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que les droits (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés (3) quand ils concernent un colis:

- a) renvoyé à l'expéditeur; (4)
- b) réexpédié sur un tiers pays;
- c) abandonné par l'expéditeur;
- d) perdu dans leur service ou détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- e) spolié ou avarié dans leur service.

Dans ces cas, l'annulation des droits n'est demandée que pour la valeur du contenu manquant ou pour la dépréciation subie par le contenu.

---

1) V. annot. 1 sous le titre I (taxes et droits) et art. VIII du Prot.

2) V. à ce sujet la circ. 94/1969, par laquelle deux recommandations du CCD ont été portées à la connaissance des Adm., l'une concernant l'admission en franchise de certains envois constituant des cadeaux, l'autre relative à l'application d'un système de taxation forfaitaire aux marchandises contenues dans de petits envois adressés à des particuliers (v. également circ. 228/1983 relative à la recommandation du CCD concernant l'admission en franchise des envois constituant des cadeaux).

3) Les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil des colis postaux.

4) V. annot. 2 à l'art. 30.

## Chapitre III

### Franchises postales

#### Article 17

Colis de service (Arr. 2, 4, 55, Règl. 110) (1)

1. Sont exonérés de toutes taxes postales (2) les colis relatifs au service postal et échangés entre:

- a) les Administrations postales;
- b) les Administrations postales et le Bureau international;
- c) les bureaux de poste des Pays-membres;
- d) les bureaux de poste et les Administrations postales.

2. Les colis-avion, à l'exception de ceux qui émanent du Bureau international, n'acquittent pas les surtaxes aériennes. (3)

---

1) Aux Congrès de Rome 1906 et de Stockholm 1924, il avait été spécifié que, par «correspondances», il fallait entendre, s'agissant de la franchise postale, non seulement les lettres mais les envois postaux de tout genre. Au Congrès d'Ottawa 1957, ce terme a été remplacé par l'expression «objets de correspondance» à laquelle on a substitué maintenant «envois de la poste aux lettres». Par conséquent, cet art. comble une lacune qui excluait les colis postaux de la franchise postale et prévoit le cas où les envois volumineux ne se prêtent pas au transport par la poste aux lettres (Congrès de Vienne 1964, II 1215, prop. 7051; v. aussi art. 2, par. 3).

2) Le mot «postales» a été maintenu ici pour éviter toute fausse interprétation (Congrès de Vienne 1964, II 1320).

3) Les frais de transport aérien sont à la charge de l'Adm. d'origine (Congrès de Tokyo 1969, II 1428, prop. 6076).

#### Article 18

Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils (Arr. 4, 55, Règl. 110) (1) (2)

Les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils (2) sont exonérés de toutes taxes en vertu de l'article 17 de la Convention. (3) (4) Toutefois, les colis-avion sont soumis aux surtaxes aériennes stipulées à l'article 9 du présent Arrangement. (5)

---

1) Des doutes s'étant élevés sur la question de savoir si ces colis peuvent être envoyés par exprès ou comme colis encombrants, fragiles, avec valeur déclarée, etc., le BI a exprimé l'avis que les stipulations de l'Arr. n'excluent nullement, en principe, les catégories de colis dont il s'agit. La seule réserve est qu'il paraît

équitable d'exonérer les Adm. de toute responsabilité, pour un service qu'elles effectuent gratuitement, et que les colis pour prisonniers de guerre ne donnent pas lieu à dédommagement en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Cependant, quoique l'admission des diverses catégories de colis postaux ait été établie comme règle générale, il peut arriver que, pour des considérations d'ordre pratique, un pays ne soit pas en mesure d'accepter, soit au départ, soit à l'arrivée, certaines catégories de colis, ou qu'il ne puisse les accepter que jusqu'à une certaine limite de poids (Rapp. 1941, p. 9).

Même la perte d'un colis avec valeur déclarée ne saurait mettre en jeu la responsabilité des Adm. Les expéditeurs peuvent faire assurer leurs envois par des compagnies privées (Congrès de Stockholm 1924, II 502).

2) V. annot. 6 à l'art. 4.

3) Au Congrès de Paris 1947, l'Uruguay, considérant que les présentes dispositions s'inspirent de sentiments élevés de solidarité humaine, avait proposé un par. complémentaire ainsi conçu:

«Chaque Adm. s'engage à faire des démarches auprès des autorités respectives de son pays pour obtenir l'annulation des droits non postaux dont pourraient être grevés les colis destinés aux prisonniers de guerre et belligérants recueillis ou internés dont traite le présent art., lorsque leur contenu se compose d'aliments, tabac, médicaments, vêtements, outils de travail faits à la main ou d'un caractère artistique, etc., et d'objets d'un usage personnel, pourvu que, par leur quantité ou leur qualité, ils ne représentent pas une valeur élevée et qu'ils soient évidemment destinés à être consommés ou utilisés par les destinataires eux-mêmes.» (I 315.) Cette prop. n'était pas recevable, du point de vue juridique, parce qu'elle avait trait à des droits perçus sur les colis de prisonniers de guerre par des organismes non postaux. Mais elle a été transformée en vœu adopté à l'unanimité par la 2<sup>e</sup> Comm. (II 673).

Un vœu identique au précédent a également été adopté par le Congrès de Bruxelles 1952 (II 798, prop. 1681 Uruguay).

4) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

5) Précision apportée par le Congrès de Hambourg 1984.

## Titre II

### Exécution du service

#### Chapitre I

#### Conditions d'admission (1)

---

1) Par sa résolution C 15/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Washington 1989, afin de faciliter la compréhension des conditions d'admission et des prestations supplémentaires, tant pour la clientèle que pour les services d'exploitation, ainsi que de sauvegarder la part postale du marché, a invité les Adm. à admettre pour toutes les catégories de colis un poids max. d'au moins 20 kg, les limites de dimensions prescrites à l'art. 21, par. 1, de l'Arr., les colis avec valeur déclarée, les colis exprès, des correspondances personnelles dans les colis, les avis de réception et l'envoi des avis de non-livraison (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5000.1).

## Section I

### Conditions générales d'admission

#### Article 19

##### Conditions d'acceptation (Règl. 103 à 110) (1)

Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 20 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit:

- a) appartenir à une catégorie de colis admise en application de l'article 4;
- b) avoir un emballage adapté à la nature du contenu et aux conditions du transport;
- c) porter les noms et adresses du destinataire et de l'expéditeur;
- d) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par les articles 2 et 21;
- e) être affranchi de toutes taxes exigibles par le bureau d'origine au moyen de timbres-poste ou de tout autre procédé autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine.

---

1) V. annot. à l'art. 20.

#### Article 20

##### Interdictions (Arr. 22, Règl. 105) (1)

L'insertion des objets ci-dessous est interdite:

- a) dans toutes les catégories de colis:
  - 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ou l'équipement postal;
  - 2° les stupéfiants et les substances psychotropes; (2) toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition;
  - 3° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux, à l'exception:
    - d'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison;



- des disques phonographiques, des bandes et des fils soumis ou non à un enregistrement sonore ou visuel, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou d'autres moyens semblables et des cartes QSL (3) lorsque l'Administration d'origine estime qu'ils ne présentent pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle et lorsqu'ils sont échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux;
- des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, autres que les précédents, échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux, si la réglementation intérieure des Administrations intéressées le permet; (4)
- 4° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par la réglementation postale des pays intéressés;
- 5° les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses; (5) (6)
- 6° les matières radioactives. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour accepter les colis contenant ces matières soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. En ce cas, les matières radioactives sont conditionnées et emballées selon les dispositions du Règlement et sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes. Elles ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés; (7)
- 7° les objets obscènes ou immoraux;
- 8° les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination; (8)
- b) dans les colis sans valeur déclarée, échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, (9) (10) le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer qu'en transit à découvert par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. (11) Chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert à travers son territoire, ou de limiter la valeur réelle de ces envois.

---

1) Les pays ont un droit de regard sur les colis en transit; ce sont les règlements intérieurs qui sont applicables dans ce cas (Congrès de Londres 1929, II 381 et 382). Les Adm. doivent se notifier par l'intermédiaire du BI les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des colis dans leur service (art. 101, par. 1, lettre h), du Régl.).

2) A la suite d'une décision du Congrès de Bruxelles 1952, les dispositions des Actes de l'UPU relatives aux stupéfiants ont été examinées dans le cadre de la coopération entre l'ONU (Comm. des stupéfiants) et

de l'UPU dans ce domaine. Ces dispositions, en ce qui concerne les interdictions, ont été jugées suffisantes (v. Doc de la CEL 1957, p. 60 à 63). Les termes «l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants» ont été remplacés par ce nouv. libellé qui est celui employé par la Division des stupéfiants des Nations Unies, notamment depuis l'entrée en vigueur, le 16 août 1976, de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1672, prop. 5019.3). La liste des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international (liste abrégée) est reproduite dans la troisième partie de la Liste des objets interdits (v. également annot. 8 à l'art. 41 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

3) Cartes QSL (confirmations de liaison radiophonique). Il s'agit en l'occurrence de cartes préimprimées que les radiophonistes amateurs utilisent pour se communiquer le résultat de leurs observations en les complétant d'indications manuscrites codées (v. également annot. 5 à l'art. 132 du Règl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

4) Le ch. 3° a été adopté par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1428, 1429, 1440 et 1491, prop. 6211/Rev et 6028 et Congrès – Doc 129/Rev). Les exceptions aux interdictions y sont classées dans l'ordre croissant des restrictions auxquelles elles sont soumises, soit:

- a) doc admis dans tous les cas (facture, bordereau, etc.);
- b) objets (ex-Phonopost, cartes QSL, etc.) dont l'insertion dans les colis est subordonnée à deux conditions: ne pas présenter le caractère de correspondance actuelle et personnelle selon l'appréciation de l'Adm. d'origine et être échangés entre expéditeur et destinataire;
- c) doc ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle dont l'insertion dans les colis est subordonnée aux conditions suivantes: être échangés entre l'expéditeur et le destinataire et être admis tant par l'Adm. d'origine que par l'Adm. de destination.

Le Recueil des colis postaux indique si les Adm. admettent ou non dans les colis les doc ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle (v. aussi l'avis du BI dans le Rapp. 1966, p. 57 à 59, au sujet de l'admission au tarif des colis postaux des expéditions considérées antérieurement comme papiers d'affaires).

5) Depuis le Congrès de Bruxelles 1952, l'UPU se préoccupe du transport illicite des matières dangereuses par la poste. La CEL et par la suite le CE ont émis plusieurs recommandations pour assurer l'application de cette interdiction de principe identique à celle prévue à l'art. 41 de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., en vue notamment de sauvegarder la sécurité des avions transportant les dépêches postales (circ. 174/1959, 169/1961, 50/1970, 166/1970 et 141/1973). Outre les matières explosibles ou inflammables, il faut considérer comme dangereux les gaz comprimés, les liquides corrosifs, les matières oxydantes et toxiques ainsi que toutes autres substances qui pourraient mettre la vie humaine en danger ou causer des dommages.

Sur ce point, l'IATA a manifesté son inquiétude du fait que les envois postaux insérés dans les sacs postaux peuvent contenir des objets dangereux sans qu'on puisse les vérifier et a suggéré que la réglementation de l'UPU en la matière soit harmonisée avec la sienne. Conscient de l'importance et de l'urgence du problème, le CE a décidé (résolution CE 2/1978) d'inclure la «liste des définitions des objets dangereux établie par l'IATA» dans la Liste des objets interdits, dont elle constitue la quatrième partie (feuilles roses); en outre, il a approuvé les mesures éducatives (diapositives, affiche, brochure) élaborées en collaboration avec l'OMS et l'IATA et destinées aux usagers et aux fonctionnaires postaux en vue de l'application efficace de la réglementation (cf. lettres-circ. du BI 3410.8(C)1500 du 4 décembre 1979 et 3410.8(C)178 du 8 février 1980). Enfin, conformément à la résolution CE 1/1983, la liste de l'IATA a été remplacée par la liste de l'OACI. En ce qui concerne l'Arr. des colis, la possibilité d'admettre dans les colis, à titre facultatif et ponctuellement, des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films inflammables, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd a été supprimée (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5019.2/Rev 1). De plus, une mise en garde contre l'insertion d'objets dangereux dans les envois postaux a été introduite au verso de la déclaration en douane C 2/CP 3 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1622, prop. 2902.1 et Congrès – Doc 24; v. également annot. 9 à l'art. 41 et 5 à l'art. 82 de la Conv., reproduites à la fin du présent fasc.).

6) Par sa décision C 56, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur les moyens de protection à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du personnel postal amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés). Les résultats d'une première enquête ouverte à ce sujet par circ. 252/1972 ont été publiés par circ. 253/1972, 26/1973, 38/1973, 39/1973 et 259/1973.

L'étude proprement dite du CCEP a fait l'objet d'un rapport qui a été distribué aux Adm. à titre confidentiel (cf. lettre-circ. du BI 4435-312.1(D)80 du 17 janvier 1978) et de la recommandation C 76, adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1374 et 1375, prop. 0004 et Congrès – Doc 16).

7) Aux fins d'adapter la réglementation à la réalité, le Congrès de Lausanne 1974 a admis formellement le transport des matières radioactives dans les colis (II 1459, prop. 5019.3; v. aussi annot. 2 à l'art. 23 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

Autres dispositions relatives au transport des matières radioactives: art. 105, par. 1, lettre h), et 110, par. 9, du Règl.

Par sa résolution C 64, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'examiner la suppression éventuelle de la condition selon laquelle les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés. Consultées à ce sujet, les Adm., soucieuses de garantir la sécurité des employés postaux et d'empêcher tout abus de la part des usagers, se sont prononcées pour le maintien de cette condition. Le CE a partagé cette manière de voir qui a été approuvée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 119, Congrès – Doc 1, ch. 21; v. aussi annot. 3 à l'art. 23 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

8) Les renseignements à ce sujet figurent dans la Liste des objets interdits.

9) Y compris les titres au porteur (Congrès de Londres 1929, II 381).

10) Une Adm. ayant demandé si des timbres-poste, oblitérés ou non, peuvent être envoyés dans un colis postal, le BI a émis l'avis que l'exclusion de ces objets ne semble pas motivée (Rapp. 1895, p. 8; v. aussi annot. 4 et 5 à l'art. 41 de la Conv., reproduites à la fin du présent fasc.).

11) V. art. 1, par. 6, de la Conv. reproduit à la fin du présent fasc.

## Article 21

### Limites de dimensions (Arr. 22, Règl. 127) (1)

1. Sauf à être considérés comme colis encombrants (2) par application de l'article 4, paragraphe 2, lettre e), les colis transportés par voie de surface ou par voie aérienne (3) ne doivent pas dépasser 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions ni 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

2. Les Administrations qui ne sont pas en mesure d'admettre, pour tous les colis ou pour les colis-avion seulement, les dimensions prévues au paragraphe 1 peuvent adopter en lieu et place les dimensions suivantes: 1,05 mètre pour l'une quelconque des dimensions, 2 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur. (4) (5)

3. Quel que soit leur mode de transport, les colis ne doivent pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 20, paragraphe 1, de la Convention. (6)

4. Les Administrations qui admettent les dimensions fixées au paragraphe 1 ont la faculté de percevoir, pour les colis dont les dimensions dépassent les limites indiquées au paragraphe 2 mais dont le poids est inférieur à 10 kg, une taxe supplémentaire égale à celle qui est prévue à l'article 13.

- 1) Par sa résolution C 69, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE, en collaboration avec le CCEP, de réexaminer les dispositions concernant les limites de dimensions des colis postaux. Les conclusions de l'étude effectuée vont toutes dans le sens du statu quo. Elles ont été approuvées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Congrès – Doc 1, ch. 48).
- 2) V. annot. 3 à l'art. 4.
- 3) Les mots «ou par voie aérienne» ont été ajoutés au Congrès de Tokyo 1969 afin d'harmoniser les dimensions des colis-avion avec celles des colis ordinaires, compte tenu de la capacité sans cesse accrue des aéronefs (II 1430 et 1431, prop. 6266).
- 4) Cette disposition facultative, qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot., a été incorporée – compte tenu d'une légère modification – dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1430 et 1431, prop. 6029; v. aussi annot. 3 au préambule du Prot.). Le Recueil des colis postaux indique pour chaque Adm. d'une part les dimensions qu'elle admet pour les colis-avion, d'autre part les dimensions à partir desquelles elle considère les colis comme encombrants.
- 5) Les Adm. peuvent fixer pour les colis-avion des limites de dimensions intermédiaires entre celles prévues aux par. 1 et 2, ces limites étant indiquées dans le Recueil des colis postaux (Congrès de Tokyo 1969, II 1430 et 1431, prop. 6266).
- 6) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

## Article 22

### Traitement des colis acceptés à tort (Arr. 34)

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 20, lettre a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils doivent être traités selon la législation du pays de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre a), chiffres 2°, 5° à 7°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'expéditeur. (1) (2)
2. S'il s'agit de l'insertion d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 20, lettre a), chiffre 3°, cette correspondance est traitée de la manière prescrite à l'article 32 de la Convention (3) et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'expéditeur.
3. Lorsqu'un colis sans valeur déclarée échangé entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur et contenant les objets cités à l'article 20, lettre b), parvient à l'Administration de destination, (4) celle-ci est autorisée à le livrer au destinataire, aux conditions fixées par sa réglementation. Si celle-ci n'admet pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'expéditeur en faisant application de l'article 34.
4. Le paragraphe 3 est applicable aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement (5) les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles. (6)

5. Lorsqu'un colis admis à tort ou une partie de son contenu ne sont ni livrés au destinataire, ni renvoyés à l'expéditeur, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à ce colis, **au moyen d'une formule conforme au modèle C 33/CP 10bis annexé au Règlement d'exécution du présent Arrangement.** (7) Cette information doit indiquer d'une manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe le colis ou les objets qui ont donné lieu à la saisie. (8)

---

1) V. annot. 2 à l'art. 30.

2) Si le destinataire d'un colis refuse de payer la taxe des lettres insérées à tort dans ces envois, ce refus ne doit pas entraîner le renvoi du colis à l'expéditeur. Pour le surplus (traitement des lettres insérées), c'est la législation intérieure qui est applicable (Congrès du Caire 1934, I 1359).

3) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

4) L'intervention éventuelle des Adm. de transit a été éliminée en raison de la difficulté, sinon de l'impossibilité pour elles d'établir si un colis contient de tels objets (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5021.1).

5) Il faut des raisons sérieuses pour procéder au renvoi du colis à l'origine (Congrès de Londres 1929, II 382 et 383).

6) Dans le cas d'un colis dont le montant du remboursement dépasse le max. admis, il y a faute du pays d'origine et il serait excessif d'en faire supporter les conséquences par l'expéditeur ou le destinataire (Congrès de Londres 1929, II 381).

7) Form. créée par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5021.1, et C 4 – Rapp. 2, prop. 2933.91 et 2543.91; v. également annot. 1 à l'art. 139 du Règl. et 18 à l'art. 41 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

8) Le texte de ce par. a été remanié par le Congrès de Hamburg 1984 pour bien préciser que, si le colis est effectivement remis au destinataire sans son contenu ou avec un contenu réduit en raison de l'application de la législation du pays de destination, il est néanmoins utile pour l'Adm. d'origine d'avoir connaissance de telles interventions (II 548, prop. 5021.3).

## Article 23

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt (Arr. 36, Règl. 136, 137) (1)

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

2. Il ne peut donner que l'une des instructions suivantes:

- a) envoi (2) d'un avis de non-livraison à lui-même;
- b) envoi (2) d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le pays de destination;
- c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;

- d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai qui ne peut dépasser le délai de garde réglementaire dans le pays de destination; (3)
- e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 29, paragraphe 1, lettre c), chiffre 2°);
- f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- g) abandon du colis par l'expéditeur.

3. Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires.

4. Les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les instructions visées au paragraphe 2, lettres a) et b), lorsque leur législation ou leur réglementation ne le permet pas. (4)

---

1) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé l'instruction «vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur» (II 1460 et 1461, prop. 5022.1).

2) V. annot. 2 et 3 à l'art. 136 du Règl.

3) Les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil des colis postaux.

4) Cette disposition facultative, qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot., a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1424, prop. 6030). Le Recueil des colis postaux indique les pays qui en font application (v. aussi annot. 3 au préambule du Prot.).

## Section II

### Conditions particulières d'admission

#### Article 24

##### Colis avec valeur déclarée (Arr. 12, Règl. 108, 109) (1)

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:

- a) en ce qui concerne les Administrations postales:
  - 1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à **3266,91 DTS** (2) ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à **3266,91 DTS**; (3)

- 2° obligation, dans les relations entre pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;
  - b) en ce qui concerne les expéditeurs:
    - 1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;
    - 2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.
2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.
3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

---

1) Le Congrès de Vienne 1964, par sa résolution C 29, b), a chargé le CE de «rechercher les possibilités d'établir des normes uniformes du trafic aérien des envois avec valeur déclarée» (II 1133 et 1325, prop. 5091). Afin de donner suite aux travaux effectués par le CE en conformité avec cette résolution, le Congrès de Tokyo 1969 a adopté le vœu C 70 concernant le transport aérien des envois avec valeur déclarée (III 762). A son tour, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté la résolution C 63 (III 887 à 893), par laquelle il préconise les mesures générales de sécurité à prendre dans les bureaux d'échange et dans les aéroports.

2) Ce montant a été porté de 7000 fr (2286,83 DTS) à 3266,91 DTS par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5023.1).

3) Cette dérogation à la limite fixée, qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot., a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1431, prop. 6031). Le Recueil des colis postaux indique les Adm. qui en font application (v. aussi annot. 3 au préambule du Prot.).

## Article 25

Colis francs de taxes et de droits (Arr. 11, Règl. 110, 111)

1. Un colis franc de taxes et de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau de destination serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe de commission prévue à l'article 11.
2. Le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes. (1)

---

1) L'expéditeur d'un colis «franc de droits» est tenu d'acquitter tous les droits postaux ou non postaux dont cet envoi peut être grevé à destination; par conséquent, les expéditeurs n'ont pas la faculté d'acquitter seulement les droits de douane, à l'exclusion des autres droits (Congrès de Londres 1929, II 409).

## Chapitre II

### Conditions de livraison et de réexpédition

#### Section I

##### Livraison (1)

---

1) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté le vœu C 61, par lequel les Adm. sont invitées à faire connaître au BI les modalités de remise aux destinataires, dans leur pays, des colis ordinaires et avec valeur déclarée en vue de la publication de ces renseignements dans le «Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Adm.».

#### Article 26

Règles générales de livraison. Délais de garde (Arr. 27, Règl. 133 à 135)

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, les destinataires doivent, sauf impossibilité, (1) être avisés sans retard de leur arrivée.

2. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est gardé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement porté à deux mois si la réglementation de l'Administration de destination le permet. (2) Le délai de garde prévu dans ce paragraphe est renouvelé si l'expéditeur a demandé, selon l'article 29, paragraphe 1, lettres a), c), chiffre 2°, et d), que le destinataire soit avisé une nouvelle fois.

3. Lorsque l'arrivée du colis n'a pu être notifiée au destinataire, le délai de garde est celui que prescrit la réglementation du pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, commence à courir le lendemain du jour à partir duquel le colis est tenu à la disposition du destinataire (3) et ne peut, en règle générale, dépasser deux mois; le renvoi du colis à l'expéditeur (4) doit avoir lieu dans un délai plus court si celui-ci (4) l'a demandé dans une langue connue dans le pays de destination. (5)

4. Les délais de garde prévus aux paragraphes 2 et 3 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

---

1) Les mots «sauf impossibilité» s'appliquent en principe aux colis adressés poste restante et aux colis dont les destinataires habitent une région où il n'y a pas de service de distribution du courrier (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5025.3).



- 2) Les renseignements concernant les délais de garde figurent dans le Recueil des colis postaux.
- 3) Le temps nécessaire au contrôle douanier à l'importation n'est pas inclus dans le délai de garde (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5025.4).
- 4) V. annot. 2 à l'art. 30.
- 5) L'expéditeur doit, dans son propre intérêt, faciliter, par le choix de la langue, le travail de l'Adm. de destination, mais celle-ci, qui aura à cœur de donner satisfaction au public, ne doit pas exagérer les difficultés rencontrées (Congrès de Londres 1929, II 384 et 385).

## Article 27

Livraison des colis exprès (Arr. 10, Règl. 117, 141)

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée n'est essayée qu'une fois. (1)
2. Si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

---

1) Le texte de l'Arr. donne toute faculté aux Adm. de destination, suivant les règles de leur service intérieur, de percevoir une taxe lorsqu'un colis à distribuer par exprès, primitivement présenté à un domicile, est remis par exprès à un nouv. domicile sur la demande du destinataire (Congrès de Buenos Aires 1939, II 553; v. aussi art. 10, par. 3).

## Article 28

Avis de réception (Arr. 14, 15, Règl. 110, 135, 145)

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 55 de la Convention. (1) Toutefois, les Administrations peuvent limiter ce service aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur. (2) (3)

- 
- 1) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.
  - 2) V. annot. 8 à l'art. 15.
  - 3) Par le vœu C 10 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, les Adm. sont invitées à généraliser l'usage de l'avis de réception pour les colis ordinaires (II 1674, prop. 5000.4).

## Article 29

Non-livraison au destinataire (Arr. 31, Règl. 136, 137)

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 23, paragraphe 2, lettres a) et b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, paragraphe 2, lettres c) à g), et, en outre, l'une des suivantes:

- a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- b) rectifier ou compléter l'adresse;
- c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
  - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme indiquée;
  - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- d) remettre le colis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. L'envoi des instructions visées au paragraphe 1 peut donner lieu à la perception, soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 14, lettre f); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois. En cas de transmission par la voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication approprié**, la **taxe correspondante** s'y ajoute.  
(1) (2)

3. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur ou du tiers, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires.

---

1) V. annot. 3 à l'art. 136 du Règl.

2) V. annot. 9 à l'art. 4.

## Article 30

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés (Arr. 34, 35, Règl. 138) (1) (2)

1. Tout colis qui n'a pu être livré est renvoyé au pays du domicile de l'expéditeur: (2)

- a) immédiatement si:
  - 1° l'expéditeur l'a demandé par application de l'article 23, paragraphe 2, lettre c);

- 2° l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article **23**, paragraphe 2, lettre b)) a formulé une demande non autorisée;
- 3° l'expéditeur ou le tiers refuse d'acquitter la taxe autorisée par l'article **29**, paragraphe 2;
- 4° les instructions de l'expéditeur ou du tiers n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison; (3) (4)
- b) immédiatement après l'expiration:
  - 1° du délai éventuellement fixé par l'expéditeur par application de l'article **23**, paragraphe 2, lettre d);
  - 2° des délais de garde prévus à l'article **26**, si l'expéditeur ne s'est pas conformé à l'article **23**. Toutefois, dans ce cas, des instructions peuvent lui être demandées; (5)
  - 3° d'un délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, si le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur ou du tiers, ou si ces instructions ne sont pas parvenues à ce bureau.

**2. Un colis est renvoyé par la voie utilisée normalement pour l'expédition des dépêches.** (6) Il ne peut être renvoyé par avion que si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes.

**3. Tout colis renvoyé à l'expéditeur (2) par application du présent article est soumis:**

- a) aux quotes-parts que comporte la nouvelle transmission;
- b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'expéditeur, (2) sous réserve des articles **10**, paragraphe 2, dernière phrase, et **15**, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres e), i) et j). (7)

**4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont perçus sur l'expéditeur.**

**5. Les colis renvoyés à l'expéditeur et qui ne peuvent lui être livrés sont traités par l'Administration concernée selon sa propre législation.** (8)

---

1) Par sa résolution C 86, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CCEP d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions introduisant la notion de «renvoi à l'expéditeur» et des conséquences de leur application pratique (II 524 et 525, prop. 5029.2). Une consultation en la matière a permis de constater que la plupart des Adm. (59 sur 73) confirment les avantages que présente le renvoi des colis non distribuables au pays de résidence de l'expéditeur. Il paraît par conséquent indiqué de maintenir le statu quo.

2) Parmi les colis renvoyés au bureau d'origine, il y en a un certain nombre dont le pays indiqué à l'adresse de l'expéditeur diffère de celui du dépôt. En cas de non-livraison au destinataire, ces colis sont renvoyés au bureau d'origine grevés de taxes de renvoi, conformément au par. 3. Afin d'éviter, en cas de réexpéditions successives, l'accumulation de ces taxes qui sont préjudiciables à l'Adm. de dépôt lorsque le

colis n'est pas livré au destinataire, le Congrès de Hambourg 1984 a estimé nécessaire, s'agissant de colis à renvoyer à l'expéditeur, de remplacer dans le texte de l'Arr. et de son Règl. les termes «Renvoi à l'origine» ou «renvoyé à l'origine» par «Renvoi à l'expéditeur» ou «renvoyé à l'expéditeur», ainsi que, «l'Adm. d'origine» ou «bureau d'origine» par «l'Adm. du pays du domicile de l'expéditeur» ou «bureau de son domicile» (II 524 et 525, prop. 5029.2; v. également annot. 1 ci-dessus).

3) L'expéditeur peut demander à être avisé de la non-livraison du colis lorsqu'il a donné l'instruction qu'en cas de non-livraison à un premier destinataire le colis soit livré à un second destinataire; il est entendu que l'avis de non-livraison ne doit être envoyé que si le colis n'est pas remis au second destinataire, sous la réserve évidemment qu'un tel avis ait été demandé par l'expéditeur (Congrès de Londres 1929, I 1572).

4) Lorsqu'un colis a été refusé par le premier destinataire, une tentative de distribution à l'autre destinataire visé à l'art. 23, par. 2, lettre e), doit être faite avant de renvoyer le colis au bureau du domicile de l'expéditeur (Congrès de Tokyo 1969, II 1425, prop. 6213).

5) Dans un tel cas, il apparaît plus rationnel et plus conforme à l'intérêt des usagers de demander des instructions à l'expéditeur que de renvoyer le colis à l'origine. A noter que l'Adm. d'origine peut percevoir la taxe d'avis de non-livraison si celui-ci n'a pas été demandé par l'expéditeur (Congrès de Tokyo 1969, II 1425, prop. 6092).

6) Disposition révisée par le Congrès de Washington 1989, étant donné qu'il est possible que l'Adm. qui a reçu le colis en question n'utilise pas la voie que celui-ci a suivie à l'aller (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5029.1/Rev 2).

7) V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

8) Par. introduit par le Congrès de Hambourg 1984 pour permettre au pays du domicile de l'expéditeur de traiter les colis non livrés à celui-ci selon sa législation intérieure (II 524 et 525, prop. 5029.2).

## Article 31

### Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré (Arr. 23, 36)

Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation. (1) (2)

---

1) Enquête ouverte sur demande de l'Adm. de l'Equateur en 1931. Des 45 réponses reçues, il résulte que, dans la grande majorité des cas, les colis abandonnés dont le contenu ne doit pas être détruit sont vendus aux enchères. Le produit de la vente, déduction faite des frais de douane, est généralement versé à l'Etat, à la Caisse de secours ou d'épargne postale, rarement à l'expéditeur. D'ailleurs, le fait a été relevé que les colis abandonnés sont d'ordinaire sans valeur. Si le produit de la vente ne couvre pas les frais dont les colis sont grevés, la différence est reprise sur l'expéditeur par l'intermédiaire de l'Adm. du pays du domicile de celui-ci.

2) De tels colis ne peuvent cependant être renvoyés à l'expéditeur.

## Section II

### Réexpédition

#### Article 32

Réexpédition (1) par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification **ou de correction** (2) d'adresse (Règl. 140)

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification **ou de correction** (2) d'adresse effectuée en application de l'article 38 peut avoir lieu soit à l'intérieur du pays de destination, soit hors de ce pays.

2. La réexpédition à l'intérieur du pays de destination peut être faite soit à la demande de l'expéditeur, soit à la demande du destinataire ou d'office si la réglementation de ce pays le permet.

3. La réexpédition hors du pays de destination ne peut être faite qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne si elle est demandée par l'expéditeur ou par le destinataire, à condition que le paiement des surtaxes aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis, peuvent être perçus:

- a) les taxes autorisées pour cette réexpédition par la réglementation de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du pays de destination;
- b) les quotes-parts et surtaxes aériennes que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du pays de destination;
- c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation, (3) sous réserve des articles 10, paragraphe 2, dernière phrase, et 15, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres e), i) et j). (4)

7. Les quotes-parts, taxes et droits mentionnés au paragraphe 6 sont perçus sur le destinataire.

---

1) Cet art. sous-entend l'obligation de réexpédier d'office, sur le pays réel de destination, les colis dont l'adresse comporte manifestement une erreur dans l'indication du pays. Dans ce cas, le pays réexpéditeur n'a droit qu'à la quote-part de transit (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

2) V. annot. 8 à l'art. 14.

3) La question de savoir si les amendes de douane qui frappent les colis à cause de déclarations en douane inexactes doivent être comprises sous les frais spéciaux mis à la charge de l'Adm. d'origine en cas d'abandon des colis a été l'objet d'une réponse négative de la part du BI (Rapp. 1935, p. 15 s.).

4) V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

### Article 33

Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier (Règl. 131)

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu.

2. Tout colis-avion parvenu en fausse direction doit obligatoirement être réexpédié par la voie aérienne.

3. Tout colis réexpédié par application du présent article est assujetti aux quotes-parts que comporte la transmission sur sa véritable destination et aux taxes et droits mentionnés à l'article 32, paragraphe 6, lettre c).

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont repris sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. Cette Administration les perçoit, le cas échéant, sur l'expéditeur. (1)

---

1) Le destinataire d'un colis transmis en fausse direction ne doit pas supporter les taxes que comporte la transmission du colis sur sa véritable destination (Congrès de Vienne 1964, II 1228, prop. 7084).

### Article 34

Renvoi à l'expéditeur (1) des colis acceptés à tort (Arr. 22, Règl. 138)

1. Tout colis accepté à tort et renvoyé à l'expéditeur (1) est soumis aux quotes-parts, taxes et droits prévus à l'article 30, paragraphe 3.

2. Ces quotes-parts, taxes et droits sont à la charge:

- a) de l'expéditeur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur de ce dernier (2) ou s'il tombe sous le coup d'une des interdictions de l'article 20;
- b) de l'Administration responsable de l'erreur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal. Dans ce cas, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.

3. Si les quotes-parts qui ont été attribuées à l'Administration qui renvoie le colis sont insuffisantes pour couvrir les quotes-parts, taxes et droits visés au paragraphe 1, les frais restant dus sont repris sur l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur. (1)

4. S'il y a excédent, l'Administration qui renvoie le colis restitue à l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur (1) le solde des quotes-parts pour remboursement à celui-ci. (1)

---

1) V. annot. 2 à l'art. 30.

2) V. annot. 5 à l'art. 136 du Règl.

### Article 35

Renvoi à l'expéditeur par suite de suspension de service (Règl. 138)

Le renvoi d'un colis à l'expéditeur (1) par suite d'une suspension de service est gratuit; les quotes-parts perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont créditées à l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur (1) pour remboursement à celui-ci.

---

1) V. annot. 2 à l'art. 30.

## Chapitre III

### Dispositions particulières

#### Article 36

Inobservation par une Administration des instructions données (Arr. 23)

1. Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis.

2. L'Administration du pays du domicile de l'expéditeur (1) est autorisée à mettre en compte d'office les frais mentionnés au paragraphe 1 à l'Administration qui n'a pas observé les instructions données et qui, régulièrement saisie du cas, a laissé s'écouler **trois** (2) mois à compter du jour auquel elle a été informée sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir porté à la connaissance de l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur (1) que l'inobservation paraissait due à un cas de force majeure ou que le colis avait été retenu, saisi ou confisqué en vertu de la réglementation intérieure du pays de destination.

---

1) V. annot. 2 à l'art. 30.

2) Période ramenée de cinq à trois mois par le Congrès de Washington 1989 dans le but de réduire le temps d'attente pour le client (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5035.1).

### Article 37

Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre (Règl. 143)

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

### Article 38

Retrait. Modification ou correction d'adresse (Arr. 14, 15, Prot X, Règl. 112, 142)

1. L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 38 de la Convention, (1) en demander le retour ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toutes nouvelles transmissions, en vertu des articles 30, paragraphe 3, et 32, paragraphe 6. (2)

2. Toutefois, les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les demandes visées au paragraphe 1 lorsqu'elles ne les acceptent pas dans leur régime intérieur. (3)

---

1) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

2) V. annot. 6 et 7 à l'art. 15 et annot. 3 à l'art. 40.

3) Cette disposition facultative, qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot., a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1431, prop. 6033). Le Recueil des colis postaux indique les Adm. qui en font application (v. aussi annot. 3 au préambule du Prot.).



## Article 39

### Réclamations (Règl. 144, 145) (1)

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.
2. Les réclamations des usagers ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis. (2)
3. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 14, lettre k), chaque réclamation donne lieu à la perception d'une «taxe de réclamation» au taux fixé à l'article 15, lettre m).
4. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet de réclamations distinctes. Si la réclamation concerne plusieurs colis de la même catégorie déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire et expédiés par la même voie, la taxe n'est perçue qu'une fois.
5. La taxe pour réclamation est restituée si la réclamation est motivée par une faute de service.

---

1) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé les demandes de renseignements, qui sont maintenant assimilées aux réclamations (II 1468, prop. 5038.1).

2) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a rejeté, après une longue discussion, une prop. visant à fixer un délai min. avant qu'une réclamation puisse être admise (II 1680 et 1681, prop. 5038.2).

## Titre III

### Responsabilité (1) (2) (3) (4)

---

#### 1) Note historique

Les dispositions concernant la responsabilité, à savoir, d'un côté, la responsabilité de la poste envers l'expéditeur et, de l'autre, le recours de l'Adm. ayant indemnisé l'expéditeur contre l'Adm. responsable, furent calquées sur celles relatives à la responsabilité en cas de perte ou de spoliation qui avaient été adoptées précédemment dans l'Arr. pour l'échange des lettres avec valeur déclarée (Conf. de Paris 1880, p. 38 et 39). Ce fait explique que la responsabilité en cas d'avarie ne fut d'abord envisagée que très sommairement. Aucune disposition ne traite encore du cas spécial où l'avarie est due à la nature propre de l'envoi, qu'il s'agisse de son contenu susceptible de détérioration ou de son enveloppe fragile. L'étendue de la responsabilité fut limitée «au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans que cette indemnité puisse dépasser 15 fr». La déclaration de la valeur n'était pas encore admise. Ce n'est qu'au Congrès de Lisbonne

1885 que l'expédition de colis avec valeur déclarée et même grevés de remboursement jusqu'à 500 fr fut acceptée à titre facultatif. Le même Congrès éleva le max. d'indemnité à 25 fr pour les colis ordinaires (15 fr lorsque les colis sont admis seulement jusqu'à la limite de 3 kg), taux que la revision de Washington 1897 appliqua uniformément à tous les colis ordinaires. Il fut précisé, en outre, que l'indemnité n'est pas due lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou s'il provient de la nature même de l'objet. Le Congrès de Madrid 1920 fixa les limites d'indemnité à 10 fr par colis d'un poids jusqu'à 1 kg, à 25 fr par colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg et à 40 fr par colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg. Par dérogation à la règle d'ailleurs suivie en matière postale, et qui ne donne aucun droit propre au destinataire d'un envoi, le même Congrès constitua le droit du destinataire à l'indemnité lorsque celui-ci a pris livraison d'un colis spolié ou avarié en formulant des réserves. Le Congrès de Stockholm 1924 compléta la liste des exceptions qui autorisent la poste à décliner la responsabilité. Le Congrès de Londres 1929 fixa l'indemnité max. à 55 fr pour les colis de plus de 10 jusqu'à 15 kg et à 70 fr pour les colis de plus de 15 jusqu'à 20 kg. Le Congrès du Caire 1934 introduisit la notion de responsabilité de l'expéditeur. Le Congrès de Buenos Aires 1939 intercala l'indemnité max. de 15 fr pour les colis de plus de 1 jusqu'à 3 kg. Le Congrès de Tokyo 1969 porta les limites d'indemnité à 15, 25, 40, 60, 80 et 100 fr respectivement pour les colis des coupures de poids de 1, 3, 5, 10, 15 et 20 kg. Le Congrès de Lausanne 1974 fixa uniformément à 40 fr l'indemnité pour les colis jusqu'à 5 kg; en outre, il introduisit la faculté pour les Adm. d'appliquer dans leurs relations réciproques une indemnité max. de 100 fr par colis, sans égard au poids de celui-ci. Le Congrès de Hambourg 1984 a relevé de 50 pour cent les taux de Rio de Janeiro 1979.

2) Le Congrès de Vienne 1964 s'est attaché à harmoniser la structure et le texte de ce chapitre avec le chapitre analogue de la Conv. afin d'assurer un développement et une interprétation uniformes des dispositions régissant la responsabilité (II 1231, prop. 7261 à 7267).

3) Recours de l'Adm. redevable de l'indemnité contre le personnel fautif responsable. Cette question n'est traitée ni dans l'Arr. ni dans le Régl. Toutefois, en liaison avec elle, le vœu ci-après a été émis par le Congrès de Buenos Aires 1939: «Tenant compte des conditions dans lesquelles le travail est effectué dans les bureaux de poste et considérant qu'en vertu de ces mêmes circonstances la perte, la spoliation et l'avarie des objets postaux, ainsi que d'autres irrégularités qui se produisent au cours de leur traitement, constituent dans la plupart des cas des faits fatals, occasionnés par les exigences du service, le Congrès de Buenos Aires 1939 formule le vœu que les Adm. considèrent ces circonstances lorsqu'elles devront apprécier la responsabilité du personnel qui manipule les objets postaux.» (I 73, II 70, 71 et 557.)

4) V. annot. 4 au préambule du Prot.

## Article 40

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales  
(Arr. 58, Prot. XII, XIII)

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis, (1) (2) (3) (4) (5) sauf dans les cas prévus à l'article 41. Leur responsabilité est engagée tant pour les colis transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. Les Administrations postales peuvent s'engager à couvrir aussi les risques pouvant découler d'un cas de force majeure. Elles sont alors responsables, envers les expéditeurs des colis déposés dans leur pays, des pertes, spoliations ou avaries dues à un cas de force majeure qui surviennent durant le parcours tout entier des colis, y compris éventuellement le parcours de réexpédition ou de renvoi à l'expéditeur. (6) (7)

3. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. (8) Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:

- a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant en DTS de la valeur déclarée; (9) en cas de réexpédition ou de renvoi à l'expéditeur (7) par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie. Toutefois, les Administrations d'origine peuvent prendre à leur charge le dommage non couvert lors du second parcours; (10)
- b) pour les autres colis, les montants ci-après: (11) (12)  
**44,10 DTS par colis jusqu'à 5 kilogrammes;**  
**65,34 DTS par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;**  
**88,21 DTS par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;**  
**111,07 DTS par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;**  
**au-dessus de 20 kilogrammes, 22,87 DTS par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes. (11) (13)**

4. Par dérogation au paragraphe 3, lettre b), les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant maximal de **111,07 DTS** par colis sans égard à son poids.

5. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

6. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur ou, par application du paragraphe 8, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes acquittées, (14) à l'exception de la taxe d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

7. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution **des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance. (15)**

8. Par dérogation au paragraphe 3, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un colis spolié ou avarié dans les cas prévus à l'article **41**, paragraphe 1, lettres a) et b). (16)

9. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 3 en faveur du destinataire. (17) Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 8 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

10. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays, pour les colis sans valeur déclarée, les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois du même genre, à condition que ces indemnités ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 3, lettre b). **Il en est de même pour l'Administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire en vertu du paragraphe 8.** (18) Les montants fixés au paragraphe 3, lettre b), restent cependant applicables:

- 1° en cas de recours contre l'Administration responsable;
- 2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire (19) **ou inversement.** (18)

---

1) C'est un principe que la poste ne répond pas du retard (Congrès de Londres 1929, I 1580).

La question de savoir si les Adm. doivent répondre de l'avarie lorsque le contenu d'un colis s'est détérioré par suite d'un retard imputable à une faute du service postal a été discutée dans plusieurs Congrès. Cependant, des prop. tendant à établir formellement cette responsabilité n'ont jamais abouti.

A l'origine de l'Arr. et jusqu'à la revision de Washington 1897, la seule exception figurant dans le texte de l'Arr. et permettant à la poste de décliner la responsabilité pour avarie était le cas de force majeure. Cependant, si le contenu d'un colis s'était détérioré, il est vrai de par sa nature, mais si la détérioration n'avait pu se développer qu'à cause d'un retard dû à une faute de service, on ne pouvait guère invoquer l'exception de force majeure. Ce cas fut réglé par une mention au procès-verbal qui avait la teneur suivante: «Il est bien entendu que la responsabilité des Adm. restera engagée pour les avaries qui sont la conséquence, dûment constatée, des retards dans l'expédition et dans la remise des colis postaux.» (Congrès de Lisbonne 1885, II 272 et 346.)

Depuis que la poste est dégagée de toute responsabilité lorsque le dommage provient de la nature de l'objet, la question s'est posée de savoir si l'ayant droit pourrait opposer que la détérioration provenant de la nature du contenu ne s'était développée ou aggravée qu'à la suite d'un retard (dans le transport ou dans la livraison) imputable à une faute du service postal. Les opposants firent valoir que, si l'on voulait établir la responsabilité, même exceptionnellement, dans un cas de retard à la livraison, des délais max. de livraison devraient préalablement être arrêtés, comme c'est le cas pour le transport des marchandises par voie ferrée (cf. Congrès de Stockholm 1924, II 815 et 816, de Londres 1929, I 1580, II 617 et 618, et du Caire 1934, I 1364). Toutefois, au Congrès de Stockholm 1924, l'interprétation suivante fut maintenue au procès-verbal:

«En cas de retard provenant d'une faute du service postal, soit dans le transport, soit dans la remise du colis au destinataire, il est entendu que les Adm. ne sont responsables, dans la mesure du par. 1 de l'art. 36 (actuellement 40), que si le retard a eu pour conséquence de détériorer complètement ou partiellement et pour toujours le contenu des colis.» (II 816; cf. aussi Congrès de Rome 1906, II 404 et 405, et de Madrid 1920, II 824.)

Or, il y avait des Adm. qui, en l'absence d'une disposition formelle dans l'Arr. même, ne voyaient dans cette mention au procès-verbal qu'une obligation morale. Elles prétendirent que chaque pays peut appliquer les dispositions de son régime intérieur en cas d'avarie pour cause de retard (Congrès de Londres 1929, II 617 et 618).

Au Congrès du Caire 1934, un vœu fut adopté selon lequel «la pratique suivie actuellement par les Adm. en cas d'avarie d'un colis résultant d'un retard imputable à une faute de service soit maintenue» (II 663).

2) Enquête ouverte en 1931 sur demande de l'Adm. suisse concernant la responsabilité en cas d'avarie ou de destruction complète des colis encombrants. 25 réponses, desquelles il ressort qu'en règle générale:

- la responsabilité est assumée si le supplément de taxe de colis encombrants a été perçu, à moins que la poste ne puisse prouver que le dommage est dû à la faute ou à la négligence de l'expéditeur;
- la responsabilité est déclinée si le supplément de taxe n'a pas été perçu, à moins que l'expéditeur ne puisse prouver que le dommage est attribuable à une faute de la poste.

Toutefois, les tiers des Adm. sont d'avis que la responsabilité doit être assumée même dans le cas où la taxe additionnelle n'a pas été perçue – à moins que la poste ne prouve qu'il y a faute ou négligence de l'expéditeur.

3) Les Adm. n'assument aucune responsabilité quant à l'exécution des instructions des ayants droit visées à l'art. 38 de l'Arr., à moins qu'elles ne soient arrivées en temps utile aux bureaux intéressés (Congrès de Buenos Aires 1939, II 550 et 554, prop. 131 et 527).

Or, selon le principe énoncé au par. 1, la poste ne répond que de la perte, de la spoliation et de l'avarie. Cette interprétation introduit donc une exception au principe. Les Adm. auront à répondre aussi de la non-exécution et de l'exécution tardive des instructions ultérieures que l'ayant droit pourrait donner en vertu de l'art. 38 de l'Arr. à la seule condition que ces dispositions soient parvenues aux bureaux intéressés en temps utile. Toutefois, selon les tendances de la prop. qui a donné lieu à cette interprétation et vu le caractère d'exception à un principe, cette nouvelle disposition complémentaire doit être interprétée d'une manière restrictive en ce sens que seule une faute grave du bureau destinataire comporterait la responsabilité de la poste (cf. annot. 10 ci-après).

4) Par sa recommandation C 70, le Congrès de Lausanne 1974, se référant à une recommandation analogue (C 51) du Congrès de Tokyo 1969, a prié instamment les Adm. qui ont fait des réserves en ce qui concerne le paiement d'une indemnité pour les colis ordinaires (v. art. XII et XIII du Prot.) de reconsidérer leur position en vue d'appliquer l'art. 40 sans restriction, tandis que le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a considéré, par sa décision C 20, que lesdites Adm. n'ont pas le droit de recevoir une indemnité pour leurs colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans les services des Pays-membres qui acceptent la responsabilité énoncée à l'art. 40.

5) En ce qui concerne la responsabilité des Adm. en cas d'avarie causée à l'emballage extérieur d'un colis, v. avis du BI dans le Rapp. 1979, p. 56 et 57.

6) Disposition formelle adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour combler une lacune, la faculté pour les Adm. de couvrir les risques découlant d'un cas de force majeure n'étant prévue auparavant que de manière indirecte, notamment par l'existence d'une taxe pour risques de force majeure mentionnée aux art. 12, par. 2, 14, lettre o), et 15, lettre o) (II 1687, prop. 5039.3).

7) V. annot. 2 à l'art. 30.

8) Indemnité proportionnelle. Assurance (arbit. Rapp. 1927, p. 9 s.; Journal 1927, p. 93 s.). Un colis, valeur déclarée 500 fr, contenant 70 montres d'une valeur totale de 1441 fr, avait été spolié; à l'arrivée, 23 montres manquaient, ayant une valeur totale de 469 fr. La question se posa de savoir si l'ayant droit pouvait réclamer 469 fr ou seulement la part du dommage proportionnelle au rapport entre la valeur réelle du contenu suivant la form.  $(500 \times 469) : 1441 = 162,73$  fr, c'est-à-dire si le montant de l'indemnité à verser au réclamant devait être calculé suivant la jurisprudence admise en matière d'assurance. Parmi les motifs: les Adm. ayant la faculté de fixer un max. pour les déclarations de la valeur, ces déclarations ne peuvent être assimilées aux assurances. Par conséquent, l'indemnité ne doit pas être réduite par rapport à la perte subie dans la même proportion où se trouve la valeur déclarée par rapport à la valeur réelle primitive; l'indemnité, il est vrai, ne peut dépasser la valeur déclarée, mais, avec cette réserve, elle doit couvrir la valeur réelle et entière de la marchandise perdue.

Des prop. tendant à fixer l'indemnité proportionnellement à la valeur réelle de la perte ont été présentées à différentes reprises, mais non retenues. Dans le transport par la poste, comme dans celui par chemin de fer, la déclaration de valeur ne constitue pas un contrat d'assurance, mais une garantie nette du dommage effectif jusqu'à concurrence de la valeur déclarée (Congrès de Madrid 1920, II 483, et du Caire 1934, I 1351, prop. 715).

9) C'est-à-dire de l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine correspondant aussi près que possible à la valeur déclarée en DTS.

10) Disposition facultative adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 pour offrir à l'Adm. d'origine la possibilité de dédommager ses expéditeurs dans la limite de la déclaration de valeur souscrite lors du dépôt du colis (II 529, prop. 5039.3).

11) Les montants différenciés d'indemnité pour les colis jusqu'à 1 kg et de 1 à 3 kg ont été supprimés par le Congrès de Lausanne 1974 qui a ainsi corrigé la situation antérieure peu satisfaisante selon laquelle l'indemnité payée dans certains cas pour la perte d'un colis était inférieure à celle payée pour la perte d'un

envoi recommandé (II 1461, prop. 5039.2). En outre, le même Congrès a introduit la faculté pour les Adm. de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux prévoyant que l'indemnité max. est applicable à tout colis, sans égard au poids de celui-ci (II 1461, prop. 5039.1).

Le Congrès de Washington 1989 a porté uniformément à 50 pour cent les taux d'indemnité de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5039.5), adoptant en même temps un taux de 22,87 DTS par coupure ou fraction de 5 kg pour les colis excédant 20 kg (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5039.2).

12) Les limites d'indemnité fixées par l'Arr., qui, en tant que Conv. d'Etat ratifiée, a force de loi, ne doivent pas être confondues avec des limitations semblables qui pourraient être stipulées dans des contrats quelconques du droit privé. Ces dernières céderaient, il est vrai, en cas de faute grave de la part du transporteur, tandis que les limites établies par une loi spéciale, selon la doctrine, ne peuvent être dépassées en aucun cas, à moins que cette loi elle-même ne contienne une réserve. Ce principe s'applique même à la déclaration de valeur, l'indemnisation ne pouvant en aucun cas dépasser la valeur déclarée. Si, p. ex. en cas de déclaration inférieure à la valeur réelle, le dommage causé par une faute de la poste est supérieur à la valeur déclarée, l'expéditeur ne peut pas réclamer une indemnité supérieure à la somme déclarée (cf. annot. 7). S'il entend être couvert du risque entier, il doit déclarer la valeur totale et, éventuellement, s'assurer auprès de compagnies privées pour l'excédent.

Sentence allemande (Journal n° 4/1929, volume 54, p. 111 s.). En l'espèce, il y a eu, sans aucun doute, violation d'un devoir administratif et une faute évidente du service en cause. Toutefois, le tribunal ne pouvait pas conclure à la condamnation de l'Adm. Parmi les motifs du tribunal civil: une faute administrative ne peut pas former une cause de responsabilité en dehors des prescriptions de la loi postale. Pour réduire autant que possible les taxes et pour épargner des mesures coûteuses de surveillance, etc., le législateur, à la différence des dispositions du code civil, a limité la responsabilité pour les dommages survenus dans le transport des objets confiés à la poste et, dans ce dessein, il l'a déterminée d'une manière exclusive, ne permettant pas l'application d'autres dispositions sur la responsabilité civile.

13) V. annot. 5 à l'art. 2.

14) C'est l'Adm. qui aura perçu la taxe de réclamation qui la restituera, le cas échéant, aux intéressés (Congrès de Rome 1906, II 379).

15) Compte tenu, d'une part, de la difficulté, voire de l'impossibilité de déterminer les quotes-parts territoriales et maritimes ainsi que les surtaxes aériennes correspondant à un parcours non effectué par le colis et, d'autre part, de la nécessité d'améliorer les rapports du public avec la poste, le Congrès de Hamburg 1984 a adopté cette disposition donnant droit, au profit de l'expéditeur, au remboursement intégral des droits et taxes, quelle qu'en soit la nature (II 529, prop. 5039.5/Rev 1).

Toutefois, le Congrès de Washington 1989 a adopté le principe selon lequel la taxe d'assurance n'est pas restituée, étant donné qu'il est illogique de rembourser cette «prime» d'assurance, qu'importe que le sinistre survenu ait donné droit à indemnisation ou non (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5039.1).

16) Après livraison d'un colis au destinataire, seul ce dernier a droit à l'indemnité (Congrès de Tokyo 1969, II 1433 et 1434, prop. 6274).

Cette disposition, modifiée quant à la forme par le Congrès de Tokyo 1969 et complétée in fine par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, remonte au Congrès de Madrid 1920 (II 498) et elle fut aussi adoptée pour l'Arr. des valeurs par le Congrès de Stockholm 1924. Mais, au Congrès de Londres 1929, elle disparut des deux Arr. (I 1579, prop. 983, 1552, prop. 806, et II 390). Elle fut reprise au Congrès du Caire 1934 pour l'Arr. des colis (II 660 à 663) et au Congrès de Tokyo 1969 pour l'Arr. des valeurs.

Elle implique, il est vrai, une dérogation à la règle prévalant ailleurs en matière postale, règle qui ne donne au destinataire aucun droit propre envers la poste à l'égard de l'envoi à lui adressé. Il en est ainsi p. ex. en matière de mandats de poste. En règle générale, le destinataire ne peut réclamer l'indemnité que sur une autorisation expresse de l'expéditeur ou si ce dernier lui a cédé ses droits; tandis qu'en matière de colis postaux et de valeurs déclarées le destinataire est maintenant juridiquement autorisé, après avoir pris livraison, à réclamer l'indemnité de son propre chef.

Les motifs suivants furent allégués à l'appui de cette innovation: en prenant livraison de l'envoi, le destinataire en devient possesseur légitime. De ce fait, c'est à lui qu'une indemnité éventuelle revient. De plus, d'un point de vue pratique, c'est une simplification si, en cas d'avarie survenue dans le territoire de l'Adm. de destination, celle-ci peut traiter avec le destinataire et le désintéresser sans avoir recours à l'Adm. expéditrice pour se procurer à cet effet le consentement de l'expéditeur (Congrès de Madrid 1920, I 674, et

du Caire 1934, I 786, prop. 849). Il paraît, en effet, que la nouvelle règle correspond mieux à la nature du transport de marchandises. Dans les transports ordinaires et par chemins de fer, le droit du destinataire a été de tout temps reconnu.

17) A cet effet, le destinataire doit être en possession d'une autorisation expresse de l'expéditeur (Congrès du Caire 1934, I 1363).

18) Disposition adoptée par le Congrès de Washington 1989 dans le but de traiter l'expéditeur et le destinataire d'un colis postal sur un pied d'égalité en ce qui concerne le versement d'indemnités prévues par la législation intérieure dont il s'agit (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5039.4).

19) Disposition facultative adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour offrir aux Adm. d'origine la possibilité d'appliquer en matière de responsabilité leur réglementation intérieure, si celle-ci est plus favorable pour les usagers (II 1687, prop. 5039.5).

## Article 41

### Non-responsabilité des Administrations postales (Prot. XV, Règl. 146)

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 12, paragraphe 3, de la Convention; (1) la responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison d'un colis (2) ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur en cas de renvoi à celui-ci, (3) formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié;
- b) lorsque le destinataire, ou l'expéditeur en cas de renvoi à celui-ci, (3) nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai (4) à l'Administration qui lui a livré le colis avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison. (5)

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis:

- a) en cas de force majeure. (6) L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, (7) si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 40, paragraphe 2);
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur (8) (9) ou provient de la nature du contenu du colis; (10) (11) (12)

- d) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- e) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 39, paragraphe 2;
- f) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils; (13)
- 2° des colis saisis en vertu de la législation du pays de destination;
- 3° des colis confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 20, lettre a), chiffres 2°, 4° à 8°, et lettre b);
- 4° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des colis avec valeur déclarée à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit de colis avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des colis soumis au contrôle douanier. (14)

---

1) V. texte de référence à la fin du présent fasc.

2) Adopté par le Congrès de Tokyo 1969, ce début d'al. a pour objet de maintenir le droit de l'expéditeur à une indemnité au cas où la spoliation ou l'avarie du colis aurait été constatée d'office (II 1433, prop. 6110; v. aussi l'avis du BI dans le Rapp. 1965, p. 50 et 51, au sujet d'une question litigieuse concernant le paiement d'une indemnité pour un colis déchiré et spolié remis, avec une copie du procès-verbal de spoliation, au destinataire qui n'a formulé aucune réserve en prenant livraison de l'envoi).

3) V. annot. 2 à l'art. 30.

4) L'interprétation à donner aux mots «sans délai» est «sur-le-champ» (Congrès de Paris 1947, II 663).

5) Cette disposition offre au destinataire la possibilité de faire reconnaître, immédiatement après la livraison, des dommages non visibles de l'extérieur (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7262).

6) Sentence française (Journal 1929, p. 105 et 106). L'agression d'une femme âgée qui transporte à pied des dépêches postales sur une voie peu fréquentée, surtout le soir, n'est pas un de ces événements qui échappent aux prévisions humaines et qu'il est matériellement impossible de conjurer, alors qu'aucune mesure ne semble avoir été prise pour parer éventuellement à une attaque de ce genre et que le cahier des charges de l'entreprise ne formule aucune prescription ou recommandation utile à cet égard. En conséquence, le cas de force majeure, seul susceptible de libérer l'Adm., n'étant pas établi, la responsabilité de celle-ci est retenue (Cour d'appel).

7) Il existe, au sujet de la notion de «force majeure», des différences très importantes entre les législations des divers pays. Il est laissé à chaque pays la liberté de se prononcer d'après sa législation intérieure sur les cas litigieux qui peuvent se présenter (Congrès de Stockholm 1924, II 222 à 224, et de Londres 1929, II 392; cf. aussi annot. 3 à l'art. 60 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

8) Sentence allemande (Journal 1922, p. 129 à 132). Un paquet avec valeur déclarée de 3500 marks, d'un poids de 3,260 kg, contenant des coupures en roubles pour une valeur de 7133 marks avait été



détérioré. L'emballage consistait en une double enveloppe de papier mince entourée de ficelle et cachetée au moyen d'une cire grossière, alors que, suivant le règlement postal allemand, l'envoi de valeurs, en raison de son poids élevé, aurait dû être enveloppé de toile résistante, de toile cirée ou de cuir, cousu et muni d'un nombre suffisant de cachets à la cire apposés sur la couture. Le colis arriva au bureau de destination avec son enveloppe endommagée. On constata une diminution de poids de 255 g ainsi que l'absence de 200 roubles-papier d'une valeur de 400 marks. L'Adm. rejeta la demande d'indemnité présentée par l'expéditeur parce que le dommage résultait d'un emballage et d'un cachetage insuffisants, c'est-à-dire d'une négligence de l'expéditeur.

Celui-ci, en revanche, opposa que le mode d'emballage prescrit par le règlement postal, tel que la toile, la toile cirée ou le cuir, n'était habituellement pas usité dans le commerce, parce que le prix de ces matières était fort élevé, que le papier d'emballage employé à la place de la matière réglementaire avait, d'après l'avis des experts, à peu près la même résistance que la toile, que la cire à paquets était de la meilleure qualité et absolument semblable à la «bonne cire à cacheter» prescrite au règlement postal et qu'il manquait, en outre, la relation de causalité entre la prétendue insuffisance de l'emballage et la diminution du contenu, qui doit être attribuée à une spoliation.

L'Adm., de son côté, soutint la thèse que la spoliation n'était pas prouvée, mais que l'on devait plutôt admettre que les liasses de valeurs manquantes avaient pu glisser du colis mal emballé, et qu'elles s'étaient égarées.

L'Adm. obtint gain de cause. Parmi les motifs de la Cour d'appel: le fait que les matières susmentionnées ne sont pas utilisées dans le commerce ou qu'elles ne peuvent être obtenues qu'à des prix très élevés est indifférent. La partie intéressée pouvait se les procurer, au moins pour une part, dans le commerce, quoique, peut-être, à des conditions onéreuses. Mais la cherté, que l'on peut constater partout, n'est pas un motif suffisant pour libérer la plaignante de l'obligation d'emballer ses colis conformément au règlement des postes.

La poste, à l'égard des réclamations souvent importantes relatives aux colis avec valeur déclarée, peut s'appuyer sur les exigences étroites et précises du règlement touchant le conditionnement. L'expéditeur doit choisir les matières indiquées ou, tout au moins, un emballage équivalent. Un simple papier qui, comme l'examen le démontre, n'était pas particulièrement résistant ne répondait pas aux prescriptions du règlement postal. En outre, d'après ce dernier, il demeure indifférent que l'admission de l'envoi n'ait pas provoqué d'objection. (Ce fait ne peut que comporter une présomption, assujettie à la preuve du contraire, preuve qui, dans l'espèce, a été administrée.)

9) Sentence allemande (Journal 1923, p. 161 s.). Un colis avec valeur déclarée de 1500 marks avait été livré au destinataire avec un emballage défectueux et il y manquait un grand nombre d'objets. L'ayant droit demandait une indemnité de 545 marks. L'Adm., en se basant sur l'état du colis au moment de la livraison, opposa que le colis n'avait pas été conditionné solidement ni sûrement, eu égard à l'importance de la valeur, au poids et à la longueur du trajet, le carton et le papier de l'emballage ayant été trop minces et la cire de mauvaise qualité. Le dommage était donc, de l'avis de la défenderesse, imputable à la négligence de l'expéditeur.

De son côté, ce dernier prétendit que le matériel d'emballage dans lequel les objets avaient été trouvés à l'arrivée n'était pas identique à celui qui avait été employé à l'origine; en effet, le colis avait été régulièrement confectionné par un embaumeur expérimenté; de l'avis du demandeur, il s'agissait évidemment d'une spoliation, le voleur ne s'étant pas donné la peine de fermer le colis soigneusement après la violation. L'Adm. fut condamnée. Parmi les motifs de la Cour d'appel: l'Adm. a la charge de prouver que la perte des objets contenus dans le colis en cause doit être attribuée à un emballage insuffisant; or, l'un des employés de la poste ne se souvient plus de l'envoi en question, et l'autre, au cours de la discussion sur le modèle d'emballage présenté, déclare que la matière soumise à l'examen est identique à celle qui enveloppait les objets à leur arrivée. Pour ce qui est de la contestation partielle du demandeur au sujet de l'identité de ces éléments avec l'emballage primitif, il ne peut se prononcer. La seule et unique déclaration importante pouvant permettre une décision est celle du témoin K. Il déclare avoir emballé lui-même le colis en question. L'emballage a été fait régulièrement au moyen d'un véritable carton servant à l'expédition des chapeaux de dames, d'un papier fort et de bonne qualité, et attaché avec de la véritable corde, et non pas avec du fil de liage en papier. Le colis avait été ensuite cacheté avec de la bonne cire portant l'empreinte du timbre de la maison U. Lors de la présentation des restes d'emballage, il déclara qu'il n'avait pas employé du carton de cette nature et que le cachet n'était pas non plus celui de U.

Sur la base de l'audition des témoignages, le tribunal ne pouvait pas trouver une preuve décisive en faveur de la thèse de l'Adm., à savoir que le colis avait été emballé d'une manière insuffisante. Si le colis avait été endommagé seulement par la pression ou par le choc, quelques-uns des objets auraient pu, à la rigueur,

s'en détacher, mais on l'admet difficilement pour 20 à 25 paires de bas et un bracelet en or enlevé de son propre écrin. Selon toute apparence, le colis a été spolié en cours de transport et le voleur n'a pas employé, pour le remballage, la matière primitive, ou, du moins, il ne l'a utilisée qu'en partie.

10) L'exception au titre d'avarie provenant de la nature de l'objet figure dans le texte depuis le Congrès de Washington 1897. Elle est, du reste, conforme au droit de transport des marchandises en général et par chemins de fer.

11) Lorsqu'une Adm. veut imputer le dommage à la nature de l'objet, elle doit, si la taxe supplémentaire pour précautions spéciales prévue à l'art. 13 a été acquittée, tenir compte de ce fait d'une manière équitable (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

12) V. annot 2 à l'art 40.

13) V. annot. 6 à l'art. 4.

14) Les organes de la douane sont indépendants des Adm. et exercent leurs fonctions en conformité de la législation de leur pays (Congrès de Vienne 1964, II 1228, prop. 7087).

## Article 42

### Responsabilité de l'expéditeur (1)

1. L'expéditeur d'un colis est responsable dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes de tous les dommages causés aux autres envois postaux (2) par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel colis ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité. (3)

3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine, (4) à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

---

1) V. annot. 1 à l'art. 62 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.

2) L'expéditeur est responsable non seulement des dommages causés par son envoi à d'autres colis, mais encore à d'autres envois postaux (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7263; v. aussi annot. 2 et 3 à l'art. 62 de la Conv., reproduites à la fin du présent fasc.).

3) La poste se trouvant dans l'impossibilité de vérifier soigneusement l'admissibilité dans chaque cas, il est inévitable que des envois insuffisamment emballés ou qui contiennent des objets non admis soient acceptés par erreur, sans objection, dans l'ignorance des défauts existants. Ce fait ne doit pas dégager l'expéditeur de sa responsabilité (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7263).

4) Il est important que l'Adm. d'origine soit informée rapidement de l'importance des dommages en vue de lui permettre d'intenter éventuellement une action contre l'expéditeur (Congrès de Tokyo 1969, II 1434, prop. 6112).

**Article 43**

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales (Règl. 155)

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration. (1)

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du paragraphe 4, dégagée de toute responsabilité: (2)

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions relatives à la vérification des dépêches et des colis et à la constatation des irrégularités;
- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de conservation réglementaire étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 88, paragraphe 1, de la Convention (3) est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention (3) et du paragraphe 7 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité ainsi que les taxes et droits payés à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ces montants auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en vertu de l'article 88, paragraphe 2, de la Convention, (3) l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de ces montants à cette compagnie. (4)

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, (5) (6) (7) les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas **le montant fixé à l'article 40, paragraphe 3, lettre b), pour un colis jusqu'à 5 kg**, (8) cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires. (9) Si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays de son domicile, (10) il incombe à l'Administration de ce pays de prouver:

- a) que ni l'emballage, ni la fermeture du colis ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- b) que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié;
- c) que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts, de même que leur fermeture.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur, (10) aucune des

autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Dans le cas d'envois transmis en nombre, en application de l'article 54, paragraphes 2 et 3, aucune des Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, arguer du fait que le nombre des colis trouvés dans la dépêche diffère de celui qui est annoncé sur la feuille de route. (11)

6. Toujours dans le cas de transmission globale, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour que la responsabilité soit partagée en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de certaines catégories de colis déterminées d'un commun accord. (11)

7. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

8. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure. (12)

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'admet pas les colis avec valeur déclarée ou qui a adopté un maximum de déclaration de valeur inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du paragraphe 7 du présent article et de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention. (3)

10. La règle prévue au paragraphe 9 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité prévue pour les colis avec valeur déclarée (article 41, paragraphe 2, chiffre 4°).

11. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. (13)

12. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

1) Une prop. visant à prévoir l'interdiction pour les agents postaux de délivrer aux destinataires des certificats de non-réception de marchandises prétendues expédiées n'a pas été retenue, parce que, de toute façon, il n'est pas donné suite à une réclamation quand il n'est pas d'abord prouvé que l'objet a été expédié (Congrès de Londres 1929, II 394).

2) Arbit. (Rapp. 1927, p. 11 s.; Journal 1927, p. 373 s.). 41 colis postaux, expédiés au cours de trois mois à différentes personnes, ont été remis à une seule de ces personnes qui était du reste le représentant de l'expéditeur. Ce dernier, après réclamation, manifesta d'abord son intention de recouvrer lui-même, sans l'intervention du service postal, les montants constituant son crédit de compte du chef des envois dont il s'agit. Ce ne fut qu'après un an et dix mois qu'il revint à la charge. Mais, à cette époque, l'Adm. de destination ne possédait plus les doc de service se rapportant à la période où les colis furent livrés. Elle était, après le temps écoulé, en droit d'admettre que la livraison des colis au représentant de l'expéditeur était finalement reconnue régulière. En outre, l'expéditeur n'aurait pas manifesté son intention de régler lui-même l'affaire si les colis avaient réellement dû être considérés comme perdus. L'Adm. de destination fut déclarée irresponsable envers l'Adm. d'origine.

3) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

4) Le Congrès de Hambourg 1984 a aligné ce par. sur l'art. 44, par. 1, pour permettre à l'Adm. d'origine ou de destination de recouvrer également auprès de l'entreprise de transport aérien responsable les taxes et droits remboursés à l'expéditeur (II 531, prop. 5042.2).

5) Arbit. (Rapp. 1925, p. 12 s.; Journal 1926, p. 26 s.). Un fourgon plombé contenant 269 colis-valeur et 936 colis ordinaires fut spolié; à la vérification au bureau de destination, 9 colis manquaient, dont 7 avec valeur. Avant d'arriver au bureau de destination, le fourgon fut ouvert une première fois à la sortie du pays d'origine et une autre fois à l'entrée au pays de destination pour le contrôle douanier. Il ne fut pas possible de déterminer sur quel territoire le vol s'était produit. Dans ces conditions, il y avait lieu de faire supporter le dommage par parts égales par les Adm. en cause.

6) Arbit. (Rapp. 1948, p. 14 à 20). Un colis postal avec valeur déclarée de 980 fr-or avait été déposé en 1943 dans le pays A, à l'adresse d'une raison sociale du pays B. Sur demande de cette raison sociale, le colis devait être réexpédié à une nouv. adresse du pays C. Au cours de cette réexpédition, le colis parvint par erreur au pays D, d'où il fut dirigé sur le pays E, qui le réachemina sur le bureau de destination du pays C, où le colis a été reconnu partiellement spolié.

Le BI a estimé que les dispositions applicables dans la circonstance étaient celles de l'art. 44, par. 1, 3<sup>e</sup> al., de l'Arr. des colis, revision de Buenos Aires 1939, qui prévoit entre autres choses que, si la spoliation s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Adm. en cause supportent le dommage par parts égales.

Le pays C paraissant hors de cause, le BI a été d'avis que les trois pays B, D et E devaient contribuer par parts égales au paiement de l'indemnité de 980 fr-or.

Cet avis a revêtu le caractère d'une sentence arbitrale, en raison du fait que les parties en cause avaient décidé, par compromis spécial, de choisir le BI comme seul arbitre.

7) Arbit. (Rapp. 1966, p. 62 à 67). Le différend opposait deux Adm. au sujet de la responsabilité encourue pour la perte d'un certain nombre de colis postaux et pour la spoliation d'autres colis expédiés à deux mois d'intervalle par le même paquebot et pour la même destination.

L'Adm. de destination (Adm. B) déclarait qu'à l'ouverture des sacs contenant les colis litigieux ses services avaient constaté la disparition et la spoliation de plusieurs colis et avaient établi les bulletins de vérification exigés à l'intention de l'Adm. d'origine. Cette Adm. considérait dès lors que la perte et la spoliation avaient eu lieu hors de son ressort et qu'elle était de ce fait habilitée à décliner toute responsabilité pour les colis en cause.

L'Adm. expéditrice (Adm. A) affirmait de son côté que les sacs constituant la dépêche avaient été remis en parfait état à l'Adm. B qui n'avait, du reste, fait aucune réserve à ce moment. Les bulletins de vérification établis plusieurs jours après cette remise ne permettaient pas de rejeter la responsabilité de ces pertes et spoliations sur l'Adm. expéditrice.

L'enquête permit d'établir que l'Adm. B n'avait pas dressé de bulletin de vérification au moment de la remise et selon les conditions exigées à l'art. 134, par. 1, du Règl. de l'Arr. des colis (Ottawa 1957), qu'elle n'avait

pas non plus envoyé à l'Adm. A les pièces requises par l'art. 135 du même Règl. (sacs, ficelles, plombs de fermeture, étiquettes). En conséquence, les arbitres conclurent à la responsabilité légale de l'Adm. B. Toutefois, tenant compte des circonstances qui ont empêché l'Adm. B d'ouvrir et de vérifier immédiatement les dépêches et en raison de l'attitude conciliatrice de l'Adm. A, qui s'était préalablement déclarée d'accord de prendre à sa charge la moitié des indemnités à payer aux expéditeurs, les arbitres ont décidé que les Adm. A et B participeraient chacune pour une moitié au versement desdites indemnités, ceci afin de réconcilier les parties en cause et dans l'intérêt de la continuation de la bonne collaboration dans le domaine de l'échange des dépêches postales internationales.

8) Libellé révisé par le Congrès de Washington 1989 en raison du rapport étroit du montant en question avec celui mentionné à l'art. 40, par. 3, lettre b), pour un colis jusqu'à 5 kg (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5042.1).

9) Si une ou plusieurs Adm. ont servi d'intermédiaires et s'il n'est pas possible de déterminer dans quel service l'avarie a eu lieu, le travail administratif afférent au règlement de l'indemnité entraîne des frais qui ne sont pas en proportion raisonnable avec les montants en jeu; ce procédé a pour but de réduire les frais (Congrès de Vienne 1964, II 1228, prop. 7093). Il a été étendu aux colis perdus et spoliés par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, qui a, en outre, porté de 25 à 60 fr le montant de l'indemnité dans les cas où il est applicable (II 1679, prop. 5042.1).

10) V. annot. 2 à l'art. 30.

11) V. annot. 1 à l'art. 54 (v. aussi annot. 8 à l'art. 63 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

12) V. art. 40, par. 2.

13) Il s'agit de perte, avarie ou spoliation survenues après dédouanement des objets (Congrès de Madrid 1920, II 498).

## Article 44

### Païement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, (1) l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans le cas visé à l'article 40, paragraphe 8.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de **quatre** mois (2) à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité pour une nouvelle période de **trois** mois. (3) (2)

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler **trois** mois: (2)

- a) sans donner de solution définitive à l'affaire ou
- b) sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte, la spoliation ou l'avarie paraissait due à un cas de force majeure (4) ou que le colis avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination. (5)

**5. S'agissant du paragraphe 4, lettre a), le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 151, paragraphes 9 et 12, du Règlement d'exécution de la Convention (6) ne peut être considéré comme une solution définitive. (7)**

**6. Les Administrations postales qui indiquent dans le Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux qu'elles ne sont pas tenues d'observer l'article 44, paragraphe 4, de l'Arrangement, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de trois mois, doivent communiquer un délai dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire. (8)**

---

1) V. art. 45.

2) Dans le but de répondre plus rapidement aux réclamations, le Congrès de Washington 1989 a ramené les délais prescrits aux par. 2, 3 et 4 de six à quatre mois, de six à trois mois et de cinq à trois mois respectivement (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5043.1).

3) Le Congrès de Vienne 1964 avait recommandé aux Adm. qui se trouvent dans les conditions prévues au par. 3 de ne pas différer au-delà d'un an au max. à compter du lendemain du jour de la réclamation le paiement de l'indemnité de dédommagement (II 1231, prop. 7095, III 561, recommandation CP 1). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a concrétisé cette recommandation dans cette disposition en ajoutant les mots «pour une nouvelle période de six mois» (II 1687, prop. 5043.2).

4) V. annot. 5 et 6 à l'art. 66 de la Conv., reproduites à la fin du présent fasc.

5) A l'instar de ce qui est prévu dans les cas de force majeure, l'Adm. d'origine doit être informée dans le délai de cinq mois du sort d'un colis confisqué, retenu, détruit ou saisi dans le pays de destination (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1687, prop. 5043.1).

6) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

7) Stipulation introduite par le Congrès de Washington 1989 dans le but d'assurer une vérification approfondie de la réclamation en question (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5043.2).

8) Condition introduite par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5043.3).

## Article 45

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 43 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement en vertu de l'article 44, et qui est dénommée «Adminis-

tration payeuse», le montant de l'indemnité payée à l'ayant droit dans les limites de l'article **40**, paragraphes 3 et 6; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article **43**, la totalité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au paragraphe 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article **13** de la Convention. (1)

4. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour laisser en totalité la charge du dommage causé à des colis ordinaires à celle qui doit effectuer le paiement à l'ayant droit. (2)

5. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article **44**, paragraphe 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par voie de décompte soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions réglementaires relatives à l'établissement des comptes.

6. Immédiatement après avoir payé l'indemnité, l'Administration payeuse doit communiquer à l'Administration responsable la date et le montant du paiement effectué. Elle ne peut réclamer le remboursement de cette indemnité que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification du paiement, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article **44**, paragraphe 4.

7. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires (3) résultant du retard non justifié apporté au paiement.

---

1) V. texte de référence à la fin du présent fasc.

2) Disposition facultative analogue à celle de l'art. 68, par. 3, de la Conv. (reproduit à la fin du présent fasc.) introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1687, prop. 5044.1); son application comporte une réduction du travail administratif qui compense la perte des recettes provenant des parts de montants d'indemnité récupérées sur d'autres Adm.

3) Le Congrès d'Ottawa 1957 avait émis le vœu que soit confié au BI le soin de préciser la signification des «frais accessoires» à la charge de l'Adm. responsable (II 1161). L'interprétation du BI a été portée à la



connaissance des Adm. (v. circ. 121/1958 et Rapp. 1958, p. 31 et 32). Saisi d'une nouv. prop. à ce sujet (II 1232, prop. 7101), le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE «d'étudier la définition de l'expression «frais accessoires» qui sont à la charge de l'Adm. responsable, conformément à l'art. 44 de l'Arr. des colis» (III 561, résolution CP 1/1964, lettre c)). Au cours de sa session de mai 1965, le CE a fait sienne la définition que lui a soumise sa Comm. 7 (Colis postaux) et qui confirme celle qui avait été donnée par le BI. Cette définition est conçue comme suit:

«Sont à considérer comme «frais accessoires» p. ex. les intérêts, les frais bancaires et les différences de cours, même si ces deux dernières catégories de frais incombent, dans les cas normaux, sous certaines conditions, aussi à l'Adm. créancière (v. art. 103, par. 8 et 11, du Régl. de la Conv. (Tokyo 1969)). Peuvent également être compris dans les «frais accessoires» les dépenses administratives ainsi que les frais judiciaires éventuels causés à l'Adm. créancière par une action qu'elle aurait dû entreprendre dans l'intérêt de l'Adm. responsable ou dans son propre intérêt.

Il appartient, en définitive, à l'Adm. créancière de déterminer, dans chaque cas particulier, quels sont les frais accessoires qu'elle considère comme tels. En déterminant ces frais accessoires, l'Adm. en question doit strictement respecter la seule condition indispensable suivante: il doit exister un rapport direct de cause à effet entre le retard non justifié apporté au paiement de l'indemnité par l'Adm. débitrice, d'une part, et les frais causés à l'Adm. créancière, d'autre part. L'étendue de la notion «frais accessoires» dépendra des circonstances de chaque cas concret.» (Compte rendu analytique de la session 1965 du CE, p. 18.)

## Article 46

### Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après le paiement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, (1) (2) selon le cas, est informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, l'expéditeur ou, le cas échéant, le destinataire ne réclame pas le colis, la même démarche est effectuée auprès de l'autre intéressé.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison du colis ou de la partie retrouvée de ce colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage, dans un délai d'un an à compter de la date du remboursement.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison du colis, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de **trois** mois (3) prévu à l'article 44, paragraphe 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur. (4)

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou, en cas d'application de l'article 40, paragraphe 8, le destinataire doit

rembourser le montant de cette indemnité contre remise du colis avec valeur déclarée, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 24, paragraphe 2.

- 1) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a estimé superflu d'aviser en même temps l'expéditeur et le destinataire, comme cela était prévu auparavant, seul celui qui a reçu l'indemnité devant être avisé (II 1688, prop. 5045.1).
- 2) La priorité pour réclamer le colis appartient au destinataire si l'indemnité a été payée à ce dernier par application de l'art. 40, par. 8 (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7098).
- 3) V. annot. 2 à l'art. 44.
- 4) V. annot. 3 à l'art. 69 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.

## Titre IV

### Quotes-parts revenant aux Administrations.

#### Attribution des quotes-parts (1) (2) (3) (4) (5)

- 1) Pour l'évolution des quotes-parts jusqu'au Congrès de Vienne 1964, v. annot. 1 à l'art. 5.
- 2) Evolution des quotes-parts depuis le Congrès de Vienne 1964:
  - a) Chargé par le Congrès de Vienne 1964 de faire une étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ, d'arrivée et de transit et des quotes-parts maritimes, le CE, après avoir constaté que ces quotes-parts avaient toujours été fixées, sinon arbitrairement, du moins empiriquement, a reconnu la nécessité de les reviser en fonction des coûts réels des services.  
*Quotes-parts territoriales de transit et quotes-parts maritimes.* Considérant la nature semblable des diverses opérations qu'impose l'exécution du service des colis postaux et celui de la poste aux lettres, particulièrement en ce qui concerne le transit territorial et maritime, le CE a estimé, ainsi que la forte majorité des Adm. qui ont répondu à la consultation faite à ce sujet, que la méthode dite «méthode comparative colis postaux/poste aux lettres», qui consiste à fixer le montant des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes par référence aux frais de transit de même nature, était la plus adéquate pour parvenir à des résultats aussi proches que possible de la réalité, compte tenu du fait que les taux des frais de transit ont été déterminés à la suite d'études fondées sur des bases économiques sérieuses et que l'évolution des divers éléments qui composent ces taux continue à être suivie par le Congrès. Par conséquent, le montant de ces quotes-parts a été établi d'après les taux des frais de transit de la Conv. et à partir d'un poids moyen pour chaque coupure de poids. Les quotes-parts maritimes ont cependant subi un abattement de 10 pour cent pour tenir compte du fait, entre autres, que les colis postaux ne peuvent supporter, en règle générale, un prix de transport aussi élevé que les envois de la poste aux lettres. Par ailleurs, les quotes-parts de transit uniformes ont été remplacées par des quotes-parts différenciées en fonction d'échelons de distance. Au surplus, le CE s'est prononcé pour l'égalité des quotes-parts territoriales de transit pour les colis en dépêches closes et pour les colis en transit à découvert et il a introduit le principe de la rémunération du transit sans parcours territorial.  
*Quotes-parts de départ et d'arrivée.* En l'absence d'une base de référence avec la poste aux lettres, le CE a procédé à une étude de prix de revient. Entreprise par un Groupe de travail composé de cinq pays (Allemagne, France, Inde, Suède, Turquie), celle-ci a fait ressortir en particulier l'importance des frais fixes. Pour déterminer le montant des quotes-parts, la moyenne arithmétique des prix de revient

des cinq pays a été établie. Les montants obtenus étant très supérieurs aux quotes-parts de l'Arr. (Vienne 1964), il a été jugé préférable, comme première étape, de proposer des quotes-parts d'environ 60 à 70 pour cent plus élevées que ces dernières. Le principe de l'égalité des quotes-parts au départ et à l'arrivée a été maintenu. Le Congrès de Tokyo 1969 a approuvé les conclusions de l'étude du CE (II 1415 à 1418, prop. 6001 et 6003 et Congrès – Doc 13).

- b) Donnant suite à la recommandation C 81 du Congrès de Tokyo 1969, le CE a rajusté les quotes-parts de transit et les quotes-parts maritimes par référence aux frais de transit de la poste aux lettres. A noter, en ce qui concerne les quotes-parts maritimes, qu'elles ont été établies compte tenu d'une majoration de 10 pour cent – et non pas d'un abattement de 10 pour cent comme c'était le cas pour les quotes-parts de Tokyo – par rapport aux frais de transit maritime, en raison du fait qu'à poids égal une dépêche de colis postaux occupe, selon les constatations faites, un volume d'environ 50 pour cent supérieur à celui d'une dépêche de la poste aux lettres.

Quant aux quotes-parts de départ et d'arrivée, le CE a été d'avis de les reviser en fonction des prix de revient. Toutefois, avant d'entreprendre une nouv. étude de prix de revient, longue et difficile, il a consulté les Adm. en vue de connaître les quotes-parts qui leur donneraient satisfaction. Le résultat de la consultation ayant fait apparaître que, pour la majorité d'entre elles, les quotes-parts établies à partir des prix de revient déterminés avant le Congrès de Tokyo 1969 (II 453, Congrès – Doc 13, ch. 25) étaient suffisantes, le CE les a retenues en conclusion de son étude.

Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté les prop. du CE relatives aux quotes-parts territoriales et maritimes (II 1464 et 1470, prop. 5046.1, 5047.4 et 5049.1). Au surplus, le principe de l'égalité des quotes-parts au départ et à l'arrivée a été partiellement aboli. Depuis ce Congrès, les quotes-parts de départ peuvent être fixées au gré des Adm., sous réserve qu'elles ne soient pas inférieures aux quotes-parts d'arrivée (cf. art. 48, par. 1, de l'Arr. (Lausanne 1974); v. également annot. 7 à l'art. 47).

- c) En exécution de la recommandation C 73 du Congrès de Lausanne 1974, le CE a procédé à une nouvelle étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée. Toutefois, compte tenu de la teneur de l'art. 48, par. 1, lettre a), de l'Arr. (Lausanne 1974), les travaux ont porté essentiellement sur les quotes-parts d'arrivée. La consultation faite à ce sujet a fait ressortir la difficulté de déterminer des quotes-parts susceptibles de donner satisfaction à toutes les Adm. Il est nécessaire en effet de tenir compte de critères difficilement conciliables, à savoir:

- les quotes-parts doivent permettre de couvrir les frais effectifs qu'occasionnent les colis à l'importation;
- elles doivent être d'un niveau suffisant pour répondre aux besoins de toutes les Adm., mais en même temps elles ne doivent pas être trop élevées pour que le service des colis postaux puisse soutenir la concurrence d'autres moyens de transport;
- compte tenu des possibilités de majoration, les quotes-parts de base à établir devraient autant que possible rendre superflues les réserves tarifaires au Prot.

Une analyse des coûts des colis importés a montré que les frais fixes par colis (frais indépendants du poids) et les frais dépendant du poids sont dans le rapport d'à peu près 3 à 1. Tenant compte de ce rapport et se fondant sur les indications fournies par les pays ayant pris part à la consultation précitée, le CE a proposé, au terme de son étude, de nouvelles quotes-parts qui ont été acceptées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1681, prop. 5046.1).

S'agissant des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes, le CE, en vertu de la même recommandation, les a rajustées en fonction des frais de transit de même nature révisés (Conv., art. 61) et selon les mêmes modalités que les quotes-parts du Congrès de Lausanne 1974 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1682 et 1684, prop. 5047.1 et 5049.1).

- d) Par sa résolution C 25, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de procéder à une nouv. étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et de rajuster les quotes-parts de transit et les quotes-parts maritimes en cas de révision des frais de transit de la poste aux lettres.
- Quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée. Donnant suite à ce mandat, le CE s'est fixé pour objectif de trouver une méthode de fixation des quotes-parts qui offrirait aux Adm. plus de liberté que jusqu'ici et qui les dispenserait de formuler des réserves au Prot. A cet effet, les Adm. ont été consultées sur les quatre mesures suivantes:
    - a) nouv. augmentation des taux de base fixés à l'art. 46 et des facultés de majoration prévues aux art. 48 et 54 de l'Arr. (Rio de Janeiro 1979);
    - b) réunion des facultés de majoration prévues aux art. 48 et 54 en supprimant l'art. 54 et en prévoyant une faculté de majoration appropriée à l'art. 48 de l'Arr. (Rio de Janeiro 1979);

- c) libéralisation totale des quotes-parts d'arrivée;
- d) libéralisation limitée des quotes-parts d'arrivée, mais fixation de taux d'orientation dont le montant serait proposé comme jusqu'ici par le CE.

Des consultations successives, il ressort que les Adm. sont en faveur de la mesure d), qui correspond parfaitement aux buts visés par l'étude. Cela étant, le CE a décidé de proposer au Congrès que les quotes-parts dont il s'agit ne soient plus indiquées dans l'Arr. que sous la forme de taux d'orientation susceptibles d'augmentation ou de réduction. La fixation de taux d'orientation par le CE – désirée expressément par quelques Adm. pour des raisons d'ordre pratique ou du fait de leur législation intérieure – contribuerait à éviter des majorations excessives. L'Arr. des colis (Rio de Janeiro 1979) et son Prot. prévoient un certain nombre de possibilités de majoration des quotes-parts qui permettent même aux Adm. de couvrir les frais afférents au traitement des colis à l'arrivée. La fixation des taux d'orientation devait certes procéder de cette nécessité, mais également tenir compte du fait que lesdits taux devaient être suffisamment élevés pour répondre aux exigences d'un nombre max. de pays, en veillant néanmoins à ce que le service des colis postaux reste compétitif. A la lumière de ces constatations et compte tenu du fait que les taux pratiqués par les Adm. en fonction des possibilités de majoration prévues par l'Arr. (Rio de Janeiro 1979) correspondent presque à une augmentation de 100 pour cent des taux fixés à l'art. 46, par. 1, dudit Arr., le CE a considéré que le montant des taux d'orientation à proposer au Congrès de Hambourg 1984 devrait marquer une augmentation de cet ordre par rapport aux taux inscrits à l'art. 46 dudit Arr. Le Congrès de Hambourg 1984 a accepté les nouv. quotes-parts de départ et d'arrivée ainsi fixées par le CE (II 531 et 532, prop. 5046.1). L'adoption de la prop. 5046.1 a entraîné la suppression des art. 48 (repris partiellement dans l'art. 47 du présent Arr.), et 54 de l'Arr. (Rio de Janeiro 1979) et I, lettre a) et tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles), IV et V du Prot. du même Arr. (Congrès de Hambourg 1984, II 533, prop. 5048.1, 5054.1, 5301.1, 5304.1 et 5305.1).

- Quotes-parts de transit et quotes-parts maritimes. Conformément à la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le CE a décidé de rajuster ces quotes-parts par référence aux frais de transit territorial et maritime révisés de la poste aux lettres (v. Congrès – Doc 9). Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté les prop. du CE relatives aux quotes-parts territoriales et maritimes (II 536 et 537, prop. 5047.3 et 5049.3).
- e) Par sa résolution C 22 (III 942), le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE de procéder à une nouv. étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de révision des frais de transit de la poste aux lettres.
  - Quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée. Il a été constaté, lors du CE 1988, que les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée avaient été à peu près doublées lors de chaque Congrès depuis celui de Tokyo 1969, et ce malgré les conséquences que les prix qui en résulteraient pourraient avoir sur le choix effectué par la clientèle. En outre, le caractère indicatif de ces quotes-parts, qui existe depuis le Congrès de Hambourg 1984 et qui donne aux pays la possibilité d'en fixer les montants librement, permet des excès qui empêchent de pratiquer des prix acceptables par la clientèle. Plusieurs Adm. ont partagé cet avis et le CE a ainsi approuvé la décision de la Comm. 7 visant à proposer que les taux indicatifs pour les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ne soient pas modifiés (CE 1988 – Doc 10, par. 12 à 14, CE 1988 – PV 4).
  - Quotes-parts territoriales de transit et quotes-parts maritimes. Conformément à la résolution C 22 du Congrès de Hambourg 1984, le CE a décidé de rajuster ces quotes-parts par référence aux frais de transit territorial et maritime révisés de la poste aux lettres (v. Congrès – Doc 61). Les nouv. barèmes de la poste aux lettres ont prévu deux possibilités:
    - première variante: utilisation de la méthode dite «des moindres carrés» donnant une équation des courbes des prix moyens mondiaux (méthode de Hambourg 1984);
    - deuxième variante: utilisation de la méthode dite «des moindres carrés» donnant plusieurs équations sur des strates de distances déterminées pour donner une meilleure représentativité des données fournies.

A l'instar de la Comm. 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération), la Comm. 7 du CE s'est prononcée en faveur de la première variante. Le Congrès de Washington 1989 a adopté les prop. relatives aux quotes-parts territoriales et maritimes ainsi déterminées (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5047.2 et 5048.2; v. également annot. 7 à l'art. 47).

f) Par sa résolution C 18/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Washington 1989 a chargé le CE de procéder à une nouv. étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres.

3) Dans le cadre de l'étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ, d'arrivée et de transit et des quotes-parts maritimes dont il a été chargé par le Congrès de Vienne 1964, le CE a été amené à faire une étude séparée sur des systèmes de rémunération fondés sur le poids brut des dépêches ou sur des statistiques périodiques. Consultées, les Adm. se sont prononcées à une grande majorité contre le règlement des comptes sur la base de statistiques, tandis que leurs avis étaient partagés à l'égard d'une rémunération fondée sur le poids brut des dépêches. En revanche, les réponses ont permis de constater que les Adm. étaient favorables à deux mesures qui constituent un pas important vers la simplification du système de rémunération actuel, à savoir, d'une part, l'abandon du principe selon lequel la taxe d'un colis est égale à la somme des quotes-parts allouées aux Adm. participant au transport et, d'autre part, la suppression des rémunérations supplémentaires versées aux Adm. de destination et de transit pour certaines catégories de colis (colis avec valeur déclarée, exprès, fragiles, encombrants, avec avis d'embarquement). La prop. que le CE a formulée en conclusion de son étude et qui visait à concrétiser ces deux mesures dans l'Arr. a été acceptée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1414, prop. 6025 et Congrès – Doc 19). En ce qui concerne l'abandon du principe de l'égalité des taxes et de la somme des quotes-parts, v. annot. 1 à l'art. 8. Quant à la suppression des rémunérations supplémentaires versées aux Adm. pour certaines catégories de colis, elle doit être considérée non comme une suppression pure et simple, mais comme une incorporation de ces rémunérations dans la rémunération principale constituée par les quotes-parts d'arrivée, de transit et maritimes. Les taxes supplémentaires pour les colis spéciaux (exprès, avec valeur déclarée, etc.) continuent à être perçues sur les usagers, mais elles sont conservées par l'Adm. perceptrice, étant admis que les nouv. quotes-parts adoptées par le Congrès de Tokyo 1969 comprennent un certain montant en tant que rémunération pour le traitement particulier des colis précités par les Adm. de transit et de destination. L'adoption de cette mesure permet de réaliser d'importantes simplifications comptables (v. aussi annot. 1 à l'art. 7).

4) Chargé par le Congrès de Lausanne 1974 (résolution C 74) d'étudier la question de la simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts, le CE a orienté ses travaux vers la recherche d'une quote-part unitaire. Toutefois, étant donné la complexité du problème, dont la solution exige de nouv. enquêtes, il a jugé prématuré de modifier la réglementation actuelle, estimant que les simplifications comptables doivent continuer à être recherchées dans les relations bilatérales par application de l'art. 54 de l'Arr. (v. Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 131, Congrès – Doc 1, ch. 50). Par la résolution C 27 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le CE a été chargé de poursuivre cette étude.

Se fondant sur les résultats d'une série de consultations, le CE a considéré que le procédé d'inscription globale devrait être maintenu et, par conséquent, n'a pas modifié les dispositions de l'Arr. Une description détaillée des procédés prévus (selon le taux moyen par colis et par kg de poids brut de la dépêche) à l'art. 54, par. 3, a été diffusée par lettre-circ. 3435(B 2)1453 du 17 juin 1983.

Une enquête menée en 1987 sur une simplification éventuelle des méthodes d'exploitation et des décomptes dans le service des colis postaux a abouti aux résultats suivants:

- une simplification pourrait être atteinte en adoptant des taux de rémunération soit par colis, soit par kg de poids brut des dépêches, conformément aux art. 53 de l'Arr. et 149 de son Régl. (Hamburg 1984);
- 75 pour cent des colis font encore l'objet d'un décompte effectué selon les méthodes traditionnelles (inscription individuelle et inscription globale par coupure de poids);
- la plupart des Adm. se prononcent pour un taux de rémunération unitaire par colis ou pour un taux de rémunération par kg de poids brut des dépêches;
- la plupart des Adm. désirent choisir elles-mêmes la/les méthode(s) d'inscription et de décompte leur semblant convenir le mieux dans chaque cas individuel. Les taux de rémunération unitaires ou par kg de poids brut des dépêches devraient être fixés sur la base des prix de revient et compte tenu des taux publiés aux art. 46, 47 et 48 de l'Arr. (Hamburg 1984).

Tenant compte, d'une part, de ces résultats et, d'autre part, de la nécessité de trouver une solution au problème des quotes-parts qui soit acceptable au plus grand nombre possible d'Adm., sans pour autant revêtir un caractère obligatoire, le CE a soumis au Congrès de Washington 1989 des prop. visant à introduire des taux recommandés, par colis et par kg de poids brut des dépêches, en cas d'application des quotes-parts conformément à l'art. 53, par. 3, de l'Arr. (Hamburg 1984). Ces prop. ont été adoptées par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5046.2, 5047.2 et 5048.2).

5) Etant donné qu'un taux universel basé sur une rémunération à l'objet (pour tenir compte des charges fixes) et une rémunération selon le poids (pour tenir compte des charges variant avec celui-ci) tiendrait mieux compte de la réalité des coûts et présenterait en outre l'avantage de la simplification, le Congrès de Washington 1989 a adopté la résolution C 17/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), selon laquelle le CE est chargé de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant taux par colis et taux par kg de poids brut de la dépêche, s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5500.2).

## Chapitre I

### Quotes-parts (Arr. 54, 55, Règl. 147 à 150)

#### Article 47

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée (Prot. I, VI, VII)

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'**arrivée pour** chaque pays et pour chaque colis **selon les taux indicatifs ci-après**:

Coupsures de poids (1)	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée (2) (3)
1	Taux indicatif 2
	DTS
Jusqu'à 1 kg (4) . . . . .	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg . . . . .	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg . . . . .	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg . . . . .	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg . . . . .	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg . . . . .	6,53
<b>Au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg (5) . . . . .</b>	<b>0,65</b>

**En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 54, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:**

- **quote-part territoriale d'arrivée et de départ par colis: 4 DTS;**
- **quote-part territoriale d'arrivée et de départ par kilogramme de poids brut des dépêches: 0,40 DTS. (6)**

**Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les Administrations fixent leurs quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée afin que celles-ci soient en**

**relation avec les frais de leur service. Toutefois, leurs quotes-parts territoriales d'arrivée ne peuvent pas dépasser de plus de 30 pour cent leurs quotes-parts de départ. (7)**

**2. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée sont publiées par le Bureau International dans le Recueil des colis postaux. (7)**

3. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

4. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays. (8)

5. Les modifications des quotes-parts territoriales d'arrivée selon le paragraphe 1 ne peuvent entrer en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier. Pour être applicables, ces modifications doivent être notifiées quatre mois au moins avant cette date au Bureau international qui les communique aux Administrations intéressées au moins trois mois avant la date de leur entrée en vigueur. Lorsque ces délais n'ont pas été observés, ces modifications n'entrent en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. (9) (10)

1) V. annot. 1 à l'art. 5.

2) Taux indicatif proposé par le CE en conclusion de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et adopté par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5046.1 et 5048.2). Comme conséquence de la décision du CE 1988, ces taux n'ont pas été modifiés par le Congrès de Washington 1989 (v. également annot. 2, lettres d) et e), au titre IV).

3) Au sujet de la révision de ces quotes-parts, v. annot. 2 et 3 au titre IV.

4) Par sa décision CE 13/1974, le CE a décidé de ne pas retenir la suggestion d'une Adm. tendant à unifier les taxes et indemnités relatives aux petits paquets et aux colis de 1 kg, étant donné que ces deux catégories d'envoi sont assujetties à un traitement différent à tous les stades (taxation, dépôt, acheminement, dédouanement, distribution, responsabilité, indemnité et décompte).

5) V. annot. 5 à l'art. 2 (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5046.1/Rev 1).

6) V. annot. 4 au titre IV.

7) V. annot. 2, lettre b), dernier par., au titre IV. La résolution C 89 du Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE d'examiner la possibilité d'exercer un contrôle sur les quotes-parts d'arrivée exceptionnelles (art. I du Prot.)

Une enquête menée en 1987 a révélé que la majorité des 65 pays ayant répondu favorise:

- la publication des taux indicatifs pour les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévus à l'art. 46 de l'Arr. (Hambourg 1984);
- la publication des quotes-parts de départ dans le Recueil des colis postaux;
- la remise en cause du principe selon lequel les quotes-parts d'arrivée ne doivent pas dépasser celles de départ;
- la révision de l'art. 46 de l'Arr. Une nette majorité des pays est pour une libéralisation partielle donnant la possibilité d'augmenter jusqu'à 30 pour cent les quotes-parts d'arrivée par rapport aux quotes-parts de départ;
- un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles.

Cette enquête a permis d'établir une prop. visant notamment à permettre aux Adm. de fixer des quotes-parts territoriales d'arrivée dépassant jusqu'à 30 pour cent leurs quotes-parts de départ, d'une part, et, d'autre part, la publication dans le Recueil des colis postaux des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée. La prop. dont il s'agit a été adoptée par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5046.3; v. également art. 101, par. 1, lettre a), du Règl.).

8) Disposition adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1464, prop. 5046.2 et 5046.4). Les exceptions à cette règle figurent à l'art. VI du Prot.

9) La possibilité de notifier les quotes-parts de départ et d'arrivée le 1<sup>er</sup> juillet a été supprimée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1683 et 1788, prop. 5048.2 et 5048.4).

10) Afin de permettre aux Adm. de réaliser la préparation, la vérification, l'impression et la distribution de leurs tableaux CP 1 et CP 21, les délais prévus pour la notification des modifications des quotes-parts d'arrivée au BI et leur communication par le BI aux Adm. ont été augmentés d'un mois par le Congrès de Hambourg 1984 (II 532, prop. 5048.2).

## Article 48

### Quote-part territoriale de transit (Arr. 51, 58, Prot. II, III, VI, VII) (1)

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres (2) d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit ci-après: (3)

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit						
	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg (4)
1	2	3	4	5	6	7	8
	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Jusqu'à 600 km . . . .	0,20	0,52	0,95	1,67	2,71	3,76	0,98
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km . . . .	0,29	0,75	1,34	2,38	3,89	5,39	1,37
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km . . . .	0,39	1,01	1,80	3,20	5,19	7,22	1,83
Au-delà de 2000 km par 1000 km en sus . .	0,10	0,23	0,46	0,78	1,27	1,76	0,26

**En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 54, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés: (5)**



Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit	
	par colis	par kg de poids brut des dépêches
	DTS	DTS
<b>Jusqu'à 600 km . . . . .</b>	<b>1,47</b>	<b>0,20</b>
<b>Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km . . . . .</b>	<b>2,09</b>	<b>0,29</b>
<b>Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km . . . . .</b>	<b>2,81</b>	<b>0,39</b>
<b>Au-delà de 2000 par 1000 km en sus . .</b>	<b>0,65</b>	<b>0,10</b>

2. Chacun des pays visés au paragraphe 1 est autorisé à réclamer pour chaque colis les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance correspondant à la distance moyenne pondérée (6) (7) de transport des colis dont il assure le transit. Cette distance est calculée par le Bureau international. (8) (9)

3. Le réacheminement, le cas échéant après entreposage, par les services d'un pays intermédiaire des dépêches et des colis à découvert arrivant et repartant par un même port (transit sans parcours territorial) est assujéti aux paragraphes 1 et 2. (10) (11)

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire. (12)

5. Cependant, en ce qui concerne les colis-avion en transit à découvert, les Administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer une quote-part forfaitaire de 0,33 DTS par envoi. (12)

6. Lorsqu'un pays admet que son territoire soit traversé par un service de transport étranger sans participation de ses services selon l'article 3 de la Convention, (13) les colis ainsi acheminés ne donnent pas lieu à l'attribution de la quote-part territoriale de transit à l'Administration postale en cause. (14)

7. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

1) Au sujet de la notification des quotes-parts applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arr., le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 40 (II 1288 et 1688, prop. 5500.1), a invité les Adm. des Pays-membres signataires de l'Arr. à notifier au BI les renseignements à fournir au sujet de l'exécution du service (art. 101 du Règl.) au moins six mois avant l'entrée en vigueur de l'Arr. Quant à la revision de ces quotes-parts, v. annot. 2, lettre e), au titre IV.

2) Le terme «services terrestres» couvre également les transports fluviaux et lacustres (Congrès de Tokyo 1969, II 1416 et 1469, prop. 6001).

3) Quotes-parts établies par le CE en conclusion de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Hambourg 1984 (résolution C 22; v. annot. 2, lettre e), au titre IV) et adoptées par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5047.2 et Congrès – Doc 61).

4) V. annot. 5 à l'art. 2 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5047.1/Rev 1).

5) V. annot. 4 au titre IV.

6) La distance moyenne pondérée de transport des colis en transit est établie, pour un pays donné, de la manière suivante: pour chaque parcours de transit utilisé, le poids des colis en transit transportés pendant la période de référence est multiplié par la longueur du parcours; puis les nombres de kg/km obtenus pour les différents parcours sont totalisés et ce total est divisé par le poids total des colis en transit transportés sur lesdits parcours.

7) Cette distance est indiquée, pour les pays intéressés, dans le Recueil des colis postaux.

8) Par la résolution C 68 du Congrès de Lausanne 1974 (III 895), il a été décidé de laisser au BI le soin de procéder à la revision de cette distance, selon les modalités prévues dans la résolution C 80 du Congrès de Tokyo 1969 (III 767 et 768).

9) V. aussi art. III du Prot.

10) Le principe de la rémunération du transit sans parcours territorial a été introduit par le Congrès de Tokyo 1969, sur prop. du CE (II 1416 à 1418, prop. 6001 et Congrès – Doc 13).

11) La rémunération du transit sans parcours territorial se fait, pour un pays donné, aux mêmes taux que celle du transit avec parcours territorial (Congrès de Tokyo 1969, Congrès – Doc 13).

12) Une prop. visant à ce que les colis-avion en transit à découvert donnent lieu au paiement de la quote-part territoriale de transit a été rejetée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1416 et 1417, prop. 6204). Toutefois, à cet égard, le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 26, a chargé le CE d'étudier la question de la fixation des quotes-parts territoriales de transit. Les résultats de plusieurs consultations à ce sujet ayant permis de constater que la manutention des colis-avion en transit à découvert occasionne des frais additionnels aux Adm., le CE a estimé que le transit de ces colis devrait donner lieu à une rémunération. Celle-ci ne pouvant être fixée en fonction d'une distance à parcourir, étant donné l'absence d'un transfert territorial, le CE a retenu la fixation d'une quote-part forfaitaire par envoi que le Congrès de Hambourg 1984 a adoptée (II 533 et 534, prop. 5047.4 et 5921.1).

13) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

14) Disposition adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1469 et 1470, prop 5047.6; v. annot 1 à l'art. 3 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

## Article 49

### Quote-part maritime (Arr. 50, 51, 58, Prot. IV, V, VI)

1. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées dans le tableau qui figure au paragraphe 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, (1) la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après: (2) (3)

Echelons de distance		Coupures de poids						
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg (4)
1	2	3	4	5	6	7	8	9
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	0,16	0,39	0,69	1,21	1,96	2,71	0,59
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	0,20	0,46	0,82	1,44	2,35	3,27	0,78
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	0,20	0,52	0,95	1,67	2,71	3,72	0,91
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	0,23	0,59	1,05	1,86	3,01	4,15	1,05
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	0,26	0,62	1,11	1,99	3,23	4,48	1,14
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	0,26	0,65	1,18	2,12	3,43	4,77	1,24
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	0,29	0,69	1,24	2,22	3,63	5,00	1,31
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	0,29	0,72	1,31	2,32	3,76	5,23	1,37
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	0,29	0,75	1,34	2,42	3,92	5,42	1,44
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 816 par 1852 en sus	0,03	0,03	0,03	0,07	0,13	0,16	0,03

**En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 54, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés: (5)**

Echelons de distance		Quote-part maritime	
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	par colis	par kg de poids brut des dépêches
		DTS	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	1,05	0,16
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	1,27	0,20
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	1,44	0,20
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	1,63	0,23
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	1,73	0,26
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	1,86	0,26
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	1,96	0,29
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	2,03	0,29
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	2,09	0,29
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 816 par 1852 en sus	0,07	0,03

3. Le cas échéant, les échelons de distance servant à déterminer le montant de la quote-part maritime à appliquer entre deux pays sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, (6) déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux pays.

4. Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au paragraphe 2 lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

5. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

---

1) S'il s'agit de deux transports maritimes effectués successivement par le même bateau, avec interruption par un parcours territorial, il n'y a lieu au paiement que d'un seul droit de transit maritime. Si le transport maritime a été effectué successivement par deux bateaux différents, le droit de transit est dû deux fois (Congrès de Rome 1906, II 387, Rapp. 1902, p. 6).

2) Quotes-parts de base établies par le CE en conclusion de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Hambourg 1984 (résolution C 22; v. également annot. 2, lettre e), au titre IV) et adoptées par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5048.2 et Congrès – Doc 61). Majorées de 50 pour cent, ces quotes-parts correspondent aux frais de transit maritime révisés de la poste aux lettres majorés de 10 pour cent. La faculté de les réduire ou de les majorer est prévue à l'art. 50.

3) Au sujet de la notification des quotes-parts applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arr., v. annot. 1 à l'art. 48. Quant à la révision de ces quotes-parts, v. annot. 2, lettre e), au titre IV.

4) V. annot. 5 à l'art. 2 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5048.1/Rev 1).

5) V. annot. 4 au titre IV.

6) Le tarif gradué selon la distance, s'il était rigoureusement appliqué, pourrait parfois donner lieu à des taxes différentes pour divers ports d'un même pays. Afin d'éviter cet inconvénient, on a décidé de calculer, le cas échéant, la taxe d'après la distance moyenne (Conf. de Paris 1880, p. 111).

## Article 50

### Réduction ou majoration de la quote-part maritime (Prot. IV, VI)

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50 pour cent au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 49, paragraphe 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 47, paragraphe 5.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; (1) toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un pays et les territoires dont il assure les relations internationales ni aux relations entre ces territoires.

---

1) Ayant été consulté sur la question de savoir si un pays peut percevoir des quotes-parts maritimes pour le transport de ses colis à destination d'un pays étranger à un taux différent de celui qui est perçu pour le transport des colis sur le même trajet, mais dans le sens inverse, le BI est arrivé à la conclusion que les Adm. sont libres de fixer leurs quotes-parts maritimes dans le cadre des possibilités accordées par l'art. 50, car nulle part dans l'Arr. il n'est stipulé que les quotes-parts pour le transport maritime entre deux pays doivent être les mêmes dans les deux sens (v. avis du BI dans le Rapp. 1962, p. 31 et 33).

## Article 51

Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement (Arr. 48, 49) (1)

Lorsque, pour des raisons de force majeure ou à cause d'un autre événement imprévisible, une Administration est contrainte d'utiliser, pour le transport de ses propres colis, une nouvelle voie d'acheminement qui occasionne des frais supplémentaires de transport territorial ou maritime, elle est tenue d'en informer immédiatement, par la voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication approprié**, (2) toutes les Administrations dont les dépêches de colis ou les colis à découvert sont acheminés en transit par son pays. A partir du cinquième jour suivant le jour de l'expédition de cette information, l'Administration intermédiaire est autorisée à mettre en compte à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours. (3)

---

1) Art. adopté par le Congrès de Tokyo 1969 et visant à percevoir sur l'expéditeur et non plus sur le destinataire les taxes supplémentaires résultant de l'utilisation d'une voie plus coûteuse pour les colis en transit (II 1420 à 1422, prop. 6258).

2) V. annot. 9 à l'art. 4.

3) Le délai prévu à l'art. 47, par. 5, ne s'applique pas dans ces cas (Congrès de Tokyo 1969, II 1420 à 1422, prop. 6528; v. aussi art. 102, par. 4, et 113, par. 3, du Règl.).

## Article 52

Taux de base et calcul des frais de transport aérien (Arr. 53, 58, Prot. VI) (1)

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 0,568 millième de DTS, (2) au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.

2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches de colis-avion sont calculés d'après le taux de base effectif visé au paragraphe 1 et les distances kilométriques mentionnées dans la «Liste des distances aéropostales» prévue à l'article 225, paragraphe 1, lettre b), du Règlement d'exécution de la Convention, (3) d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut des dépêches.

3. Les frais dus à l'Administration intermédiaire au titre du transport aérien des colis-avion à découvert sont fixés en principe comme il est indiqué au paragraphe 1, mais par demi-kilogramme pour chaque pays de destination. Toutefois, lorsque le territoire du pays de destination de ces colis est desservi par une ou plusieurs lignes comportant plusieurs escales sur ce territoire, les frais de transport sont calculés sur la base d'un taux moyen pondéré, déterminé en fonction du poids des colis débarqués à chaque escale. Les frais à payer sont calculés colis par colis, le poids de chacun étant arrondi au demi-kilogramme immédiatement supérieur.

4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des **coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 km.** (4) Ces frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

5. Les frais visés au paragraphe 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion à destination du pays, sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien des colis-avion dans le pays de destination **moins les frais de transport correspondants par voie de surface,** (4) sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu (5) au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur. La distance moyenne pondérée est **calculée par le Bureau international** (4) en fonction du poids brut de toutes les dépêches de colis-avion arrivant au pays de destination, y compris les colis-avion qui ne sont pas réacheminés par voie aérienne à l'intérieur de ce pays. (6)

6. Le droit au remboursement des frais visés au paragraphe 4 est subordonné aux conditions fixées à l'article 47, paragraphe 5. (7)

7. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.

8. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour:

- a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
- b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

- 1) V. annot. 1 à l'art. 9.
- 2) Taux max. adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et applicable à toutes les catégories de courrier LC, AO et CP (II 1684, prop. 5052.2/Rev 1; v. aussi annot. 1 à l'art. 85 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc., ainsi que l'annot. 2 à l'art. 9 de l'Arr.).
- 3) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.
- 4) Précision apportée par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 6 – Rapp. 4, prop. 5051.1 et Congrès – Doc 64).
- 5) Précision apportée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1691, prop. 5052.1).
- 6) L'annot. 5 à l'art. 85 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc., donne des exemples de calcul du prix unitaire de transport aérien intérieur pour les corr.-avion (LC/AO). En s'inspirant de ces exemples, il y a lieu d'établir une distance moyenne pondérée distincte pour les colis-avion du service international réacheminés sur le réseau aérien intérieur et, le cas échéant, un prix unitaire distinct. Ces indications sont publiées dans la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1).
- 7) Ce par., introduit par le Congrès de Tokyo 1969, a pour but d'éviter de nombreuses modifications des taxes à percevoir sur les expéditeurs (II 1422, prop. 6051).

## Article 53

### Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits (Arr. 52) (1)

En cas de perte ou de destruction des colis-avion par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien des colis-avion perdus ou détruits.

- 
- 1) V. annot. à l'art. 90 de la Conv., reproduites à la fin du présent fasc.

## Chapitre II

### Attribution des quotes-parts

## Article 54

### Principe général (Arr. 55, Règl. 147 à 150)

1. L'attribution des quotes-parts aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis. (1) (2)

2. Toutefois, dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination en vue de l'attribution des quotes-parts globalement par coupure de poids. (3)

3. Toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut convenir avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires de les créditer de sommes calculées par colis (4) ou par kilogramme (4) de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

---

1) Au cours de son étude sur le système de perception de la taxe des colis postaux (cf. annot. 1 à l'art. 5), la CEL a été amenée à constater que les modalités d'échange fondées sur l'attribution des quotes-parts colis par colis constituent des sujétions très lourdes pour les bureaux d'échange et les services comptables. Il convient donc d'encourager les Adm. à utiliser, par la voie d'accords bilatéraux, des méthodes plus simples entraînant des économies importantes de personnel tout en accélérant le traitement des colis dans les bureaux d'échange.

Ces simplifications, pour être efficaces, entraînent des changements importants non seulement dans le mode d'attribution des quotes-parts, mais également dans les règles suivant lesquelles la responsabilité mutuelle des Adm. peut être mise en cause.

Du point de vue de l'attribution des quotes-parts, outre les colis réexpédiés et les colis en transit à découvert, seule est nécessaire l'inscription des colis dont on veut conserver la trace, c'est-à-dire pratiquement uniquement des colis avec valeur déclarée. Tous les autres colis sont inscrits en nombre avec indication globale des quotes-parts qui reviennent à chaque Adm.

Du point de vue de la responsabilité, deux cas sont à distinguer:

- le cas de perte;
- le cas de spoliation et d'avarie.

En cas de perte, la responsabilité est supportée, en principe, à parts égales par chaque Adm. ayant participé au transport du colis, sauf en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, pour lesquels les règles actuelles sont maintenues.

Dans l'éventualité de la spoliation ou de l'avarie, deux solutions peuvent être envisagées. Dans la première, la responsabilité partagée est de règle pour tous les colis, sauf pour ceux comportant une déclaration de valeur. Dans la seconde, la responsabilité pour spoliation ou avarie se détermine comme actuellement, c'est-à-dire que les bulletins de vérification CP 13 et les procès-verbaux CP 14 continuent à être établis dans tous les cas (Congrès de Vienne 1964, II 1233, prop. 7007; v. aussi annot. 3 au titre IV).

2) Au sujet des résultats de l'étude du CE sur la simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts (résolution C 74 du Congrès de Lausanne 1974), v. annot. 4 au titre IV. Par sa résolution C 27, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de poursuivre cette étude (v. également annot. 4 au titre IV).

3) L'Adm. d'origine n'a pas besoin de s'entendre avec les Adm. intermédiaires pour l'attribution des quotes-parts de transit ou maritimes globalement par coupure de poids, cette méthode étant prévue par la form. CP 12; de ce fait, la référence aux Adm. intermédiaires a été supprimée dans ce par. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1684, prop. 5055.1/Rev 1).

4) Les rémunérations moyennes par colis ou par kg sont calculées d'après des éléments statistiques pondérés. Elles sont révisées d'office en cas de changement des quotes-parts ou sur demande de l'une des Adm. intéressées en cas de modifications dans la consistance du trafic (Congrès de Vienne 1964, II 1233, prop. 7007; v. aussi art. 150 du Régl.).



#### **Article 55**

**Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils**  
(Arr. 17, 18, 54) (1)

Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils (1) ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

---

1) V. annot. 6 à l'art. 4.

### **Titre V**

## **Dispositions diverses**

#### **Article 56**

**Application de la Convention (1)**

La Convention (2) est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. (3)

---

1) Le Congrès de Vienne 1964 a harmonisé, dans les différents Arr., le texte relatif à l'application de la Conv. (II 399, Congrès – Doc 88). Enoncée d'une manière générale, cette clause permet de couvrir tous les cas d'application de la Conv. (II 1233, prop. 7008).

2) Les art. de la Conv. et de son Règl. (et les annot. qui les concernent) auxquels il est fait référence sont reproduits à la fin du présent fasc.

3) La législation intérieure ne prévaut pas sur les dispositions de l'Arr. et elle ne fait règle que pour les cas non prévus par ce dernier (Congrès de Paris 1878, p. 442; cf. annot. à l'art. 24 de la Const.).

#### **Article 57**

**Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution (1)**

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

**2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à cet Arrangement.**

**3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:**

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement **et** de son Protocole **final**;
- b) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:
  - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement **et** de son Protocole **final**;
  - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

---

1) Concernant la procédure d'introduction et d'examen des prop., v. les art. 29 de la Const. et 119 à 123 du Règl. gén.

## Article 58

Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement (Arr. 1, Règl. 113)

1. Les Administrations des pays participant au présent Arrangement qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de pays non participants admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit par les services terrestres, maritimes et aériens des pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un pays non participant sont assimilés, quant au montant des quotes-parts territoriales et maritimes et des frais de transport aérien, aux colis échangés entre les pays participants. (1) Il en est de même, en ce qui concerne la responsabilité, chaque fois qu'il est établi que le dommage est survenu dans le service d'un des pays participants et lorsque l'indemnité doit être versée dans un pays participant soit à l'expéditeur, soit, en cas d'application de l'article 40, paragraphe 8, au destinataire. (2)

---

1) En dehors des relations entre pays contractants, ce sont les conventions spéciales qui règlent les conditions de l'échange. Ainsi, pour les transports maritimes, les conditions du transport sont réglées par l'Arr. des colis si le paquebot appartient à un pays adhérent, et par des conventions particulières si le paquebot appartient à un pays qui n'aurait pas adhéré aux clauses de l'Arr. (Congrès de Londres 1929, II 398 et 399).

2) Les taxes perçues et les quotes-parts bonifiées étant les mêmes que pour les colis en provenance et à destination des pays participants, il est équitable, en cas de perte, d'avarie ou de spoliation de colis à destination ou en provenance de pays non participants, que la responsabilité des Adm. participantes soit stipulée expressément (Congrès de Vienne 1964, II 1233, prop. 7102).

## Titre VI

### Dispositions finales

#### Article 59

##### Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1<sup>er</sup> janvier 1991** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé (1) le présent Arrangement en un exemplaire qui **est déposé auprès du Directeur général du Bureau international**. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à **Washington**, le **14 décembre 1989**.

---

1) Noms des pays ayant signé l'Arr.:

République d'Afghanistan  
République algérienne démocratique  
et populaire  
République fédérale d'Allemagne  
Etats-Unis d'Amérique  
République populaire d'Angola  
Royaume de l'Arabie saoudite  
République argentine  
Australie  
République d'Autriche  
Commonwealth des Bahamas  
Etat de Bahrain  
Barbade  
Belgique  
République populaire du Bénin  
Royaume de Bhoutan  
République socialiste soviétique de Biélorussie  
République de Bolivie  
République du Botswana  
République fédérative du Brésil  
Brunei Darussalam

République populaire de Bulgarie  
Burkina Faso  
République du Burundi  
République du Cameroun  
Canada  
République du Cap-Vert  
République centrafricaine  
Chili  
République populaire de Chine  
République de Chypre  
République de Colombie  
République fédérale islamique des Comores  
République populaire du Congo  
République de Corée  
République de Costa-Rica  
République de Côte d'Ivoire  
République de Cuba  
Royaume de Danemark  
République de Djibouti  
République dominicaine  
République arabe d'Egypte  
République de El Salvador

Emirats arabes unis	République du Niger
République de l'Equateur	République fédérale du Nigéria
Espagne	Norvège
République démocratique populaire de l'Ethiopie	Nouvelle-Zélande
République de Finlande	Sultanat d'Oman
République française	République de l'Ouganda
République gabonaise	République islamique du Pakistan
Royaume-Uni de Grande-Bretagne	République de Panama
et d'Irlande du Nord, îles de la Manche	Papouasie – Nouvelle-Guinée
et île de Man	République de Paraguay
Territoires d'outre-mer dont les relations	Pays-Bas
internationales sont assurées	Antilles néerlandaises et Aruba
par le Gouvernement du Royaume-Uni	République du Pérou
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République populaire de Pologne
Grèce	Portugal
République du Guatemala	Etat de Qatar
République de Guinée	République démocratique allemande
Guyane	République socialiste de Roumanie
République d'Haïti	République rwandaise
République du Honduras	Sainte-Lucie
République de Hongrie	République de Saint-Marin
Inde	Iles Salomon
République d'Indonésie	Samoa occidentale
République islamique d'Iran	République du Sénégal
République d'Iraq	République de Sierra Leone
Irlande	République de Singapour
République d'Islande	République démocratique de Somalie
Israël	République du Soudan
Italie	République socialiste démocratique de Sri Lanka
Japon	Suède
Royaume hachémite de Jordanie	Confédération suisse
République de Kenya	République du Suriname
République de Kiribati	Royaume du Swaziland
Kuwait	République arabe syrienne
République démocratique populaire lao	République unie de Tanzanie
Royaume du Lesotho	République du Tchad
République libanaise	République socialiste tchécoslovaque
République de Libéria	Thaïlande
Principauté de Liechtenstein	République togolaise
Luxembourg	Royaume des Tonga
République démocratique de Madagascar	République tunisienne
Malaisie	République de Turquie
Malawi	Union des républiques socialistes soviétiques
Mali	République orientale de l'Uruguay
Malte	République de Vanuatu
Royaume du Maroc	Etat de la cité du Vatican
Maurice	République de Vénézuéla
République islamique de Mauritanie	République socialiste du Viet Nam
Etats-Unis du Mexique	République arabe du Yémen
Principauté de Monaco	République démocratique populaire du Yémen
République populaire de Mongolie	République socialiste fédérative de Yougoslavie
Union de Myanmar	République de Zambie
Népal	République de Zimbabwe

## Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit: (1) (2) (3) (4)

1) Conformément à l'art. 22, par. 6, de la Const., ce Prot. contient les réserves aux dispositions de l'Arr.

2) Une Adm. peut, par une déclaration unilatérale, renoncer au bénéfice d'une dérogation concédée en sa faveur dans le Prot. (Congrès de Londres 1929, II 567).

3) Chargé par le Congrès de Vienne 1964 de faire une étude en vue de définir les conditions dans lesquelles des réserves peuvent être apportées au Prot. de l'Arr. des colis (résolution CP 2), le CE a porté son attention essentiellement sur les réserves d'ordre réglementaire; après avoir consulté les Adm., il est arrivé à la conclusion que de telles réserves ne devraient être autorisées que lorsque la législation ou la réglementation intérieure, ou encore l'étendue restreinte du service des colis postaux dans le régime intérieur, empêchent les Adm. d'appliquer certaines dispositions de l'Arr. En outre, il a suivi l'avis de la forte majorité des Adm. en proposant l'incorporation dans l'Arr. des réserves de caractère général et permanent (v. art. 3 et 5, par. 2) ainsi que d'un certain nombre de réserves particulières d'ordre réglementaire (v. art. 4, par. 2, lettre b), 21, par. 2, 23, par. 4, 24, par. 1, lettre a), ch. 1<sup>o</sup>, et 38, par. 2). A cet égard, il a été relevé que la réglementation relative aux colis postaux ne devait pas être trop rigide, étant donné qu'il s'agit d'un Arr. facultatif. Une attitude trop stricte en la matière pourrait empêcher les pays non signataires d'adhérer à cet Arr. (Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1964–1969, ch. 92; Congrès de Tokyo 1969, II 1412 et 1413). Au surplus, le CE a adressé un appel aux Adm. figurant au Prot. pour les inviter, d'une part, à faire tous leurs efforts pour adapter leur législation et leur réglementation intérieures de façon qu'elles soient en mesure d'appliquer, si possible sans réserve, toutes les clauses de l'Arr. et, d'autre part, à réexaminer leurs réserves d'ordre tarifaire à la lumière des nouv. quotes-parts adoptées par le Congrès de Tokyo 1969 (Doc du CE 1969, p. 238; v. aussi annot. relative à l'art. 22, par. 5 de la Const.).

4) Par la recommandation C 77/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Washington 1989 a invité les Adm. à s'abstenir de présenter des réserves relatives aux dispositions du titre III de l'Arr. traitant de la responsabilité. Les Adm. sont priées, en outre, de faire tout leur possible auprès des autorités nationales compétentes pour que de telles réserves puissent être reconsidérées et retirées des Prot. des Actes de l'UPU (II Congrès/C 4 – Rapp. 6, prop. 2000.11).

### Article I

#### Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles (1) (2)

1. Par dérogation à l'article 47, les Administrations figurant dans la liste ci-après se réservent le droit de fixer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent leurs quotes-parts territoriales de départ: (3) (4) (5) **Algérie, Angola, Bahrain, Bénin, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie (Rép. pop.), Congo (Rép. pop.), El Salvador, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Iraq, Israël, Jordanie, Kenya, Liban, Malaisie, Mongolie (Rép. pop.), Népal, Ouganda, Pakistan, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Rép. dém. allemande,**

**Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Tchecoslovaquie, Vénézuéla, Viet Nam, Yémen (Rép. arabe), Yémen (Rép. dém. pop.), Zambie, Zimbabwe.**

**2. Par dérogation à l'article 47, l'Administration de la République arabe d'Egypte se réserve le droit de percevoir une quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle de 6,53 DTS par colis, en plus de celles mentionnées à l'article précité. (6)**

#### 1) Note historique

Déjà à la Conf. de Paris 1880, la question des quotes-parts exceptionnelles (alors dénommées «surtaxes») avait donné lieu à de longues discussions. Dans le dessein de bien définir celles qui étaient autorisées, il avait été proposé les règles suivantes:

«Tous les pays ont la faculté de percevoir la surtaxe de 25 c à l'expédition et à la réception. Cette surtaxe peut être appliquée par un pays, soit d'une manière générale, soit seulement à titre de réciprocité à l'égard des pays qui l'ont adoptée.»

«Les surtaxes supérieures à 25 c ne peuvent être perçues que par les pays en faveur desquels elles ont été établies dans l'Arr. Mais il est entendu que tous les pays de l'UPU pourront, à titre de réciprocité, appliquer ces mêmes surtaxes aux envois provenant ou à destination des pays qui en font usage.» (P. 112.) La Comm. compétente, cependant, estima que la surtaxe réciproque serait une atteinte au principe de l'UPU qui veut que les taxes soient aussi peu élevées que possible. On a d'abord établi une taxe normale et ensuite admis les surtaxes seulement en vue de rallier à la Convention concernant les colis postaux les pays qui se trouvent dans une situation particulière (p. 143). La clause de la réciprocité fut éliminée du projet d'Arr., puisque, suivant l'avis de la majorité (11 délégations contre 10 et 2 abstentions), un tel principe reviendrait à user de représailles plutôt que de réciprocité (pour l'ensemble de la discussion, cf. Conf. de Paris 1880, p. 141 à 146 et 164 à 166). Finalement, la Conf. adopta, en ce qui concerne les taxes et les «surtaxes», un art. d'une simplicité remarquable, dont le par. 2 était ainsi conçu:

«Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 c par colis.»

«Exceptionnellement, cette surtaxe est élevée à 50 c pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, à 75 c pour l'Inde britannique et pour la Perse et à 1 fr pour la Suède.»

Le 1<sup>er</sup> al. correspond à l'art. 54 de l'Arr. (Rio de Janeiro 1979), mais les mots «comme mesure de transition» ont disparu et la «surtaxe» a fait place à une «quote-part exceptionnelle» de 1 fr au max. Le 2<sup>e</sup> al. s'est transformé au fur et à mesure de l'extension de l'Arr. et en raison de la diversité des conditions du service des colis postaux dans les pays intéressés, jusqu'à devenir les art. I et II du Prot. du même Arr. Il convient de remarquer que les quotes-parts énumérées au Prot. étaient concédées exceptionnellement et à titre provisoire.

2) Chargé par le Congrès de Tokyo 1969 (décision C 82) d'étudier les prop. 6206 et 6245 de ce Congrès visant à accorder aux Adm. la faculté de fixer à leur gré leurs quotes-parts territoriales et maritimes, ce qui entraînerait la suppression des réserves d'ordre tarifaire, le CE s'est prononcé pour le maintien du système d'admission des réserves au Prot., système assez libéral qui permet une certaine souplesse en donnant la possibilité aux pays d'adapter leurs quotes-parts au coût réel du service des colis (Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1969-1974, ch. 58; v. aussi annot. 3 au préambule du Prot.).

3) Bien que les quotes-parts de départ et d'arrivée max. autorisées par l'Arr. de Hambourg 1984 (art. 46, par. 1) aient été de 100 pour cent plus élevées que celles autorisées par l'Arr. de Rio de Janeiro 1979, de nouv. réserves ont été formulées par plusieurs pays pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qu'ils considèrent nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ. Considérant toutefois que l'application de telles réserves peut provoquer des augmentations susceptibles de nuire à l'intérêt du service, le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 89 (III 1003), a chargé le CE d'étudier la possibilité d'appliquer un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles (II 217; pour les résultats de cette étude, v. annot. 7 à l'art. 47 de l'Arr.).

- 4) Comme suite à la décision du CE 1988, les montants indicatifs des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée n'ont pas été modifiés par le Congrès de Washington 1989 (v. annot. 2, lettre e), au titre IV).
- 5) Pour les conditions de la mise en application des quotes-parts exceptionnelles, v. art. 47, par. 5, de l'Arr.
- 6) Réserve faite en raison des circonstances économiques particulières de l'Egypte ainsi que pour étendre le service des colis postaux et de couvrir les coûts dudit service à l'arrivée.

## Article II

### Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles (1) (2)

A titre provisoire, les Administrations figurant au tableau ci-après sont autorisées à percevoir les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles indiquées dans ce tableau et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 48, paragraphe 1:

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
1	Afghanistan	<b>1,54</b>	<b>1,96</b>	<b>2,45</b>	<b>2,94</b>	<b>4,57</b>	<b>5,88</b>
2	Amérique (Etats-Unis)	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27
3	Argentine	0,65	1,31	1,63	2,61	3,92	4,90
4	Australie	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,95</b>	<b>1,45</b>	<b>2,10</b>	<b>2,75</b>
5	Bahamas	0,65	0,74	0,82	0,98		
6	Bahrain	0,83	0,88	0,98	1,31	<b>1,50</b>	<b>1,96</b>
7	Bangladesh	0,98	1,31	1,47	1,63		
8	Barbade	0,82	0,90	0,88	0,78		
9	Belgique	0,16	0,33	0,49	0,82	1,14	1,47
10	Belize	3,01	3,59	3,87	4,95	6,14	7,12
11	Bénin	0,20	0,33	0,49	0,98	1,47	1,96
12	Bolivie	0,33	0,39	0,46	0,65	0,98	1,31
13	Botswana	1,31	1,63	1,96	2,45	2,94	3,27
14	Brésil	1,31	1,96	2,61	3,27	6,53	7,84
15	<b>Brunei Darussalam</b>	<b>0,29</b>	<b>0,49</b>	<b>0,88</b>	<b>1,57</b>		
16	Bulgarie (Rép. pop.)	0,33	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61
17	Centrafrique	0,20	0,49	0,65	1,31	1,96	2,61
18	Chili	1,31	1,31	1,96	2,61	3,92	5,23
19	Chine (Rép. pop.)	1,31	2,35	3,01	3,43	3,92	4,90
20	Chypre	1,31	1,63	2,12	2,45	3,27	4,25
21	Congo (Rép. pop.)	0,82	0,98	1,31	1,96	3,27	3,92
22	Côte d'Ivoire (Rép.)	0,20	0,33	0,49	0,98	1,63	2,29
23	Dominique	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
24	Egypte	<b>0,98</b>	<b>0,98</b>	<b>0,98</b>	<b>1,96</b>	<b>1,96</b>	<b>1,96</b>

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
25	El Salvador	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65
26	Emirats arabes unis	1,11	1,24	1,31	1,11	0,72	0,65
27	Equateur	0,98	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27
28	France	0,33	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61
29	Gambie	0,56	0,59	0,57	0,52		
30	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Territoires d'outre-mer dépendant dudit Royaume	4,41	5,23	5,55	7,02	8,66	9,96
31	Grenade	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
32	Guyane	0,33	0,36	0,39	0,46		
33	Inde	<b>1,55</b>	<b>1,55</b>	<b>1,55</b>	<b>2,06</b>	<b>2,06</b>	<b>2,06</b>
34	Iran (Rép. islamique)	0,33	0,39	0,46	0,52	0,65	0,85
35	Iraq	0,33	0,39	0,49	0,65	1,31	1,63
36	Jamaïque	0,65	0,82	0,98	1,31	1,96	2,61
37	Kenya	0,98	1,14	1,31	1,63		
38	Madagascar	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27
39	Malaisie	0,33	0,36	0,39	0,65		
40	Malawi	0,33	0,36	0,39	0,46		
41	Malte	0,33	0,36	0,39	0,46		
42	Maurice	0,56	0,59	0,57	0,52		
43	<b>Myanmar</b>	0,23	0,20	0,20	0,29		
44	Népal	0,65	0,82	0,98	1,14	1,47	1,80
45	Nigéria	0,98	1,14	1,31	1,63		
46	Oman	1,14	1,21	1,31	1,47		
47	Ouganda	0,98	1,14	1,31	1,63		
48	Pakistan	0,65	0,98	1,31	1,63		
49	Panama (Rép.)	0,33	0,49	0,65	0,98	1,31	1,63
50	Papouasie – Nouvelle-Guinée	0,15	0,25	0,31	0,54	0,65	0,78
51	Pérou	0,33	0,39	0,46	0,65	0,98	1,31
52	Qatar	0,33	0,36	0,39	0,46		
53	Rép. pop. dém. de Corée	0,98	1,31	1,63	1,80	1,96	2,12
54	Roumanie (Rép. soc.)	0,33	0,65	0,98	1,31	1,96	2,61
55	<b>Saint-Christophe-et-Nevis</b>	<b>4,41</b>	<b>5,23</b>	<b>5,55</b>	<b>7,02</b>	<b>8,66</b>	<b>9,96</b>
56	Sainte-Lucie	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
57	Saint-Vincent- et-Grenadines	3,01	3,59	3,87	4,95	6,14	7,12
58	Salomon (îles)	3,01	3,59	3,87	4,95	6,14	7,12
59	Seychelles	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
60	Sierra Leone	0,46	0,65	0,82	0,91		
61	Singapour	0,33	0,36	0,39	0,65		
62	Soudan	1,31	1,96	2,61	3,27		
63	Sri Lanka	0,98	1,31	1,96	2,61	3,27	3,92
64	Syrienne (Rép. arabe)	0,65	0,98	1,31	1,63	1,96	2,29



N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
65	Tanzanie (Rép. unie)	0,98	1,14	1,31	1,63		
66	Thaïlande	1,14	1,31	1,80	2,12	2,61	3,43
67	Trinité-et-Tobago	0,65	0,82	0,98	1,31		
68	Turquie	1,63	1,63	1,63	1,63	1,63	1,63
69	Tuvalu	1,80	1,96	2,07	2,56	3,74	4,51
70	Union des républiques socialistes soviétiques						
	Via la partie européenne de l'URSS	0,59	1,40	2,55	4,51	7,38	10,13
	Via la partie asiatique de l'URSS	1,67	3,99	7,32	12,90	21,27	29,17
	Via les parties européenne et asiatique de l'URSS	2,16	5,06	9,34	16,53	27,25	37,31
71	Vénézuéla	0,49	0,98	1,47	2,12	2,94	3,92
72	Yémen (Rép. dém. pop.)	1,31	1,31	1,96	2,61	3,92	5,23
73	Yougoslavie	0,29	0,39	0,65	0,72	1,18	1,03
74	Zaïre	0,26	0,59	0,98	1,96	3,27	3,92
75	Zambie	1,37	1,83	2,74	3,66	5,08	7,06
76	Zimbabwe	1,31	1,63	1,96	2,45	2,94	3,27

1) Cet art. résulte de l'étude entreprise par le CE à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

2) V. également annot. 1 à 3 à l'art. I du Prot.

### Article III

#### Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

L'article 48, paragraphe 2, dernière phrase, ne s'applique aux pays suivants qu'à leur demande: Biélorussie, Bulgarie (Rép. pop.), Cuba, Mongolie (Rép. pop.), Pologne (Rép. pop.), Tchécoslovaquie, Ukraine et Union des républiques socialistes soviétiques. (1)

1) Ces pays estiment que la détermination de la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit est un droit souverain de chaque pays qui a adhéré à l'Arr. (Congrès de Tokyo 1969, II 1435, prop. 6289).

#### Article IV

##### Quotes-parts maritimes (1)

L'Allemagne, Rép. féd. d', l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine, l'Australie, les Bahamas, Bahrain, le Bangladesh, la Barbade, la Belgique, le Belize, **le Brésil, le Brunei Darussalam**, le Canada, le Chili, Chypre, les Comores, le Congo (Rép. pop.), Djibouti, la Dominique, les Emirats arabes unis, l'Espagne, la Finlande, la France, le Gabon, la Gambie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, Grenade, la Guyane, l'Inde, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, le Kenya, **Kiribati**, la Malaisie, Madagascar, Malte, Maurice, le Nigéria, la Norvège, Oman, l'Ouganda, le Pakistan, la Papouasie – Nouvelle-Guinée, les Pays-Bas, **le Portugal**, Qatar, **Saint-Christophe-et-Nevis**, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles), les Seychelles, la Sierra Leone, Singapour, la Suède, la Tanzanie (Rép. unie), la Thaïlande, la Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, le Yémen (Rép. dém. pop.) et la Zambie **se réservent le droit de** majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles **49** et **50**.

---

1) V. annot. 2 et 5 à l'art. I.

#### Article V

##### Etablissement des quotes-parts moyennes

Par dérogation à l'article **54**, paragraphe 3, de l'Arrangement et de l'article **150**, paragraphe 2, du Règlement, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à établir des quotes-parts territoriales et maritimes moyennes par kilogramme en se fondant sur la répartition en poids des colis reçus de toutes les Administrations. (1)

---

1) Les quotes-parts territoriales d'arrivée et de transit ainsi que les quotes-parts maritimes sont établies, aux Etats-Unis d'Amérique, sur la base de l'ensemble des frais de traitement des colis en provenance de tous les pays.

#### Article VI (Arr. 47 à 53)

##### Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne à destination de la Corse, des Départements français d'outre-mer, des Territoires français d'outre-mer et **des Collectivités de Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon** est assujéti à une quote-part territoriale d'arrivée égale, au maximum, à la quote-part française

correspondante. Lorsqu'un tel colis est acheminé en transit par la France continentale, il donne lieu, en outre, à la perception des quotes-parts et frais supplémentaires suivants:

- a) colis «voie de surface»
  - 1° la quote-part territoriale de transit française;
  - 2° la quote-part maritime française correspondant à l'échelon de distance séparant la France continentale de chacun des Départements, Territoires et **Collectivités** en cause;
- b) colis-avion
  - 1° la quote-part territoriale de transit française pour les colis en transit à découvert;
  - 2° les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale séparant la France continentale de chacun des Départements, Territoires et **Collectivités** en cause.

**2.** Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupures de poids	Quotes-parts supplémentaires	Coupures de poids	Quotes-parts supplémentaires
1	2	1	2
kg	DTS	kg	DTS
Jusqu'à 1 .....	<b>0,16</b>	au-dessus de 5 jusqu'à 10	<b>1,63</b>
au-dessus de 1 jusqu'à 3	<b>0,49</b>	au-dessus de 10 jusqu'à 15	<b>2,45</b>
au-dessus de 3 jusqu'à 5	<b>0,82</b>	au-dessus de 15 jusqu'à 20	<b>3,27</b>

**3.** Les Administrations postales de la République arabe d'Egypte et de la **République du Soudan** sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de **0,65 DTS** en sus des quotes-parts territoriales de transit prévues à l'article **48**, paragraphe 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).

**4.** Tout colis acheminé en transit entre le Danemark et les îles Féroé donne lieu à la perception des quotes-parts supplémentaires suivantes: (1)

- a) colis «voie de surface»
  - 1° la quote-part territoriale de transit danoise;
  - 2° la quote-part maritime danoise correspondant à l'échelon de distance séparant le Danemark et les îles Féroé;
- b) colis-avion
  - les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale séparant le Danemark et les îles Féroé.

5. L'Administration postale du Chili est autorisée à percevoir une quote-part supplémentaire de **2,61 DTS** par kilogramme au maximum pour le transport des colis destinés à l'île de Pâques. (2)

6. **Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne, en transit entre le Portugal continental et les régions autonomes de Madère et Açores, donne lieu à la perception des quotes-parts et des frais supplémentaires suivants:**

a) **colis «voie de surface»**

1° **la quote-part territoriale de transit portugaise;**

2° **la quote-part maritime portugaise correspondant à l'échelon de distance séparant le Portugal continental de chacune des régions autonomes en cause;**

b) **colis-avion**

1° **la quote-part territoriale de transit portugaise;**

2° **les frais de transport aérien correspondant à la distance aéroportale entre le Portugal continental et chacune des régions autonomes en question.**

7. **Les colis adressés aux provinces insulaires de Grande Canarie et Tenerife, acheminés en transit par l'Espagne continentale, donneront lieu à la perception, outre la quote-part territoriale d'arrivée correspondante, aux quotes-parts supplémentaires suivantes:**

a) **colis «voie de surface»**

1° **la quote-part territoriale de transit espagnole;**

2° **la quote-part maritime espagnole correspondant à la distance de 1000 à 2000 milles marins;**

b) **colis-avion**

– **les frais de transport aérien correspondant à la distance aéroportale entre l'Espagne continentale et chacune des provinces insulaires considérées.**

---

1) Ces quotes-parts servent à couvrir l'excédent des dépenses de l'Adm. danoise occasionné par le transport des colis destinés aux îles Féroé, dont le service postal a été pris en charge par l'Adm. locale autonome des îles le 1<sup>er</sup> avril 1976 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1703, prop. 5305.1).

2) Tous les colis destinés à l'île de Pâques sont acheminés par la voie aérienne du fait de l'absence de services réguliers par voie de surface (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1703, prop. 5305.2).

## Article VII

### Tarifs spéciaux (Arr. 6 à 8)

1. Les Administrations de Belgique, de France et de Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface. (1)

2. L'Administration du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.

**3. L'Administration du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.**

---

1) L'étude entreprise à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 2, lettre d), au titre IV) a conduit le CE à proposer la suppression de cet art. Toutefois, ces pays ont estimé que l'équilibre économique du service des colis postaux leur impose le maintien de leur réserve. V. également l'interprétation de cette disposition donnée au Congrès de Bruxelles 1952 (II 844).

## Article VIII

### Taxes supplémentaires (Arr. 7, 10 à 15) (1)

A titre exceptionnel, les Administrations sont autorisées à dépasser les limites supérieures des taxes supplémentaires indiquées aux articles 10 à 13 et 15, si cela est nécessaire pour mettre ces taxes en rapport avec les coûts d'exploitation de leurs services. Toutefois, en cas de renvoi à l'expéditeur (article 30, paragraphe 3, lettre b)), ou de réexpédition (article 32, paragraphe 6, lettre c)), le montant des taxes reprises ne peut dépasser les taux fixés dans l'Arrangement. Les Administrations désireuses d'appliquer cette disposition doivent en informer le Bureau international dès que possible.

---

1) Par sa résolution C 15, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'étudier la question de la modification des principes de fixation des taxes supplémentaires des colis postaux et de proposer un système homogène de règles simples et offrant plus de liberté aux Adm. Les résultats de la consultation des Pays-membres ont fait ressortir que la majorité des Adm.:

- est en faveur de la faculté lui permettant de fixer librement ses taxes supplémentaires, avec des limites max. toutefois dans le cas où ces taxes peuvent être reprises sur le pays d'origine pour les colis renvoyés ou sur le pays de nouv. destination pour les colis réexpédiés;
- souhaite le transfert dans l'Arr. de l'art. VI du prot.;
- est satisfaite du système actuel de fixation des taxes supplémentaires qui prévoit des taxes min. pour la plupart des prestations.

Compte tenu de ces résultats et afin de permettre à toutes les Adm. de couvrir leurs frais d'exploitation, le CE a considéré qu'il convenait de continuer à fixer dans l'Arr. des taxes max. qui n'auraient qu'une valeur indicative, mais permettraient aux Adm. de fixer leurs propres taxes en fonction de leurs coûts d'exploitation. Pour ce faire, le CE a décidé de proposer des modifications aux art. 10, 12, 13 et 15 de l'Arr., l'art. VI du Prot. ayant été transféré, après adaptation, dans l'Arr. même (v. art. 15, par. 2). Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté ces modifications (II 524, prop. 5009.1, 5009.2, 5009.3, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.1, 5014.2, 5014.3, 5014.4, 5029.1, 5031.1, 5306.1 et 5306.2/Rev 1).

#### Article IX

##### Traitement des colis admis à tort

La Biélorussie, la Bulgarie (Rép. pop.), Cuba, la Rép. pop. dém. de Corée, l'Ukraine et l'Union des républiques socialistes soviétiques se réservent le droit de ne fournir les renseignements sur les raisons de la saisie d'un colis postal ou d'une partie de son contenu que dans les limites des informations provenant des autorités douanières et selon leur législation intérieure.

#### Article X

##### Retrait. Modification ou correction d'adresse

Par dérogation à l'article **38**, le **Costa-Rica**, El Salvador, l'Equateur, le Panama (Rép.) et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis postaux après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

#### Article XI

##### Interdictions

1. L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article **20**, lettre b), étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

2. **A titre exceptionnel, l'Administration postale du Liban n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Elle n'est pas tenue par les dispositions de l'article 40, y compris pour les cas énoncés dans les articles 41 et 43.**

#### Article XII

##### Exceptions au principe de la responsabilité (1)

Par dérogation à l'article **40**, la **Bolivie**, la République d'Iraq, la **République du Soudan**, la République démocratique populaire du Yémen et la République du Zaïre sont autorisées à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays à destination **de la Bolivie**, de l'Iraq, du Soudan, du Yémen

(Rép. dém. pop.) ou du Zaïre et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile **ou périssable**.

---

1) Par sa recommandation C 70, le Congrès de Lausanne 1974 (III 896 et 897) prie instamment les Adm. des pays qui ont fait des réserves à l'art. 40 de reconsidérer leur position en vue d'appliquer les dispositions de cet art. Voir aussi décision C 20 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (III 899).

## Article XIII

### Dédommagement (1)

1. Par dérogation à l'article **40**, l'Amérique (Etats-Unis), l'**Angola**, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Bolivie, le Botswana, le **Brunei Darussalam**, le Canada, la **Dominicaine (Rép.)**, la Dominique, **El Salvador**, les Fidji, la Gambie, ceux des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, Grenade, le **Guatemala**, la Guyane, **Kiribati**, le Lesotho, le Malawi, Malte, Maurice, Nauru, le Nigéria, l'Ouganda, la Papouasie – Nouvelle-Guinée, **Saint-Christophe-et-Nevis**, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles), les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Trinité-et-Tobago, la Zambie et le **Zimbabwe** ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

2. Par dérogation à l'article **40**, paragraphe 8, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à maintenir le droit de l'expéditeur à un dédommagement pour les colis avec valeur déclarée après livraison au destinataire, sauf si l'expéditeur renonce à son droit en faveur du destinataire.

3. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas appliquer l'article **40** en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie, y compris les cas visés **aux articles 41 et 43**.

4. Lorsqu'elle agit à titre d'Administration intermédiaire, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à ne pas payer d'indemnité de dédommagement aux autres Administrations en cas de perte, de spoliation ou d'avarie des colis avec valeur déclarée transmis à découvert ou expédiés dans des dépêches closes.

---

1) Par sa recommandation C 70, le Congrès de Lausanne 1974 (III 896 et 897) prie instamment les Adm. qui ont fait des réserves à l'art. 40 de reconsidérer leur position en vue d'appliquer les dispositions de cet art. En outre, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé que lesdites Adm. n'ont pas le droit de recevoir une indemnité pour leurs colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans les services des Pays-membres qui acceptent la responsabilité prévue à l'art. 40. V. décision C 20 (III 899).

#### Article XIV

##### Païement de l'indemnité

**Les Administrations postales de l'Angola, de la Guinée, du Liban et de la Mauritanie (Rép. Islamique) ne sont pas tenues d'observer l'article 44, paragraphe 4, de l'Arrangement pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de trois mois. Elles n'acceptent pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour son compte, par une autre Administration à l'expiration du délai précité.**

#### Article XV

##### Non-responsabilité de l'Administration postale

L'Administration postale du Népal est autorisée à ne pas appliquer l'article 41, paragraphe 1, lettre b).

#### Article XVI

##### Avis de réception

L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article 28, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé (1) en un exemplaire qui **est déposé auprès du Directeur général du Bureau International**. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à **Washington**, le **14 décembre 1989**.

---

1) Pour les noms des pays ayant signé le Prot. fin., v. annot. 1 à la clause finale de l'Arr.



## Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux

---

Règlement d'exécution  
– Formules

Autres décisions  
en relation avec l'Arrangement concernant les colis postaux  
et son Règlement d'exécution



# Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux

## Table des matières

### Chapitre I

#### Dispositions préliminaires

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations
- 102. Voies d'acheminement et quotes-parts

### Chapitre II

#### Traitement des colis par le bureau d'origine

##### Section I

##### Conditions générales d'admission et de dépôt

- 103. Adresses de l'expéditeur et du destinataire
- 104. Conditions générales d'emballage
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives, des médicaments urgents **ou des substances chimiques de référence**
- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine

## Section II

### Conditions d'admission et de dépôt particulières à certaines catégories de colis

- 108. Colis avec valeur déclarée
- 109. Déclaration frauduleuse de valeur
- 110. Autres catégories de colis

## Section III

### Formalités demandées après le dépôt

- 111. Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt
- 112. Retrait. Modification **ou correction** d'adresse

## Chapitre III

### Traitement des colis par les bureaux d'échange

#### Section I

##### Acheminement

- 113. Principe général d'échange des colis
- 114. Acheminement et dédouanement des colis-avion
- 115. Transbordement des dépêches de colis-avion
- 116. Colis-surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.)
- 117. Dédouanement des colis exprès

#### Section II

##### Formation et expédition des dépêches

- 118. Divers modes de transmission
- 119. Feuilles de route
- 120. Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20

- 121. Transmission des documents d'accompagnement des colis
- 122. Transmission en dépêches closes
- 123. Traitement des colis avec avis d'embarquement

### Section III

Remise et vérification des dépêches et des colis. Renvoi des récipients vides

- 124. Remise des dépêches
- 125. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange
- 126. Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification
- 127. Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis
- 128. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations
- 129. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé
- 130. Vérification des dépêches de colis transmis en nombre
- 131. Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction
- 132. Renvoi des récipients vides

## Chapitre IV

### Traitement des colis par le bureau de destination

#### Section I

Livraison des colis

- 133. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés
- 134. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits
- 135. Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

## Section II

### Traitement des colis non livrés

- 136. Avis de non-livraison
- 137. Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé
- 138. Renvoi des colis à l'expéditeur
- 139. Envois admis à tort**
- 140.** Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire
- 141.** Colis exprès à réexpédier
- 142.** Traitement des demandes de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse
- 143.** Vente. Destruction

## Chapitre V

### Réclamations

- 144.** Traitement des réclamations
- 145.** Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu
- 146.** Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés

## Chapitre VI

### Comptabilité

#### Section I

#### Attribution des quotes-parts et des frais

- 147.** Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine
- 148.** Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'expéditeur ou de réexpédition

- 149.** Cas particulier de reprise de frais
- 150.** Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

## Section II

### Etablissement et règlement des comptes

- 151.** Etablissement des comptes
- 152.** Décompte concernant les dépêches de colis-avion
- 153.** Règlement des comptes

## Chapitre VII

### Dispositions diverses

- 154.** Formules à l'usage du public
- 155.** Délai de conservation des documents

## Chapitre VIII

### Dispositions finales

- 156.** Mise à exécution et durée du Règlement

## Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

## Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux

**Le Conseil exécutif**, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, **a arrêté les** mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux: (1)

- 
- 1) V. annot. relative à l'art. 22, par. 4, de la Const.

### Chapitre I

#### Dispositions préliminaires

##### Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations (1) (2)

1. Chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:
  - a) les quotes-parts territoriales **de départ** (3) **et** d'arrivée et, le cas échéant, les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes qu'elle perçoit (Arrangement, articles **47** à **50**; Protocole final, articles **I** à **VII**); (4)
  - b) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne: (4)
    - 1° la limite de poids maximale des colis (Arrangement, article 2, paragraphe 2);
    - 2° la faculté d'admettre ou non les colis spéciaux ci-après: avec valeur déclarée, francs de taxes et de droits, remboursement, fragiles, encombrants, avion, exprès (Arrangement, article 4, paragraphes 2 à 4);
    - 3° les dimensions maximales des colis transportés par la voie de surface (Arrangement, article **21**, paragraphes 1 et 2);
    - 4° la limite maximale de déclaration de valeur (Arrangement, article **24**, paragraphe 1, lettre a), chiffre 1°);



- 5° les instructions des expéditeurs qu'elle n'admet pas au moment du dépôt conformément à l'article 23, paragraphe 4, de l'Arrangement;
  - 6° l'admission ou la non-admission de l'avis de réception pour les colis ordinaires conformément à l'article 28 de l'Arrangement;
  - 7° la faculté de ne pas admettre les demandes de retrait et de modification d'adresse conformément à l'article 38, paragraphe 2, de l'Arrangement;
  - 8° le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit (5) et pour ceux à destination (6) de son propre pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées (article 106, paragraphe 1, lettre b));
  - 9° l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application de l'article 106, paragraphe 4;
  - 10° la méthode de transmission des documents d'accompagnement des colis à destination de son pays (article 121, paragraphe 1); (7)
  - c) les renseignements concernant le service des colis-avion, notamment les dimensions admises (4) par elle (Arrangement, article 21, paragraphes 1 et 2) après entente avec les entreprises de transport aérien ainsi que, s'il y a lieu, le montant des frais perçus, selon l'article 52, paragraphes 4 et 5, de l'Arrangement, pour le transport à l'intérieur du pays; (8)
  - d) **la liste de ses bureaux d'échange chargés du service des colis postaux avec les renseignements concernant la dénomination exacte de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphone, télex et téléfax;** (9)
  - e) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par sa propre réglementation postale (Arrangement, article 20, lettre a), chiffre 4°); (10)
  - f) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert (Arrangement, article 3, paragraphe 1); (4)
  - g) les taxes applicables dans son service (Arrangement, articles 8 à 15; Protocole final, article VIII); (11)
  - h) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son pays (Arrangement, article 20, lettre a), chiffre 8°); (10)
  - i) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis. (10)
2. Toute modification aux renseignements visés au paragraphe 1 doit être notifiée sans retard par la même voie et, en ce qui concerne les alinéas a) et c), compte tenu des articles 47, paragraphe 5, 50, paragraphe 2, et 52, paragraphe 6, de l'Arrangement.

1) Dans le cadre de l'étude qu'il a effectuée en exécution de la décision C 66 du Congrès de Lausanne 1974 (III 894), le CE a examiné l'ensemble de cet art. Il a ajouté les quotes-parts territoriales et maritimes au nombre des renseignements à fournir par les Adm. et, outre l'adjonction de plusieurs références, apporté quelques modifications d'ordre rédactionnel. De plus, il a supprimé au début du par. 1 les mots «Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution», étant donné que, du point de vue juridique, il n'est pas convenable de prévoir une action à entreprendre avant l'entrée en vigueur de l'Acte concerné (Congrès

de Rio de Janeiro 1979, II 1685, prop. 5501.1). En lieu et place de ce délai pour la fourniture des renseignements, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 40, par laquelle les Adm. sont invitées à fournir leurs renseignements au BI six mois au moins avant l'entrée en vigueur de l'Arr.

- 2) Les renseignements que les Adm. se notifient par l'intermédiaire du BI concernent:
  - a) la réglementation découlant de la législation interne;
  - b) l'application de dispositions restrictives ou exceptionnelles;
  - c) le montant des quotes-parts et des taxes supplémentaires;
  - d) l'exécution de services facultatifs;
  - e) les indications diverses intéressant le service international.
- 3) V. annot. 2, lettre e), au titre IV de l'Arr. et 7 à l'art. 47 de l'Arr.
- 4) Ces renseignements figurent dans le Recueil des colis postaux, à l'exception des quotes-parts maritimes, qui sont publiées par circ. du BI, et des renseignements relatifs aux colis contre remboursement, qui se trouvent dans le Recueil des services financiers postaux et des abonnements.
- 5) V. annot. 3 à l'art. 106.
- 6) V. annot. 4 à l'art. 106.
- 7) V. annot. 1 à l'art. 121.
- 8) V. la Liste AV 1, partie II, service intérieur.
- 9) Disposition adoptée par le Congrès de Washington 1989 pour permettre un contact rapide et direct entre les bureaux d'échange afin d'accélérer la liquidation des cas de recherches et autres irrégularités (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5501.1). Ces renseignements sont publiés dans le Recueil des colis postaux.
- 10) V. la Liste des objets interdits.
- 11) V. le Recueil des équivalents et le Recueil des colis postaux.

## Article 102

### Voies d'acheminement et quotes-parts (1)

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions auxquelles elle accepte en transit les colis à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire, en particulier les quotes-parts à lui attribuer. (2)
2. Sur la base des renseignements contenus dans le Recueil officiel de renseignements d'intérêt général relatifs à l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux et dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, (3) par communication directe, un mois au moins avant leur application, (4) les tableaux CP 1 (5) et CP 21 ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Le délai de notification prévu au paragraphe 3 ne s'applique pas aux cas visés à l'article 51 de l'Arrangement.

5. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange expéditeur peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 168, paragraphe 3, du Règlement d'exécution de la Convention. (6) (7) Ce bulletin doit être joint à la feuille de route, sur laquelle sa présence est signalée. Si, lors de l'arrivée de la dépêche, la formule C 27 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai dûment complété par le bureau de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) (8) **soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.** (9)

---

1) Dans le cadre de l'étude qu'il a effectuée en exécution de la décision C 66 du Congrès de Lausanne 1974 (III 894), le CE a examiné l'ensemble de cet art. Il a apporté une modification d'ordre rédactionnel au par. 1 et ajouté une référence au Recueil des colis postaux au par. 2 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1688, prop. 5502.1 et Congrès – Doc 1, ch. 46).

2) La liste des services maritimes ne devra comprendre que les services dont les Adm. pourraient disposer aux conditions de prix fixées par l'Arr. (Conf. de Paris 1880, p. 123).

3) La notification par l'intermédiaire du BI a été supprimée du fait qu'elle retarde la diffusion des modifications (Congrès de Vienne 1964, II 1255, prop. 7009).

4) Il arrive souvent que certaines Adm. notifient leurs tableaux CP 1 et CP 21, et surtout les modifications à ces tableaux, en même temps que leur application ou bien n'indiquent pas la date de mise en application (Congrès de Vienne 1964, II 1255, prop. 7124).

5) Vœu. Il y aurait grand intérêt, du point de vue de l'exécution du service, à réduire au strict min. les changements apportés au tableau CP 1 (Congrès de Buenos Aires 1939, II 558).

6) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté le vœu C 81 par lequel les Adm. sont priées de veiller à ce que leurs bureaux d'échange complètent les bulletins d'essai et les renvoient par la voie la plus rapide au bureau d'origine, conformément à l'art. 168, par. 3, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc.

7) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

8) Disposition harmonisée avec l'art. 168, par. 3, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1688, prop. 5502.3).

9) Procédure adoptée par le Congrès de Washington 1989 permettant de renvoyer le bulletin C 27 à une adresse autre que le bureau d'échange d'expédition, ce qui doit se faire, p. ex., lorsqu'il n'existe pas d'échange de dépêches dans les deux sens entre les bureaux d'échange concernés (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5502.1).

## Chapitre II

### Traitement des colis par le bureau d'origine

#### Section I

#### Conditions générales d'admission et de dépôt

##### Article 103

##### Adresses de l'expéditeur et du destinataire (Arr. 19)

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit porter, en caractères latins et en chiffres arabes, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur. Si d'autres caractères et chiffres sont utilisés dans le pays de destination, il est recommandé de libeller l'adresse également en ces caractères et chiffres. Les adresses écrites au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé.
2. Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que «M. A à ... pour M. Z à ...» ou «Banque de A à ... pour M. Z à ...» peuvent être admises, étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même pays.
3. Le bureau d'origine doit, en outre, recommander à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de son adresse et de celle du destinataire.

##### Article 104

##### Conditions générales d'emballage (Arr. 19, Règl. 105) (1) (2) (3) (4)

1. Tout colis doit être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids, à la forme et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée. L'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

2. Tout colis doit être conditionné d'une façon particulièrement solide (5) s'il doit:
  - a) être transporté sur de longues distances;
  - b) supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations;
  - c) être protégé contre des changements importants de climat, de température ou, en cas de transport par voie aérienne, contre les variations de la pression atmosphérique.
3. Il doit être emballé et fermé (6) de façon à ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis ou l'équipement postal.
4. Il doit présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes.
5. Sont acceptés sans emballage:
  - a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger;
  - b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

---

1) En exécution de la décision C 58 du Congrès de Tokyo 1969, le CCEP a procédé à une révision des règles relatives au conditionnement et à l'emballage des colis postaux. Les résultats de cette étude, qui se traduisent par un renforcement de ces règles et leur adaptation aux techniques modernes d'emballage, ont été adoptés par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1472, prop. 5504.1 et 5505.1).

2) Par le vœu C 41, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a invité les Adm. à recommander aux usagers de conditionner les colis de façon assez solide afin que leur traitement et leur transport soient assurés de façon optimale (II 1688, prop. 5500.2). Constatant cependant que les utilisateurs des emballages vendus par les Adm. ont tendance à négliger l'emballage intérieur, le Congrès de Hambourg 1984, par sa recommandation C 20 (III 941), a invité les Adm. à informer leurs usagers de la nécessité d'utiliser, en plus de l'emballage qui leur est vendu par les services postaux, un emballage intérieur adéquat et à veiller également à une fermeture convenable de l'emballage extérieur (II 527, prop. 5000.5).

3) Par sa décision C 21, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CCEP d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Adm. (II 527, prop. 5000.5, et 183, Congrès – Doc 81/Rev 1). Cette étude (n° 635 du CCEP) a abouti à la recommandation C 34 (reproduite à la fin du présent fasc.), adoptée par le Congrès de Washington 1989.

4) V. annot. 5 à l'art. 40 de l'Arr.

5) Un emballage très solide a été prescrit, dès la création de l'Arr., pour les expéditions à faire par les services maritimes, surtout lorsqu'il s'agit d'objets susceptibles de se détériorer ou de causer des détériorations à d'autres envois (Conf. de Paris 1880, p. 124).

6) Des fermetures présentant des parties saillantes, tranchantes ou aiguës ne sont pas admissibles (Congrès de Lausanne 1974, II 1472, prop. 5504.1).

#### Article 105

**Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives, des médicaments urgents ou des substances chimiques de référence** (Arr. 19, 20, Règl. 104, 110) (1)


1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous:

- a) métaux précieux: l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimale de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1 1/2 centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par deux sacs sans couture formant un double emballage; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contre-plaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières;
- b) objets en verre ou autres objets fragiles: ils doivent être emballés dans une boîte en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton solide, remplie de papier, paille de bois ou toute autre matière protectrice appropriée de nature à empêcher tout frottement ou heurt en cours de transport soit entre les objets eux-mêmes, soit entre les objets et les parois de la boîte;
- c) liquides et corps facilement liquéfiables: ils doivent être enfermés dans des récipients parfaitement étanches. Chaque récipient doit être placé dans une boîte spéciale en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure, de coton ou de toute autre matière protectrice appropriée en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du récipient. Le couvercle de la boîte doit être fixé de manière qu'il ne puisse se détacher facilement;
- d) corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients: ils doivent être enfermés dans un premier emballage (boîte, sac en toile, matière plastique, etc.), placé lui-même dans une boîte en métal, en bois ou toute autre matière suffisamment résistante pour empêcher des fuites du contenu;
- e) poudres sèches colorantes telles que le bleu d'aniline, etc.: ces produits ne sont admis que dans des boîtes en métal parfaitement étanches, placées à leur tour dans des boîtes en bois, en matière plastique résistante ou en carton ondulé de qualité solide avec de la sciure ou toute autre matière absorbante et protectrice appropriée entre les deux emballages;
- f) poudres sèches non colorantes: ces produits doivent être placés dans des récipients (boîte, sac) en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton; ces récipients doivent être eux-mêmes enfermés dans une boîte consistant en une des matières précitées;
- g) animaux vivants: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention «Animaux vivants»;
- h) matières radioactives: les colis contenant des matières radioactives doivent être munis par l'expéditeur de la mention apparente et durable «Matières

radioactives. Quantités admises au transport par la poste», mention (2) qui est barrée d'office en cas de renvoi de l'emballage à l'origine. De plus, ils doivent porter, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, une mention bien apparente demandant le retour des colis en cas de non-livraison. L'expéditeur doit indiquer sur l'emballage intérieur son nom et son adresse ainsi que le contenu du colis; (3)

- i) médicaments urgents **et substances chimiques de référence**: les colis contenant des médicaments urgents **ou des substances chimiques de référence** doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur vert clair portant la mention et le symbole suivants: (4) (5) (6)

Symbole et inscription en noir



**URGENT**

☐ MÉDICAMENTS<sup>1</sup>

☐ SUBSTANCES CHIMIQUES  
DE RÉFÉRENCE<sup>1</sup>

Fond vert clair

<sup>1</sup> Cocher la case qui convient

(Dimensions 62 × 44 mm)

2. Les colis contenant des matières visées au paragraphe 1, lettre h), ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

1) V. annot. 1 à l'art. 104. Dans le cadre de l'étude du CCEP, ces dispositions ont été harmonisées dans toute la mesure possible avec celles de l'art. 119 du Règl. de la Conv. (v. aussi annot. 5 à l'art. 20 de l'Arr.).

2) Modification résultant de la revision du Règlement de transport des matières radioactives de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (Congrès de Hamburg 1984, II 503, prop. 5505.1; v. également annot. 4 à l'art. 122 du Règl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

3) Disposition analogue à celle de l'art. 122, par. 2 et 3, du Règl. de la Conv., reproduits à la fin du présent fasc. (Congrès de Lausanne 1974, II 1459, prop. 5505.3; v. aussi annot. 7 à l'art. 20 de l'Arr. et annot. 3 et 4 à l'art. 110).

4) Disposition analogue à celle figurant à l'art. 119, par. 3, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., introduite par le Congrès de Hambourg 1984 pour faciliter le repérage et accélérer le dédouanement des envois de médicaments urgents (II 503, prop. 5505.3).

5) Disposition analogue à celle figurant à l'art. 119, par. 3, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., introduite par le Congrès de Washington 1989 à la demande de l'Organisation mondiale de la santé pour faciliter le repérage et accélérer le dédouanement de substances chimiques de référence (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5505.2).

6) Par sa décision C 47/1989, reproduite à la fin du présent fasc., le Congrès de Washington 1989 a chargé le CE d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, une étude de la prop. 5505.1 relative au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales.

## Article 106

### Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:
  - a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche conforme au modèle CP 2 ci-annexé; (1)
  - b) d'une déclaration en douane conforme au modèle C 2/CP 3 ci-annexé. (2) La déclaration en douane doit être établie dans le nombre requis d'exemplaires, (3) (4) ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition. (5)
2. L'expéditeur peut joindre également au bulletin d'expédition tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, certificat de santé, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le pays de départ et dans le pays de destination.
3. L'adresse de l'expéditeur et celle du destinataire ainsi que toutes les autres indications à fournir par l'expéditeur doivent être identiques sur le colis et sur le bulletin d'expédition. En cas de divergences, les indications figurant sur le colis sont valables.
4. Sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, de colis francs de taxes et de droits et de colis contre remboursement, un même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre réglementaire de déclarations en douane pour chaque colis.
5. Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.



6. Bien que n'assumant aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, les Administrations font tout leur possible pour renseigner les expéditeurs sur la manière correcte de remplir ces déclarations. (6)

7. L'expéditeur doit indiquer la manière dont le colis doit être traité en cas de non-livraison. A cet effet, il trace au verso du bulletin d'expédition où figurent les instructions énumérées à l'article 23, paragraphe 2, de l'Arrangement une croix dans la case afférente à l'une de ces instructions; cette croix peut être faite à la main ou à la machine ou être imprimée. De plus, il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. L'instruction indiquée par la croix sur le bulletin d'expédition doit être reproduite sur le colis lui-même. Elle doit être rédigée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination. (7) La formule conforme au modèle CP 2bis ci-annexé (8) peut être utilisée à cet effet; une fois remplie, elle est solidement fixée au colis.

8. Si l'expéditeur désire interdire toute réexpédition en vertu de l'article 32, paragraphe 5, de l'Arrangement, le colis et le bulletin d'expédition doivent être revêtus de la mention «Ne pas réexpédier» rédigée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination. (9)

1) Ce modèle, adopté par le Congrès de Tokyo 1969, a été conçu selon les principes fixés pour les doc d'expédition par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (II 1438, prop. 6145).

2) Cette form., qui est valable tant pour les envois de la poste aux lettres que pour les colis postaux, a été mise au point par le Comité de contact CCD/UPU. Elle répond à la fois aux exigences de la douane et de la poste et convient à tous les usagers. Les grands expéditeurs qui établissent les déclarations en douane en même temps que les autres doc d'expédition (déclarations de marchandises, bulletins d'expédition, factures, etc.) par un procédé mécanographique (système de la frappe unique) peuvent s'abstenir de reproduire les «Instructions» qui figurent au verso de la form. si des raisons techniques s'opposent à une telle reproduction (Congrès de Tokyo 1969, II 1438, prop. 6044; v. aussi annot. 1 à l'art. 42 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc., annot. 5 à l'art. 20 de l'Arr. et annot. 2 à la form. C 2/CP 3).

3) Les renseignements à cet égard figurent dans le Recueil des colis. Les Adm. sont invitées à faire des démarches auprès des autorités douanières de leurs pays respectifs, de manière à réduire au strict min. le nombre des déclarations en douane exigées et à renoncer à prescrire de telles déclarations pour les colis en transit. Vœu du Congrès de Bruxelles 1952 (II 808, prop. 526 Suisse). Le CE a également émis une recommandation (circ. 155/1966) visant à l'abolition des formalités douanières pour les envois postaux en transit.

4) Comme suite à la résolution C 27 du Congrès de Vienne 1964 relative au traitement douanier des envois postaux et sur proposition du Comité de contact CCD/UPU, le CE a adressé un appel aux Adm. pour que celles qui exigent encore trois ou quatre déclarations en douane s'efforcent d'obtenir des autorités douanières une réduction du nombre d'exemplaires requis et que celles qui demandent deux exemplaires examinent si un seul exemplaire ne pourrait suffire (circ. 159/1966). Le BI ne manque pas d'intervenir dans ce sens à chaque fois qu'il peut le faire.

5) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a rejeté une prop. (5506.1) du CE résultant des travaux du Comité de contact CCD/UPU et visant à donner à l'Adm. de destination la faculté de demander que les déclarations en douane C 2/CP 3 soient apposées sur les colis (II 1689); à cet égard, il a chargé le CCEP, par sa

résolution C 42, d'effectuer une étude de l'ensemble du problème des méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 accompagnant les colis postaux (v. à ce sujet annot. 1 à l'art. 121).

6) Les autorités douanières rencontrent parfois des difficultés considérables parce que les expéditeurs ne remplissent pas les déclarations en douane de manière régulière; il en résulte des retards dans la distribution et des inconvénients pour les destinataires (Congrès de Vienne 1964, II 1259 et 1260, prop. 7207). Pour faciliter la collaboration douane/poste dans le pays de destination, il est indispensable que l'expéditeur établisse une déclaration en douane conformément aux dispositions des Actes et qu'il soit rendu attentif à la nécessité d'observer strictement les instructions qui figurent au verso des form. C 1 et C 2/CP 3. A cet effet, sur prop. du Comité de contact CCD/UPU, le CE a recommandé aux Adm. par circ. 137/1973 et 73/1978:

- a) de vérifier que tous les envois de la poste aux lettres passibles de droits de douane et tous les colis postaux soient accompagnés d'une form. de déclaration en douane C 1 ou C 2/CP 3, selon le cas, dans le nombre requis d'exemplaires, conformément aux dispositions de l'art. 117, par. 1, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc., et de l'art. 106, par. 1, lettre b), du Règl. des colis;
- b) de veiller à ce que les déclarations en douane soient complètement remplies, conformément aux instructions figurant au verso de ces form.;
- c) lorsqu'une déclaration est manifestement insuffisante, d'attirer l'attention de l'expéditeur sur les prescriptions douanières et de n'accepter que les envois accompagnés d'une déclaration complète;
- d) d'avertir les exportateurs d'envois commerciaux de la nécessité, le cas échéant, de joindre un certificat d'origine à chaque colis.

Les Adm. ont également été priées d'attirer l'attention des expéditeurs de colis commerciaux (exportateurs) sur les avantages que présente pour le dédouanement des colis la présence d'un doc indiquant la valeur du contenu. Ce doc est à joindre aux autres doc d'accompagnement du colis (cf. circ. 73/1978, qui contient également des renseignements sur les liasses de doc utilisées par les gros expéditeurs de colis postaux; v. aussi annot. 2 à l'art. 16 de l'Arr. et annot. 1 à l'art. 42 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

7) L'expéditeur doit, dans son intérêt propre, faciliter par le choix de la langue le travail de l'Adm. respective, mais celle-ci, qui aura à cœur de donner satisfaction au public, ne doit pas exagérer les difficultés rencontrées (Congrès de Londres 1929, II 384 et 385).

8) Form. de caractère facultatif adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 et destinée à faciliter le traitement du colis par l'Adm. de destination (II 1472, prop. 5506.1, 5506.2 et 5902.92).

9) Tout en maintenant l'art. 32, par. 5, qui donne à l'expéditeur la possibilité de demander que son envoi ne soit pas réexpédié, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a supprimé la case prévue à cet effet au recto de la form. CP 2 afin d'éviter toute confusion dans le pays de destination de l'envoi. En introduisant ce nouv. par., le Congrès de Hambourg 1984 a fixé les modalités pratiques qui permettront au bureau de destination de respecter une telle volonté de l'expéditeur (II 537, prop. 5506.3).

## Article 107

### Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine ou le bureau d'échange expéditeur est tenu d'apposer ou d'indiquer:

- a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition:
  - aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom du bureau d'origine; si l'Administration d'origine le permet, la partie de

l'étiquette CP 8 à apposer sur le bulletin d'expédition peut être remplacée par une indication préimprimée ayant la même présentation que la partie correspondante de l'étiquette;

- le poids du colis en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure;
- b) sur le bulletin d'expédition seulement: l'empreinte du timbre à date;
- c) soit sur le colis, soit sur le bulletin d'expédition: les timbres-poste ou les indications d'affranchissement selon tout autre procédé autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine. (1)

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour ne pas accomplir les formalités mentionnées au paragraphe 1.

3. Un même bureau d'origine ou un même bureau d'échange expéditeur ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différenciées par un signe distinctif.

---

1) Cette disposition maintient expressément la faculté admise implicitement jusqu'ici de représenter l'affranchissement soit sur le colis, soit sur le bulletin d'expédition (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1692, prop. 5507.3; v. également art. 19, lettre e), de l'Arr.).

## Section II

Conditions d'admission et de dépôt particulières à certaines catégories de colis

### Article 108

Colis avec valeur déclarée (Arr. 24, Règl. 109, 127) (1)

1. Tout colis avec valeur déclarée est assujéti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- a) il doit être scellé par un ou plusieurs plombs ou cachets en cire identiques ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur; sur un seul et même colis, seule une empreinte ou marque uniforme peut être utilisée; s'il s'agit d'un colis dont la fermeture est constituée par une ficelle, il peut être scellé au moyen d'un seul plomb ou cachet de cire, appliqué de telle sorte que la ficelle ne puisse être ni dénouée ni enlevée sans qu'une trace de violation n'apparaisse; (2)
- b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de

- façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse peuvent être collées sur l'emballage **même**; (3) (4)
- c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rose (5) conforme au modèle CP 7 ci-annexé et portant, en caractères latins, la lettre «V», le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107, paragraphe 1, lettre a), et une étiquette rose, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention «Valeur déclarée»;
  - d) la valeur doit être déclarée en monnaie du pays d'origine et inscrite par l'expéditeur sur le colis et sur le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué ni au crayon, ni au crayon-encre;
  - e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en DTS par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion arrondi, le cas échéant, à **l'unité supérieure** doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine; le montant en DTS doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune;
  - f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids en kilogrammes et en dizaines de grammes, d'une part, sur le colis à côté de la suscription et, d'autre part, sur le bulletin d'expédition à l'emplacement réservé, en arrondissant à la dizaine supérieure toute fraction de dizaine de grammes;
  - g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto du colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

**2. Chaque Administration a la faculté de fixer, pour la déclaration de valeur, un montant maximal jusqu'à concurrence duquel elle renoncera à appliquer les dispositions du paragraphe 1, lettres a) et b). Le moins élevé des montants concernés est appliqué dans les relations entre pays dont les Administrations ont fixé des maxima différents. (6)**

---

1) V. annot. 1 à l'art. 113.

2) Disposition assouplie par le Congrès de Lausanne 1974 qui a précisé qu'un seul plomb ou cachet pouvait être utilisé pour la fermeture des colis avec valeur déclarée (II 1477 et 1478, prop. 5508.2).

3) En autorisant l'utilisation d'étiquettes-adresse, le Congrès de Lausanne 1974 a répondu au vœu des usagers qui emploient des machines pour adresser leurs envois (II 1478, prop. 5508.1).

4) La condition selon laquelle la valeur déclarée des colis sur l'emballage desquels des étiquettes-adresse sont collées ne devrait pas excéder 326,69 DTS a été supprimée par le Congrès de Washington 1989 pour reconnaître, d'une part, l'utilisation accrue des étiquettes préimprimées et, d'autre part, pour répondre aux besoins de la clientèle (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5508.4).

5) Afin d'éviter toute confusion avec les envois exprès, le Congrès de Lausanne 1974 a remplacé la couleur rouge par la couleur rose, réservée dorénavant aux envois avec valeur déclarée (II 1458 et 1478, prop. 4505.1 et 5508.3).

6) Disposition adoptée par le Congrès de Washington 1989 pour tenir compte du fait que certains usagers ne disposent pas des moyens de fermeture exigés et que d'autres préfèrent des emballages aussi simples que possible. Le Congrès a, en outre, estimé que le risque résultant de cette disposition pourrait être couru sans autre par les Adm. (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5508.1/Rev 1).

## Article 109

### Déclaration frauduleuse de valeur (Arr. 24)

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées à celle-ci. Si le colis n'a pas encore été livré au destinataire, l'Administration d'origine a la possibilité de demander qu'il lui soit renvoyé. (1)

---

1) Précision ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1697, prop. 5509.1).

## Article 110

### Autres catégories de colis (Règl. 105)

1. Colis-avion. Tout colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots «Par avion», avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine.

2. Colis exprès. Tout colis exprès et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge clair portant la mention imprimée très apparente «Exprès»; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

3. Colis francs de taxes et de droits.

a) Tout colis franc de taxes et de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus:

1° de la mention très apparente «Franc de taxes et de droits» (ou de toute autre équivalente dans la langue du pays d'origine);

- 2° d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention «Franc de taxes et de droits»;
- b) le colis est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle C 3/CP 4 ci-annexé, (1) confectionné en papier de couleur jaune. L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur complètent le texte, au recto côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 25, paragraphe 1, de l'Arrangement;
  - c) le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.
4. Colis fragiles.
- a) Dans les relations entre les pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu est signalée par un signe extérieur quelconque, apposé par l'expéditeur, est revêtu obligatoirement par le bureau d'origine de la même étiquette, et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffe le signe apposé par l'expéditeur;
  - b) le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente «Colis fragile», manuscrite ou imprimée sur une étiquette.
5. Colis encombrants. Tout colis encombrant de même que le recto du bulletin d'expédition correspondant doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention «Encombrant». Cette mention doit être complétée, sur le bulletin d'expédition seulement, par les mots «en vertu de l'article 21, paragraphe 4, de l'Arrangement» lorsqu'il s'agit de colis taxés comme encombrants par application de l'article 21, paragraphe 4, de l'Arrangement.
6. Colis de service. Tout colis de service et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, la mention «Service des postes» ou une mention analogue; cette mention peut être suivie d'une traduction dans une autre langue.
7. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils. (2) Tout colis de prisonnier de guerre et d'interné civil (2) et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions «Service des prisonniers de guerre» ou «Service des internés civils»; (2) ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.
8. Colis contenant des animaux vivants. Les colis ainsi que les bulletins d'expédition doivent comporter la mention visée à l'article 105, paragraphe 1, lettre g).

9. Colis contenant des matières radioactives. Les colis contenant des matières radioactives dont le contenu et le conditionnement sont conformes aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique prévoyant des exemptions spéciales pour certaines catégories d'envois (3) sont admis au transport par la poste moyennant autorisation préalable des organismes compétents du pays d'origine. (4) Les Administrations peuvent désigner des bureaux de poste spécialement appelés à accepter le dépôt des colis contenant des matières radioactives.

10. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis de réception.

- a) Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente soit la mention «Avis de réception», soit l'empreinte d'un timbre «A.R.»; il doit en être de même du bulletin d'expédition;
- b) le colis doit être accompagné d'un exemplaire de la formule C 5 visée à l'article 138, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. (5) Cette formule, remplie selon les dispositions du même article 138, paragraphe 2, (5) (6) doit être jointe au bulletin d'expédition. (7)

11. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement.

- a) Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette «Avis d'embarquement» apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition;
- b) ce colis est accompagné d'une formule conforme au modèle CP 6 ci-annexé qui doit indiquer très clairement le port (ou le pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

---

1) Le Congrès de Tokyo 1969 a unifié les form. C 3 et CP 4 de façon que le même modèle puisse être utilisé pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux; en outre, il a décidé de retenir le numérotage C 3/CP 4 (II 1443 et 1540, prop. 6272).

2) V. annot. 6 à l'art. 4 de l'Arr.

3) Tel qu'il a été conçu, le transport par la poste des matières radioactives se limite aux expéditions exemptées de prescriptions de transport spéciales, au sens du Règlement de transport des matières radioactives de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en raison de la très faible activité de leur contenu.

Les extraits pertinents dudit Règl. sont reproduits dans le Recueil de la Conv.

4) Avant qu'une autorisation ne soit accordée, l'Adm. d'origine ou, le cas échéant, l'organisme désigné à cet effet s'assurera que les expéditions auront lieu conformément aux prescriptions de l'AIEA, p. ex. en se faisant remettre, pour approbation, un prototype de l'emballage pour chaque catégorie d'envois (v. aussi annot. 7 à l'art. 20 de l'Arr.).

5) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

6) Précision apportée par le Congrès de Hamburg 1984 (II 538, prop. 5510.4).

7) V. annot. 8 à l'art. 15 de l'Arr.

### Section III

#### Formalités demandées après le dépôt

##### Article 111

Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt (Arr. 11, Règl. 134)

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de taxes et de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue à l'article 110, paragraphe 3, lettre a), chiffre 2°.

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication approprié**, (1) (2) le bureau d'origine en **avertit le** bureau de destination et lui communique en même temps les indications (3) relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.

---

1) V. annot. 2 à l'art. 11 de l'Arr.

2) V. annot. 9 à l'art. 4 de l'Arr.

3) Ces indications remplacent la note explicative (Congrès d'Ottawa 1957, II 687 et 688, prop. 343 et 344).

##### Article 112

Retrait. Modification **ou correction** (1) d'adresse (Arr. 38, Règl. 142) (2)

1. En règle générale, les demandes de modification, **de correction** d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les articles **148** et **149** du Règlement d'exécution de la Convention. (3)

2. Toute **demande de modification ou de correction** (1) d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée, **transmise par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication**, (4) doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmative établie sur la formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation «Confirmation



de la demande télégraphique **ou transmise par tout autre moyen de télécommunication** (4) du ...»; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article **148**, paragraphe 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention. (3)

- 
- 1) V. annot. 8 à l'art. 14 de l'Arr.
  - 2) V. annot. 11 et 12 à l'art. 15 de l'Arr.
  - 3) V. textes de référence reproduits à la fin du présent fasc.
  - 4) V. annot. 9 à l'art. 4 de l'Arr.

## Chapitre III

### Traitement des colis par les bureaux d'échange

#### Section I

##### Acheminement

##### Article 113

##### Principe général d'échange des colis (Arr. 58)

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, ceux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire. (1)
2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.
3. Si l'utilisation de la nouvelle voie d'acheminement occasionne des frais plus élevés (quotes-parts supplémentaires territoriales ou maritimes), l'Administration de transit procède selon l'article **51** de l'Arrangement. (2)
4. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution, même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

5. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

- 
- 1) Au sujet de la sécurité des envois de valeur transportés par la poste, v. annot. 1 à l'art. 24 de l'Arr.
  - 2) V. annot. 1 à l'art. 51 de l'Arr.

#### Article 114

##### Acheminement et dédouanement des colis-avion (Arr. 4, Règl. 115)

1. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie.

2. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les liaisons aériennes qu'elles utilisent pour le transport de leurs correspondances-avion. En l'absence de liaison aérienne, les colis-avion sont expédiés, par ces Administrations, par la voie de surface ordinairement utilisée pour les autres colis. (1)

3. Les dépêches de colis-avion doivent être acheminées par le vol demandé par l'Administration du pays d'origine, sous réserve que ce vol soit utilisé par l'Administration du pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si tel n'est pas le cas ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du pays d'origine doit en être avertie. (2)

4. Les articles **210 à 212** du Règlement d'exécution de la Convention (3) s'appliquent respectivement en cas:

- a) d'impossibilité de transborder directement, comme prévu, des dépêches de colis-avion;
- b) d'interruption de vol ou de déviation des dépêches de colis-avion;
- c) d'accident. (2)

5. Lorsque des colis-avion sont acheminés par voie de surface dans les cas prévus aux paragraphes 1, 2 et 4, le bureau d'échange expéditeur établit, pour les Administrations de transit intéressées, une feuille de route spéciale CP 12. (4)

6. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion. (5)

- 1) Modification adoptée par le Congrès de Hamburg 1984 pour que la disposition du par. 2 reflète la réalité. Etant donné qu'il est actuellement appliqué un seul taux pour le courrier LC/AO/CP, il importe peu qu'un sac à expédier par une Adm. intermédiaire contienne des colis-avion ou des corr.-avion (II 539, prop. 5514.1).
- 2) Les modifications apportées aux par. 3 et 4, lettre a) (concernant l'utilisation du vol demandé par l'Adm. du pays d'origine), résultent de l'étude du CE effectuée en exécution de la décision C 61 du Congrès de Lausanne 1974 (III 882) (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1693, prop. 5514.1 et Congrès – Doc 1, ch. 37; v. aussi annot. 1 à l'art. 115).
- 3) V. textes de référence reproduits à la fin du présent fasc.
- 4) Disposition précisée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1693, prop. 5514.2).
- 5) Vœu du Congrès de Bruxelles 1952: «Les colis-avion sont livrés dans les meilleures conditions possible de rapidité» (II 839).

## Article 115

### Transbordement des dépêches de colis-avion (Règl. 114) (1)

1. En principe, le transbordement des dépêches de colis-avion dans les conditions prévues à l'article **52**, paragraphe 7, de l'Arrangement se fait par l'intermédiaire de l'Administration postale du pays où a lieu le transbordement.
2. Par dérogation au paragraphe 1, le transbordement des dépêches de colis-avion peut se faire par l'intermédiaire des compagnies aériennes selon l'article **209**, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. (2)

- 
- 1) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a assoupli les dispositions relatives au transbordement direct des dépêches-avion entre deux compagnies différentes. Cf. annot. 3 à l'art. 83 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.
  - 2) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

## Article 116

### Colis-surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.) (1)

Les dépêches de colis-surface peuvent être transportées par la voie aérienne dans les conditions prévues à l'article **91** de la Convention. (2)

- 
- 1) Disposition introduite par le Congrès de Hamburg 1984 (II 545, prop. 5515.91; v. également annot. 7 à l'art. 82 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).
  - 2) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

## Article 117

### Dédouanement des colis exprès (Arr. 10)

Les Administrations qui participent à l'échange des colis exprès prennent toutes mesures pour en accélérer autant que possible le dédouanement.

## Section II

### Formation et expédition des dépêches

## Article 118

### Divers modes de transmission (1)

1. L'échange des dépêches de colis postaux est effectué par des bureaux dits «bureaux d'échange». (2)
2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de récipients (sacs, (3) paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors récipients.
3. Dans les relations entre pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de dépêches directes.
4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; (4) toutefois, il est obligatoire de former des dépêches directes si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

---

1) Cet art. ne vise pas les modalités de livraison des colis-avion aux services aéronautiques, mais bien leur échange entre Adm. (Conf. de La Haye 1927, p. 185).

2) Pour simplifier le service des colis postaux, dès l'origine fut émis le vœu que le nombre des bureaux d'échange soit limité au strict nécessaire et qu'en règle générale l'échange ait lieu par les bureaux situés à la frontière (Conf. de Paris 1880, p. 124).

3) V. annot. 2 à l'art. 203 du Régl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.

4) Depuis le Congrès de Bruxelles 1952, la transmission en dépêches closes est devenue la règle et le transit à découvert l'exception, alors que, sous le régime antérieur, c'était le contraire.

## Article 119

## Feuilles de route (Règl. 120)

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface **ou par S.A.L.** sont inscrits, par le bureau d'échange expéditeur, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. (1) Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage d'une feuille de route spéciale, dite «feuille de route-avion», conforme au modèle CP 20 ci-annexé. (1)
2. En ce qui concerne les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils, (2) les colis-avion donnent lieu à l'inscription des frais de transport aérien à porter au crédit des Administrations intéressées.
3. Sauf entente spéciale, les feuilles de route **par voie de surface et les feuilles de route S.A.L.** (3) doivent être numérotées **séparément** (3) d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange expéditeur et pour chaque bureau d'échange de destination ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte sur la feuille de route, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est, autant que possible, mentionné sur les feuilles de route.
4. Si les colis-avion sont transmis d'un pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.
5. Tout colis avec valeur déclarée est inscrit sur la feuille de route avec la mention «V» dans la colonne «Observations». (4)
6. En cas d'échange de dépêches directes entre pays non limitrophes, le bureau d'échange expéditeur établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; (1) ce bureau y inscrit globalement le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut de la dépêche. La feuille de route CP 12 est numérotée dans une série annuelle pour chaque bureau d'échange expéditeur et pour chacune des Administrations intermédiaires; en outre, elle porte le numéro d'ordre de la dépêche correspondante; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Dans les relations par mer, la feuille de route CP 12 doit, autant que possible, être complétée par le nom du navire transporteur.

---

1) En exécution de la décision C 84 du Congrès de Tokyo 1969, le CE a adapté les form. CP 11 et CP 20 en fonction des divers systèmes d'attribution de quotes-parts prévus à l'art. 54 de l'Arr.; des adaptations

analogues ont été apportées aux form. CP 12, CP 15 et CP 15bis (Congrès de Lausanne 1974, II 1480 et 1482, prop. 5911.1, 5920.1, 5912.1, 5915.1 et 5915.2). A noter que, pour les colis inscrits globalement, les quotes-parts ne doivent plus être calculées immédiatement lors de la fermeture de la dépêche, mais une seule fois par mois ou par trimestre, selon le cas, au moment de l'établissement des états CP 15 et CP 15bis.

2) V. annot. 6 à l'art. 4.

3) Précision apportée par le Congrès de Washington 1989 pour souligner, d'une part, que la feuille de route CP 11 doit être utilisée pour les dépêches S.A.L. et, d'autre part, que cette feuille de route CP 11 doit être différenciée de celle relative à la voie de surface (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5519.1).

4) Disposition adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin de mieux attirer l'attention des agents du bureau réceptonnaire de la dépêche (II 1693, prop. 5518.2).

## Article 120

### Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20 (Règl. 119) (1)

1. Les feuilles de route sont établies de manière simplifiée dans les cas prévus à l'article 54, paragraphes 2 et 3, de l'Arrangement. (2)

2. Lorsque l'attribution des quotes-parts est effectuée: (3)

- a) globalement par coupure de poids, le nombre de colis pour chaque coupure de poids, quelle que soit l'origine des colis, est porté sur les feuilles de route;
- b) globalement par colis, le nombre total de colis, quelle que soit leur origine, est porté sur les feuilles de route;
- c) globalement sur la base du poids total des colis, quelle que soit l'origine des colis, le nombre des sacs composant la dépêche et le poids brut total de cette dernière doivent être indiqués sur les feuilles de route.

3. Dans tous les cas d'inscription globale, les colis réexpédiés, les colis renvoyés à l'**expéditeur** (4) ou les colis acheminés en transit à découvert jusqu'au dernier pays de transit sont toujours inscrits individuellement avec indication en regard de chaque colis du montant des frais le grevant ou de la quote-part correspondante. Le nombre ou le poids de ces colis ne doit pas être compris dans le nombre par coupure de poids, dans le nombre total ou dans le poids total des colis indiqué sur la feuille de route selon le mode d'inscription globale appliqué.

4. Les colis avec valeur déclarée sont aussi inscrits individuellement mais sans mention de la quote-part correspondante. Leur nombre ou leur poids doit être compris dans le nombre par coupure de poids, dans le nombre total ou dans le poids total des colis indiqué sur la feuille de route selon le mode d'inscription globale appliqué.

5. Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et internés civils, qui selon l'article 55 de l'Arrangement ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-

part, ne doivent pas être compris dans le nombre par coupure de poids, dans le nombre total ou dans le poids total des colis indiqué sur la feuille de route. Pour l'expédition des colis par voie aérienne, l'article 119, paragraphe 2, est applicable.

1) Cet art. a d'abord été remanié par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin de définir clairement les inscriptions qui doivent être portées sur les feuilles de route simplifiées (II 1693, prop. 5519.1). Toutefois, comme il n'était pas précisé qu'à partir du dernier pays de transit les colis acheminés en transit à découvert peuvent faire l'objet d'une inscription globale, le Congrès de Hambourg 1984 a modifié cet art. de façon à permettre une application plus complète de ces mesures de simplification. Il a introduit également le nombre de colis par coupure de poids, qui avait été omis (II 539, prop. 5519.2).

2) V. annot. 1 à l'art. 54 de l'Arr.

3) V. annot. 1 à l'art. 119.

4) V. annot. 2 à l'art. 30 de l'Arr.

## Article 121

### Transmission des documents d'accompagnement des colis (1)

1. Les documents d'accompagnement visés à l'article 106, paragraphes 1 et 2, et, le cas échéant, les formules de mandats de remboursement, les bulletins d'affranchissement et les avis de réception sont transmis du bureau d'échange expéditeur au bureau d'échange de destination selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

- a) en les annexant à la feuille de route;
- b) en les fixant au colis correspondant.

Le choix de la méthode de transmission appartient à l'Administration de destination qui le notifie aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

2. Les documents d'accompagnement afférents aux colis en transit à découvert sont transmis à l'Administration de transit selon la méthode de transmission choisie par cette Administration.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1, lettre a), la feuille de route et les documents d'accompagnement des colis peuvent être transmis par avion au bureau d'échange de destination s'il en a été convenu ainsi entre les Administrations intéressées.

4. Dans le cas prévu au paragraphe 1, lettre b), les documents d'accompagnement sont placés dans une enveloppe autocollante transparente, conforme aux modèles CP 5 ou CP 5bis ci-annexés, qui est apposée sur le colis. Toutefois, dans les cas où il n'est pas possible d'apposer l'enveloppe autocollante transparente sur des colis en raison des dimensions de ces derniers **ou de la nature de leur emballage**, (2) les documents d'accompagnement sont solidement attachés sur les colis.

5. Par dérogation au paragraphe 4, les Administrations qui se trouvent dans l'impossibilité d'utiliser des enveloppes autocollantes transparentes ont la faculté de joindre les documents d'accompagnement aux colis en les attachant solidement à ceux-ci.

6. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour que les documents d'accompagnement des colis échangés en dépêches directes soient transmis selon tout autre système qui leur convient.

---

1) Par sa résolution C 42, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP «d'effectuer une étude approfondie de l'ensemble des méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 accompagnant les colis postaux et de présenter au prochain Congrès les résultats de cette étude et éventuellement les prop. en découlant». Inscrite au programme de travail du CCEP sous la cote 532, cette étude a été menée sous forme d'enquête dont les résultats ont été examinés par le CCEP et ensuite par le Comité de contact CCD/UPU. Se fondant sur les avis exprimés par le CCEP et par le Comité de contact, le CE s'est prononcé de la façon suivante:

- 1° le principe d'accorder à l'Adm. de destination le droit de demander que les doc d'accompagnement des colis lui soient transmis selon la méthode qui s'adapte le mieux au dédouanement dans son pays est approuvé;
- 2° les deux méthodes retenues pour l'acheminement des doc d'accompagnement des colis sont:
  - la transmission des doc joints à la feuille de route;
  - la transmission des doc joints au colis correspondant selon un procédé déterminé;
- 3° les Adm. d'origine et de destination conservent la faculté de s'entendre pour que, dans leurs relations réciproques, les doc soient transmis selon tout autre système qui leur convient;
- 4° le principe d'une form. de déclaration en douane C 2/CP 3 uniforme est maintenu, sans exclure l'étude de la possibilité de fusionner le bulletin d'expédition CP 2 avec la déclaration en douane C 2/CP 3;
- 5° un système simple et bon marché pour fixer à chaque colis l'ensemble des doc d'accompagnement y relatifs, en cas d'application de cette méthode, doit être étudié. A cet égard, le CE a décidé que les doc d'accompagnement des colis, lorsque cette méthode de transmission entre deux Adm. est adoptée, seront insérés dans une enveloppe autocollante transparente (conforme aux modèles CP 5 et CP 5bis) apposée sur le colis; toutefois, l'emploi de telles enveloppes reste facultatif.

Le Congrès de Hambourg 1984 a approuvé les conclusions de l'étude qui, outre la création du présent art., ont entraîné des modifications à d'autres art. du Règl. (II 535 et 536, prop. 5519.91, 5501.1, 5506.1, 5518.1, 5520.1, 5905.91 et 5905.92).

2) Adjonction apportée par le Congrès de Washington 1989 pour signaler que l'emballage peut aussi empêcher d'apposer l'enveloppe autocollante sur le colis (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5521.1).

## Article 122

### Transmission en dépêches closes (Règl. 118)

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés (1) de la manière prévue pour les sacs de lettres aux articles **159**, paragraphes 3, 4 et 5, **167**, paragraphes 1, 8, 9 et 10, et **221**, paragraphe 1, (2) du Règlement d'exécution de la Convention, (3) sous réserve des particularités suivantes:



- a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23, CP 24 et CP 24bis (2) ci-annexés; (2) (4)
- b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé;
- c) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis-avion doivent porter la mention ou l'étiquette «Par avion»;
- d) le sac extérieur contenant des colis avec valeur déclarée doit être en bon état et pourvu, si possible, à son bord supérieur, d'un bourrelet empêchant l'ouverture illicite sans que cela laisse des traces visibles. (5)

2. Le nombre des récipients dont se compose la dépêche et, s'il n'en a pas été convenu autrement entre les Administrations intéressées, le nombre de récipients à renvoyer doivent être inscrits sur la feuille de route. (6) Sauf entente spéciale, les Administrations numérotent les récipients composant une même dépêche; le numéro d'ordre de chaque récipient doit être porté sur l'étiquette CP 23 ou CP 24. (7)

3. Sont expédiés en récipients distincts:

- a) les colis avec valeur déclarée: en cas d'expédition dans un même sac de colis sans et avec valeur déclarée, les colis avec valeur déclarée sont compris dans un récipient intérieur cacheté ou plombé. (5) Les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis doivent être munis de la lettre «V»;
- b) les colis fragiles: les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 110, paragraphe 4;
- c) les colis exprès, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis doivent porter l'étiquette ou la mention «Exprès».

4. Les colis encombrants, fragiles ou ceux dont la nature l'exige peuvent être transportés hors récipients; afin de déterminer la dépêche dont ils font partie, de tels colis doivent être revêtus d'une étiquette CP 23 ou CP 24. (8) Les étiquettes des colis avec valeur déclarée expédiés hors récipients doivent être munies de la lettre «V». Toutefois, les colis empruntant la voie maritime, exception faite des colis encombrants, (9) doivent être expédiés dans des récipients.

5. En règle générale, les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 30 kilogrammes. (10)

6. La feuille de route doit être insérée par le bureau d'échange expéditeur dans l'un des récipients composant la dépêche, le cas échéant dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée ou des colis exprès. Dans le cas prévu à l'article 121, paragraphe 1, lettre a), les documents d'accompagnement concernant les colis exprès doivent être placés dans la liasse avant les autres documents. Si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial. Dans tous les cas, l'étiquette du récipient contenant la feuille de route doit porter la mention «F». Après entente spéciale entre les

Administrations intéressées, l'étiquette peut aussi comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche et, le cas échéant, le nombre des colis transmis à découvert. (11)

7. Les feuilles de route relatives à des dépêches contenant des colis avec valeur déclarée doivent être insérées dans une enveloppe de couleur rose. Si les colis avec valeur déclarée sont placés dans un récipient intérieur cacheté ou plombé, conformément au paragraphe 3, lettre a), l'enveloppe rose contenant la feuille de route doit être attachée extérieurement à ce récipient. (5)

8. La feuille de route spéciale CP 12 visée à l'article 119, paragraphe 6, est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les pays intermédiaires.

9. En vue de leur transport, les sacs de colis postaux et les colis hors récipients peuvent être insérés dans des conteneurs, sous réserve d'un accord spécial entre les Administrations intéressées sur les modalités de l'utilisation de ces derniers. (12) (13)

---

1) Par sa décision C 75, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE, en collaboration avec l'IATA, d'étudier la question de l'étiquetage des dépêches de surface acheminées par avion. En conclusion de son étude, le CE a proposé la création d'une nouv. étiquette CP 24bis, adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 (II 545, prop. 5924.91/Rev 1).

2) Référence introduite par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de l'usage de sacs de surface pour les dépêches de surface transportées par voie aérienne et des étiquettes spéciales pour cette catégorie de dépêches (II 545, prop. 5520.3/Rev 1). Cf. annot. à l'art. 221 du Règl. de la Conv., reproduites à la fin du présent fasc.

3) V. textes de référence reproduits à la fin du présent fasc.

4) Toute Adm. peut demander que le poids brut de chaque sac soit indiqué sur l'étiquette (Congrès du Caire 1934, II 335).

5) Disposition adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 et résultant de l'étude du CCEP sur la sécurité des envois de grande valeur transportés par la poste (II 1480 et 1481, prop. 5522.1 et Congrès – Doc 20); une meilleure signalisation de la présence des colis avec valeur déclarée facilite leur traitement particulier lors de la confection et de l'ouverture des dépêches (v. aussi annot. 1 à l'art. 113).

6) Le nombre de récipients dont se compose la dépêche correspond au nombre de récipients extérieurs, lesquels peuvent contenir des récipients intérieurs (v. par. 3, lettre a)). Afin de faciliter le contrôle, il est nécessaire d'indiquer sur les feuilles de route le nombre des «récipients à renvoyer», ce terme ayant été choisi afin d'exclure les récipients en matière synthétique ne pouvant être utilisés qu'une fois (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1694, prop. 5520.7).

7) L'obligation d'imprimer un numéro d'ordre sur les récipients a été supprimée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1440, prop. 6156/Rev).

8) Précision apportée par le Congrès de Hambourg 1984, les étiquettes CP 24 pouvant également être utilisées pour signaler les colis-avion expédiés hors sacs (II 539, prop. 5520.4).

9) Adjonction faite par le Congrès de Hambourg 1984 (II 539, prop. 5520.5).

10) La faculté pour les Adm. qui s'étaient entendues préalablement pour admettre des récipients, autres que les sacs, jusqu'à 70 kg au max. a été supprimée par le Congrès de Vienne 1964 (II 1257, prop. 7144). En outre, le Congrès de Lausanne 1974 a ramené de 40 à 30 kg le poids max. des sacs ou récipients (II 1481, prop. 5522.2). Par sa résolution C 13, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP d'étudier la question du poids max. des sacs utilisés dans le service postal international (II 1485, prop. 2500.10/Rev 1). En conclusion de son étude, le CCEP a considéré qu'il convenait de maintenir le statu quo (Congrès de Hambourg 1984, I 1063, Congrès – Doc 2, partie B, lettre e), et Congrès – PV 8). Une Adm. qui avait proposé que le poids max. des sacs soit abaissé à 25 kg a retiré sa prop. (2555.2).

11) Par. remanié par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de la création de l'art. 121 (II 536, prop. 5520.1; v. également annot. 1 à l'art. 121).

12) Le Congrès de Lausanne 1974 a émis le vœu C 71 (III 897) qu'il soit précisé que le transport de conteneurs renfermant des colis n'est admis qu'après entente préalable de l'ensemble des Adm. intéressées, y compris les Adm. de transit. Chaque Adm. de transit peut renoncer expressément à la participation au transport ainsi qu'aux quotes-parts qui lui reviennent. V. également avis du BI au sujet du transport du courrier par conteneurs (Rapp. 1970, p. 73 à 75).

13) Par sa résolution C 54 (III 880), le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'étudier, en collaboration avec le CCEP, les aspects techniques, administratifs et législatifs de l'utilisation de conteneurs pour le transport du courrier international. Cette étude, dont les conclusions ont été adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 119, Congrès – Doc 1, ch. 20; v. aussi prop. 2500.6), a fait l'objet d'un volumineux rapport élaboré par le CCEP (étude 424) qui a été transmis aux Adm. de l'Union conjointement avec un document de l'IATA exposant le point de vue des compagnies aériennes sur l'utilisation des conteneurs pour le transport du courrier aérien (lettre-circ. 3370.5(B 1)880 du 14 juillet 1978). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a également adopté la résolution C 67 élaborée par le CE et par laquelle le CCEP est chargé d'entreprendre deux études complémentaires, compte tenu de l'évolution dans le domaine de la conteneurisation. L'étude effectuée par un Groupe de travail a abouti aux conclusions suivantes adoptées par le Congrès de Hambourg 1984:

- 1° l'utilisation des modules intraconteneurs est limitée, particulièrement dans les échanges internationaux de courrier, et il apparaît que les renseignements relatifs aux besoins et aux exigences de la majeure partie des Pays-membres de l'UPU ne sont pas encore suffisants pour permettre l'élaboration de normes;
- 2° s'agissant de la simplification de la documentation, il n'apparaît pas opportun, à ce stade, de présenter des recommandations au Congrès, les solutions envisagées ne paraissant pas donner satisfaction à la majorité des Adm. (Congrès de Hambourg 1984, I 1062, Congrès – Doc 2, partie B, lettre d), et Congrès – PV 8; v. également III 996, vœu C 77).

## Article 123

### Traitement des colis avec avis d'embarquement (Règl. 110, 145)

1. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange expéditeur de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route spéciale CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 119, paragraphe 6, après y avoir porté les annotations nécessaires.

2. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant rempli convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

### Section III

#### Remise et vérification des dépêches et des colis. Renvoi des récipients vides (1)

---

1) La remise et la vérification des dépêches étant deux opérations consécutives, l'art. 124 (art. 121 de l'Arr. de Lausanne 1974) a été transféré sous cette section dont le titre a été complété en conséquence (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1767, prop. 5521.4 et 5522.91).

### Article 124

#### Remise des dépêches

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C 18 visé à l'article **169**, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention. (1)

2. Les Administrations réceptionnaires veillent à ce que les services transporteurs puissent remettre les dépêches à un service compétent. (2)

3. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention «Remballé à ...». (3)

4. Les dépêches de colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article **206** du Règlement d'exécution de la Convention. (1)

5. Les dépêches de colis-surface à remettre à un aéroport sont accompagnées de bordereaux de livraison C 18bis dans les conditions prévues à l'article **222** du Règlement d'exécution de la Convention. (1) (4)

6. Le poids des sacs ou autres récipients contenant les colis-avion avec valeur déclarée est indiqué individuellement sur le bordereau AV 7; en outre, en regard de cette indication, la lettre «V» est portée dans la colonne «Observations». (5)

- 1) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.
- 2) Disposition adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et qui a pour but d'éviter les difficultés auxquelles donne lieu souvent la remise des dépêches (II 1698, prop. 5521.2).
- 3) V. art. 169, par. 8, et 170, par. 2, du Règl. de la Conv., reproduits à la fin du présent fasc.
- 4) Disposition analogue à l'art. 169, par. 7, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc. (Congrès de Hambourg 1984, II 540, prop. 5522.1).
- 5) Disposition visant à permettre de constater immédiatement les sacs ou récipients manquants et d'entreprendre les recherches nécessaires (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1701, prop. 5521.3).

## Article 125

### Vérification des dépêches par les bureaux d'échange (1) (2)

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche procède dès réception à la vérification des récipients et de leur fermeture. Il vérifie également l'origine et la destination des sacs composant la dépêche inscrits sur le bordereau de livraison, puis les colis et les divers documents qui les accompagnent. Ces contrôles sont contradictoires chaque fois que cela est possible.
2. Le bureau de destination tient un contrôle efficace quant à l'arrivée des dépêches dans l'ordre de leur expédition, particulièrement pour les dépêches contenant des colis avec valeur déclarée. (3)
3. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.
4. Les irrégularités constatées sont signalées sans délai par un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé établi selon l'article 126. Lorsque le bureau d'échange de destination n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier utilisable, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu **la totalité (4) des sacs et colis** en bon état.
5. Lorsque les constatations faites par un bureau d'échange sont susceptibles de mettre en cause la responsabilité d'une entreprise de transport, elles doivent autant que possible être contresignées par le représentant de ladite entreprise. Ce visa peut figurer soit sur le bulletin de vérification CP 13 dont un exemplaire est remis à l'entreprise, soit, selon le cas, sur les bordereaux C 18, C 18bis ou AV 7 qui accompagnent la dépêche.
6. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à **l'expéditeur**, (5) sauf application de l'article 22, paragraphes 3 et 4, de l'Arrangement.

1) Par la décision C 57 du Congrès de Lausanne 1974 (III 881), le CCEP a été chargé d'entreprendre une étude sur la possibilité d'échanger, par l'intermédiaire du BI, des informations sur les circonstances dans lesquelles ont été commis certains vols dans les services postaux et les lacunes des dispositifs de sécurité découvertes lors de l'enquête. Au terme de cette étude, le CCEP a conclu que la mise en place d'un échange d'informations de ce genre au plan international ne présentait pas d'utilité pratique en raison de la disparité des mesures prises et des dispositifs de sécurité adoptés par les Adm. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 181, Congrès – Doc 2, ch. 6, lettre c); v. aussi art. 170 du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc.).

2) Par sa résolution C 74, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur l'ensemble des dispositions relatives à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Adm., notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14. Dans le cadre de cette étude, il a été constaté que les dispositions en vigueur donnent en principe satisfaction. Toutefois, ces dispositions sont en partie imprécises et incomplètes. Pour cette raison, les bureaux d'échange éprouvent des difficultés pour savoir exactement comment ces dispositions doivent être interprétées et appliquées. Il en résulte des différences d'application qui compliquent l'exécution du service. Aussi le CCEP a-t-il jugé utile de scinder le texte de l'art. 123 du Règl. de l'Arr. (Rio de Janeiro 1979) en deux art. distincts: le premier, qui constitue le présent art. concernant la vérification des dépêches, le second, qui fait l'objet de l'art. 126, concernant la constatation des irrégularités. Le Congrès de Hambourg 1984 a partagé cet avis (II 540, prop. 5523.1 et 5523.92).

3) Ce contrôle permet de constater sans délai le manque éventuel d'une dépêche (Congrès de Lausanne 1974, II 1481, prop. 5525.5 et Congrès – Doc 20).

4) Précision visant à déterminer la responsabilité apportée par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5525.2).

5) V. annot. 2 à l'art. 30 de l'Arr.

## Article 126

### Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification (1)

1. Lorsqu'un bureau intermédiaire reçoit une dépêche en mauvais état, il doit en vérifier le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact et la mettre telle quelle sous un nouvel emballage. Ce bureau doit reporter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention «Remballé à ...». (2) Le fait est signalé par un bulletin de vérification CP 13 à établir en quatre ou cinq exemplaires, selon le cas, dont un exemplaire est gardé par le bureau qui l'établit et les autres sont transmis:

- au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue (deux exemplaires);
- au bureau d'échange expéditeur (si celui-ci est un autre que le bureau ci-dessus);
- au bureau de destination (inséré dans la dépêche remballée).

2. Les dispositions de la troisième phrase du paragraphe 1 sont appliquées, le cas échéant, par analogie, en cas de manque d'une dépêche, d'un ou de plusieurs sacs

en faisant partie ou de toute autre irrégularité. Toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

3. Si le bureau d'échange de destination constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale. Le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. Les irrégularités constatées ainsi que le manque d'une dépêche ou d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie, ou de la feuille de route, sont signalés sans délai au bureau d'échange expéditeur (3) au moyen d'un bulletin de vérification CP 13 à établir en trois ou quatre exemplaires, selon le cas, dont un exemplaire est gardé par le bureau d'échange qui l'établit et les autres sont transmis:

- au bureau d'échange expéditeur (deux exemplaires);
- au bureau d'échange intermédiaire d'où la dépêche a été reçue (si la dépêche n'a pas été reçue directement). (4)

4. Le manque d'une dépêche de colis-avion est signalé au plus tard au moment de la réception de la première dépêche suivant la dépêche manquante; de même, le manque d'un ou de plusieurs sacs dans une dépêche de colis-avion est signalé au plus tard au moment de la réception de la première dépêche qui suit ladite dépêche. (5)

5. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'échange de destination doit établir une feuille de route **de remplacement**. (6)

6. Par dérogation au paragraphe 3, le bureau d'échange de destination a la faculté de renoncer à opérer des rectifications et à établir un bulletin CP 13, si les erreurs ou les omissions concernant les quotes-parts dues ne dépassent pas 3,27 DTS par feuille de route. (7)

7. Les bulletins de vérification sont transmis sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans l'enveloppe spéciale décrite à l'article 170, paragraphe 17, du Règlement d'exécution de la Convention. (8) Les irrégularités concernant les colis avec valeur déclarée qui engagent la responsabilité des Administrations sont en outre immédiatement signalées par télex ou télégramme. (9)

8. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent un exemplaire. Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme

nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai d'un mois (10) à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

- 1) Reprise de l'art. 123 de l'Arr. de Rio de Janeiro 1979 (v. également annot. 2 à l'art. 125).
- 2) Disposition harmonisée avec l'art. 170, par. 2, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1698, prop. 5523.5).
- 3) Contrairement à ce qui est expressément admis pour d'autres form., les Adm. de destination n'ont pas la possibilité de demander que les bulletins CP 13 soient adressés à un bureau de leur choix (décision CE 7/1969).
- 4) Ce bureau doit avoir connaissance immédiatement du fait, étant donné la responsabilité qu'il doit assumer (Congrès de Tokyo 1969, II 1440, prop. 6158).
- 5) Disposition adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et visant à accélérer l'envoi du bulletin de vérification CP 13 dans le cas des dépêches de colis-avion (II 1698 et 1827, prop. 5523.4).
- 6) Précision apportée par le Congrès de Washington 1989 pour signaler qu'en cas d'absence de la feuille de route le bureau d'échange de destination doit établir dans tous les cas une feuille de route de remplacement (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5526.1).
- 7) Cette disposition de caractère facultatif n'empêche pas une Adm. de rectifier, dans des cas particuliers, des erreurs systématiques qui découlent, p. ex., de l'application incorrecte des principes sur la base desquels les bonifications sont calculées (Congrès de Tokyo 1969, II 1441, prop. 6159). Le montant limite a été porté de 2 à 10 fr par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1698, prop. 5523.3; v. également annot. 7 au préambule de l'Arr.).
- 8) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.
- 9) Il s'impose de profiter des moyens de télécommunication lors de la signalisation des irrégularités d'une certaine importance, notamment celles qui concernent les colis avec valeur déclarée. Aux termes de l'art. 101, par. 1, lettre d), chaque Adm. doit notifier aux autres Adm., par l'intermédiaire du BI, la liste de ses bureaux d'échange chargés du service des colis postaux, y compris leurs numéros de téléphone, télex et téléfax (v. annot. 9 à l'art. 101 et 1 à l'art. 113).
- 10) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a ramené ce délai de deux à un mois et supprimé le délai de quatre mois prévu auparavant dans les relations avec les pays éloignés (II 1698, prop. 5523.4 et 5523.1).

## Article 127

### Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis (Arr. 21, Règl. 107, 108)

1. La manière de voir du bureau d'origine en ce qui concerne la détermination du poids ou des dimensions des colis doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable. (1)



2. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut établir des bulletins de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des quotes-parts. (2)

3. Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.

---

1) V. l'avis du BI dans le Rapp. 1968, p. 57 et 58, sur la manière de calculer le supplément de quote-part résultant d'une différence constatée dans le poids d'un colis transmis en transit à découvert.

2) Sont considérées comme de peu d'importance les différences de poids résultant du fait que le poids exact d'un envoi a été arrondi (Congrès du Caire 1934, I 1384).

En tout cas, des colis ne peuvent être arrêtés en cours de transport – à plus forte raison restitués au service qui les a transmis – pour le motif que leur poids présente une différence par rapport à celui qui est mentionné sur les bulletins d'expédition et sur les colis eux-mêmes (Congrès de Londres 1929, II 412 et 413).

## Article 128

### Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis procède comme il suit:

- a) il indique sur le bulletin de vérification CP 13 (1) établi selon l'article 125 ou dans le procès-verbal CP 14 prévu à l'article 129, paragraphe 2, d'une manière aussi détaillée que possible, l'état dans lequel il a trouvé l'emballage extérieur de la dépêche. A moins d'impossibilité motivée, le récipient, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette sont gardés intacts pendant six semaines à compter de la date de la vérification et sont transmis à l'Administration d'origine si celle-ci le demande; (2)
- b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu par le même courrier qu'au bureau d'échange expéditeur, un duplicata du bulletin de vérification. (3)

2. S'il le juge utile, le bureau d'échange de destination peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange expéditeur de ses constatations.

3. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, (4) les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

1) V. annot. 3 à l'art. 126.

2) Le Congrès de Lausanne 1974 a remplacé l'obligation de joindre l'emballage extérieur (récipient, ficelle, etc.) au bulletin de vérification CP 13 par celle de donner une description précise de l'état de cet emballage (II 1482, prop. 5527.1; v. aussi annot. 10 à l'art. 170 du Régl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

3) A l'occasion de la perte d'un colis civil contenu dans une dépêche renfermant des colis pour prisonniers de guerre et remise sans vérification aux organes du camp de prisonniers, le BI a conclu que la responsabilité du bureau d'échange du pays où se trouvait le camp était engagée (avis du BI, Rapp. 1946, p. 15 à 18).

4) Les bureaux d'échange en contact immédiat sont ceux qui fonctionnent dans le même local. La suppression de ces mots n'aurait d'autre effet que d'entraîner l'établissement de procès-verbaux dans tous les cas (interprétation donnée par le Congrès de Paris 1947, II 676).

## Article 129

### Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé

1. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant, un colis avarié ou insuffisamment emballé doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et les étiquettes. Le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention «Remballé à ...» frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

2. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait ou avarié, ou si le colis a accusé une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange signale le fait au bureau d'échange expéditeur au moyen d'une annotation suffisamment explicite sur le bulletin de vérification CP 13 conformément aux articles 125 et 126. Il doit aussi procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu. Le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 (1) ci-annexé à établir en deux exemplaires dont:

- un est gardé par le bureau d'échange qui l'établit;
- un est joint au colis.

---

1) Par sa résolution C 74, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions relatives à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Adm., notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14. En conclusion de son étude, le CCEP a estimé que, pour éviter le travail superflu occasionné par l'établissement du procès-verbal CP 14, il convenait de remplacer l'envoi systématique de celui-ci par une annot. appropriée sur le bulletin de vérification CP 13, qui doit être établi et transmis dans tous les cas d'irrégularités. En outre, il a jugé inutile de maintenir dans cet art. la disposition prévoyant

l'envoi d'un procès-verbal tant au bureau d'échange expéditeur qu'à celui de destination d'un colis avec valeur déclarée, étant donné que les irrégularités concernant un tel colis et qui engagent la responsabilité des Adm. sont immédiatement signalées par télex ou par télégramme, conformément à l'art. 126, par. 7 (Congrès de Hambourg 1984, II 540 et 541, prop. 5526.3).

## Article 130

### Vérification des dépêches de colis transmis en nombre (Arr. 54) (1)

1. Les articles 125 à 129 ne sont applicables qu'aux colis spoliés et avariés ainsi qu'aux colis inscrits individuellement sur les feuilles de route. Les autres envois sont simplement reconnus en nombre.
2. L'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires pour limiter à certaines catégories de colis la reconnaissance détaillée ainsi que l'établissement des bulletins de vérification CP 13 et des procès-verbaux CP 14 prévus aux articles 125 à 129.
3. Lorsqu'un bureau d'échange constate une différence entre le nombre des colis annoncés sur la feuille de route et le nombre des colis trouvés dans la dépêche ou si le poids brut de la dépêche indiqué sur la feuille de route ne correspond pas au poids brut constaté, le bulletin de vérification CP 13 est établi seulement pour rectifier le nombre des colis par coupure de poids, le nombre total des colis ou le poids brut de la dépêche. (2)

---

1) V. annot. 1 à l'art. 54 de l'Arr.

2) Le texte de ce par. a été harmonisé avec la teneur de l'art. 54 de l'Arr. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1698, prop. 5527.1 et 5527.2).

## Article 131

### Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice doit être traité selon l'article 33 de l'Arrangement.
2. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13.
3. Elle traite le colis parvenu en fausse direction comme s'il était arrivé en transit à découvert. Si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, elle attribue à l'Administration de

la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis les quotes-parts de transport respectives. Elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert. La reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

## Article 132

### Renvoi des récipients vides (1)

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller.
2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.
3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.
4. L'Administration qui procède au renvoi doit mentionner sur les feuilles de route le nombre des récipients retournés, sauf si les Administrations intéressées se sont mises d'accord pour renoncer à cette mention.
5. La formation de dépêches spéciales de sacs-avion vides est obligatoire dès que le nombre des sacs de l'espèce atteint dix.
6. Les sacs-avion vides renvoyés par la voie aérienne font l'objet de dépêches spéciales décrites sur des bordereaux AV 7 S mentionnés à l'article 216, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. (2)
7. Pour le surplus, l'article 173, paragraphes 3 à 5 et 7, du Règlement d'exécution de la Convention (2) est applicable.

---

1) Vœu C 55 du Congrès de Lausanne 1974 (III 880): les Adm. des Pays-membres de l'Union sont invitées à prendre les mesures appropriées dans leurs services afin d'assurer une circulation rapide et un renvoi à intervalles rapprochés de tous les sacs vides appartenant à d'autres Adm. (v. également résolution C 71/1989 du Congrès de Washington 1989, reproduite à la fin du présent fasc., relative au problème du non-renvoi des sacs postaux, des moyens pour le résoudre, ainsi que des dispositions alternatives pour le transport des envois postaux).

2) V. textes de référence reproduits à la fin du présent fasc.

## Chapitre IV

### Traitement des colis par le bureau de destination

#### Section I

#### Livraison des colis

##### Article 133

##### Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés (1)

1. Dans les cas prévus à l'article **41**, paragraphe 1, lettres a) et b), de l'Arrangement, le bureau effectuant la livraison établit, en deux exemplaires, un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. Un exemplaire est conservé par le bureau qui a établi le procès-verbal. L'autre est remis au destinataire ou, en cas de refus du colis ou de réexpédition, annexé au colis. (2)

2. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un colis traité conformément au paragraphe 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal CP 14.

3. L'exemplaire du procès-verbal CP 14 établi par le bureau d'échange d'entrée conformément à l'article 129, paragraphe **2, est** (3) traité, en cas de livraison, selon la réglementation du pays de destination; en cas de refus du colis, il reste annexé au colis.

---

1) Art. remanié par le Congrès de Hamburg 1984 en fonction des conclusions de l'étude effectuée par le CCEP dans le cadre de la résolution C 74 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 541, prop. 5530.1; v. également annot. 2 à l'art. 125 et annot. 1 à l'art. 129).

2) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé l'obligation de transmettre systématiquement un exemplaire du procès-verbal CP 14 au bureau d'échange de départ, cela afin d'éviter des complications. En effet, en cas d'avarie ou de spoliation dans le pays de destination, le litige peut être réglé directement avec le destinataire (II 1482, prop. 5532.1).

3) Suppression par le Congrès de Washington 1989 d'une référence au procès-verbal CP 14 établi par le bureau de destination, afin d'éviter des contradictions éventuelles avec le par. 1 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5533.1).

#### Article 134

Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits (Arr. 11, Règl. 110) (1)

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de taxes et de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement, lequel est établi d'office par le bureau de destination lorsque la demande de livraison en franchise de taxes et de droits a été formulée postérieurement au dépôt du colis. Ce bureau transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.
2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée après livraison du colis; le nom du bureau auquel la partie A doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, au recto de cette partie, par le bureau d'origine du colis.
3. Lorsqu'un colis portant la mention «Franc de taxes et de droits» parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin. Sur les parties A et B de ce bulletin, il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.
4. Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration de destination et attachées au bulletin d'expédition.
5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.
6. Lorsque l'expéditeur conteste le montant des frais portés sur la partie A du bulletin d'affranchissement, l'Administration de destination vérifie le montant des sommes déboursées, intervient le cas échéant auprès des services douaniers de son pays et, après avoir procédé éventuellement aux rectifications utiles, renvoie la partie A du bulletin en cause à l'Administration d'origine. De même, si l'Administration de destination constate une erreur ou une omission concernant les frais relatifs

à un colis franc de taxes et de droits dont la partie A du bulletin d'affranchissement a été renvoyée à l'Administration d'origine, elle émet un duplicata rectificatif dont elle transmet la partie A à l'Administration d'origine aux fins de régularisation.

---

1) V. annot. 1 à l'art. 110.

#### Article 135

Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception (Arr. 28, Règl. 110)

1. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie la formule C 5, dûment complétée, à l'adresse indiquée par l'expéditeur, à découvert et en franchise postale, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). (1)
2. Si la formule C 5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établit d'office un nouvel exemplaire.

---

1) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a supprimé l'obligation d'apposer une étiquette «Par avion» sur les avis de réception renvoyés par avion (II 1574, prop. 2531.4; v. aussi annot. 8 à l'art. 15 de l'Arr.).

### Section II

Traitement des colis non livrés

#### Article 136

Avis de non-livraison (Arr. 29, Règl. 137) (1)

1. Un avis de non-livraison conforme au modèle CP 9 ci-annexé et dans lequel doivent être reprises toutes les indications (2) figurant sur les étiquettes CP 7/CP 8 ainsi que la date de dépôt du colis est adressé, sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) (3) à l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur (4) après avoir été dûment complété:

a) par l'Administration de destination:

- 1° en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison ou en application de l'article 30, paragraphe 1, lettre b), chiffre 2°, dernière phrase, de l'Arrangement;
- 2° pour tout colis retenu d'office (5) ou en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; (6) toutefois, cette

- mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;
- b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport soit par le service postal (interruption accidentelle du trafic), soit par la douane (7) (mesure douanière), avec la réserve prévue sous lettre a), chiffre 2°.
2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément à l'article 23, paragraphe 2, lettre b), de l'Arrangement; dans les cas visés au paragraphe 1, lettres a), chiffre 2°, et b), du présent article, l'avis doit porter, en caractères très apparents, la mention «Colis retenu d'office». Si le colis est en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie, une copie du procès-verbal CP 14 renseignant sur l'étendue du dommage doit être jointe à l'avis de non-livraison. (8)
3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.
4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau du domicile de l'expéditeur. (3) Toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international. (9) Il appartient à l'Administration du pays du domicile de l'expéditeur d'aviser celui-ci. (3) L'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.
- 
- 1) Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté la résolution C 48 invitant les Adm. à accepter les avis de non-livraison (II 541, prop. 5000.2).
- 2) Ces indications sont nécessaires pour éviter aux bureaux d'origine, en particulier ceux qui ont un fort trafic, des recherches entraînant des pertes de temps considérables (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1698, prop. 5533.1).
- 3) Dans un souci d'efficacité du service, le Congrès de Tokyo 1969 a rendu obligatoire la transmission par la voie la plus rapide de l'avis de non-livraison. Les frais d'acheminement par la voie aérienne sont à la charge de l'Adm. de destination du colis, à titre de réciprocité entre les Adm. (II 1424, prop. 6166; v. aussi annot. 1 à l'art. 137).
- 4) V. annot. 2 à l'art. 30.
- 5) Les irrégularités susceptibles de motiver le renvoi d'un colis à l'expéditeur peuvent se subdiviser en deux catégories distinctes:
- 1° inobservation des stipulations d'ordre postal proprement dit (dépassement des limites de poids, de dimensions, du montant max. de la déclaration de valeur ou du remboursement, etc.); dans ce cas, la faute du service n'est pas contestable;



- 2° infractions résultant de la nature du contenu (objets interdits, prohibitions douanières, etc.); dans ce cas, le rôle des Adm. se borne à informer le public des interdictions notifiées par les divers pays: les expéditeurs sont donc responsables de leur inobservation (Congrès de Londres 1929, II 413).
- 6) Les dispositions prévoient le cas d'homonymie à l'adresse indiquée qui est compris dans l'expression «ou toute autre cause de même nature». Un avis de non-livraison doit être établi lorsque le colis reste sous consignation en douane au-delà du délai de garde, même si l'Adm. ne procède pas elle-même au dédouanement (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).
- 7) Reconstitution des colis ouverts en douane, lorsque le destinataire n'en prend pas livraison immédiatement. Les conditions de vérification en douane étant différentes dans les divers pays, la question de garantie des colis ouverts en douane est laissée à l'appréciation de chaque Adm. (Congrès de Londres 1929, II 413 et 414).
- 8) Il est particulièrement important pour l'expéditeur de savoir tout de suite l'étendue du dommage, car cela peut influencer sa réponse à l'avis de non-livraison (Congrès de Lausanne 1974, II 1482, prop. 5535.1).
- 9) Ce renseignement figure dans le Recueil des colis postaux.

## Article 137

### Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé (Arr. 29, Règl. 136)

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) (1) au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du tiers et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition; les instructions nouvelles sont transmises par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication approprié** (2) lorsque la taxe **correspondante** est acquittée.
2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur ou le tiers visé à l'article **23**, paragraphe 2, lettre b), de l'Arrangement est autorisé à donner étant énumérées à l'article **29**, paragraphe 1, de l'Arrangement, il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:
  - a) si l'expéditeur ou le tiers demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4, R 7 ou R 9 doit être établie conformément à l'article **RE 305**, paragraphe 3, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
  - b) si l'expéditeur ou le tiers donne comme instructions que le colis soit remis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 111.
3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau de son domicile. (3) Si l'avis a été envoyé à

un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers. S'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4, R 7 ou R 9 mentionné à l'article **RE 303**, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

---

1) Dans un souci d'efficacité du service, le Congrès de Tokyo 1969 a rendu obligatoire le renvoi par la voie la plus rapide de l'avis de non-livraison. Les frais d'acheminement par la voie aérienne sont à la charge de l'Adm. d'origine du colis, à titre de réciprocité entre les Adm. (II 1424, prop. 6170; v. aussi annot. 3 à l'art. 136).

2) V. annot. 9 à l'art. 4 de l'Arr.

3) V. annot. 2 à l'art. 30.

## Article 138

### Renvoi des colis à l'expéditeur (Arr. 30, 34, 35) (1)

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis pour une raison quelconque mentionne au moyen d'un cachet ou d'une étiquette conforme au modèle C 33/CP 10 (2) sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner (3) la cause de la non-livraison. En cas de manque du bulletin d'expédition, le motif du renvoi est inscrit sur la feuille de route. (4) La mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc.

2. Le bureau de destination doit barrer les indications de lieu qui le concernent et porter au recto du colis et sur le bulletin d'expédition la mention «Retour»; il doit en outre appliquer son timbre à date à côté de la mention «Retour».

3. A moins que l'expéditeur ne demande le renvoi d'un colis par la voie aérienne, ce renvoi se fait, **tant dans le cas d'un colis de surface que dans celui d'un colis-avion, par la voie utilisée normalement pour l'expédition des dépêches.** (5)

4. Les colis sont renvoyés à l'expéditeur (1) dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur. Si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

5. Si le renvoi d'un colis-avion à l'expéditeur (1) a lieu par voie de surface, l'étiquette «Par avion» et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

6. Tout colis renvoyé à l'expéditeur (1) est inscrit sur la feuille de route avec la mention «Retour» dans la colonne «Observations».

7. L'attribution et la reprise des quotes-parts, taxes et droits dont le colis est grevé, en application des articles 30, paragraphe 3, 34, paragraphe 1, et 38, paragraphe 1, de l'Arrangement, sont effectuées comme il est mentionné à l'article 148. Elles doivent être indiquées en détail sur un bordereau de taxes, conforme au modèle CP 25 ci-annexé, qui est collé par un bord sur le bulletin d'expédition.

---

1) V. annot. 2 à l'art. 30.

2) Etiquette créée par le Congrès de Hambourg 1984 (II 548, prop. 5535.2).

3) Cette disposition vise les cas ordinaires, et non les cas exceptionnels. Car, lorsque le bulletin d'expédition n'est pas parvenu ou a déjà été renvoyé, il va de soi qu'il ne peut être joint au colis (Congrès de Londres 1929, II 415).

4) L'emballage des colis renvoyés est souvent très abîmé; l'indication du motif du renvoi sur la feuille de route permet de renseigner les expéditeurs (Congrès de Lausanne 1974, II 1482, prop. 5537.2).

5) V. annot. 6 à l'art. 30 de l'Arr.

## **Article 139**

### **Envois admis à tort (Arr. 34)**

**En cas de saisie d'un envoi postal admis à tort à l'expédition, l'Administration de destination doit en informer l'Administration d'origine conformément à l'article 22, paragraphe 5, de l'Arrangement concernant les colis postaux. Cette information est fournie par l'envoi d'une formule conforme au modèle C 33/CP 10bis ci-annexé. (1)**

---

1) Disposition et form. adoptées par le Congrès de Washington 1989 pour permettre à l'Adm. de destination d'informer celle d'origine des raisons pour lesquelles un colis admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire (v. également annot. 7 à l'art. 22 de l'Arr. et annot. 18 à l'art. 41 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

#### Article 140

Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire

1. Lorsque les quotes-parts, taxes et droits mentionnés à l'article 32, paragraphe 6, de l'Arrangement sont acquittés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du pays de réexpédition et destiné au pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce pays lors de la livraison.
2. L'article 138, paragraphes 4 à 7, est applicable aux colis réexpédiés. En particulier, la mention «Réexpédié» doit figurer sur la feuille de route dans la colonne «Observations» en regard de l'inscription du colis.

#### Article 141

Colis exprès à réexpédier (Arr. 27)

Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention «Exprès» par deux forts traits transversaux.

#### Article 142

Traitement des demandes de **retrait, de modification ou de correction** (1) d'adresse

1. A la réception de la demande de **retrait, de modification ou de correction** (1) d'adresse effectuée conformément à l'article 112, le bureau destinataire recherche le colis signalé et donne suite à la demande.
2. Quand il reçoit la **demande visée** à l'article 112, paragraphe 2, **transmise par la voie télégraphique ou par un autre moyen de télécommunication**, (2) le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la **demande**.

---

1) V. annot. 8 à l'art. 14 de l'Arr.

2) V. annot. 9 à l'art. 4 de l'Arr. (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5541.1).

## Article 143

### Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément à l'article 37 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

2. Le produit de la vente (1) (2) sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

---

1) Lorsque le produit de la vente d'office d'un colis ne couvre pas les droits de douane, de factage ou autres acquittés par l'Adm. de destination, le recouvrement restant, dû à cette dernière Adm., est poursuivi (au moins à l'amiable) sur l'expéditeur (Congrès de Lisbonne 1885, II 278).

2) Cf. annot. 3 à l'art. 32 de l'Arr.

## Chapitre V

### Réclamations

## Article 144

### Traitement des réclamations (Arr. 39) (1)

1. Toute réclamation relative à un colis est traitée selon l'article 151, paragraphes 1 à 15, du Règlement d'exécution de la Convention, (2) sous réserve de remplacer la formule R 3, R 6 ou R 8, utilisée pour la poste aux lettres, par la formule R 4, R 7 ou R 9 visée à l'article **RE 303**, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.

2. Toute formule C 9 (3) concernant une réclamation relative à un colis reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci. Elle doit lui parvenir dans le délai prévu à l'article 155, paragraphe 1. Si le récépissé de dépôt peut être produit par l'expéditeur, la formule C 9 doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt». (4) (5)

- 1) V. annot. 1 à l'art. 39 de l'Arr.
- 2) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.
- 3) Par suite de la suppression de la form. CP 10, la form. C 9bis est désormais utilisée comme avis de réexpédition d'une form. C 9 (Congrès de Tokyo 1969, II 1443, prop. 6190; v. aussi annot. 9 à l'art. 151 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).
- 4) La transmission éventuelle du récépissé de dépôt à l'Adm. d'origine a été supprimée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, cette pièce devant, en principe, rester en main de l'expéditeur (II 1698, prop. 5540.1 et 5540.2).
- 5) La dernière phrase qui, dans l'Arr. de Rio de Janeiro 1979, constituait le par. 3 du présent art. a été intégrée dans le par. 2, dont elle fait naturellement partie (Congrès de Hamburg 1984, II 541, prop. 5540.1).

#### Article 145

Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu (Arr. 28, Règl. 123)

1. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément à l'article 138, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention. (1)
2. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation C 9, mentionnée à l'article 144, paragraphe 2, et exempte de taxe. Cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention «Duplicata», est traitée selon l'article 144; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

- 
- 1) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

#### Article 146

Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés (1)

Si la responsabilité assumée selon l'article 41, paragraphe 1, lettres a) et b), doit être partagée avec une autre Administration, la demande à cet effet lui est transmise par lettre accompagnée d'une copie ou d'une traduction du procès-verbal CP 14 et, le cas échéant, d'une copie du bulletin de vérification CP 13.

- 
- 1) Le Congrès de Hamburg 1984 a adopté cet art. qui fixe la procédure à appliquer pour régler, entre deux Adm., les cas où la responsabilité est partagée (II 541, prop. 5541.91).

## Chapitre VI

### Comptabilité

#### Section I

#### Attribution des quotes-parts et des frais (Arr. 47 à 55)

##### Article 147

Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine (1)

1. En cas d'échange en dépêches closes, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et chaque Administration intermédiaire (2) de ses quotes-parts territoriales et maritimes, (3) y compris les quotes-parts exceptionnelles autorisées par l'Arrangement ou par le Protocole final y annexé.
2. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration d'origine crédite:
  - a) l'Administration de destination de la dépêche de ses quotes-parts énumérées au paragraphe 1 ainsi que des quotes-parts revenant aux Administrations intermédiaires subséquentes et à l'Administration de destination;
  - b) l'Administration de destination de la dépêche des sommes correspondant aux frais de transport aérien auxquels elle a droit, selon l'article 52, paragraphes 3 et 4, de l'Arrangement, du chef du réacheminement des colis-avion;
  - c) les Administrations intermédiaires précédant l'Administration de destination de la dépêche des quotes-parts énumérées au paragraphe 1.
3. Lorsqu'il est fait application de l'article 54, paragraphe 3, de l'Arrangement, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires non plus des quotes-parts visées au paragraphe 1, mais des sommes calculées par colis (4) ou par kilogramme (4) de poids brut des dépêches.

---

1) V. annot. 3 et 4 au titre IV de l'Arr.

2) Un pays qui aurait saisi des colis postaux en cours de transport ne saurait réclamer des bonifications qui n'auraient pas été acquittées au moment du dépôt des colis (Congrès de Madrid 1920, II 500 et 542).

3) V. annot. 1 à l'art. 152.

4) V. annot. 4 à l'art. 54 de l'Arr.

#### Article 148

Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'expéditeur (1) ou de réexpédition

1. Lorsque les quotes-parts, les taxes et les droits n'ont pas été acquittés lors du renvoi à l'expéditeur (1) (2) ou de la réexpédition, l'Administration de renvoi ou de réexpédition procède comme il est indiqué ci-après pour l'attribution et la reprise de ces quotes-parts, taxes et droits.

2. En cas d'échange en dépêche directe entre le pays de renvoi ou de réexpédition et le pays du domicile de l'expéditeur (1) ou de nouvelle destination, l'Administration qui renvoie ou réexpédie le colis:

a) reprend sur l'Administration à laquelle est destinée la dépêche:

1° les quotes-parts qui lui reviennent ainsi qu'aux Administrations intermédiaires;

2° les taxes ci-après visées à l'article 14 de l'Arrangement:

- taxe de présentation à la douane;
- taxe de livraison;
- taxe d'avis d'arrivée;
- taxe de remballage;
- taxe de poste restante;
- taxe de magasinage;
- taxe complémentaire d'express (article 10, paragraphe 2, de l'Arrangement), due à l'Administration qui a tenté la livraison, si cette taxe n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire;

3° la taxe de réexpédition visée à l'article 32, paragraphe 6, lettre a), de l'Arrangement;

4° les droits (3) dont elle se trouve à découvert (article 16 de l'Arrangement);

b) crédite les Administrations intermédiaires des quotes-parts qui leur reviennent.

3. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis des sommes revenant à cette dernière Administration, au titre des quotes-parts et taxes énumérées au paragraphe 2, lettre a), se crédite par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de renvoi ou de réexpédition. Cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

4. S'agissant des colis renvoyés à l'expéditeur (1) ou réexpédiés par la voie aérienne, les frais de transport aérien sont repris éventuellement sur l'Administration des pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

5. L'attribution et la reprise des quotes-parts, des taxes et des droits en cas de réexpédition des colis parvenus en fausse direction sont effectuées conformément à l'article 131, paragraphe 3. (4)



---

1) V. annot. 2 à l'art. 30 de l'Arr.

2) La question de savoir comment on doit disposer des frais de transport revenant aux Adm. intermédiaires ou à l'Adm. destinataire, en cas de renvoi des colis par suite de suspension extraordinaire du service, cas prévu à l'art. 4 de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc. (p. ex. en cas de suspension des voies par suite d'occupation du territoire ou de soulèvement), a été discutée au Congrès de Stockholm 1924, mais sans avoir abouti à une décision (II 500 et 501).

3) Sous ce terme, on doit entendre certains droits, tels les droits fiscaux, qui peuvent être imposés par la législation intérieure des pays (Congrès de Londres 1929, II 397 et 398).

4) Lorsqu'il s'agit d'une erreur manifeste dans l'indication du pays de destination, l'Adm. qui doit réexpédier le colis sur le véritable pays de destination défalque de la bonification reçue la quote-part de transit lui revenant et alloue le surplus disponible à l'Adm. destinataire ou intermédiaire sur laquelle le colis est réexpédié. Le cas échéant, cette dernière récupère dans la forme indiquée aux par. 2 et 3, soit sur l'Adm. suivante, soit sur le destinataire, le complément de la quote-part de transit ou de la quote-part terminale qui lui est dû (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

## Article 149

### Cas particulier de reprise de frais

Les frais de transport aérien des dépêches de colis-avion déviées en cours de route sont réglés selon l'article 89 de la Convention. (1)

---

1) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

## Article 150

### Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme (Arr. 54) (1)

1. La rémunération moyenne par colis, prévue à l'article 54, paragraphe 3, de l'Arrangement, s'obtient en divisant le montant des quotes-parts territoriales et maritimes dû par l'Administration d'origine à l'Administration de destination et, éventuellement, aux Administrations intermédiaires pour les colis expédiés pendant une période de trois mois au moins par le nombre de ces colis.

2. La rémunération moyenne par kilogramme visée au même article de l'Arrangement s'obtient en divisant le produit des quotes-parts territoriales et maritimes par le poids brut des dépêches expédiées à l'Administration de destination pendant la même période.

3. Ces rémunérations moyennes sont revisables:

- a) d'office, en cas de modification des taxes, en appliquant les nouvelles taxes aux éléments statistiques de base;

- b) à la demande de l'une des Administrations intéressées formulée au moins un an après la dernière révision, en utilisant de nouveaux éléments statistiques.

---

1) V. annot. 1 et 4 à l'art. 54 de l'Arr.

## Section II

### Etablissement et règlement des comptes

#### Article 151

##### Etablissement des comptes (1)

1. Chaque Administration fait établir mensuellement ou trimestriellement par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration:

- a) pour les colis transportés par la voie de surface, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureau expéditeur (2) et par dépêche:
  - 1° les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11;
  - 2° selon le cas, le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut, inscrit sur les feuilles de route CP 11 et CP 12, avec l'indication du taux correspondant et du produit mensuel ou trimestriel de la rémunération;
- b) pour les colis-avion, un état conforme au modèle CP 15bis ci-annexé (3) et mentionnant, par bureau expéditeur (2) et par dépêche:
  - 1° les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 20;
  - 2° selon le cas, le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut, inscrit sur les feuilles de route CP 20, avec l'indication du taux correspondant et du produit mensuel ou trimestriel de la rémunération.

2. En cas de rectification des feuilles de route CP 11, CP 12 ou CP 20, le numéro et la date du bulletin de vérification CP 13 établi par le bureau d'échange cédant ou cessionnaire sont indiqués dans la colonne «Observations» des états CP 15 ou CP 15bis.

3. Les états CP 15 et CP 15bis sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 16 ci-annexé établi en double expédition.

4. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15bis mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à l'Administration intéressée pour examen, dans les deux mois suivant l'arrivée de la dernière feuille de route de la période à laquelle il se rapporte. (4) Il n'est pas établi de compte négatif. Dans le montant du solde CP 16, il est fait abandon des centimes. Les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états conformes au modèle CP 17 ci-annexé. (5) Ces états sont adressés, en double exemplaire, à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16. Si cela n'est pas fait, l'Administration ayant établi les états CP 17 les considère comme acceptés de plein droit et les signale dans son prochain compte récapitulatif CP 16. (6) Aucun état CP 17 n'est établi lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas 9,80 DTS par compte. (7)

5. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 et CP 15bis sont renvoyés à l'Administration qui les a établis, au plus tard à l'expiration du troisième mois à partir du jour de l'envoi. (8) Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ce délai, le compte est considéré comme accepté de plein droit. Les Administrations débitrices peuvent refuser de vérifier et d'accepter les comptes CP 16 qui n'ont pas été présentés par les Administrations créancières au cours du délai de dix-huit mois qui s'écoule après la date de réception des feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20 par les bureaux d'échange. (9)

6. Aussitôt que les comptes CP 16 entre deux Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit, ils sont résumés dans un compte général trimestriel conforme au modèle CP 18 ci-annexé établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées. Le compte CP 18 est transmis à l'Administration débitrice par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Si, dans un délai d'un mois à compter du jour de l'envoi du compte CP 18, l'Administration débitrice ne soulève pas d'objections, le paiement doit être effectué en faveur de l'Administration créancière. (10)

7. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 établi trimestriellement ou semestriellement n'excède pas 16,33 DTS, (11) il est repris dans le compte général CP 18 suivant. Si, en procédant ainsi pendant l'année entière, le compte général CP 18 établi en fin d'année présente un solde ne dépassant pas 16,33 DTS, (11) l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

8. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de taxes et de droits est effectué sur les bases ci-après:

- a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son pays, (12) un compte particulier mensuel sur une formule conforme au modèle CP 19 ci-annexé; (13) les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a

- conservées sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;
- b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas établi de compte négatif;
  - c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de **poste**;
  - d) les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16 des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

9. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 45 de l'Arrangement, et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule conforme au modèle CP 22 ci-annexé et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

---

1) Par la décision C 52/1989 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Washington 1989 a chargé le CE d'inclure dans le cadre de l'étude qu'il effectuera sur «l'établissement et le règlement des comptes» les questions y relatives concernant les colis postaux et de tenir compte des différentes prop. soumises au Congrès dans le but de moderniser les dispositions actuelles de la comptabilité des colis postaux (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3).

2) Comme conséquence des modifications apportées aux form. CP 11, CP 12 et CP 20 (v. annot. 1 à l'art. 119), les form. CP 15 et CP 15bis comportent des inscriptions plus nombreuses et, de ce fait, ne peuvent être utilisées que pour les échanges relatifs à un seul bureau d'échange (Congrès de Lausanne 1974, II 1482, prop. 5915.1 et 5915.2).

3) Form. créée par le Congrès de Tokyo 1969 pour faciliter la tâche des bureaux d'échange (II 1441 et 1541, prop. 6179 et 6198). Il a été décidé de retenir le numérotage CP 15bis (II 1541).

4) Le délai particulier prévu pour l'envoi du compte CP 16 dans les relations avec les pays éloignés a été supprimé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1699, prop. 5546.1).

5) Chargé par la résolution C 67 du Congrès de Lausanne 1974 (III 894) d'étudier l'opportunité de supprimer la form. CP 17, le CE, se fondant sur le résultat d'une consultation des Adm., a recommandé le statu quo. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a fait sienne cette conclusion (II 129 et 514, Congrès – Doc 1, ch. 47, et Congrès – Doc 12).

6) Précision apportée par le Congrès de Hambourg 1984 pour éviter des retards et l'établissement d'un second état CP 17 par l'Adm. de destination (II 543, prop. 5546.5).

7) Montant porté de 10 à 30 fr par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de la dépréciation monétaire (II 541, prop. 5546.2; v. également annot. 7 au préambule de l'Arr.).

8) Le délai de quatre mois pour le renvoi du compte CP 16 dans les relations avec les pays éloignés a été supprimé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et un délai uniforme de trois mois a été adopté (II 1699 et 1701, prop. 5546.1 et 5546.7).

9) Disposition adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, compte tenu du délai de conservation des doc prévu à l'art. 155 (II 1699, prop. 5546.6).

10) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a supprimé l'acceptation par l'Adm. débitrice du compte général CP 18, étant donné que les montants qui y sont inscrits sont repris des comptes CP 16 déjà acceptés (II 1701, prop. 5546.8 et 5546.12).

11) Montant majoré de 100 pour cent par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de la dépréciation monétaire (II 541, prop. 5546.2; v. également annot. 7 au préambule de l'Arr.).

12) Les Adm. peuvent s'entendre pour établir le décompte des frais de douane, etc., dans une monnaie autre que celle du pays créancier (Congrès de Buenos Aires 1939, II 223 et 554, prop. 624).

13) Selon entente entre les Adm. intéressées, ces mêmes décomptes peuvent être joints au compte C 26 visé à l'art. 200, par. 1, du Règl. de la Conv., reproduit à la fin du présent fasc. (Congrès de Stockholm 1924, II 504 et 505).

## Article 152

### Décompte concernant les dépêches de colis-avion (Arr. 52)

Le décompte des frais de transport aérien pour les dépêches de colis-avion est effectué selon les articles **217 à 220** du Règlement d'exécution de la Convention.

(1) (2)

---

1) Dans la pratique, les comptes relatifs aux dépêches de colis-avion sont établis de la même manière que pour les dépêches de corr.-avion (Congrès de Vienne 1964, II 1264, prop. 7019).

2) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

## Article 153

### Règlement des comptes (1)

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon l'article **13** de la Convention. (2)

2. L'établissement et l'envoi (3) d'un compte général peuvent intervenir, sans attendre que les comptes CP 16 soient renvoyés et acceptés, (4) dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de trois mois (5) après la réception du compte général. L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de dix-huit mois suivant l'expiration de l'année à laquelle ils se rapportent. (6)

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 9800,72 DTS a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois. (7)

- 1) V. annot. 1 à l'art. 151.
- 2) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.
- 3) L'envoi en double exemplaire a été supprimé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, étant donné que l'acceptation du compte général CP 18 par l'Adm. débitrice n'est plus nécessaire (II 1701, prop. 5546.8 et 5546.12; v. aussi annot. 10 à l'art. 151).
- 4) Cette procédure permet d'accélérer la liquidation des comptes de colis postaux (Congrès de Tokyo 1969, II 1442, prop. 6182).
- 5) Ce délai a été porté à trois mois par le Congrès de Tokyo 1969, compte tenu du fait que, dans certains pays, les règlements de comptes internationaux sont assujettis à des autorisations et à des mesures relevant de différents services étrangers à l'Adm. postale (office des changes, banque nationale, etc.) (II 1442).
- 6) Pour la transmission des comptes CP 18, le Congrès de Hambourg 1984 a fixé ce délai, aligné sur celui qui est prévu à l'art. 155.
- 7) Si le pays créancier en matière de colis postaux est en même temps, au point de vue mandats, débiteur envers son correspondant, une entente entre ces deux pays s'impose (Congrès de Londres 1929, II 417 et 418).

## Chapitre VII

### Dispositions diverses

#### Article 154

##### Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 11, paragraphe 4, de la Convention, (1) sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

- |          |                                 |
|----------|---------------------------------|
| CP 2     | (Bulletin d'expédition);        |
| CP 2bis  | (Instructions de l'expéditeur); |
| C 2/CP 3 | (Déclaration en douane);        |
| C 3/CP 4 | (Bulletin d'affranchissement);  |
| CP 6     | (Avis d'embarquement).          |

- 
- 1) V. texte de référence reproduit à la fin du présent fasc.

#### Article 155

##### Délai de conservation des documents (Arr. 43, Règl. 144)

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimale de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent. Cependant, si les

documents sont reproduits sur microfilm, microfiche ou un support analogue, ils peuvent être détruits dès qu'il est constaté que la reproduction est satisfaisante. (1)

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

---

1) Disposition adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 compte tenu des procédés photographiques modernes qui rendent possible la bonne conservation des micro-images des doc et permettent également la reproduction ultérieure de ceux-ci dans les dimensions originales (II 549, prop. 5550.1; v. également annot. 1 à l'art. 107 du Règl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).

## Chapitre VIII

### Dispositions finales

#### Article 156

##### Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins **que le Conseil exécutif n'en décide autrement.** (1)

Fait à Washington, le 15 décembre 1989.

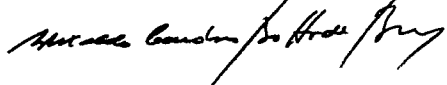
Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,



T.E. LEAVEY

Le Secrétaire général,



A.C. BOTTO DE BARROS

---

1) En vertu de l'art. 102, par. 6.2, du Règl. gén., le CE peut également modifier les Règl. en cas d'urgence nécessité.

## Annexes: Formules

## Liste des formules (1) (2) (3)

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
CP 1	Tableau CP 1	art. 102, par. 1
CP 2	Bulletin d'expédition	art. 106, par. 1, lettre a)
CP 2bis	Instructions de l'expéditeur	art. 106, par. 7
C 2/CP 3	Déclaration en douane	art. 106, par. 1, lettre b)
C 3/CP 4	Bulletin d'affranchissement	art. 110, par. 3, lettre b)
CP 5	Enveloppe de transmission du bulletin d'expédition, des documents de douane, etc.	art. 121, par. 4
CP 5bis	Enveloppe de transmission du bulletin d'expédition, des documents de douane, etc.	art. 121, par. 4
CP 6	Avis d'embarquement	art. 110, par. 11, lettre b)
CP 7	Etiquette «V» pour colis avec valeur déclarée combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. 108, par. 1, lettre c)
CP 8	Etiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. 107, par. 1, lettre a)
CP 9	Avis de non-livraison	art. 136, par. 1
C 33/CP 10	Etiquette indiquant la cause de la non-remise	art. 138, par. 1
<b>C 33/CP 10bis</b>	<b>Information en cas de saisie d'un envoi postal</b>	<b>art. 139</b>
CP 11	Feuille de route des colis postaux	art. 119, par. 1
CP 12	Feuille de route spéciale	art. 119, par. 6
CP 13	Bulletin de vérification	art. 125, par. 4
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal	art. 129, par. 2
CP 15	Etat mensuel/trimestriel des sommes dues pour les colis expédiés par voie de surface	art. 151, par. 1, lettre a)
CP 15bis	Etat mensuel/trimestriel des sommes dues pour les colis expédiés par voie aérienne	art. 151, par. 1, lettre b)
CP 16	Compte récapitulatif	art. 151, par. 3
CP 17	Etat des différences constatées dans le compte récapitulatif	art. 151, par. 4
CP 18	Compte général	art. 151, par. 6
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.	art. 151, par. 8, lettre a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion	art. 119, par. 1
CP 21	Tableau CP 21	art. 102, par. 1
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux	art. 151, par. 9
CP 23	Etiquette de dépêche de colis postaux	art. 122, par. 1, lettre a)
CP 24	Etiquette de dépêche de colis-avion	art. 122, par. 1, lettre a)
CP 24bis	Etiquette de dépêche de colis postaux	art. 122, par. 1, lettre a)
CP 25	Bordereau de taxes	art. 138, par. 7

1) Une note historique sur la standardisation des form., suivie d'annot. de caractère général, figure dans le Code annoté, 2<sup>e</sup> fasc., à la suite de la liste des form.

2) V. annot. 3 et 4 à l'art. 144.

3) Les modèles de form. sont reproduits dans le Formulaire de l'UPU, publié par le BI.



[illegible]

(Pays d'origine)	BULLETIN D'EXPÉDITION	N° du (ou des) colis	Emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8	Timbres-poste	CP 2 (1) (2)										
Nom et adresse de l'expéditeur															
Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination															
		Voie d'acheminement													
		Bureau d'échange													
Valeur déclarée – lettres		chiffres	Valeur déclarée												
Montant du remboursement – lettres		chiffres													
Compte courant postal n°, bureau de chèques		Timbre de la douane		Timbre du bureau d'origine ou du bureau d'échange expéditeur  <div style="border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div>											
Titulaire du compte courant postal		Droits de douane													
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th style="width: 30%;">Nombre de</th> <th style="width: 70%;">Nature de l'emballage<sup>1</sup></th> </tr> <tr> <td>colis</td> <td></td> </tr> <tr> <td>certificats et factures</td> <td></td> </tr> <tr> <td>déclarations en douane</td> <td></td> </tr> </table>		Nombre de	Nature de l'emballage <sup>1</sup>	colis		certificats et factures		déclarations en douane				Poids (brut) <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; border-right: 1px solid black; height: 100px; vertical-align: bottom;">kg</td> <td style="width: 50%; height: 100px; vertical-align: bottom;">g</td> </tr> </table>		kg	g
Nombre de	Nature de l'emballage <sup>1</sup>														
colis															
certificats et factures															
déclarations en douane															
kg	g														

<sup>1</sup> Caisse, paquet, carton, etc.

Colis, Washington 1989, art. 106, par. 1, lettre a) – Dimensions 210 x 148 mm

1) V. annot. 1 à l'art. 106.

2) Il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer qu'une seule des instructions autorisées (V. art. 106, par. 7).

**INSTRUCTIONS À DONNER PAR L'EXPÉDITEUR****(Ne donner qu'une seule instruction)**

L'expéditeur doit indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison

Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires. Dans ce cas, ainsi que dans les cas des instructions indiquées aux lettres c, d, e et f ci-après, l'expéditeur est obligé de payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:

a ☐ qu'un avis de non-livraison me soit envoyé

Nom et adresse d'une tierce personne dans le pays de destination

b ☐ que l'avis de non-livraison soit adressé à

c ☐ que le colis me soit renvoyé immédiatement par voie

☐ de surface

☐ aérienne

d ☐ que le colis me soit renvoyé (1) à l'expiration du délai décrit (2) ci-dessous par voie

Nombre de jours de délai

☐ de surface

☐ aérienne

e ☐ que le colis soit livré ou réexpédié par voie

☐ de surface

☐ aérienne

(Mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive)

Nom et adresse du nouveau destinataire

f ☐ que le colis soit réexpédié par voie

☐ de surface

☐ aérienne

aux fins de livraison au destinataire primitif

g ☐ que le colis soit traité comme abandonné

Signature de l'expéditeur

**RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE**

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin

Date et signature

1) V. annot. 2 à l'art. 30.

2) Ce délai ne peut dépasser le délai de garde réglementaire dans le pays de destination (v. art. 23, par. 2, lettre d), de l'Arr.).

<b>INSTRUCTIONS DE L'EXPÉDITEUR</b>		CP 2bis (1)
<b>EN CAS DE NON-LIVRAISON (2)</b>		
<b>(Ne donner qu'une seule instruction)</b>		
a	<input type="checkbox"/>	Envoyer avis de non-livraison à l'expéditeur
b	<input type="checkbox"/>	Envoyer avis de non-livraison à l'adresse indiquée ci-dessous
c	<input type="checkbox"/>	Renvoyer immédiatement à l'expéditeur (3)
	par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	_____ Jours
d	<input type="checkbox"/>	Renvoyer à l'expéditeur après
	par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	.....
e	<input type="checkbox"/>	Livrer ou réexpédier à l'adresse indiquée ci-dessous
	par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
f	<input type="checkbox"/>	Réexpédier pour livraison au destinataire primitif
	par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
g	<input type="checkbox"/>	Traiter le colis comme abandonné
Nom et adresse (cas b ou e)		
Signature de l'expéditeur		

Colis, Washington 1989, art. 106, par. 7 – Dimensions 74 x 105 mm

1) V. annot. 8 à l'art. 106. S'agissant d'une form. de caractère facultatif, un emplacement pour la traduction du texte n'a pas été prévu; une traduction éventuelle pourrait être faite sur un coupon pouvant être détaché de la form. (Congrès de Lausanne 1974, II 1614, prop. 5902.92).

2) V. annot. 9 à l'art. 106.

3) V. annot. 2 à l'art. 30 de l'Arr.

Administration des postes		<b>DÉCLARATION EN DOUANE</b>		C 2/CP 3 (1) (2)	
(1) Nom et adresse de l'expéditeur		(2) Eventuellement n° de référence de l'expéditeur			
		(4) Faire une croix (x) s'il s'agit d'un cadeau d'échantillons de marchandises sans valeur commerciale de documents sans valeur commerciale			
(3) Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination		(5) Le soussigné certifie que les renseignements donnés dans la présente déclaration sont exacts et que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale			
		(6) Lieu et date			
(7) Observations		(8) Signature			
		(9) Pays d'origine des marchandises		(10) Pays de destination	
(12) Nombre d'envois (13) Désignation détaillée du contenu		(14) N° tarifaire		(11) Poids brut total kg g	
				(15) Poids net kg g	
				(16) Valeur	

Colis, Washington 1989, art. 106, par. 1, lettre b) – Dimensions 210 x 148 mm

AVANT DE REMPLIR CETTE DÉCLARATION, LIRE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS AU VERSO

- 1) V. annot. 2 à 4 et 6 à l'art. 106.
- 2) La col. 14 «N° tarifaire» a été élargie de 10,16 mm pour permettre d'y inscrire, éventuellement, les nouveaux numéros tarifaires de la Nomenclature (douanière) de Bruxelles, ainsi que les ch. relatifs aux subdivisions territoriales (Congrès de Hambourg 1984, II 396, prop. 2902.1).

**Instructions**

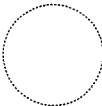


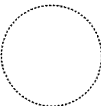
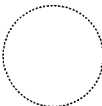
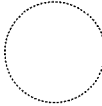
La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fautive, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi

Il vous incombe, par ailleurs, de vous enquêter des possibilités d'importation et d'exportation (interdictions, conditionnement, etc.) et de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc.), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration

- Case (4) L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination:
- par «échantillons sans valeur commerciale», on entend articles considérés par la douane comme étant de valeur négligeable et qui ne sont utilisés que pour rechercher des commandes de marchandises du genre de celles qu'ils représentent (1)
  - par «documents sans valeur commerciale», on entend tout support destiné à contenir et contenant effectivement un ensemble de données qui, de par leur qualité ou leur nature, sont considérées par la douane comme étant de valeur négligeable (1)
- Case (5) Votre signature au recto est considérée comme impliquant que votre envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale (2)
- Case (7) Voir renvoi 1 ci-dessous
- Case (13) Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que «produits alimentaires», «échantillons», «pièces de rechange», etc.
- Case (14) Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination
- Case (15) Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise
- Case (16) Indiquer la valeur de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée

<sup>1</sup> Donner dans la case (7), le cas échéant, toute autre indication utile («marchandise en retour», «admission temporaire», par exemple)

COUPON À REMETTRE À L'EXPÉDITEUR			C 3/CP 4 (1) Partie A	
<b>DÉTAIL DES FRAIS DUS</b> en monnaie du pays de destination de l'envoi			Partie à remplir par l'Administration de destination	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais
Taxe pour franchise à la livraison <sup>2</sup>			<b>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</b>	
Droits de douane				
Taxe de présentation à la douane			Montant en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi	
Autres frais			Bureau qui a fait l'avance	Date
Total			N° du registre	Signature de l'agent
Total après conversion			Montant en chiffres après la conversion	
Timbre du bureau qui a recouvré les frais		Registre d'arrivée n°	Timbre du bureau qui a recouvré les frais	
		Signature de l'agent qui a converti le montant		
1 A remplir seulement pour les colis			Administration des postes	
			C 3/CP 4	
			<b>BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</b>	
			Partie B	
			Nature de l'envoi	N°
			Poids <sup>1</sup>	
			Valeur déclarée	Bureau de dépôt
			Nom et adresse complète de l'expéditeur	
			Nom et adresse complète du destinataire	
			L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer	
			Signature de l'expéditeur	
			Timbre du bureau d'origine	
				

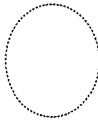

Partie A  
(verso)

Administration d'origine

Partie B  
(recto)


Colis, Washington 1989, art. 110, par. 3, lettre b) – Dimensions 148 x 105 mm, couleur jaune

1) V. annot. 1 à l'art. 110.

DÉTAIL DES FRAIS DUS en monnaie du pays de destination de l'envoi			C 3/CP 4 Partie B	
			Partie à remplir par l'Administration de destination	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais
Taxe pour franchise à la livraison*			<b>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</b>	
Droits de douane				
Taxe de présentation à la douane			Montant en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi	
Autres frais			Bureau qui a fait l'avance	Date
Total			N° du registre	Signature de l'agent

2 Appellées aussi: «Taxe de commission»

COUPON		Administration des postes		C 3/CP 4	
Nature de l'envoi		Poids¹		BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT	
				Partie A	
N°	Valeur déclarée	Nature de l'envoi	N°	Poids¹	
Bureau de dépôt		Valeur déclarée		Bureau de dépôt	
Nom et adresse complète du destinataire		Nom et adresse complète de l'expéditeur			
		Nom et adresse complète du destinataire			
L'expéditeur a payé les taxes et droits indiqués au verso		L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer		Timbre du bureau d'origine	
Timbre du bureau d'origine		Signature de l'expéditeur			
		A renvoyer au bureau d			

1 A remplir seulement pour les colis

Partie B  
(verso)Bord supérieur  
de la formule  
lorsque les parties  
A et B sont repliées  
l'une sur l'autrePartie A  
(recto)



		<p style="text-align: right;">CP 5 (1)</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'EXPÉDITION, DOCUMENTS DE DOUANE, ETC., INCLUS</p>

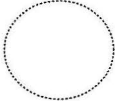
Colis, Washington 1989, art. 121, par. 4 – Dimensions 245 x 170 mm (extérieur), 220 x 155 mm (intérieur), patte de 50 mm

1) Form. créée par le Congrès de Hambourg 1984 (II 536, prop. 5905.93).



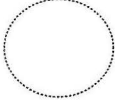
Administration des postes d'origine

## AVIS D'EMBARQUEMENT

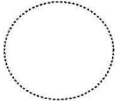
<b>A remplir par le bureau d'origine</b>		Service des postes  Timbre du bureau renvoyant l'avis 
Bureau de dépôt		
Date	N° du colis	
Valeur déclarée		
Nom et adresse du destinataire		L'expéditeur du colis indiquera son adresse pour le renvoi de l'avis  Nom ou raison sociale
L'expéditeur désire savoir quand et sur quel paquebot ce colis a été embarqué		Rue et n°
		Localité
Port ou pays d'embarquement		Pays

Colis, Washington 1989, art. 110, par. 11, lettre b) – Dimensions 148 x 105 mm

## A remplir par le bureau d'échange expéditeur de la dépêche

Dépêche d'expédition du colis postal désigné d'autre part		
Date	N°	
De		
Pour		

## A remplir par le bureau d'échange du port d'embarquement

Embarquement soit du colis postal désigné au recto, soit de la dépêche mentionnée ci-dessus		
Port d'embarquement		
Paquebot		
Date du départ		

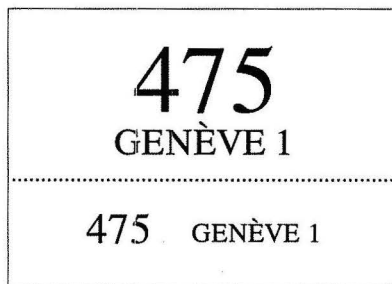
CP 7



Colis, Washington 1989, art. 108, par. 1, lettre c) –  
Dimensions 52 x 37 mm, couleur rose (1)

- 
- 1) V. annot. 5 à l'art. 108.

CP 8



Colis, Washington 1989, art. 107, par. 1, lettre a) –  
Dimensions 52 x 37 mm

**Remarque.** – Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CP 8 portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues (1) (2)

- 
- 1) Remarque introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (II 544, prop. 5908.1).  
2) V. également Conv., Form., annot. 3, étiquette C 4, reproduite à la fin du présent fasc.

Administration des postes d'origine

CP 9 (1)

## AVIS DE NON-LIVRAISON

Bureau d'origine de l'avis CP 9	Indications. A transmettre sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)  Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse  Date de l'avis
Bureau ou service de destination de l'avis CP 9	

## Colis non livré. Le bulletin d'expédition est ci-joint

Bureau d'origine	N° et date de dépôt du colis
Nombre de colis	Nombre de bulletins d'expédition
Nom et adresse complète de l'expéditeur	Nom et adresse complète du destinataire

## Le colis se trouve en souffrance à mon bureau pour le motif suivant

<input type="checkbox"/> Le colis a été refusé par le destinataire	<input type="checkbox"/> Le colis n'a pas été réclamé
<input type="checkbox"/> Le destinataire est inconnu	<input type="checkbox"/> Le destinataire est absent
<input type="checkbox"/> Le destinataire est décédé	<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti sans laisser d'adresse
<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti	Nouvelle adresse*
<input type="checkbox"/> L'adresse est insuffisante	<input type="checkbox"/> L'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les droits de douane	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer le remboursement
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les autres taxes et droits dont le colis est grevé	
<input type="checkbox"/> Le colis est grevé de droits de douane et autres taxes et droits	
Somme actuelle (monnaie du pays qui dresse l'avis)	Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée de
<input type="checkbox"/> Le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation	
<input type="checkbox"/> Le colis est spolié	<input type="checkbox"/> Le colis est avarié
Autres motifs	

Prière de demander des instructions à l'expéditeur ou à la personne désignée ci-après et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de deux mois, le colis sera renvoyé à l'expéditeur sous suite des frais. Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse

Tierce personne désignée, au verso du bulletin d'expédition CP 2, pour répondre à l'avis CP 9

Timbre du bureau et signature	La présente formule doit être renvoyée à
-------------------------------	--

\* Selon la législation du pays de première destination, indiquer l'adresse complète ou le nom du pays de nouvelle destination

Colis, Washington 1969, art. 136, par. 1 – Dimensions 210 x 297 mm

1) Le Congrès de Hambourg 1984 a apporté quelques modifications au verso et au recto de cette form. (II 525, prop. 5909.1 et 5909.2).

Bureau qui donne la réponse

CP 9 (verso)

## RÉPONSE

Bureau ou service de destination	Date de la réponse
----------------------------------	--------------------

## Le colis doit être

<input type="checkbox"/> présenté encore une fois au destinataire primitif
<input type="checkbox"/> livré au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée
<input type="checkbox"/> réexpédié au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne
Nom et adresse complète du destinataire primitif ou d'une autre personne
<input type="checkbox"/> sans perception du montant de remboursement
<input type="checkbox"/> contre paiement d'un montant de remboursement réduit
Nouveau montant de remboursement
Ci-joint un nouveau mandat de remboursement
<input type="checkbox"/> sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le colis est grevé
Ci-joint un bulletin d'affranchissement
<input type="checkbox"/> renvoyé à l'expéditeur par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne
<input type="checkbox"/> immédiatement <input type="checkbox"/> à l'expiration d'un délai de <input type="text" value="Nombre de jours"/>
L'expéditeur s'engage à payer les frais de transport et autres
<input type="checkbox"/> traité comme abandonné

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le colis doit être renvoyé à l'expéditeur à l'expiration du délai réglementaire

Timbre du bureau, date et signature

RETOUR		C 33/CP 10 (1)
-----		
Cocher la mention utile		
<input type="checkbox"/>	Refusé	
<input type="checkbox"/>	Non réclamé	
<input type="checkbox"/>	Parti	
<input type="checkbox"/>	Inconnu	
<input type="checkbox"/>	Décédé	
<input type="checkbox"/>	Adresse insuffisante	
<input type="checkbox"/>		.....
<input type="checkbox"/>		.....
<input type="checkbox"/>		.....
<input type="checkbox"/>		.....
<input type="checkbox"/>		.....
<input type="checkbox"/>		.....

Colis, Washington 1989, art. 138, par. 1 –  
Dimensions maximales 52 x 74 mm, couleur rose

1) Form. créée par le Congrès de Hamburg 1984 (II 362, 363 et 548, prop. 2933.91, 3543.3 et 5535.2).

# Colis, Formules

Administration des postes d

C 33/CP 10bis (1)

Bureau qui établit le procès-verbal



## INFORMATION EN CAS DE SAISIE D'UN ENVOI POSTAL

A l'Administration d		Indications. A transmettre sous recommandation à l'Administration d'origine de l'envoi	
		Date du procès-verbal	Référence
Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur et pour le même destinataire			



### Description de l'envoi saisi

Nature de l'envoi		Bureau d'origine	
<input type="checkbox"/> LC - Prioritaire	<input type="checkbox"/> AO - Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Colis	
<input type="checkbox"/> Envoi recommandé	<input type="checkbox"/> Valeur déclarée	N°	
Information concernant l'acheminement		Bureau d'échange expéditeur	Date
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Surface	<input type="checkbox"/> S.A.L.	
		Bureau d'échange de destination	N° de la dépêche
Nom et adresse du destinataire			Observations éventuelles
Nom et adresse de l'expéditeur			

### Renseignements concernant la saisie

Motif de la saisie			
<input type="checkbox"/> Matières dangereuses	<input type="checkbox"/> Envoi contrevenant à la réglementation sur les importations	<input type="checkbox"/> Objets obscènes	
<input type="checkbox"/> Stupéfiants	<input type="checkbox"/> Envoi en violation des préceptes publics/morales/religieux	<input type="checkbox"/> Autres	
Réglementation applicable		Article	Paragraphe
<input type="checkbox"/> Convention UPU	<input type="checkbox"/> Arrangement UPU concernant les colis postaux		Section
<input type="checkbox"/> Législation nationale (préciser)			
En conséquence, nous avons saisi			
<input type="checkbox"/> tout le contenu			
<input type="checkbox"/> la partie ci-dessous de l'envoi contrevenant à la réglementation en vigueur:			
En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, en double expédition, pour qu'il y soit donné suite conformément à l'article 41, paragraphe 8, de la Convention (Washington 1989)			
Timbre et signature du fonctionnaire des douanes		Timbre et signature du chef du bureau où a lieu la saisie	
			

### Réservé au bureau d'origine de l'envoi

Observations éventuelles	
Signature de l'expéditeur ou de son fondé de pouvoir (le cas échéant)	Timbre à date du bureau d'origine de l'envoi
	Signature du fonctionnaire
	

Colis, Washington 1989, art. 139 - Dimensions 210 x 297 mm

1) Form. créée par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 4 - Rapp. 2, prop. 2933.91, et C 7 - Rapp. 4, prop. 5538.91; v. également annot. 1 à l'art. 139 du Règl. et annot. 18 à l'art. 41 de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc.).



Administration expéditrice

**FEUILLE DE ROUTE**  
**Colis postaux**

CP 11 (1) (2) (3)

Bureau d'échange expéditeur	Date du départ	Heure	Dépêche n°	Surface S.A.L.
Bureau d'échange de destination	Nombre de réceptiers de la dépêche		Nombre de colis de la dépêche	
	Nombre de réceptiers à renvoyer		Nombre de colis hors réceptiers	
	N° de la feuille de route (si plusieurs)		Un bulletin C 27 est joint à la dépêche	
	Navire		Vol n° (pour S.A.L.)	

**Inscription détaillée**

N°	cour- rant	du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>1</sup>	Poids <sup>1</sup> de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts dues par l'Administration			Observations
						kg	g		expéditrice à l'Adminis- tration cor- respondante	correspon- dante à l'Ad- ministration expéditrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
1						kg	g	DTS	DTS	DTS		
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
Report du verso												
Totaux												

**Inscription globale**Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée  
Utiliser la rubrique a), b) ou c) selon le cas

a) Nombre des colis par coupure de poids						b) Nombre total des colis	c) Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg		kg

Timbre du bureau d'échange expéditeur  
Signature de l'agentTimbre du bureau d'échange de destination  
Signature de l'agent<sup>1</sup> Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route  
Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

Colis, Washington 1989, art. 119, par. 1 – Dimensions 210 x 297 mm

1) V. annot. 1 à l'art. 119 et annot. 6 à l'art. 122. V. aussi art. 102, par. 5.

2) Le Congrès de Hambourg 1984 a apporté quelques modifications au recto de cette form. (II 544, prop. 5911.2).

3) Le Congrès de Washington 1989 a apporté quelques modifications au recto et au verso de cette form. (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5911.1, 5911.2/Rev 1 et 5911.4).

N°		Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination¹	Poids² de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts dues par l'Administration		Observations
cour- rant	du colis							expéditrice à l'admini- stration cor- respondante	correspon- dante à l'Ad- ministration expéditrice	
1	2	3	4	5	6		7	8	9	10
					kg	g	DTS	DTS	DTS	
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
A reporter au recto										

¹ Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route  
Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination  
² En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

Administration expéditrice

Bureau d'échange expéditeur

**FEUILLE DE ROUTE SPÉCIALE**  
**Bonification des quotes-parts dues pour le transit de colis**

CP 12 (1)

Date de la formule CP 12

N°

Bureau d'échange intermédiaire				Date du départ		Heure	Dépêche n°
Administration de transit				Navire			
Bureau de destination de la dépêche							
Transit territorial				Transit maritime			
a) Nombre des colis par coupure de poids (utiliser la rubrique a), b) ou c) selon le cas)						b) Nombre total des colis	c) Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg		kg
Nature des colis		Nombre de récipients		Nombre de colis en récipients		Nombre de colis hors récipients	
Colis sans valeur déclarée							
Colis avec valeur déclarée							
Totaux							
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent				Timbre du bureau d'échange intermédiaire Signature de l'agent			

### 1. Colis manquants

## 2. Colis en trop

### 3. Erreurs

### 3b. Inscription globale

Colis. Washington 1939. art. 125. par. 4 – Dimensions 210 x 297 mm

174

## CP 13 (verso)

[illegible][illegible]

Nom et qualité	Signature
----------------	-----------

<sup>1</sup> Col. 1 de la feuille de route

## PROCÈS-VERBAL

Colis postal

A transmettre sous recommandation

## Première partie

Bureau qui remplit la première partie		Date	Référence
Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Diminution de poids		
Dépôt du colis	Bureau	Date	N°
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		
Mentions spéciales	Valeur déclarée		
	Montant de remboursement et monnaie		
	Taxe supplémentaire pour colis fragiles payés		
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Autres mentions		
Poids	Poids indiqué	Poids constaté	
Emballage	Emballage extérieur		
	Emballage intérieur		
	L'emballage doit être considéré comme		
Dépêche de transmission du colis	réglementaire		<input type="checkbox"/> non réglementaire
	Date d'expédition	Date d'arrivée	N°
	Bureau expéditeur		
	Bureau de destination		
Mode d'acheminement	Nom ou n°		
	<input type="checkbox"/> Ambulant		
	<input type="checkbox"/> Fourgon		
	<input type="checkbox"/> Paquebot		
Colis arrivé	<input type="checkbox"/> Ligne aérienne		
	<input type="checkbox"/> En sac <input type="checkbox"/> Hors sac		
Description détaillée des faits			
Timbre du bureau qui établit le procès-verbal Signatures			

Colis, Washington 1989, art. 129, par. 2 – Dimensions 210 x 297 mm

1) V. annot. 1 à l'art. 129.

## Deuxième partie

CP 14 (verso)

Bureau qui remplit la deuxième partie		Date	Référence
Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur		
	Le contenu a été examiné en présence <input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur		
	Contenu constaté à l'examen		
	Contenu avarié		
	Contenu manquant		
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur Le dommage causé est estimé à un montant de		
Cause	Le dommage est attribuable à		
Traitement ultérieur du colis	<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination Nouveau poids		
	<input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné		
	<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi Montant de l'indemnité demandée		
Signature du destinataire ou de l'expéditeur			
Attestation. En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, à l'organe indiqué ci-dessous			
Organe auquel le procès-verbal doit être transmis			
Signature des agents postaux		Signature de l'agent des douanes	

Administration des postes du

Bureau qui établit l'état

**ÉTAT DES SOMMES DUES**  
Colle-surface

Bureau d'échange de destination de la dépêche	Date de l'état	
Administration expéditrice	Mois	Année
Bureau d'échange expéditeur de la dépêche	Trimestre	Année

[illegible]

Collis, Washington 1989, art. 151, par. 1, lettre a) – Dimensions 210 x 297 mm





Administration expéditrice des colis	Date du compte	
	Mois	Année
	Trimestre	Année

[illegible]

Administration de destination du compte CP 16										<b>ÉTAT DES DIFFÉRENCES</b> <b>constatées dans le compte récapitulatif (formule CP 16)</b> <b>A transmettre en double expédition</b>		CP 17 (1)
Administration expéditrice du compte CP 16										Date de l'état		
										Mois		Année
										Trimestre		Année
N° courant		Dépêche-colis			Montant		Avoir de l'Administration		Observations (utiliser au besoin le verso)			
CP 17	CP 16	n°	de	pour	mis en compte		rectifié	d	d			
1	2	3	4	5	6		7	8		9		
					DTS		DTS	DTS		DTS		
1												
2												
3												
4												
5												
L'Administration de destination du compte								Vu et accepté par l'Administration expéditrice du compte				
Lieu, date et signature								Lieu, date et signature				

Administration qui établit le compte

CP 18 (1)

COMPTE GÉNÉRAL

Administration correspondante	Date du compte	
	Trimestre	Année
	Semestre	Année

Echange	Période	Solde des comptes CP 16 en faveur de l'Administration		Observations
		qui établit le compte	correspondante	
1	2	3	4	5
Réception par l'Administration qui établit le compte		DTS	DTS	
Expédition par l'Administration qui établit le compte				
Totaux				
A déduire				
Nom de l'Administration créancière				
Solde créditeur				
L'Administration qui établit le compte CP 18				
Lieu, date et signature				

Colis, Washington 1989, art. 151, par. 6 – Dimensions 210 x 297 mm

1) V. annot. 10 à l'art. 151.

Administration créancière

CP 19

COMPTE PARTICULIER MENSUEL  
Frais de douane, etc.

Administration débitrice	Date du compte	
	Mois	Année

N° cou- rant	Date de l'avance	N° du bulletin d'affranchissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchissement	Observations
1	2	3	4	5	6
				DTS	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total					

L'Administration créancière  
Lieu, date et signature



Administration expéditrice		<b>FEUILLE DE ROUTE-AVION</b> <b>Colis-avion</b>		CP 20 (1) (2) (3)
Bureau d'échange expéditeur		Date du départ	Heure	
Bureau d'échange de destination		Nombre de récipients dont se compose la dépêche		Nombre de colis compris dans la dépêche
		Nombre de récipients à renvoyer		Nombre de colis hors récipients
		N° de la feuille (si plusieurs)		Un bulletin C 27 est joint à la dépêche
		Ligne aérienne		

**Inscription détaillée**

N°	cour- rant	du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>1</sup>	Poids <sup>2</sup> de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée		Quotes-parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Observations
						kg	g	DTS	DTS	expédi- trice à l'Admi- nistration corres- pondante	corres- pondante à l'Admi- nistration expédi- trice	expédi- trice à l'Admi- nistration corres- pondante	corres- pondante à l'Admi- nistration expédi- trice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
Report du verso														
Totaux														

**Inscription globale**Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée  
Utiliser la rubrique a), b) ou c) selon le cas

a) Nombre des colis par coupure de poids						b) Nombre total des colis	c) Poids brut en kg
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg		

Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent 	Timbre du bureau d'échange de destination Signature de l'agent 
--	--

<sup>1</sup> Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route

Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination

<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

Colis, Washington 1989, art. 119, par. 1 – Dimensions 210 x 297 mm

- 1) V. annot. 1 à l'art. 119 et annot. 6 à l'art. 122. V. aussi art. 102, par. 5.
- 2) Le Congrès de Hamburg 1984 a apporté quelques modifications au verso de cette form. (II 544, prop. 5920.2).
- 3) Le Congrès de Washington 1989 a apporté quelques modifications au recto et au verso de cette form. (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5920.1 et 5920.2/Rev 1).

N°		Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>1</sup>	Poids <sup>2</sup> de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Observations
courant	du colis				expéditrice à l'Administration correspondante	correspondante à l'Administration expéditrice		expéditrice à l'Administration correspondante	correspondante à l'Administration expéditrice			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
					kg	g	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
A reporter au recto												

<sup>1</sup> Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route

Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination

<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

**TABLEAU CP 21**  
**Collis-avion**

Date du tableau

## Reference

L'Administration susmentionnée accepte, aux conditions indiquées ci-après, les colis-avion pour son propre territoire et les colis en transit à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

## Cadre A Renseignements sur le service Intérieur

Demandes	Réponses
<p>1. L'Administration qui établit le présent tableau se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays, sur tout ou partie du parcours?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>2. Si oui, à destination de quelles localités? (Indiquer celles-ci dans l'ordre alphabétique)</p>	
<p>3. Des colis-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>

## Cadre B Conditions du service intérieur

Coupages de poids	Quotes-parts d'arrivée à attribuer à l'Administration de destination	Observations
1	2	3
kg	DTS	

Colls, Washington 1980, art. 102, par. 1 – Dimensions 210 x 297 mm

1) Le Congrès de Hambourg 1984 a apporté quelques modifications au verso de cette form. (II 536, prop. 5921.1 /Rev 1).






RELEVÉ  
Sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux  
Date du relevé

Administration débitrice	Indications. Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.
	Mois   Trimestre   Année


N° cou- rant	Colis postaux		Lettres autorisant les reprises (n° de l'état, nom du bureau, date, n° du dossier de l'Administration débitrice)	Montant
	N° du colis et bureau d'origine	Destination		
1	2	3	4	5
				DTS
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
Total (à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)				

Les observations éventuelles peuvent être indiquées sur la partie libre du recto ou au verso de la formule  
Colis, Washington 1969, art. 151, par. 9 – Dimensions 210 x 297 mm

 <b>Montréal</b> <b>(Canada)</b>	<b>COLIS POSTAUX</b> de <b>Liverpool</b>		CP 23 pour	
	Dépêche n°		<b>MONTREAL</b> <b>(Canada)</b>	
	Date d'expédition		Via	
	Récipient n°		Paquebot	
	Nombre des colis		Port de débarquement	

Colis, Washington 1989, art. 122, par. 1, lettre a) – Dimensions 125 x 60 mm ou 148 x 52 mm, couleur jaune ocre


**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

 <b>Rio de Janeiro</b> <b>(Brésil)</b>	<b>COLIS POSTAUX</b> de <b>Stockholm Utrikes</b>		<div>Par avion</div> CP 24	
	Dépêche n°		pour <b>RIO DE JANEIRO</b> <b>(Brésil)</b>	
	Date d'expédition		Ligne n°	
	Récipient n°			
	Nombre des colis		Aéroport de transbordement	
kg			Aéroport de déchargement <b>RIO (1)</b>	

Colis, Washington 1989, art. 122, par. 1, lettre a) – Dimensions 125 x 60 mm ou 148 x 52 mm, couleur jaune ocre

**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

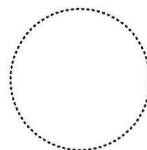
1) Pour l'utilisation des sigles de l'IATA (code à trois lettres), v. annot. 4, lettre b), à l'art. 203 du Règl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc. Il convient de les employer, le cas échéant, pour désigner l'aéroport de transbordement aussi bien que celui de destination (Congrès de Lausanne 1974, II 1443, prop. 3908.1; v. aussi circ. 232/1974).

<div style="text-align: center;">  </div>	<b>Rio de Janeiro (Brésil)</b>	<b>COLIS POSTAUX</b> de <b>Stockholm Utrikes</b>	<b>S.A.L.</b> surface par avion	CP 24bis (1)
		Dépêche n°	pour	<b>RIO DE JANEIRO</b> <b>(Brésil)</b>
		Date d'expédition	Ligne n°	
		Récipient n°		
		Nombre des colis	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargement
	kg			<b>RIO</b>

Colis, Washington 1989, art. 122, par. 1, lettre a) – Dimensions 125 x 60 mm ou 148 x 52 mm, couleur jaune ocre

1) Form. adoptée par le Congrès de Hamburg 1984 (II 545, prop. 5924.91/Rev 1). V. annot. 4 à l'art. 221 du Règl. de la Conv., reproduite à la fin du présent fasc. Les Adm. ont la possibilité d'utiliser des étiquettes à bordure distinctive.

CP 25

**BORDEREAU DE TAXES**Timbre du bureau  
d'échange expéditeur☐ Administration d☐ Bureau d'échange d

Colis n°

Raison du renvoi

☐ Inconnu☐ Refusé☐ Importation  
interdite☐ Parti☐ Non réclamé

Taxe de présentation à la douane

Taxe de magasinage

Taxe de renvoi

Taxe de réexpédition

Droits non postaux

Divers

Total

DTS

## Autres décisions du Congrès de Washington 1989 en relation avec l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution (1)

1) La liste complète des décisions (résolutions, vœux, etc.) du Congrès de Washington 1989 autres que celles modifiant les Actes est reproduite dans l'ordre numérique aux pages 423 à 426 du tome III/1, des Documents de ce Congrès.

### Résolution C 15/1989

#### **Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux**

Le Congrès,

constatant

les grandes différences qui existent actuellement entre les Administrations postales des Pays-membres en ce qui concerne les conditions d'admission et les prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux,

considérant

que ces différences sont difficilement comprises par la clientèle, compliquent le travail des services d'exploitation et sont la source de nombreuses erreurs de service,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales de prendre d'urgence toutes mesures utiles visant à conserver ou à récupérer leur part de marché dans le secteur très concurrencé du transport des petites marchandises,

*invite*

les Administrations postales des Pays-membres à admettre pour toutes les catégories de colis postaux:

- un poids maximal d'au moins 20 kg;
- les limites de dimensions prescrites à l'article 20, paragraphe 1, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hambourg 1984), à savoir 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions et 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur;
- les colis avec valeur déclarée;

- les colis exprès;
- des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle selon l'article 19, lettre a), chiffre 3°, troisième tiret, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984);
- l'avis de réception;
- l'envoi d'un avis de non-livraison conformément à l'article 22, paragraphe 2, lettre a) ou b), de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984).

(Proposition 5000.1, Commission 7, 2<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Résolution C 16/1989**

### **Introduction et extension du service des colis postaux**

Le Congrès,

considérant

que l'échange de colis postaux constitue l'un des services les plus importants pour les usagers de la poste et que, de ce fait, il est indispensable que les Administrations postales prêtent à ce service la plus grande attention afin de l'assurer au mieux dans le contexte international,

tenant compte

de ce que, aujourd'hui, le service des colis postaux est assuré en vertu de l'Arrangement auquel ont adhéré 144 Pays-membres de l'Union,

que seuls 26 Pays-membres n'ont pas adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux,

vu

que les services postaux se doivent de prendre des mesures appropriées pour pouvoir jouer un rôle plus efficace dans l'organisation et la commercialisation du trafic des colis afin de participer plus activement au marché mondial de ces échanges,

souhaitant

que les Administrations postales soient en mesure d'offrir à leurs usagers un service garantissant un maximum de sécurité tant au niveau du traitement qu'à celui de la distribution des colis,

*invite*

les 26 Administrations des Pays-membres qui n'ont pas encore adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux à introduire ce service dans leurs échanges postaux internationaux et

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° d'examiner les difficultés qui empêchent ces pays d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux et de concevoir des moyens leur permettant de le faire;
- 2° d'étudier la possibilité de rendre obligatoire le service des colis postaux au sein de l'Union;
- 3° de présenter au prochain Congrès les propositions ad hoc.

(Proposition 5000.6/Rev 1, Commission 7, 1<sup>re</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Résolution C 17/1989**

### **Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes**

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude qu'il a effectuée à la suite de la résolution C 22 adoptée par le Congrès de Hamburg 1984,

considérant

- que les trois méthodes actuelles de fixation des quotes-parts territoriales et maritimes, soit par tranche de poids (articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement), soit par colis (article 53, paragraphe 3), soit par kg de poids brut des dépêches (article 53, paragraphe 3), ont pour conséquence une tendance inflationniste sur les tarifs;
- qu'un taux universel basé sur une rémunération à l'objet, pour tenir compte des charges fixes, et une rémunération selon le poids, pour tenir compte des charges variant avec celui-ci, tiendrait mieux compte de la réalité des coûts, compte tenu notamment de la moyenne de ces derniers dans l'ensemble des pays de l'Union;
- qu'un tel système de rémunération présenterait, outre le moyen d'éviter les tendances inflationnistes, également l'avantage de la simplification,



*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant taux par colis et taux par kg de poids brut de la dépêche, s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables;
- 2° de soumettre, le cas échéant, des propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

(Proposition 5500.2, Commission 7, 3<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

**Résolution C 18/1989**

**Revision des quotes-parts territoriales et maritimes**

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude découlant de la résolution C 22 du Congrès de Hambourg 1984,

étant donné

- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452);
- que ces mêmes quotes-parts ont été calculées d'après la méthode dite «des moindres carrés» donnant une équation des courbes des prix moyens (méthode de Hambourg 1984),

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 47 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989);

- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles **48** et **49** dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

(Proposition 5500.1, Commission 7, 3<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Résolution C 27/1989**

### **Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international**

Le Congrès,

constatant

que les concurrents de la poste dans le domaine des transports de marchandises légères font des incursions considérables sur les marchés traditionnels de celle-ci,

constatant

que la gamme de produits des concurrents correspond mieux aux besoins du marché et que les tarifs appliqués sont considérés comme raisonnables (prix en fonction du travail effectué),

considérant

que, si les Administrations postales veulent rester à l'avenir des transporteurs de marchandises légères crédibles, il faut que leur gamme de produits et leurs tarifs soient adaptés à la demande du marché,

notant

à partir de plusieurs études que les clients demandent des produits qui soient acheminés selon l'une des variantes suivantes:

- acheminement J + 1, ou acheminement le plus rapide possible, par une chaîne de transports cohérente avec des transbordements rapides et éventuellement un service porte-à-porte (correspond au service EMS de la poste);
- un service rapide par lequel on peut transmettre un envoi à n'importe quel endroit du monde dans un délai d'acheminement garanti de trois à sept jours selon la destination (la poste offre à présent le colis-avion ou, en Europe, l'Eurocolis);
- un service économique où la modicité du prix est plus importante que la rapidité d'acheminement (dans cette catégorie, la poste offre à présent le colis S.A.L. ou le colis de surface),

*charge*

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre de façon urgente une étude visant à identifier et à mettre en place une gamme de nouveaux produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international;
- b) d'examiner particulièrement dans cette étude les points suivants:
  - aspects de la commercialisation du service actuel des colis postaux internationaux et de la gamme de nouveaux produits/services proposés en vue de faciliter leur promotion en tant que service concurrentiel, efficace et totalement sûr;
  - éventualité d'introduire des normes de qualité de service dans la définition de ces nouveaux services de colis postaux;
  - possibilité de fixer les rémunérations des Administrations et les taxes réclamées à la clientèle selon des modalités différentes de celles prévues dans l'Arrangement actuel, éventuellement par accord bilatéral ou multilatéral;
- c) de recommander aux Administrations postales des actions communes visant à introduire ou développer ces services afin de contrecarrer les effets de la concurrence exercée au niveau international par les entreprises privées;
- d) de faire rapport sur cette question au Conseil exécutif de façon que ce dernier recommande, le cas échéant, l'adoption de nouvelles réglementations ou procédures appropriées, comme le prévoit l'article 102, paragraphe 6, lettre r), du Règlement général.

(Proposition 5000.2/Rev 1, Commission 7, 4<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Recommandation C 34/1989**

### **Emballages utilisés pour le transport des envois postaux**

Le Congrès,

vu

la décision C 21 du Congrès de Hambourg 1984 chargeant le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales,

considérant

les dispositions de l'article 20, paragraphe 1, lettre c), de la Convention postale universelle et de l'article 113, paragraphe 1, lettre c), et paragraphe 2, de son Règlement d'exécution (Hamburg 1984),

se fondant

sur les résultats de l'étude 635 effectuée par le CCEP,

conscient

des difficultés d'apporter à la question de l'emballage une uniformité plus grande que cela n'en est actuellement le cas,

notant

les possibilités offertes aux Administrations d'appliquer les normes définies par l'ISO,

soucieux

de faciliter l'identification des marquages postaux, ainsi que la manutention et le tri des sacs, cartons et boîtes d'emballage,

*recommande*

aux Administrations postales ce qui suit:

- a) utiliser, pour la fermeture des sacs d'emballage, un dispositif adhésif ou autocollant, surtout pour protéger le personnel contre les risques d'accident du travail; la dernière méthode devant être utilisée, en particulier, lorsqu'il est exigé que le contenu d'un envoi puisse être contrôlé;
- b) veiller à ce que les marquages soient conformes aux dispositions pertinentes de la Convention postale universelle et de son Règlement d'exécution pour ce qui concerne la zone adresse sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage;
- c) prévoir une zone réservée à l'apposition de timbres sur les sacs d'emballage, cela pour des raisons techniques et de méthodes de travail, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- d) prévoir, par accord mutuel, des zones définies pour les marques et empreintes sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle, à savoir:
  - zone spécifique pour l'apposition de marques postales techniques;
  - zone spécifique pour la catégorie postale des envois;
- e) utiliser une seule combinaison de couleurs sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, combinaison établissant le meilleur contraste possible entre la couleur de l'emballage et la couleur des marquages imprimés;
- f) au cas où il est possible de normaliser la zone réservée à l'adresse sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, étudier l'utilisation éventuelle de sacs, cartons et boîtes d'emballage ne portant aucun texte imprimé;

- g) ne pas exiger un emballage distinct dans le service postal international pour les cartons et boîtes d'emballage;
- h) porter à la connaissance de leurs usagers les recommandations ci-dessus.

(Proposition 2500.5, Commission 4, 1<sup>re</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Recommandation C 36/1989**

### **Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT**

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales un ensemble de règles régissant la structure des données qui soit convenu à l'échelon international et universellement applicable,

notant

que la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU) a mis au point un ensemble de règles de syntaxe pour les messages à utiliser dans les échanges électroniques, sous le nom d'EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

conscient

que les règles de syntaxe des messages EDIFACT peuvent être utilisées indépendamment de leur domaine d'application et que leur usage généralisé dans les rapports internationaux facilitera dans une large mesure l'acheminement des envois postaux,

notant

que l'EDIFACT a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 9735,

*recommande*

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'appliquer les règles de syntaxe des messages EDIFACT, ainsi que les mises à jour qui leur seront

apportées ultérieurement, pour la rédaction des messages électroniques à échanger entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

(Proposition 5000.4, 10<sup>e</sup> séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Recommandation C 37/1989**

### **Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU**

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales à l'égard des éléments de données des noms, des descriptions et des modes de représentation convenus à l'échelon international et universellement applicables,

estimant

qu'il est souhaitable que ces noms, ces descriptions et ces modes de représentation soient utilisés pour les éléments de données indépendamment du contexte dans lequel les données commerciales sont échangées,

constatant

que ces éléments de données normalisés peuvent être utilisés, avec toutes les méthodes d'échange d'informations, sur papier aussi bien que par d'autres moyens de communication, qu'ils peuvent être choisis et transmis un à un ou utilisés dans le cadre d'un système particulier de règles d'échange comme, par exemple, la norme EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

vu

que le répertoire a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 7372,

*recommande*

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'utiliser les noms, les descriptions et les modes de représentation des éléments de données figurant dans

le Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU, ainsi que les mises à jour qui seront apportées ultérieurement à ce répertoire, dans les échanges de données avec la douane ainsi qu'avec les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

(Proposition 5000.5, 10<sup>e</sup> séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

### **Décision C 47/1989**

#### **Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière**

Le Congrès

*charge*

le Conseil exécutif:

- d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 5505.1 relative au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales;
- de formuler éventuellement, à l'issue de ses travaux, des propositions, compte tenu de ses nouvelles compétences.

(Proposition 5505.1, Commission 7, 5<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

### **Décision C 52/1989**

#### **Etablissement et règlement des comptes des colis postaux**

Le Congrès,

se basant

sur la résolution C 68 concernant l'établissement et le règlement des comptes,

*charge*

le Conseil exécutif d'inclure, dans le cadre de l'étude qu'il effectuera sur «l'établissement et le règlement des comptes», les questions y relatives concernant les colis postaux, et de tenir compte notamment des propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1,

5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3 soumises au Congrès de Washington dans le but de moderniser les dispositions actuelles de la comptabilité des colis postaux.

(Propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3, Commission 7, 6e séance; Congrès – Doc 78.1, 14<sup>e</sup> séance plénière)

## **Résolution C 71/1989**

### **Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides**

Le Congrès,

reconnaissant

que les sacs postaux demeurent et demeureront probablement encore, pendant un certain temps, le principal moyen de transport du courrier dans le monde,

notant

que le non-renvoi de sacs postaux du service international peut, pour de nombreux pays, tant développés qu'en développement, entraver le bon fonctionnement des services,

*invite instamment*

toutes les Administrations à renvoyer, dans des conditions d'efficacité et de promptitude, les sacs postaux vides aux pays auxquels ils appartiennent, en appliquant strictement les dispositions de l'article 168 du Règlement d'exécution de la Convention,

*invite*

toutes les Administrations à étudier les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport de l'étude 625 conduite par le Conseil consultatif des études postales et devant être publié sous forme de plaquette de la Collection d'études postales,

*recommande*

- a) aux Administrations pour lesquelles le non-renvoi de sacs postaux pose des problèmes d'envisager la mise en place de systèmes d'enregistrement simples mais efficaces pour déterminer:



- la proportion de sacs non renvoyés;
  - si cette proportion peut être considérée comme acceptable;
  - les Administrations pouvant être principalement considérées comme responsables du non-renvoi des sacs;
- b) aux Administrations se heurtant à ces problèmes de se mettre en rapport direct avec les Administrations en cause pour obtenir le retour de leurs sacs ou d'appliquer, faute de quoi, les dispositions de l'article 168, paragraphes 6 et 7, afin d'être remboursées;
- c) à toutes les Administrations d'étudier la possibilité d'appliquer des systèmes de partage ou d'utilisation réciproque de sacs postaux, et d'envisager l'utilisation de sacs servant une fois, afin d'augmenter le nombre des sacs postaux disponibles;
- d) à toutes les Administrations d'étudier la possibilité d'utiliser plus largement des conteneurs pour le transport de colis en vrac, de lettres dans des bacs ou des boîtes, et d'autres types analogues d'objets ne nécessitant pas l'emploi de sacs postaux.

(Proposition 2500.1, Commission 4, 9<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.2, 14<sup>e</sup> séance plénière)

### **Recommandation C 77/1989**

#### **Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité**

Le Congrès,

constatant

que des réserves ont été faites au sujet des dispositions du chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité,

inquiet

du fait que ces réserves nuisent non seulement aux Administrations postales en lésant leurs intérêts, mais surtout et directement aux usagers de la poste, devant lesquels ces Administrations sont redevables,

reconnaissant

le droit souverain des pays à présenter des réserves aux Actes, conformément aux usages suivis par l'UPU en la matière,

gardant présent à l'esprit  
que, malgré ce droit souverain, les pays doivent s'efforcer de s'abstenir de présenter  
ce genre de réserve,

conscient du fait  
que ces réserves obéissent à des contingences internes ou à des dispositions de la  
législation des pays qui les présentent,

considérant  
la recommandation C 51/Tokyo 1969, la recommandation C 70/Lausanne 1974, la  
décision C 20/Rio de Janeiro 1979 et la résolution C 73/Hamburg 1984,

*recommande*

- 1° aux Administrations postales de s'abstenir de présenter des réserves relatives  
aux dispositions du chapitre III de la Convention postale universelle et du titre III  
de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité;
- 2° aux Administrations postales qui maintiennent leurs réserves auxdites dispo-  
sitions de faire tout leur possible auprès des autorités nationales compétentes  
pour qu'elles remédient à leurs problèmes intérieurs ou qu'elles adaptent leur  
législation nationale conduisant à la présentation de telles réserves, de façon  
que ces dernières puissent être reconsidérées et retirées des Protocoles finals  
des Actes de l'UPU.

(Proposition 2000.11, Commission 4, 6<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.2, 14<sup>e</sup> séance  
plénière)

## **Décision C 89/1989**

### **Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention**

Le Congrès,

vu

le fait qu'un certain nombre d'Administrations postales assurent, ou visent à  
assurer, un service de colis postaux autonome par rapport aux autres activités  
postales,

estimant

qu'une réglementation indépendante en matière de colis postaux, et notamment la  
reproduction à l'Arrangement concernant les colis postaux et à son Règlement

d'exécution des textes de la Convention servant actuellement de référence, contribuera à simplifier et à améliorer l'efficacité du travail des services des colis postaux,

considérant

en outre qu'un tel arrangement indépendant évitera également le temps perdu à rechercher des références ailleurs, avec les complications que cela suppose, et simplifiera les opérations de formation des fonctionnaires en matière de colis postaux,

*charge*

le Conseil exécutif de tenir compte, dans l'examen de toute proposition visant des modifications à apporter à l'Arrangement concernant les colis postaux ou à son Règlement d'exécution, de l'intérêt qu'il y aurait de se dispenser, dans la mesure du possible, de toute référence à la Convention en reproduisant les textes correspondants,

*charge*

le Bureau international, lors de l'annotation de l'Arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution issus du Congrès de Washington, de reproduire les textes de la Convention servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution aussi autonomes que possible.

(Congrès/C 7 – Rapp 6/Annexe 2, Commission 7, 6<sup>e</sup> séance; Congrès – Doc 78.2, 14<sup>e</sup> séance plénière)



Textes de la Convention (Washington 1989)  
et de son Règlement  
servant habituellement de référence  
dans l'Arrangement concernant les colis postaux  
(Washington 1989) et son Règlement

---

**Note.** – Par sa décision C 89, le Congrès de Washington 1989 a chargé le Bureau international, lors de l'annotation du présent fascicule, de reproduire les textes de la Convention servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arrangement et son Règlement aussi autonomes que possible. Les articles et les annotations de la version «code annoté» de la Convention (Washington 1989) cités dans les articles et annotations du présent fascicule sont reproduits ci-après, dans l'ordre numérique des articles de ladite Convention.



## Article premier

### Liberté de transit

.....

4. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestres et maritimes est limitée au territoire des pays participant à ce service.

.....

6. Les Pays-membres qui sont parties à l'Arrangement concernant les colis postaux, mais qui n'assurent pas le service des colis postaux avec valeur déclarée ou qui n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués par leurs services maritimes ou aériens, sont cependant tenus d'acheminer par les voies les plus rapides les dépêches closes qui leur sont remises par les autres Administrations, mais leur responsabilité est limitée à celle qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.

## Article 3

### Transit territorial sans participation des services du pays traversé

Le transport en transit de courrier à travers un pays, sans participation des services de ce pays, est subordonné à l'autorisation préalable du pays traversé. Cette forme de transit n'engage pas la responsabilité de ce dernier pays. (1)

---

1) Sur le territoire postal d'un Pays-membre, rien ne peut se faire sans ou contre la volonté de l'Adm. dudit pays. Pour éviter tout malentendu sur ce point, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le présent art., ainsi que les dispositions corrélatives aux art. 71, par. 2, de la Conv., 156 de son Règl. et 48, par. 6, de l'Arr. des colis. Cette forme de transit vise notamment les échanges de courrier en conteneurs par les transports routiers internationaux (Congrès de Lausanne 1974, II 1311 à 1314, 1469 et 1470, prop. 2001.1, 2002.91, 2048. 1, 2556.91 et 5047.3; v. également avis du BI, Rapp. 1970, p. 73 à 75).

## Article 4

### Suspension temporaire et reprise de services

1. Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration postale se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement **avis, par tout moyen de télécommunication approprié**, à l'Administration ou aux Administrations intéressées, en indiquant, si possible, la durée probable de la suspension de services. Elle a la même obligation lors de la reprise des services suspendus.

2. Le Bureau international doit être avisé de la suspension ou de la reprise des services si une notification générale est jugée nécessaire. Le cas échéant, le Bureau international doit aviser les Administrations par télégramme ou par télex.

3. L'Administration d'origine a la faculté de rembourser à l'expéditeur les taxes d'affranchissement (article 20), les taxes spéciales (article 26) et les surtaxes aériennes (article 21) si, en raison de la suspension de services, la prestation liée au transport de son envoi n'a été fournie que partiellement ou pas du tout.

#### Article 11

##### Formules

.....

4. Les formules à l'usage du public doivent comporter une traduction interlinéaire en langue française lorsqu'elles ne sont pas imprimées en cette langue.

#### Article 12

##### Cartes d'identité postales

.....

3. Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le paiement d'un article d'argent a eu lieu sur la présentation d'une carte régulière. Elles ne sont pas non plus responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte régulière.

.....

#### Article 13

##### Règlements des comptes

Les règlements, entre les Administrations postales, des comptes internationaux provenant du trafic postal peuvent être considérés comme transactions courantes et effectués conformément aux obligations internationales courantes des Pays-membres intéressés, lorsqu'il existe des accords à ce sujet. En l'absence d'accords de ce genre, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions du Règlement.



## Article 17

Franchise postale en faveur des envois concernant les prisonniers de guerre et les internés civils

1. Sous réserve de l'article 21, paragraphe 1, sont exonérés de toutes taxes postales les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les articles d'argent adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des Bureaux de renseignements prévus à l'article 122 de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949, et de l'Agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre prévue à l'article 123 de la même Convention. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2. Le paragraphe 1 s'applique également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux articles d'argent, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des Bureaux de renseignements prévus à l'article 136 et de l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140 de la même Convention.

3. Les Bureaux nationaux de renseignements et les Agences centrales de renseignements dont il est question ci-dessus bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les articles d'argent concernant les personnes visées aux paragraphes 1 et 2, qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, dans les conditions prévues auxdits paragraphes.

4. Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

## Article 19

Envois de la poste aux lettres

.....

**3. Les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «correspondances-avion». (8)**

.....

8) Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté la notion «priorité» pour distinguer les «correspondances-avion» (envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne) du courrier de surface transporté par la voie aérienne. Le terme «priorité» ne vise pas uniquement la priorité accordée au courrier par les compagnies aériennes mais également la priorité de traitement accordée par les Adm. en vertu de l'art. 37 de la Conv. (II 503, 504 et 511, prop. 4000.7).

## Article 20

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

1. Les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres dans toute l'étendue de l'**Union** sont fixées à titre **indicatif** conformément aux indications des colonnes 1, 2 et 3 du tableau ci-après. **Les limites de poids et de dimensions sont fixées conformément aux indications des colonnes 4 et 5 du tableau ci-après. Elles** comprennent, sauf l'exception prévue à l'article 27, paragraphe 6, la remise des envois au domicile des destinataires pour autant que ce service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

Envois	Echelons de poids	Taxe de base	Limites de poids	de dimensions
1	2	3	4	5
		DTS		
Lettres	jusqu'à 20 g	0,37	2 kg	Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm.
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,88		En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm.
	100 g jusqu'à 250 g	1,76		Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	3,38		En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	5,88		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	9,56		
Cartes postales		0,26		Maximums: 105 x 148 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm. Longueur au moins égale à la largeur multipliée par $\sqrt{2}$ (valeur approchée 1,4).
Imprimés	jusqu'à 20 g	0,18	2 kg	Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm.
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40	(s'il s'agit de livres ou de brochures 5 kg; cette limite de poids peut aller jusqu'à 10 kg après entente entre les Administrations intéressées)	En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm.
	100 g jusqu'à 250 g	0,74		Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32		En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09		
	par échelon supplémentaire de 1000 g	1,54		

Envois	Echelons de poids	Taxe de base	Limites de poids	de dimensions
1	2	3	4	5
		DTS		
Céco-grammes	voir article 18		7 kg	
Petits paquets	jusqu'à 100 g	0,40	2 kg	
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74		
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09		

.....

## Article 21

### Tarification selon le mode d'acheminement et/ou la vitesse

1. Les Administrations sont autorisées à percevoir des surtaxes pour les envois-avion et à appliquer dans ce cas des échelons de poids inférieurs à ceux fixés à l'article 20, paragraphe 1. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais du transport aérien et être uniformes pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé. Pour le calcul de la surtaxe applicable à un envoi-avion, les Administrations sont autorisées à tenir compte du poids des formules à l'usage du public éventuellement jointes. Les envois relatifs au service postal visés à l'article 16, à l'exception de ceux qui émanent des organes de l'Union postale universelle et des Unions restreintes, n'acquittent pas les surtaxes aériennes.

.....

## Article 23

### Matières biologiques périssables. Matières radioactives

1. Les matières biologiques périssables et les matières radioactives (2) conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement sont soumises au tarif des lettres et à la recommandation. Leur admission est limitée aux relations entre les Pays-membres dont les Administrations postales se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. De telles matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes.

2. En outre, les matières biologiques périssables ne peuvent être échangées qu'entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus, tandis que les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés. (3)

2) La question du transport par la poste des matières radioactives a fait l'objet d'une étude minutieuse de la CEL en coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est l'institution internationale compétente dans ce domaine (v. Doc CEL 1957 à 1964). Au vu des conclusions qui lui furent présentées à ce sujet, le Congrès de Vienne 1964 a admis les matières radioactives au transport postal, considérant, d'une part, que la poste ne pouvait se soustraire à l'obligation de participer au transport d'une catégorie de substances qui sont de plus en plus transmises à des fins médicales et scientifiques et, d'autre part, que le moment était venu de réglementer, sur le plan international, un transport qui était autorisé dans le service interne de plusieurs Adm. et qui avait déjà lieu entre certains pays sur la base d'accords bilatéraux (II 1088 à 1092, prop. 3136).

Pour tenir compte de la pratique existant dans les pays participant au transport des matières radioactives, le Congrès de Vienne 1964 avait admis que ces échanges pouvaient également avoir lieu par colis-avion. Le Congrès de Lausanne 1974 a confirmé cette interprétation en introduisant dans l'Arr. des colis des dispositions formelles applicables au transport des matières radioactives, dispositions calquées sur celles de la Conv. et de son Règl.

Les Adm. qui participent à l'échange des matières radioactives sont mentionnées dans le Recueil de la Conv. et dans le Recueil des colis postaux.

3) Par sa résolution C 64 (III 893), le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'examiner la suppression éventuelle de la condition selon laquelle les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés. Consultées à ce sujet, les Adm., soucieuses de garantir la sécurité des employés postaux et d'empêcher tout abus de la part des usagers, se sont prononcées pour le maintien de cette condition. Le CE a partagé cette manière de voir qui a été approuvée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 119, Congrès – Doc 1, ch. 21). L'AIEA a été informée du résultat de cette étude.

## Article 26

### Taxes spéciales

1. Les taxes prévues dans la Convention et qui sont perçues en plus des taxes d'affranchissement mentionnées à l'article 20 sont dénommées «taxes spéciales». Leur montant est fixé conformément aux indications du tableau ci-après:

.....

p) taxe de recommandation (article 50, paragraphes 1, lettre b), et 2, et article 54, paragraphes 1, lettre b), et 2)	1,31 DTS au maximum	1° Pour chaque sac contenant les envois visés à l'article 20, paragraphe 10, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire. 2° En plus de la taxe unitaire ou de la taxe globale, les Administrations peuvent percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des envois recommandés et des lettres avec valeur déclarée.
---	---------------------	---

.....

## Article 32

### Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement

1. En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, l'Administration d'origine qui se charge d'affranchir les envois de la poste aux lettres non affranchis ou de compléter l'affranchissement des envois insuffisamment affranchis et d'encaisser le montant manquant auprès de l'expéditeur est autorisée à percevoir sur l'expéditeur aussi la taxe de traitement prévue à l'article **26**, paragraphe 1, lettre h).
2. Dans le cas où le paragraphe 1 n'est pas appliqué, les envois non ou insuffisamment affranchis sont passibles, à la charge du destinataire, ou de l'expéditeur lorsqu'il s'agit d'envois renvoyés, de la taxe spéciale prévue à l'article **26**, paragraphe 1, lettre h).
3. Les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée sont considérés à l'arrivée comme dûment affranchis.

## Article 38

### Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres peut le faire retirer du **service**, **en** faire modifier **ou corriger** l'adresse tant que cet envoi:
  - a) n'a pas été livré au destinataire;
  - b) n'a pas été confisqué ou détruit par l'autorité compétente pour infraction à l'article **41**;
  - c) n'a pas été saisi en vertu de la législation du pays de destination.
2. La demande à formuler à cet effet est transmise par voie **postale, télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication approprié** aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour chaque demande, la taxe spéciale prévue à l'article **26**, paragraphe 1, lettre j). Si la demande doit être transmise par **la voie des télécommunications**, l'expéditeur doit payer en outre la **taxe correspondant à ce service**. Si l'envoi se trouve encore dans le pays d'origine, la demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse est traitée selon la législation de ce pays.
3. Chaque Administration est tenue d'accepter les demandes de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse concernant tout envoi de la poste aux lettres déposé dans les services des autres Administrations, si sa législation le permet.
4. Si, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur désire être informé **par la voie des télécommunications** des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse, il doit payer, à cet effet, la **taxe y** relative. En cas d'utilisation de télégrammes, la taxe télégraphique est celle d'un télégramme avec

réponse payée, calculée sur la base de quinze mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe télégraphique perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex.

5. Pour chaque demande de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse concernant plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il n'est perçu qu'une seule des taxes prévues au paragraphe 2.

6. Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut être demandée directement par l'expéditeur au bureau de destination, c'est-à-dire sans l'accomplissement des formalités et sans le paiement de la taxe spéciale prévue au paragraphe 2.

7. Le renvoi à l'origine d'un envoi à la suite d'une demande de retrait a lieu par voie aérienne lorsque l'expéditeur s'engage à payer la surtaxe aérienne correspondante. Lorsqu'un envoi est réexpédié par voie aérienne à la suite d'une demande de modification **ou de correction** d'adresse, la surtaxe aérienne correspondant au nouveau parcours est perçue sur le destinataire et reste acquise à l'Administration distributrice.

#### Article 41 Interdictions

.....

4. L'insertion dans les envois de la poste aux lettres des objets visés ci-dessous est interdite:

.....

d) les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses; (9) toutefois, ne tombent pas sous le coup de cette interdiction les matières biologiques périssables et les matières radioactives visées à l'article 23;

.....

8. Dans les cas où un envoi admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à l'envoi. Cette information doit indiquer de manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné lieu à saisie. **Un envoi admis à tort qui est renvoyé à l'origine doit être accompagné d'une information analogue.** (18)

.....

4) Sont considérés comme «valeurs au porteur» les chèques, les titres au porteur et, d'une manière générale, toutes les valeurs qui peuvent aisément se réaliser aux guichets des banques. Les papiers «représentatifs d'une valeur» tels que les billets de loterie, les timbres-poste et les billets de chemin de fer peuvent être insérés dans les lettres closes ordinaires, tout en demeurant interdits dans les envois à tarif réduit (Congrès du Caire 1934, I 1287).

5) Enquête ordonnée sur demande de l'Adm. de l'Inde en 1929. «Les montres d'or et d'argent (boîtes or et argent) sont-elles comprises sous le terme bijoux?» Les Adm. ayant envisagé la question du point de vue douanier ou commercial répondirent en général par la négative, alors que celles qui ne la considèrent que sous l'angle du transport postal donnèrent le plus souvent une réponse affirmative.

Des montres peuvent être admises dans les petits paquets, à condition qu'elles ne soient pas en or, en argent ou autre métal précieux. Sont également admis dans ces envois les porte-plume réservoir et, d'une manière générale, des objets de même genre, à condition qu'ils ne soient pas en une matière ou un métal précieux, or, argent, etc. (Congrès de Buenos Aires 1939, II 549).

8) A la suite d'une décision du Congrès de Bruxelles 1952, les dispositions des Actes de l'UPU relatives aux stupéfiants ont été examinées par la CEL et par la Commission des stupéfiants de l'ONU. Ces dispositions ont été jugées suffisantes. Les termes «l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants» ont été remplacés par le nouv. libellé «les stupéfiants et les substances psychotropes» qui est celui employé par la Division des stupéfiants des Nations Unies, notamment depuis l'entrée en vigueur, le 16 août 1976, de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1500, prop. 2033.2/Rev 1; v. aussi annot. 8 à l'art. 111 du Régl.).

Lors de l'enquête effectuée par le BI auprès des Adm. sur la contrebande de stupéfiants et de matières psychotropes par la voie postale, à la demande du Comité de contact CCD/UPU et du CE (mai 1983), il est apparu un certain nombre de difficultés, notamment quant à l'attitude à adopter par un pays intermédiaire eu égard à la liberté de transit lorsqu'il est soupçonné que des dépêches closes renferment des stupéfiants et des matières psychotropes. Lors de sa 10<sup>e</sup> réunion, le Comité de contact CCD/UPU a partagé les vues exprimées à ce sujet par le BI quant aux modalités à employer dans pareil cas, bien que le CCD eût préféré procéder à une enquête à ce sujet auprès des administrations douanières. Ces vues ont été présentées au Congrès de Hambourg 1984 sous la forme du vœu C 55, qui a été adopté (II 365, prop. 2500.4). A la suite d'une enquête menée par le CCD auprès de ses membres, celui-ci a estimé que le problème du traitement douanier des opérations de transit doit être étudié par les deux Secrétariats en vue d'une modification partielle du vœu précité, afin de tenir compte notamment de la technique dite de «livraison surveillée». Révisée par le BI dans le sens préconisé, la nouv. version dudit vœu (vœu C 54 reproduit à la fin du présent fasc.) a été adoptée par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 4 – Rapp. 5, prop. 2500.2).

9) Depuis le Congrès de Bruxelles 1952, l'UPU se préoccupe du transport illicite des matières dangereuses par la poste. La CEL et par la suite le CE ont émis plusieurs recommandations pour assurer l'application de l'interdiction de principe énoncée dans cet art., en vue notamment de sauvegarder la sécurité des avions transportant les dépêches postales (circ. 174/1959, 169/1961, 50/1970, 166/1970 et 141/1973). Outre les matières explosibles ou inflammables, il faut considérer comme dangereux les gaz comprimés, les liquides corrosifs, les matières oxydantes et toxiques ainsi que toutes autres substances qui pourraient mettre la vie humaine en danger ou causer des dommages. Sur ce dernier point, l'IATA a manifesté son inquiétude du fait que les envois postaux insérés dans les sacs postaux peuvent contenir des objets dangereux sans que l'on puisse les vérifier et a suggéré que la réglementation de l'UPU en la matière soit harmonisée avec la sienne.

Conscient de l'importance et de l'urgence du problème, le CE a décidé (résolution CE 2/1978) d'inclure la «liste des définitions des objets dangereux établie par l'IATA» dans la Liste des objets interdits, dont elle constitue la quatrième partie (feuilles roses). (Conformément à la résolution CE 1/1983, la liste de l'IATA a été remplacée par la liste de l'OACI.) En outre, le CE a approuvé les mesures éducatives (diapositives, affiches, brochures) élaborées en collaboration avec l'OMS et l'IATA et destinées aux usagers et aux fonctionnaires postaux en vue de l'application efficace de la réglementation (cf. lettres-circ. du BI 3410.8(C)1500 du 4 décembre 1979, 3410.8(C)178 du 8 février 1980, 3410.8(C)1960 du 26 octobre 1989, 3410.8(C)1092 du 8 février 1990 et circ. 302/1989). De plus, une mise en garde contre l'insertion d'objets dangereux dans les envois postaux a été introduite au verso des form. C 1 et C 2/CP 3 (v. annot. à ces form.;

v. également annot. 5 à l'art. 82 concernant les démarches de l'OACI et de l'IATA au sujet de la sécurité du transport aérien).

Pour tenir compte des besoins scientifiques et commerciaux des organismes de recherche et des fabricants privés, le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 15 (III 937 et 938), a chargé le CE d'étudier la possibilité de permettre l'expédition par la poste d'envois contenant une «petite quantité» de certaines matières dangereuses. Les travaux entrepris à ce sujet par le CE en 1988 ont abouti à une fin de non-recevoir par l'IATA, celle-ci ayant fait savoir qu'elle s'oppose, pour le moment, à ce genre de transport par la poste, les opérations de contrôle s'étant avérées difficiles à appliquer et qu'en 1988 elle adoptera dans sa réglementation des dispositions plus restrictives en la matière (v. également Doc du CE 1987, p. 184, ch. 11 à 19).

18) Disposition introduite par le Congrès de Washington 1989 afin que les expéditeurs soient informés des raisons spécifiques du retour à l'origine de petits paquets et de colis qui sont renvoyés parce qu'une partie de leur contenu viole les interdictions et les restrictions du pays de destination. Cette information permettra d'éviter que ce genre d'envois prohibés ne se reproduise et de réduire les demandes d'explications à propos du retour de l'envoi. En outre, une nouv. form. C 33/CP 10bis peut être utilisée à cet effet (II Congrès/C 4 – Rapp. 5, prop. 2036.3).

## Article 42

### Contrôle douanier (1)

L'Administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination sont autorisées à soumettre au contrôle douanier, selon la législation de ces pays, les envois de la poste aux lettres.

---

1) En exécution de la résolution C 27 du Congrès de Vienne 1964, le CE et le Conseil de coopération douanière (II 114, Congrès – Doc 2, ch. 21) ont créé un organe mixte douane/poste – appelé Comité de contact CCD/UPU – pour rechercher les possibilités de simplification des formalités douanières dans le service postal. Reconstitué successivement après les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974, ce Comité de contact a porté son attention principalement sur la revision et l'utilisation des form. de déclaration en douane, sur la réduction du nombre de déclarations C 2/CP 3 à joindre aux envois postaux, sur le traitement douanier des imprimés, sur le système d'acheminement des déclarations en douane afférentes aux colis postaux, etc. (cf. annot. 7 à 10 à l'art. 117 du Règl. de la Conv. et 5 à l'art. 106 du Règl. des colis ainsi que le Congrès – Doc 1, ch. 19, de Rio de Janeiro 1979). En outre, les résultats d'une enquête faite sur les mesures prises tant du côté douane que du côté poste pour instaurer une collaboration entre les autorités douanières et postales à l'échelon national ont été communiqués aux Adm. par lettre-circ. du BI 3710(B 2)1180 du 23 août 1978. A cette lettre-circ. était jointe l'«Annexe concernant les formalités douanières applicables au trafic postal» adoptée par le CCD en 1977 et qui constitue l'Annexe F.4 à sa «Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers», dite «Convention de Kyoto».

Une consultation effectuée par le BI, à l'initiative du Comité de contact CCD/UPU, sur les conditions de dédouanement des envois postaux (y compris les colis) a montré que l'application des normes et recommandations contenues dans l'Annexe F.4 de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto) aiderait à résoudre les problèmes qui se posent au plan national.



Cela étant, le Congrès de Hambourg 1984 a adopté un vœu afin d'inciter les Adm. à intervenir auprès des autorités de leur pays chargées des questions douanières, afin que leur gouvernement ratifie ladite Annexe F.4 à la Convention douanière de Kyoto (II 369, prop. 2000.11, vœu C 40).

## Article 52

### Admission des lettres avec valeur déclarée (1)

.....

1) Par sa recommandation C 65, intitulée «Introduction et extension du service des envois avec valeur déclarée», le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE, le cas échéant en collaboration avec le CCEP, d'examiner:

- la possibilité de rendre obligatoire l'Arr. des valeurs;
- les difficultés qui empêchent certains pays d'adhérer à cet Arr. et d'exécuter le service des colis avec valeur déclarée (II 1450, 1451 et 1453, prop. 4000.1, 4000.3 et 4000.6).

L'étude a été effectuée par le CE, qui a d'abord constaté, à la suite de deux consultations, que les difficultés qui empêchent certaines Adm. d'exécuter les services des lettres et des colis avec valeur déclarée sont principalement les suivantes: absence de tels services en régime intérieur, insuffisance de la demande, manque de personnel qualifié, manque de moyens de sécurité, contrôle douanier et des devises, problème de la responsabilité.

S'agissant de la possibilité de rendre obligatoires les dispositions de l'Arr. des valeurs, il a été admis que le moyen le plus opportun consistait à intégrer ces dispositions dans la Conv., où elles auraient un caractère obligatoire, une réserve étant cependant insérée dans le Prot. de la Conv. en faveur des pays qui ne seraient pas en mesure, immédiatement ou dans un proche avenir, d'exécuter un tel service. Ainsi conçu, le projet d'intégration, soumis par le CE au Congrès de Rio de Janeiro 1979, a fait l'objet de la prop. 2000.1. Dans l'avant-propos à celle-ci, il a été relevé que l'intégration va dans le sens de la recommandation C 65, car elle est susceptible de donner une nouv. impulsion à l'introduction et à l'extension du service des lettres avec valeur déclarée. D'une part, la réglementation relative aux lettres avec valeur déclarée serait unifiée dans toute la mesure possible avec celle des envois de la poste aux lettres et, d'autre part, les pays qui n'ont pas adhéré à l'Arr. des valeurs et qui désireraient exécuter ce service n'auraient plus de formalités diplomatiques d'adhésion à accomplir; il leur suffirait de notifier au BI qu'ils renoncent à la réserve prévue à leur intention dans le Prot. de la Conv.

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la prop. 2000.1, sous réserve toutefois que l'échange des lettres avec valeur déclarée demeure facultatif, l'amendement 2000.19/Rev 1 ayant également été adopté (II 1467, 1535 et 1783). De ce fait, aucune réserve n'a été insérée dans le Prot. de la Conv. en faveur des pays qui n'exécutent pas le service des lettres avec valeur déclarée; les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil de la Convention.

## Article 55

### Avis de réception

1. L'expéditeur d'un envoi recommandé, **d'un envoi à livraison attestée** ou d'une lettre avec valeur déclarée peut demander un avis de réception au moment du dépôt en payant la taxe prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre s). L'avis de réception est renvoyé à l'expéditeur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans des délais normaux, il n'est perçu ni une deuxième taxe, ni la taxe prévue à l'article 47 pour les réclamations.

## Article 60

### Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés et envois à livraison attestée

.....

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1° de la perte d'envois recommandés **ou d'envois à livraison attestée**:

- a) en cas de force majeure; (3) l'Administration dans le service de laquelle la perte a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine, si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste **en cas de perte d'envois recommandés** à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 57, paragraphe 2);
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- c) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 47, paragraphe 1;

2° des envois recommandés **ou des envois à livraison attestée** qui, selon notification de l'Administration du pays de destination, ont été retenus ou saisis en vertu de la législation de ce pays;

3° des envois recommandés **ou des envois à livraison attestée** confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41, paragraphes 2, 3, lettre b), et 4;

4° des envois recommandés **ou des envois à livraison attestée** ayant subi une avarie provenant de la nature du contenu de l'envoi.

.....

---

3) Est généralement considéré comme force majeure, au sens juridique, un événement n'émanant pas des dangers inhérents à l'exploitation même et non imputable à faute d'homme, événement contre lequel, en outre, toutes les prévisions et précautions sont inopérantes et auquel on ne peut pas résister quand il se produit. Cependant, la jurisprudence varie entre des interprétations plus ou moins restrictives (cf. annot. 6

à l'art. 41 de l'Arr. des colis). Le cas de force majeure fut p. ex. admis dans l'arbit. n° 7 du résumé, annot. à l'art. 32 de la Const. traitant du résumé des sentences arbitrales. En général, la perte ou l'avarie de dépêches due à des actes de guerre, y compris la confiscation de dépêches par suite d'opérations de censure militaire, sont considérées comme cas de force majeure (cf. aussi avis du BI, Rapp. 1946, p. 20 et 21).

La question d'une définition de la force majeure a déjà été soulevée plusieurs fois dans les Congrès postaux, sans qu'elle ait pu être résolue (cf., en particulier, Congrès de Stockholm 1924, II 222 à 224). Au Congrès de Paris 1947, une nouv. discussion a eu lieu à ce sujet et une suggestion d'insérer au procès-verbal une mention précisant que «les événements que les mesures usuelles de précaution permettent d'éviter ne sont pas considérés comme relevant de la force majeure» n'a pas été retenue (II 119, prop. 87, et II 330 à 333). Au Congrès de Bruxelles 1952, une prop. tendant à laisser subsister la responsabilité, quand le cas de force majeure est en corrélation avec une faute de service, a été rejetée (II 519 et 520, prop. 155).

## Article 62

### Responsabilité de l'expéditeur (1)

1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres est responsable, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, (2) de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs. (3)

.....

1) L'adoption de cet art. par le Congrès de Vienne 1964 (II 1063, prop. 3143) avait pour but d'introduire pour la poste aux lettres une responsabilité analogue à celle existant depuis le Congrès du Caire 1934 pour les colis postaux. Appelé à donner son avis sur cette disposition, le BI a précisé que les conditions d'application de cet art. sont les suivantes:

- 1° L'envoi endommagé doit appartenir à l'une des catégories pour lesquelles les Adm. assument une responsabilité.
- 2° Il doit y avoir un rapport direct et certain de cause à effet entre l'envoi endommagé et celui qui est à l'origine du dommage.
- 3° Le dommage doit avoir été causé par un envoi à un autre envoi, sans que cela soit dû à une faute ou à une négligence des Adm. ou des transporteurs.
- 4° L'envoi qui a causé le dommage n'est pas conforme aux dispositions concernant le conditionnement ou il est frappé d'interdiction au sens de l'art. 41 de la Conv. A noter que, selon le par. 2 du présent art., l'acceptation par le bureau de dépôt d'un envoi ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

V. avis du BI dans Rapp. 1975, p. 50.

2) L'expression «dans les mêmes limites que les Adm. elles-mêmes» doit être comprise dans le sens que l'indemnité est due jusqu'à concurrence de 24,50 DTS par envoi recommandé endommagé. Quant au paiement de l'indemnité, il incombe soit à l'Adm. d'origine, soit à l'Adm. de destination de l'envoi endommagé, selon le cas, pour le compte de l'Adm. de dépôt de l'envoi qui a causé le dommage et à laquelle il appartient de recouvrer le montant de l'indemnité auprès de l'expéditeur responsable (v. avis du BI dans Rapp. 1975, p. 50).

3) V. avis du BI dans Rapp. 1966, p. 56.

### Article 63

#### Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Envois recommandés

.....

4. Toutefois, si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales. (8)

.....

---

8) Lorsque l'échange des objets recommandés se fait sous le régime de l'inscription globale en vertu d'une entente intervenue conformément aux dispositions de l'art. 160, par. 2, lettre g), du Règl., la charge du paiement de l'indemnité due éventuellement pour la perte d'un objet est également répartie par moitié entre chacune des Adm. d'origine et de destination de la dépêche présumée avoir contenu l'envoi perdu, à moins que la responsabilité d'une Adm. intermédiaire puisse être établie, ou que l'une des Adm. d'origine ou de destination admette ou découvre que la perte a eu lieu dans ses propres services.

Les Adm. ayant souscrit un accord pour traiter globalement les objets recommandés ne peuvent dégager leur responsabilité en arguant de constatations unilatérales permises par une inscription ou une reconnaissance individuelle, même accidentelle, faite par leurs services.

L'inscription en détail de certains recommandés, notamment, constitue une dérogation unilatérale au principe de l'inscription globale et ne peut être invoquée par l'Adm. qui l'a pratiquée pour dégager sa part de responsabilité (Congrès de Tokyo 1969, III 754, vœu C 50).

### Article 66

#### Paiement de l'indemnité. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

.....

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler **trois** mois: (5)

- sans donner de solution définitive à l'affaire ou
- sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte paraissait due à un cas de force majeure (6) ou que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.

.....

---

5) Une Adm. qui a laissé s'écouler une telle période (trois mois) sans répondre à une réclamation ne peut invoquer l'art. 63, par. 4, pour ne prendre à sa charge que la moitié du montant de l'indemnité (v. avis du BI, Rapp. 1974, p. 47).

6) Amendé par le Congrès de Vienne 1964 afin de donner aux Adm. la possibilité de désintéresser sans risque l'expéditeur pour le compte d'une Adm. qui tarde à répondre (II 1063, prop. 3144).

## Article 68

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

.....

3. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour laisser en totalité la charge du dommage à celle qui doit effectuer le paiement à l'ayant droit.

.....

## Article 69

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

.....

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de **trois** mois prévu à l'article 66, paragraphe 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur. (3)

.....

---

3) Si la preuve de la livraison est apportée trop tard, il peut être parfois difficile de récupérer le montant de l'indemnité payée à l'expéditeur (Congrès de Vienne 1964, II 1064, prop. 3074 et 3145).

## Article 70

Attribution des taxes

Sauf les cas prévus par la Convention et les Arrangements, chaque Administration postale garde les taxes qu'elle a perçues.

## Troisième partie

### Transport aérien des envois de la poste aux lettres (1) (5)

#### Titre I

#### Correspondances-avion (7)

#### Chapitre I

#### Dispositions générales

##### Article 82

##### Dépêches-avion

**Les dépêches transportées par la voie aérienne avec priorité sont dénommées «dépêches-avion». Les dépêches-avion peuvent contenir des correspondances-avion et des envois prioritaires de la poste aux lettres. Les dispositions relatives au transport aérien pour les correspondances-avion sont applicables aux envois prioritaires par analogie.**

---

1) Les dispositions actuellement comprises dans la troisième partie de la Conv. ainsi que dans la troisième partie de son Règl. ont été élaborées par la Conf. générale de La Haye 1927 (v. art. 16 de la Const. et annot. 2 ci-après) et ajoutées pour la première fois comme annexes à la Conv. par le Congrès de Londres 1929.

Le Congrès d'Ottawa 1957 s'est prononcé en faveur de l'intégration des «Dispositions concernant la poste aérienne» dans la Conv., sous forme d'un chapitre spécial, et a chargé la CEL de déterminer les modalités à suivre en accord avec cette décision (II 528 à 531, prop. 973, 919 et 615).

Les «Dispositions concernant la poste aérienne» étant elles-mêmes divisées en dispositions générales et dispositions d'exécution, le projet d'intégration élaboré par la CEL visait à transférer les premières dans la Conv. et les dernières dans le Règl., en les plaçant, dans les deux cas, immédiatement après la partie II «Dispositions concernant la poste aux lettres». Le projet d'intégration ainsi conçu a été adopté par le Congrès de Vienne 1964 (II 682 et 1130, prop. 5000).

Les dispositions aériennes ont également fait l'objet de trois revisions:

- 1° Le Congrès de Bruxelles 1952 a confié au BI la revision rédactionnelle des dispositions, avec mission:
- a) de communiquer à toutes les Adm., pour avis, le projet de texte remanié;
  - b) de soumettre ensuite à la CEL, pour examen et approbation éventuelle, le projet définitif devant servir de base aux travaux du prochain Congrès (II 768 et 769, prop. 423).

Ces différentes étapes ont été réalisées et le Congrès d'Ottawa 1957 a adopté le projet définitif qui lui a été soumis par la CEL. De plus, les Adm. ont élaboré leurs prop. à l'intention du Congrès sur la base du texte remanié (II 528, prop. 116).

- 2° Le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE d'une revision quant au fond des dispositions aériennes (II 1199). Les travaux du CE se sont concrétisés par l'élaboration d'une soixantaine de prop. isolées. Ces prop., qui avaient été soumises aux Pays-membres du CE pour avis écrit en 1967, ont été adoptées, dans leur presque totalité, par le Congrès de Tokyo 1969.

- 3° Le Congrès de Washington 1989, à la suite d'une étude conduite par le CE (Congrès – Doc 59), a adopté le principe de l'application dans le service international du système de classification du courrier selon le concept de la priorité/non-priorité, parallèlement au système de classification conventionnel (Conv. et Règl. du Congrès de Hambourg 1984). En conséquence, certaines dispositions tarifaires et opérationnelles de la poste aérienne (Conv. et Règl.) ont été transférées à d'autres art. Il s'agit en particulier des art. suivants:

*Congrès de Hambourg 1984*

Art. 71 (Conv.) transféré à  
 Art. 72 (Conv.) transféré à  
 Art. 73, 74 et 75 (Conv.) transférés à  
 Art. 76 (Conv.) transféré à  
 Art. 77 (Conv.) transféré à  
 Art. 79 (Conv.) transféré à  
 Art. 80 (Conv.) transféré à  
 Art. 81 (Conv.) transféré à  
 Art. 90 (Conv.) transféré à  
 Art. 200 (Règl.) transféré à  
 Art. 201 (Règl.) transféré à  
 Art. 213 (Règl.) transféré à

*Congrès de Washington 1989*

Art. 19 (Conv.)  
 Art. 20 (Conv.) et 126 (Règl.)  
 Art. 21 (Conv.)  
 Art. 30 (Conv.)  
 Art. 29 (Conv.)  
 Art. 37 (Conv.)  
 Art. 39 (Conv.)  
 Art. 40 (Conv.)  
 Art. 21 (Conv.)  
 Art. 114 (Règl.)  
 Art. 114 et 126 (Règl.)  
 Art. 159 (Règl.)

- 5) Le Congrès de Bruxelles 1952 a émis le vœu que l'OACI procède à une étude approfondie de la question du transport par avion des matières dangereuses (II 633, prop. 334). L'OACI ayant fait connaître que la solution au problème relève en premier lieu des transporteurs, la CEL a procédé à un échange de vues avec l'IATA, qui avait établi un projet de règlement à l'intention de ses compagnies membres. A sa session de 1956, la CEL a été saisie d'une requête de l'IATA visant à faire accorder les dispositions postales avec sa propre réglementation qui était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1956. Après délibération, la CEL a estimé que l'art. 59 de la Conv. de Bruxelles (art. 41 actuel) renferme une prescription de portée plus générale, plus rigoureuse même que celle de l'IATA et que, par conséquent, aucune modification ne paraissait justifiée (Doc de la CEL 1956, p. 548).

En 1959, toutefois, pour donner satisfaction aux demandes parvenues de l'IATA et d'autres instances, la CEL a décidé de recommander aux Adm. de mettre à exécution certaines mesures complémentaires en vue de renforcer, dans la mesure de leurs compétences, la sécurité du transport aérien postal (circ. 174/1959 et 169/1961).

En 1970, à la suite d'une explosion qui s'est produite à bord d'un avion du fait du déclenchement d'un dispositif placé dans un sac postal, l'IATA et l'OACI ont évoqué un autre aspect du problème – celui soulevé par les actes d'intervention illicite dirigés contre l'aviation civile (v. circ. 50/1970). Au vu de certaines résolutions prises par l'Assemblée générale de l'OACI à sa 17<sup>e</sup> session (extraordinaire) en juin 1970 et qui touchaient directement les envois postaux (circ. 166/1970), le CE 1972 a décidé de s'adresser aux Adm. pour connaître les mesures de sécurité prises à tous les échelons par les différents pays. Les résultats de cette enquête ont été diffusés par circ. 141/1973.

En 1974 et 1988, le problème s'est de nouveau posé sur un plan plus général, l'IATA ayant réitéré sa demande que l'UPU harmonise sa réglementation avec celle établie par les transporteurs, pour éviter que des matières dangereuses ou potentiellement dangereuses soient confiées à la poste aérienne sans que l'on puisse les identifier.

En ce qui concerne les mesures prises par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour résoudre ce problème, à la suite des travaux effectués conjointement avec l'IATA et l'OMS, puis par le CE en 1989 à la suite des travaux du Comité de contact IATA/UPU, v. annot. 9 à l'art. 41 ainsi que les résolutions C 12 et C 65, reproduites à la fin du présent fasc.

- 7) Par sa résolution C 97, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'entreprendre une étude sur la base de plusieurs prop. tendant à fixer dans les Actes, d'une part, le principe du droit de l'Adm. de transit aux frais occasionnés par le réacheminement par avion du courrier de surface en provenance d'autres Adm. et, d'autre part, le niveau de cette rémunération (III 960).

Une enquête menée en septembre 1981 a permis au CE de constater que les Adm. tierces n'interviennent que rarement dans le réacheminement par avion du courrier de surface et que les cas de l'espèce sont réglés par des accords bilatéraux. Une nette tendance s'est alors dégagée en faveur du statu quo. Lors d'une seconde enquête effectuée en 1982 sur plusieurs aspects de la maximalisation, un grand nombre

d'Adm. s'est toutefois exprimé en faveur de l'introduction d'une réglementation générale et simple pour le courrier de surface transporté par la voie aérienne.

Le plan adopté à cet effet par le CE a été adopté par le Congrès de Hambourg 1984 (II 503 et 511).

## Article 83

### Acheminement des correspondances-avion et des dépêches-avion en transit (3)

.....

3) En exécution de la décision C 61 du Congrès de Lausanne 1974, qui charge le CE d'examiner, sous tous ses angles, la question de l'acheminement et du transbordement des dépêches-avion, le CE a procédé, en août 1976, à une consultation détaillée des Adm. Il a également pris contact avec l'IATA, qui a consulté à son tour ses compagnies membres.

L'enquête a fait apparaître une certaine tendance en faveur de l'assouplissement des dispositions en matière de réacheminement en faveur de l'Adm. d'origine des dépêches. Il a cependant été objecté que l'utilisation d'une voie autre que celle empruntée par ses propres dépêches peut occasionner des dépenses supplémentaires pour l'Adm. intermédiaire et perturber ses services d'exécution; par ailleurs, la législation en vigueur dans certains pays ne permet pas la remise du courrier à toutes les compagnies aériennes. Aussi, le CE a-t-il renoncé à recommander une modification de fond du par. 3 actuel (v. cependant annot. 5 ci-après).

Par contre, une majorité plus importante des Adm. a été favorable à l'idée de soustraire de l'autorisation de l'Adm. intermédiaire le transbordement direct des dépêches entre deux compagnies aériennes différentes, pourvu que l'Adm. du pays de transit en soit informée. Pour sa part, l'IATA a fait savoir que les transporteurs sont disposés à assurer les transbordements directs intercompagnies en insistant cependant sur le fait qu'il appartient à chaque transporteur de prendre une décision à ce sujet, selon le cas. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a accepté, sur prop. du CE, d'adopter la procédure énoncée au par. 4 du présent art. (II 1659, prop. 3065.1).

Soucieux de favoriser le déroulement de cette nouvelle procédure, le Congrès a également approuvé la formule d'application pratique ci-après, convenue entre le CE et l'IATA et destinée à servir de cadre aux accords indispensables à réaliser entre Adm. et transporteurs sur le plan national:

#### **Formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes**

*A. Transbordement direct des dépêches-avion entre appareils de deux lignes successives de la même compagnie aérienne*

- 1° L'Adm. qui désire le transbordement direct de ses dépêches entre deux lignes successives de la même compagnie aérienne dans l'aéroport du pays d'une autre Adm. s'entend avec le représentant local de cette compagnie sur les modalités du transbordement.
- 2° L'Adm. expéditrice des dépêches peut s'entendre avec la compagnie intéressée pour leur réacheminement par un vol subséquent de cette même compagnie si, pour une raison ou une autre, le transbordement initialement prévu ne peut s'effectuer.
- 3° Si l'Adm. expéditrice des dépêches n'a pas fourni les indications visées sous le point 2°, la compagnie doit remettre ces dépêches immédiatement aux services postaux à l'aéroport de transbordement, à moins qu'elle ne soit en mesure de les faire réacheminer dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée à cet aéroport (les dépêches doivent être remises aux services postaux dès que la compagnie aérienne constate l'impossibilité de les faire réacheminer dans ce délai).



*B. Transbordement direct des dépêches-avion entre appareils de deux compagnies aériennes différentes*

- 1° L'Adm. qui désire le transbordement direct de ses dépêches-avion entre deux compagnies aériennes différentes dans l'aéroport du pays d'une autre Adm. saisit le représentant de la première compagnie de tous les renseignements y relatifs.
- 2° Si la première compagnie accepte de transporter les dépêches sur la première partie du parcours et estime que le temps pour le transbordement à l'aéroport de transit est suffisant, elle prend contact avec le représentant de la seconde compagnie prévue.
- 3° Avant d'accepter le transport des dépêches sur la seconde partie du parcours, le deuxième transporteur s'assure que, dans des conditions normales, rien ne s'oppose à leur réacheminement par la liaison demandée (capacité disponible, droits commerciaux, etc.).
- 4° Ayant obtenu l'accord du second transporteur, le premier en informe l'Adm. expéditrice des dépêches, laquelle avise l'Adm. intermédiaire du transbordement convenu avant de procéder à l'expédition des dépêches en question.
- 5° L'Adm. expéditrice des dépêches peut s'entendre avec la première compagnie pour leur réacheminement par un vol ultérieur, à préciser, si, pour une raison ou une autre, le transbordement initialement prévu ne peut s'effectuer.
- 6° Si l'Adm. expéditrice des dépêches n'a pas fourni les indications visées sous le point 5°, la première compagnie doit remettre ces dépêches immédiatement aux services postaux à l'aéroport de transbordement, à moins qu'elle ne soit en mesure de les faire réacheminer dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée à cet aéroport (les dépêches doivent être remises aux services postaux dès que la compagnie aérienne constate l'impossibilité de les faire réacheminer dans ce délai).
- 7° L'Adm. expéditrice s'entend avec le premier transporteur sur le nombre d'exemplaires du bordereau de livraison AV 7 à lui remettre si le nombre exigé pour le transbordement dépasse celui prévu par le Règl. de la Conv. de l'UPU, ainsi que sur la remise d'un exemplaire supplémentaire de l'enveloppe AV 6.
- 8° A la suite d'un changement d'horaire des compagnies aériennes, l'Adm. expéditrice revoit avec le premier transporteur les dispositions prises pour le transbordement et, le cas échéant, avise l'Adm. intermédiaire de toute modification intervenue.

Par sa résolution C 70, le Congrès de Hambourg 1984 demande aux Adm. de veiller au respect de la formule d'application pratique, notamment en ce qui concerne l'information préalable à donner à l'Adm. intermédiaire (II 514 et 515, prop. 4000.3 et 4000.11). Cette même résolution prévoit la mise au point par le CE à sa session 1985 d'un bordereau de livraison de remplacement à l'usage des compagnies aériennes qui s'occupent du réacheminement des dépêches-avion destinées à être transbordées directement mais qui ne sont pas accompagnées d'un bordereau AV 7. Les travaux sur la question au sein du Comité de contact IATA/UPU ont abouti à la mise au point dudit bordereau de substitution AV 7/C 18bis (Congrès de Washington 1989, II Congrès/C 6 – Rapp. 2, prop. 4607.1, et circ. 213/1989), qui est imprimé et utilisé par les compagnies aériennes et dont un modèle figure à la fin du présent fasc.

## Article 85

### Taux de base et calcul des frais de transport aérien relatifs aux dépêches closes

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 0,568 millième de DTS au maximum par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme. (1)

2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont calculés d'après le taux de base effectif (inférieur et au plus égal au taux de base fixé au paragraphe 1) et les distances kilométriques mentionnées dans la «Liste des distances

aéropostales», d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut de ces dépêches; il n'est pas tenu compte, le cas échéant, du poids des sacs collecteurs.

3. Les frais dus au titre du transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont, s'il y a lieu, fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix unitaire inclut tous les frais de transport aérien à l'intérieur du pays, quel que soit l'aéroport d'arrivée des dépêches, **moins les frais de transport correspondants par voie de surface**. Il est calculé sur la base **des** taux effectivement **payés** pour le **transport** du courrier à l'intérieur du pays de destination, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau intérieur. La distance moyenne pondérée est **calculée par le Bureau international** en fonction du poids brut de toutes les dépêches-avion arrivant au pays de destination, y compris le courrier qui n'est pas réacheminé par voie aérienne à l'intérieur de ce pays. (5)

4. Les frais dus au titre du transport aérien, entre deux aéroports d'un même pays, des dépêches-avion en transit peuvent également être fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix est calculé sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien du courrier à l'intérieur du pays de transit, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau aérien intérieur du pays de transit. La distance moyenne pondérée est déterminée en fonction du poids brut de toutes les dépêches-avion transitant par le pays intermédiaire.

5. Le montant des frais visés aux paragraphes 3 et 4 ne peut dépasser dans l'ensemble ceux qui doivent être effectivement payés pour le transport.

6. Les prix pour le transport aérien international et intérieur, obtenus en multipliant le taux de base effectif par la distance et servant à calculer les frais visés aux paragraphes 2, 3 et 4, sont arrondis au décime supérieur lorsque le nombre formé par le chiffre des centièmes et celui des millièmes est égal ou supérieur à 50; ils sont arrondis au décime inférieur dans le cas contraire.

---

1) En ce qui concerne la méthode de calcul des taux de base max. par kg-km fixés au par. 1, les études entreprises à ce sujet par la CEL et le CE peuvent se résumer comme suit:

a) Le Congrès de Bruxelles 1952 a décidé de renvoyer à la CEL une étude de caractère théorique du problème des variations des taux de base du transport aérien (II 712 et 715).

La S.-Comm. instituée par la CEL pour cette étude a constaté que le problème dans son ensemble comportait deux parties distinctes: d'une part, examiner si les taux fixés pour le transport du courrier étaient en harmonie avec le prix de revient et, d'autre part, faire varier ces taux si possible en adoptant une échelle mobile qui établirait un lien étroit entre ces deux éléments. Pour cette dernière partie, la S.-Comm. a estimé que la stabilité relative connue depuis quelques années dans le coût d'exploitation ne justifiait point la création d'une échelle mobile et qu'au surplus son adoption entraînerait des difficultés considérables pour les Adm. sur le plan pratique.

Quant à l'objet principal de l'étude, la S.-Comm. a établi des principes et méthodes généraux servant à déterminer des taux équitables pour le transport du courrier, la structure du système reposant en premier lieu sur le coût moyen des compagnies aériennes par t-km réalisée. Etant donné que ce coût

moyen concernait toutes les catégories de trafic aérien, il a fallu donc apporter divers ajustements pour aboutir au coût du transport aérien sur le plan international. La S.-Comm. était également d'accord que le taux de base ainsi obtenu devrait être réparti entre les deux catégories de courrier, à savoir les LC et les autres objets (AO, Jx et CP).

La CEL a admis en principe les conclusions retenues par la S.-Comm., mais a laissé aux Adm. le soin de déterminer leur position. Le rapport de la S.-Comm., intitulé «Etude des variations des taux de base du transport aérien», a été diffusé aux Adm. en septembre 1956 et un complément d'information (portant le même titre) en 1957 (v. comptes rendus analytiques de la CEL de 1956, p. 15, et de 1957, p. 17).

Le Congrès d'Ottawa 1957 a fixé un taux unifié de 1 fr-or par t-km pour les AO et les CP en supprimant la catégorie des Jx (II 571 et 572, prop. 625).

- b) Le Congrès d'Ottawa 1957 a chargé la CEL de «poursuivre l'étude entreprise au sujet des taux de base du transport aérien» (II 60 et 628). Il s'agissait de nouveau d'une étude théorique qui consistait à réévaluer les données du rapport de 1956. La CEL a décidé de diffuser le nouveau rapport, intitulé «Etude des taux du transport aérien», aux Adm. en précisant que la réévaluation avait été faite sur la base de quelques exemples cités à titre illustratif (Congrès de Vienne 1964, II 202 et 203).

Le Congrès d'Ottawa 1957 a également chargé la CEL de rechercher les simplifications qui pourraient être apportées au calcul des frais de transport aérien, notamment sur la base des échelons de distances, ou des taux uniques par pays de destination, etc. (II 1158, prop. 627, 955, 956, 957 et 244). En ce qui concerne les échelons de distance, la CEL a conclu que cette formule provoquerait des pertes financières, soit pour les Adm., soit pour les compagnies aériennes, sans pour autant aboutir à des économies effectives dans les frais de comptabilité. S'agissant des taux dits de «pays à pays», la CEL a été d'avis qu'un tel système ne pourrait être généralisé ni prévu dans la Conv., mais pourrait tout au plus être conçu à titre facultatif et pour certaines liaisons directes (Congrès de Vienne 1964, II 203).

- c) Par sa résolution C 31, le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE et le CCEP d'une étude plus approfondie de la question, en insistant sur l'importance accrue que revêt le transport du courrier par la voie aérienne et la nécessité de rechercher par tous les moyens possibles les conditions favorables au développement du trafic, tout en sauvegardant les intérêts respectifs des Adm. et des compagnies aériennes (III 300 et 301).

Au terme des travaux effectués selon cette résolution, le CE et le CCEP ont proposé comme principe directeur à suivre en fait de taux celui de l'«utilisation de l'avion comme moyen normal de transport du courrier». Quant à la méthode générale à adopter pour l'établissement des taux, il a été proposé de les calculer «d'après les dépenses d'exploitation des compagnies aériennes mondiales, ces dépenses étant exprimées en coûts unitaires par t-km réalisée et ajustées en excluant certains éléments étrangers à la poste et en ajoutant certaines redevances supplémentaires» (Congrès de Tokyo 1969, II 469 à 502, Congrès – Doc 15).

En plus, le CE a formulé pour la première fois une prop. concrète fondée sur ces conclusions et tendant à fixer un taux mondial de 3 fr-or par t-km pour les LC, le taux des AO restant inchangé à 1 fr-or. Le Congrès de Tokyo 1969 a adopté cette prop. (II 1394 à 1397, prop. 4000). De ce fait, le taux de 4 fr-or, applicable depuis le Congrès de Bruxelles 1952 aux envois LC transportés par les lignes extra-européennes, a été supprimé (cf. Actes de Vienne 1964, Code annoté, 1<sup>er</sup> fasc., p. 238 et 239, annot. 6 et 7).

- d) En approuvant le Congrès – Doc 15 (cf. lettre c) ci-dessus), le Congrès de Tokyo 1969 a pris la résolution C 71, qui charge le CE de procéder à la révision des taux de base en tenant compte des principes directeurs et des méthodes énoncés dans le Congrès – Doc 15 et de réexaminer, d'entente avec le CCEP, les ajustements apportés aux éléments constitutifs de ces taux (III 763).

En exécutant cette étude conjointement avec le CCEP, le CE a décidé de compléter le principe directeur admis par le Congrès de Tokyo 1969 par la notion de «sauvegarder les intérêts des trois parties en cause, à savoir les Adm., les usagers de la poste et les transporteurs» (décision CE 7/1972). La méthode générale de calcul adoptée au Congrès de Tokyo 1969 a été retenue.

En 1973, ayant accompli les différentes étapes de la révision, le CE a proposé de ramener de 3 à 2,80 fr-or par t-km le taux des LC (Congrès de Lausanne 1974, II 315, Congrès – Doc 9). A sa session de février 1974, toutefois, informé par l'OACI et l'IATA de la hausse considérable et imprévue du coût du carburant intervenue au cours du second semestre de 1973 et ses incidences à longue échéance sur les coûts unitaires des compagnies aériennes, le CE a décidé de retirer cette prop. et de recommander le maintien du taux existant de 3 fr-or (Congrès de Lausanne 1974, II 353 et 354, Congrès – Doc 9/Add. 1). Le Congrès de Lausanne 1974 a suivi cette recommandation (II 1421 à 1423).

- e) La résolution C 62 du Congrès de Lausanne 1974 (III 883 à 886) a chargé le CE de procéder, en collaboration avec le CCEP, à la révision des taux de base du transport aérien en examinant plusieurs méthodes et formules, ainsi que la possibilité de fixer un taux LC/AO/CP ou un taux LC/AO avec un taux distinct pour les CP.

Ayant étudié diverses possibilités, le CE a accepté, sur prop. du CCEP, de continuer à calculer les taux de transport aérien d'après les dépenses d'exploitation unitaires des compagnies aériennes (v. lettre c) ci-dessus). Des divergences sont toutefois apparues tant au sein du CE que dans les échanges avec l'IATA concernant l'application de cette formule; néanmoins, un accord a été réalisé au sein du Comité de contact IATA/UPU en 1978, à partir de valeurs tirées de différentes variantes de la formule, sur un taux moyen de 1,74 fr par t-km. Ayant réexaminé la question en février 1979, le CE a renoncé à recommander au Congrès de Rio de Janeiro 1979 l'utilisation d'une formule quelconque en proposant le taux moyen de 1,74 fr par t-km issu des négociations avec l'IATA (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 870, Congrès – Doc 23).

Pour l'examen de la possibilité d'adopter un taux LC/AO/CP ou un taux LC/AO, le CE a recueilli d'une centaine d'Adm. des données statistiques sur la répartition de leur courrier aérien international régi par les taux «UPU» entre les catégories LC, AO et CP. Ces données ont permis d'illustrer les incidences financières pour ces Adm. de l'adoption d'un taux unique LC/AO/CP de 1,74 fr ainsi que celles de l'application d'une série de taux différenciés (LC/AO, CP; LC et AO/CP). A sa session de février 1979, le CE a décidé de soumettre cinq de ces solutions, y compris le taux unique LC/AO/CP, au Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 871 et 873 à 886, Congrès – Doc 23). En juin 1979, l'IATA a demandé à l'UPU de revoir et d'ajuster le taux de 1,74 fr par t-km en raison de l'augmentation inattendue du prix du carburant survenue depuis 1978 et de la perspective de nouv. hausses à plus long terme (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 887 à 890, Congrès – Doc 23/Add. 1).

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a cependant adopté le taux unique LC/AO/CP de 1,74 fr par t-km proposé par le CE (II 1637 à 1651, prop. 3071.4).

- f) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a pris la résolution C 30 concernant la poursuite des travaux sur la fixation des taux de transport aérien du courrier (III 905).

En 1980, l'IATA a demandé une réévaluation urgente du taux de 1,74 fr-or adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 en invoquant de nouveau la hausse du prix du carburant.

A sa session 1982, le CE, ayant fait le point de la situation, a jugé inopportun de consulter les Adm. à ce sujet d'après la procédure fixée dans le Règl. gén. pour l'examen des prop. présentées entre deux Congrès.

Par ailleurs, aucune des études réalisées conjointement avec l'IATA et visant à trouver une méthode de calcul du taux de base du transport aérien n'a débouché sur une solution acceptable aux deux parties. Enfin, estimant que l'IATA n'avait pas présenté des arguments suffisamment valables pour justifier une augmentation du taux de 1,74 fr-or, le CE a recommandé, à sa session 1984, le maintien du statu quo. Cette recommandation a été acceptée par le Congrès de Hambourg 1984 (II 505, Congrès – Doc 17).

- g) Par sa résolution C 45 (II 506 et 510, prop. 4000.6), le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE de continuer de suivre la question du taux de base du transport aérien sur un plan général.

- h) Cependant, l'étude de trois systèmes de taux dégressifs entreprise par le CE (v. Doc du CE 1989, p. 165 à 168) n'a pas permis de recommander une quelconque méthode au Congrès de Washington 1989, qui a décidé finalement de maintenir le statu quo (II Congrès/C 6 – Rapp. 3, prop. 4000.4 et Congrès – Doc 63).

- 5) Le par. 3 combiné avec le texte du par. 4 de l'art. 82 définit le système adopté au Congrès d'Ottawa 1957 en ce qui concerne les frais de transport aérien intérieur (cf. annot. 3 à l'art. 82). Il s'agit de fixer un taux uniforme applicable à toutes les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé en tout ou en partie par voie aérienne (II 578 et 767).

Pour faciliter l'établissement des prix unitaires, qui doivent être déterminés en fonction de tout le courrier reçu au pays de destination, y compris celui qui n'est pas effectivement réacheminé par voie aérienne, le Congrès de Vienne 1964 a introduit la notion de «distance moyenne pondérée» (II 1176, prop. 5041).

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 ayant adopté un taux unique LC/AO/CP (v. annot. 1, lettre e)), il convient d'établir une distance moyenne pondérée pour les corr.-avion (LC/AO), d'une part, et les CP, d'autre part, et de fixer, s'il y a lieu, un prix unitaire distinct pour les CP.

Les deux exemples ci-après illustrent le calcul des prix unitaires par kg des LC/AO.

## Exemples:

1° Une Adm. reçoit d'autres Adm. à son aéroport international de A, pendant une certaine période, 10 000 kg brut de courrier.

Son réseau aérien comporte deux lignes, à savoir:

- ligne de A à C de 700 km avec escale à B, situé à 300 km de A et à 400 km de C;
- ligne de A à D de 1200 km.

En supposant que la répartition du courrier est comme suit:

– courrier pour A (soit courrier à l'adresse de la ville de A ou courrier réexpédié par voie de surface)	kg
– courrier pour B	4500
– courrier pour C	500
– courrier pour D	1800
	3200

l'établissement de la distance pondérée se présente ainsi:

courrier pour A:	4 500 kg x	0 km =	0 kg-km
courrier pour B:	500 kg x	300 km =	150 000 kg-km
courrier pour C:	1 800 kg x	700 km =	1 260 000 kg-km
courrier pour D:	3 200 kg x	1 200 km =	3 840 000 kg-km
	10 000 kg		5 250 000 kg-km

$$\text{Distance moyenne pondérée: } \frac{5\,250\,000}{10\,000} = 525 \text{ km}$$

En supposant que le taux effectivement payé pour le transport aérien intérieur est de 1,50 millième de fr par kg-km, le prix unitaire par kg est:

$$525 \times 0,0015 \text{ fr-or} = 0,80 \text{ fr-or}$$

2° Si l'Adm. reçoit à un deuxième aéroport international de M, pendant la même période, 6000 kg brut de courrier, on procède comme il est indiqué sous 1° afin de déterminer le nombre des kg-km parcourus. En admettant que le nombre des kg-km entrant en ligne de compte est de 3 950 000, le calcul de la distance moyenne pondérée se présente ainsi:

courrier débarqué à l'aéroport de A:	10 000 kg	5 250 000 kg-km
courrier débarqué à l'aéroport de M:	6 000 kg	3 950 000 kg-km
	16 000 kg	9 200 000 kg-km

$$\text{Distance moyenne pondérée: } \frac{9\,200\,000}{16\,000} = 575 \text{ km}$$

$$\text{Prix unitaire par kg: } 575 \times 0,0015 \text{ fr-or} = 0,90 \text{ fr-or}$$

On procède de la même manière si le courrier international arrive à plusieurs aéroports internationaux.

Il faut rappeler que, dans les deux exemples ci-dessus, la distance moyenne pondérée est établie d'après le poids du courrier reçu de l'étranger pendant une certaine période fixée au gré de l'Adm. intéressée. Une augmentation ou une diminution du poids total des dépêches venant de l'étranger n'affecte pas la distance moyenne pondérée, à condition que les proportions du courrier destiné aux différents bureaux (A, B, C, etc.) restent inchangées. En revanche, si la répartition du poids total des dépêches entre les différents bureaux subit des modifications importantes, il convient de refaire le calcul de la distance moyenne pondérée. Dans tous les cas, les frais de transport aérien intérieur relatifs à cette nouv. distance moyenne pondérée sont soumis aux dispositions de l'art. 87.

## Article 86

Calcul et décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert

1. Les frais de transport aérien relatifs aux correspondances-avion en transit à découvert sont calculés, en principe, comme il est indiqué à l'article 85, para-

graphe 2, mais d'après le poids net de ces correspondances. Ils sont fixés sur la base d'un certain nombre de tarifs moyens ne pouvant dépasser 10 et dont chacun, relatif à un groupe de pays de destination, est déterminé en fonction du tonnage du courrier débarqué aux diverses destinations de ce groupe. Le montant de ces frais, qui ne peut dépasser ceux qui doivent être payés pour le transport, est majoré de 5 pour cent.

2. Le décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert a lieu, en principe, d'après les données de relevés statistiques établis **annuellement, conformément aux dispositions de l'article 214, paragraphe 1.**

3. Le décompte s'effectue sur la base du poids réel lorsqu'il s'agit de correspondances mal acheminées, déposées à bord des navires ou transmises à des fréquences irrégulières ou en quantités trop variables. Toutefois, ce décompte n'est établi que si l'Administration intermédiaire demande à être rémunérée pour le transport de ces correspondances.

#### Article 88

##### Paielement des frais de transport aérien

1. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont, sauf les exceptions prévues aux paragraphes 2 et 4, payables à l'Administration du pays dont relève le service aérien emprunté.

2. Par dérogation au paragraphe 1:

- a) les frais de transport peuvent être payés à l'Administration du pays où se trouve l'aéroport dans lequel les dépêches-avion ont été prises en charge par l'entreprise de transport aérien, sous réserve d'un accord entre cette Administration et celle du pays dont relève le service aérien intéressé;
- b) l'Administration qui remet des dépêches-avion à une entreprise de transport aérien peut régler directement à cette entreprise les frais de transport pour une partie ou la totalité du **parcours**.

.....

#### Article 89

##### Frais de transport aérien des dépêches ou des sacs déviés ou mal acheminés

1. L'Administration d'origine d'une dépêche déviée en cours de route doit payer les frais de transport de cette dépêche relatifs aux parcours réellement suivis.

2. Elle règle les frais de transport jusqu'à l'aéroport de déchargement initialement prévu sur le bordereau de livraison lorsque:
  - la voie d'acheminement réelle n'est pas connue;
  - les frais pour les parcours réellement suivis n'ont pas encore été réclamés;
  - la déviation est imputable à la compagnie aérienne ayant assuré le transport.
3. Les frais supplémentaires résultant des parcours réellement suivis par la dépêche déviée sont remboursés dans les conditions suivantes:
  - a) par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement;
  - b) par l'Administration qui a perçu les frais de transport versés à la compagnie aérienne ayant effectué le débarquement en un lieu autre que celui qui est indiqué sur le bordereau de livraison AV 7.
4. Les paragraphes 1 à 3 sont applicables par analogie, lorsqu'une partie seulement d'une dépêche est débarquée à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau AV 7.
5. L'Administration d'origine d'une dépêche ou d'un sac mal acheminé par suite d'une erreur d'étiquetage doit payer les frais de transport relatifs à tout le parcours aérien, conformément à l'article 84, paragraphe 1, lettre a).

## Article 90

### Frais de transport aérien du courrier perdu ou détruit

En cas de perte ou de destruction du courrier par suite d'un accident survenu à l'aéronef (1) ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien du courrier perdu ou détruit. (2)

---

1) Le terme «aéronef» s'entend, dans les Actes de l'Union, de la même façon que «avion».

2) Disposition convenue avec l'IATA lors de la réunion du Comité de contact IATA/UPU à Cheltenham (Grande-Bretagne) en 1951 et adoptée par le Congrès de Bruxelles 1952. La rémunération est due pour le transport aérien des envois perdus ou détruits jusqu'à l'aéroport où ils sont chargés sur l'avion accidenté (II 721, 722 et 724, prop. 1011). Les termes «ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien» ont été introduits, sous une forme légèrement différente, par le Congrès d'Ottawa 1957 pour couvrir les cas de perte ou de destruction du courrier par suite d'une négligence ou d'une erreur du service aérien (II 619, prop. 949).

#### Article 91

##### Echange par la voie aérienne des dépêches de surface

1. Les Administrations ont la faculté d'expédier par avion, avec priorité réduite, les dépêches de courrier de surface, sous réserve de l'accord des Administrations qui reçoivent ces dépêches dans les aéroports de leur pays.
2. Lorsque les dépêches-surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par avion par les soins d'une autre Administration, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées.
3. Les dépêches-surface transportées par avion peuvent être transbordées directement entre deux compagnies aériennes différentes dans les conditions prévues à l'article 83, paragraphe 4.



## Article 107

### Délai de conservation des documents

1. Les documents du service international doivent être conservés pendant une période minimale de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent. Cependant, si les documents sont reproduits sur microfilm, microfiche ou un support analogue, ils peuvent être détruits dès qu'il est constaté que la reproduction est satisfaisante. (1)

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, laisse s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

---

(1) Cette phrase a été ajoutée par le Congrès de Hambourg 1984 afin que soit introduite dans la Conv. l'utilisation d'une technologie dont il est fait usage couramment (II 377, prop. 2507.1).

## Article 117

### Envois soumis au contrôle douanier

1. Les envois à soumettre au contrôle douanier doivent être revêtus d'une étiquette verte gommée, conforme au modèle C 1 ci-annexé, ou pourvus d'une étiquette volante du même modèle. L'étiquette gommée C 1 est apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Avec l'autorisation de l'Administration d'origine, les usagers peuvent utiliser des enveloppes ou des emballages portant préimprimé, à l'endroit prévu pour l'emplacement de l'étiquette C 1, un fac-similé de celle-ci dont les dimensions et la couleur doivent être conformes à l'étiquette C 1. Si la valeur du contenu déclarée par l'expéditeur excède 300 DTS ou si l'expéditeur le préfère, les envois sont en outre accompagnés de déclarations en douane séparées conformes au modèle C 2/CP 3 ci-annexé et au nombre prescrit; dans ce cas, la partie supérieure de l'étiquette C 1 est seule apposée sur l'envoi.

.....

## Article 119


### Conditionnement. Emballage

.....

3. Les envois contenant des médicaments urgents **ou des substances chimiques de référence** doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du

destinataire, d'une étiquette de couleur vert clair portant la mention et le symbole suivants:

Symbole et inscription en noir



**U R G E N T**

Fond vert clair

☐ MÉDICAMENTS<sup>1</sup>  
☐ SUBSTANCES CHIMIQUES  
DE RÉFÉRENCE<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Cocher la case qui convient

(Dimensions 62 × 44 mm)

.....

## Article 122

### Conditionnement. Matières radioactives

.....

2. L'emballage extérieur des envois contenant des matières radioactives doit être muni par l'expéditeur de la mention apparente et durable «Matières radioactives. Quantités admises au transport par la poste», mention qui est barrée d'office en cas de renvoi de l'emballage à l'origine. (4) De plus, il doit porter, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, une mention bien apparente demandant le retour des envois en cas de non-livraison.

3. L'expéditeur doit indiquer sur l'emballage intérieur son nom et son adresse ainsi que le contenu de l'envoi.

.....

---

4) Marquage extérieur adopté par le Congrès de Hambourg 1984 en lieu et place de l'étiquette blanche portant la mention «Matières radioactives», dont la suppression a été demandée par l'AIEA pour éviter toute confusion avec les étiquettes blanches prescrites par sa propre réglementation (II 503, prop. 2521.1). Le Congrès de Hambourg 1984 a également adopté la résolution C 17 (II 503, prop. 2000.13, et III 939), afin de permettre l'application anticipée de cette procédure pour le cas où le règlement révisé de l'AIEA entrerait en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1986, cas qui ne s'est cependant pas produit.

## Article 132

### Petits paquets

.....

3. Il est aussi permis d'y insérer tout autre **document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle**, pourvu qu'il ne soit pas adressé à un destinataire et ne provienne pas d'un expéditeur autres que ceux du petit paquet **et que la réglementation intérieure de l'Administration intéressée le permette**. L'Administration d'origine décide si le ou les documents insérés répondent à ces conditions. Il en est de même pour l'insertion dans les petits paquets des disques phonographiques, des bandes, des fils soumis ou non à un enregistrement sonore ou visuel, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou autres moyens semblables ainsi que des cartes QSL. (5)

---

5) Disposition adoptée par le Congrès de Tokyo 1969, en premier lieu pour résoudre le problème de la classification tarifaire des envois énumérés ci-après:

- 1° envois admis comme papiers d'affaires avant la mise à exécution des Actes du Congrès de Vienne 1964;
- 2° envois «Phonopost», supprimés en tant que catégorie particulière par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1299, prop. 2001);
- 3° cartes du système mécanographique revêtues d'informations et bandes magnétiques (étude entreprise par le CE en application de la résolution C 25 du Congrès de Vienne 1964; v. annot. 17 à l'art. 128);
- 4° cartes QSL (confirmations de liaison radiophonique). Il s'agit en l'occurrence de cartes préimprimées que les radiophonistes amateurs utilisent pour se communiquer le résultat de leurs observations en les complétant d'indications manuscrites codées (v. également annot. 7 à l'art. 129).

Outre leur nature assez indéterminée quant à leur caractère de correspondance actuelle et personnelle, ces envois présentent tous la particularité commune d'être souvent d'un poids relativement élevé (les cartes QSL et les cartes perforées sont fréquemment expédiées groupées par un office centralisateur). En cas de transport aérien, l'application de la surtaxe des LC aboutit à une taxe globale très élevée.

Cela étant, le Congrès de Tokyo 1969 a estimé qu'il convenait de laisser à l'Adm. d'origine le soin de décider si les doc, disques, bandes, etc., expédiés dans des petits paquets ou des colis postaux peuvent être considérés comme n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle et s'ils répondent aux conditions d'admission prévues pour ces catégories d'envois.

Ainsi, dans les conditions fixées à l'art. 132, par. 3, du Règl. de la Conv. et à l'art. 20, lettre a), ch. 3°, de l'Arr. des colis, les envois considérés sont admis au tarif des petits paquets ou des colis (II 1377 et 1429, prop. 3060 et 6028).

## Article 138

### Avis de réception

.....

2. Les envois visés au paragraphe 1 sont accompagnés d'une formule de la consistance d'une carte postale, de couleur rouge clair, conforme au modèle C 5 ci-annexé. L'expéditeur inscrit, en caractères latins et autrement qu'au crayon ordinaire, son nom et son adresse au recto de la formule et, au verso, les indications

relatives à l'envoi et au destinataire conformément à la contexture de la formule. Celle-ci est complétée au recto par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Administration expéditrice puis fixée solidement à l'envoi; si la formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

.....

6. A la demande de l'expéditeur, un avis de réception qui n'a pas été renvoyé dans des délais normaux est réclamé gratuitement au moyen de la formule C 9. Un duplicata de l'avis de réception, portant au recto en caractères très apparents la mention «Duplicata», est joint à la réclamation C 9. Cette dernière est traitée selon l'article **151**. La formule C 5 reste attachée à la réclamation C 9 **pour remise ultérieure au réclamant**.

#### Article 148

Retrait. Modification **ou correction** d'adresse

1. Toute demande de retrait d'**envois, de modification ou de correction** d'adresse donne lieu à l'établissement, par l'expéditeur, d'une formule conforme au modèle C 7 ci-annexé; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. En remettant cette demande au bureau de poste, l'expéditeur doit justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le récépissé de dépôt. Après la justification dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante:

- a) si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée si possible d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi, est expédiée directement au bureau de destination, sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface);
- b) si la demande doit être faite par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication**, la formule est déposée au service **correspondant** chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste de destination.

2. Toute demande de modification **ou de correction** d'adresse relative à une lettre avec valeur déclarée formulée **par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication** doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue au paragraphe 1, lettre a); la formule C 7 doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande télégraphique **ou transmise par un autre moyen de télécommunication** du ...»; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique **ou transmise par un autre moyen de télécommunication** sans attendre la confirmation postale.

3. A la réception de la formule **C 7, du télégramme ou du message reçu par un autre moyen de télécommunication** en tenant lieu, le bureau destinataire recherche l'envoi signalé et donne à la demande la suite nécessaire.

4. La suite donnée par le bureau de destination à toute demande de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse est communiquée immédiatement au bureau d'origine, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au moyen de la partie «Réponse» de la formule C 7, établie d'office si la demande a été transmise par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication**. Le bureau d'origine prévient le réclamant. Il en est de même dans les cas ci-après :

- recherches infructueuses;
- envoi déjà remis au destinataire;
- demande par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication** insuffisamment explicite pour permettre d'identifier sûrement l'envoi;
- envoi confisqué, détruit ou saisi.

Si l'expéditeur d'une demande expédiée par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication** a demandé d'être informé par **un moyen analogue**, la réponse est envoyée par cette voie au bureau d'origine qui prévient le réclamant le plus rapidement possible.

5. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des demandes, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise de son Administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné; ladite notification doit comporter le nom de ce bureau.

6. Si l'échange des demandes s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, un double de la demande peut, en cas d'urgence, être expédié directement par le bureau d'origine au bureau de destination. Il doit être tenu compte des demandes expédiées directement, c'est-à-dire que les envois concernés sont exclus de la distribution jusqu'à l'arrivée de la demande de l'Administration centrale.

7. Les Administrations qui usent de la faculté prévue au paragraphe 5 prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale **ou par voie de télécommunication**, des communications à échanger avec le bureau de destination. Le recours à la voie télégraphique **ou à un service analogue** est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau de destination ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

#### Article 149

Retrait. Modification **ou correction** d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande

1. Tout bureau qui reçoit une demande de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse introduite conformément à l'article 38, paragraphe 3, de la Convention vérifie l'identité de l'expéditeur de l'envoi. Il transmet la formule C 7 au bureau

d'origine ou de destination de l'envoi. Il s'assure notamment que l'adresse de l'expéditeur figure bien à l'endroit prévu à cette fin sur la formule C 7 afin de pouvoir, le moment venu, communiquer à cet expéditeur la suite donnée à sa demande ou, selon le cas, lui restituer l'envoi faisant l'objet du retrait.

2. Si le retrait concerne un envoi recommandé ou une lettre avec valeur déclarée, le récépissé de dépôt doit être **présenté** par l'expéditeur **et** la formule **C 7** doit être revêtue de la mention «Vu l'**original** du récépissé de **dépôt**». **Avant d'être rendu à l'expéditeur, le récépissé de dépôt** est muni de la mention suivante: «Demande de **retrait (de modification ou de correction** d'adresse) déposée le ... au bureau de ...». Cette indication est appuyée de l'empreinte du timbre à date du bureau qui reçoit la demande.

3. Toute **demande introduite par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication** dans les conditions prévues au paragraphe 1 est adressée directement au bureau de destination de l'envoi. Si, toutefois, elle se rapporte à un envoi recommandé ou à une lettre avec valeur déclarée, une formule C 7, **revêtue des mentions «Vu l'original du récépissé de dépôt» et «Demande télégraphique ou transmise par un autre moyen de télécommunication** déposée le ... au bureau de ...» doit, en outre, être envoyée au bureau d'origine de l'envoi. Après en avoir vérifié les indications, le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C 7, au crayon de couleur, la mention «Confirmation de la demande télégraphique **ou transmise par un autre moyen de télécommunication** du ...» et la transmet au bureau de destination. Le bureau de destination retient l'envoi recommandé ou la lettre avec valeur déclarée jusqu'à la réception de cette confirmation.

4. Pour permettre de prévenir l'expéditeur, le bureau de destination de l'envoi informe le bureau qui reçoit la demande de la suite qui lui a été donnée. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un envoi recommandé ou d'une lettre avec valeur déclarée, cette information doit passer par le bureau d'origine de l'envoi. En cas de retrait, l'envoi retiré est annexé à cette information.

5. L'article **148** est applicable, par analogie, au bureau qui reçoit la demande et à son Administration.

## Article 151

Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

1. Toute réclamation relative à un envoi recommandé ou à une lettre avec valeur déclarée est établie sur une formule conforme au modèle C 9 ci-annexé qui doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'envoi rédigé sur une petite feuille de papier mince. La formule de réclamation doit être

remplie avec tous les détails que comporte la contexture et d'une manière très lisible, de préférence en lettres capitales latines et en chiffres arabes. Autant que possible, cette formule doit être remplie à la machine à écrire. Pour la recherche des envois recommandés échangés selon le système de l'inscription globale, le numéro et la date d'expédition de la dépêche doivent être portés sur la formule de réclamation C 9 **ou être fournis selon une modalité convenue entre l'Administration d'origine et celle de destination.**

2. Si la réclamation concerne un envoi contre remboursement, elle doit être accompagnée, en outre, d'un duplicata de mandat R 3, R 6 ou R 8 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement ou d'un bulletin de versement, selon le cas.

3. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur et expédiés par la même voie à l'adresse du même destinataire.

4. La réclamation, pourvue des données d'acheminement, est transmise de bureau à bureau, en suivant la même voie que l'envoi; cette transmission a lieu d'office sans lettre d'envoi et sous enveloppe fermée et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous recommandation.

5. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, dûment pourvues des données d'acheminement, à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

6. Si l'Administration d'origine ou l'Administration de destination le demande, la réclamation est transmise directement du bureau d'origine au bureau de destination.

7. Si, lors de la réception de la réclamation, le bureau de destination ou, suivant le cas, l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule au tableau 3. En cas de livraison retardée, de mise en instance ou de renvoi à l'origine, le motif est indiqué succinctement sur la formule C 9.

8. L'Administration qui ne peut établir ni la remise au destinataire ni la transmission régulière à une autre Administration ordonne immédiatement l'enquête nécessaire. Elle consigne obligatoirement sa décision concernant la responsabilité au tableau 4 de la formule C 9.

9. La formule dûment complétée dans les conditions prévues aux paragraphes 7 et 8 est renvoyée par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous recommandation à l'adresse indiquée à la fin de la formule ou, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établie.

10. Toute Administration intermédiaire qui transmet une formule C 9 à l'Administration suivante est tenue d'en informer l'Administration d'origine au moyen d'une formule conforme au modèle C 9bis ci-annexé. (9) Si, dans un délai d'un mois, l'Administration d'origine n'a pas reçu la formule C 9bis, elle adresse à l'Administration concernée un rappel appuyé d'une copie de la formule C 9.

11. Si une réclamation n'est pas parvenue en retour dans un délai de deux mois, un duplicata de la formule C 9, muni des données d'acheminement, est adressé à l'Administration centrale du pays de destination. Le duplicata doit porter bien visiblement la mention «Duplicata» et mentionner également la date d'expédition de la réclamation originale.

12. La formule C 9 et les pièces qui y sont jointes, y compris la déclaration du destinataire établie sur une formule conforme au modèle C 32 ci-annexé et certifiant la non-réception de l'envoi recherché, doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé, dans le plus bref délai et au plus tard dans un délai de **trois** mois à partir de la date de la réclamation originale.

**13. Si l'expéditeur fait valoir que, malgré la communication reçue de l'Administration de destination que l'envoi a été régulièrement remis, le destinataire insiste qu'il n'a pas reçu l'envoi en question, l'Administration de destination est tenue de fournir, sur demande expresse de l'Administration d'origine, une confirmation de la remise par lettre, avis de réception C 5 ou autre moyen, signé conformément à l'article 138, paragraphe 4, ou 139, selon le cas.**

14. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux cas de spoliation de dépêche, manque de dépêche ou autres cas semblables qui comportent un échange de correspondances plus étendu entre les Administrations.

15. Si la transmission télégraphique d'une réclamation est demandée, un télégramme est adressé, en lieu et place de la formule C 9, directement au bureau de destination ou, le cas échéant, soit à l'Administration centrale du pays de destination, soit à un bureau spécialement désigné. Si l'expéditeur a demandé d'être avisé par voie télégraphique, la réponse est transmise par cette voie au service ayant introduit la réclamation télégraphique; sinon, la réponse peut être donnée par voie postale. Si la réclamation télégraphique ne permet pas de déterminer le sort de l'envoi dont il s'agit, la réclamation doit être reprise par voie postale en utilisant la formule C 9 avant d'examiner le droit à l'indemnité.

---

9) Sous le régime des Actes des Congrès précédents, un avis de réexpédition d'une form. C 9 n'était prescrit que pour les colis postaux. Le Congrès de Tokyo 1969 a élargi cette pratique aux envois de la poste aux lettres recommandés et aux lettres avec valeur déclarée (II 1380, prop. 3134).



## Article 159

### Confection des dépêches

.....

3. Les dépêches, y compris celles qui sont composées exclusivement de sacs vides, sont renfermées dans des sacs dont le nombre doit être réduit au strict minimum. Ces sacs doivent être en bon état pour protéger leur contenu; ils doivent également être convenablement clos, de préférence avec des plombs, et étiquetés. Les scellés peuvent aussi être en métal léger ou en matière plastique, à condition que leur fermeture soit telle qu'elle ne puisse être ouverte sans traces de violation. Toutefois, dans les relations entre les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les sacs renfermant uniquement des envois AO non recommandés **et des envois non prioritaires non recommandés** ainsi que des sacs vides peuvent ne pas être plombés; il en est de même des sacs contenant des LC ou AO non recommandés s'ils sont transportés dans un conteneur plombé par service direct ou s'ils sont acheminés par un pays d'embarquement qui les met dans un tel conteneur pour le pays de destination. Lorsqu'il est fait usage de ficelle, celle-ci, avant d'être nouée, doit être passée deux fois autour du col du sac, de manière qu'un des deux bouts soit tiré par-dessous les enroulements. **Après être plombés, les bouts de la ficelle ne doivent pas ressortir du plomb plus que nécessaire, c'est-à-dire pour que la ficelle ne puisse pas être relâchée ou enlevée sans endommager le plomb.** Les empreintes des scellés doivent reproduire, en caractères latins très lisibles, le nom du bureau d'origine ou une indication suffisante pour permettre de déterminer ce bureau.

4. **Pour la confection des dépêches-avion, il est fait usage des sacs visés à l'article 203, paragraphe 1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les sacs-avion sont utilisés également pour les dépêches prioritaires.**

5. Les sacs doivent indiquer d'une façon lisible, en caractères latins, le bureau ou le pays d'origine et porter la mention «Postes» ou toute autre analogue les signalant comme dépêches postales.

.....

## Article 167

### Étiquetage des dépêches

1. Les étiquettes des sacs doivent être confectionnées en toile suffisamment rigide, matière plastique, carton fort, parchemin ou en papier collé sur une planchette et être munies d'un œillet. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes au modèle C 28 ci-annexé. Dans les relations entre bureaux limitrophes, il peut être fait usage d'étiquettes en papier fort; celles-ci doivent toutefois avoir une consistance suffisante pour résister aux diverses manipulations imposées aux dépêches en cours d'acheminement. Les étiquettes sont confectionnées dans les couleurs suivantes:

- a) en rouge vermillon, pour les sacs contenant des envois recommandés, des lettres avec valeur déclarée et/ou la feuille d'avis;
- b) en blanc, pour les sacs ne contenant que des envois ordinaires des catégories ci-après:
  - 1° lettres et cartes postales expédiées par voie de surface et aérienne;
  - 2° envois mixtes (lettres, cartes postales, journaux et écrits périodiques et autres envois);
  - 3° journaux déposés en nombre par les éditeurs ou leurs agents et expédiés par voie de surface seulement, à l'exception de ceux qui sont renvoyés à l'expéditeur; la mention «Journaux» ou l'indication «Jx» doit être portée sur l'étiquette blanche, lorsque les sacs ne contiennent que des envois de cette catégorie. Les Administrations d'origine ont la faculté d'insérer également dans les sacs à étiquette blanche, portant la mention «Journaux» ou l'indication «Jx», les écrits périodiques d'actualité publiés au moins une fois par semaine et déposés en nombre, auxquels elles appliquent dans leur régime intérieur le traitement prioritaire accordé aux journaux;
- c) en bleu clair, pour les sacs contenant exclusivement des imprimés, des cécogrammes, des petits paquets ordinaires, **des envois non prioritaires, sauf quand il convient d'utiliser les étiquettes prescrites sous lettre a),** et des écrits périodiques autres que ceux qui sont mentionnés sous lettre b), chiffre 3°. La mention «Ecrits périodiques» peut être portée sur l'étiquette bleue lorsque les sacs ne contiennent que des envois de cette catégorie;
- d) en vert, pour les sacs contenant seulement des sacs vides renvoyés à l'origine.

.....

8. Les étiquettes portent l'indication imprimée en petits caractères latins du nom du bureau expéditeur et, en caractères latins gras, du nom du bureau de destination, précédés respectivement des mots «de» et «pour», ainsi que, dans la mesure du possible, l'indication de la voie de transmission et, si les dépêches empruntent la voie maritime, le nom du paquebot. Le nom du bureau de destination est également imprimé en petits caractères, dans le sens vertical, de chaque côté de l'œillet de l'étiquette. **Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées,** ces indications sont complétées **par le** numéro de la dépêche, **le poids du sac et, le cas échéant, le port de débarquement de la dépêche.**

9. **Le poids du sac est arrondi à l'hectogramme supérieur quand la fraction de l'hectogramme est égale ou supérieure à 50 grammes et arrondi à l'hectogramme inférieur dans le cas contraire.**

10. Les bureaux intermédiaires ne doivent porter aucun numéro d'ordre sur les étiquettes des sacs ou des paquets de dépêches closes en transit.

.....

#### Article 168

##### Acheminement des dépêches et établissement des bulletins d'essai

.....

3. Afin de déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission d'une dépêche, le bureau d'échange d'origine peut adresser au bureau de destination de cette dépêche un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 ci-annexé. Ce bulletin doit être inséré dans la dépêche et joint à la feuille d'avis, sur laquelle sa présence est signalée par une croix dans la case correspondante du tableau V. Si, lors de l'arrivée de la dépêche, la formule C 27 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai dûment complété par le bureau de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), **soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.**

.....

#### Article 169

##### Remise des dépêches

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison conforme au modèle C 18 ci-annexé. Ce bordereau est établi en deux exemplaires. Le premier est destiné au bureau réceptionnaire, le deuxième au bureau cédant. Le bureau réceptionnaire donne décharge sur le deuxième exemplaire du bordereau de livraison et renvoie immédiatement cet exemplaire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

.....

7. Pour la remise des dépêches-surface transportées par voie aérienne, le bordereau C 18 est remplacé par un bordereau de livraison de couleur blanche conforme au modèle C 18bis ci-annexé, établi conformément à l'article 222. **En ce qui concerne les dépêches-avion, voir l'article 206.**

8. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation.

.....

## Article 170

### Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche doit vérifier non seulement l'origine et la destination des sacs composant la dépêche et inscrits sur le bordereau de livraison, mais aussi la fermeture et le conditionnement des sacs portant des étiquettes rouges, **ainsi que l'exactitude des informations figurant sur le bordereau de livraison. Il vérifie également, par échantillonnage ou systématiquement, le poids indiqué sur l'étiquette C 28 ou AV 8bis, les données du bureau d'origine étant tenues pour valables si elles diffèrent de 200 grammes ou moins des poids constatés.**

2. Lorsqu'un bureau intermédiaire reçoit une dépêche en mauvais état, il doit en vérifier le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact et la remettre telle quelle sous un nouvel emballage. Ce bureau doit reporter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention «Remballé à ...». Il établit un bulletin de vérification conforme au modèle C 14 ci-annexé en se conformant aux paragraphes 6, 9 et 12 et insère une copie de celui-ci dans la dépêche remballée.

3. Dès réception d'une dépêche, le bureau de destination vérifie si elle est complète et si les inscriptions de la feuille d'avis et, le cas échéant, des feuilles d'envoi VD 3 et des listes spéciales d'envois recommandés sont exactes. Il s'assure que le sac extérieur et le paquet, l'enveloppe ou le sac intérieur contenant des lettres avec valeur déclarée ne présentent aucune anomalie quant à leur état extérieur et que leur confection a eu lieu selon l'article 163; il procède au pointage du nombre des lettres avec valeur déclarée et à la vérification individuelle de celles-ci. Il contrôle si la dépêche est arrivée dans l'ordre de son expédition. En cas de manque d'une dépêche ou d'un ou plusieurs sacs en faisant partie, de lettres avec valeur déclarée, d'envois recommandés, d'une feuille d'avis, d'une feuille d'envoi, d'une liste spéciale d'envois recommandés, ou lorsqu'il s'agit de toute autre irrégularité, le fait est constaté immédiatement par deux agents. Ceux-ci font les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes en ayant soin, le cas échéant, de biffer les indications erronées, mais de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. A moins d'une erreur évidente, les rectifications prévalent sur la déclaration originale. En cas de manque de la feuille d'avis, d'une feuille d'envoi ou d'une liste spéciale, le bureau d'arrivée doit établir, en outre, une feuille d'avis, une feuille d'envoi ou une liste spéciale supplémentaire ou prendre exactement note des lettres avec valeur déclarée ou des envois recommandés reçus.

4. A l'ouverture des dépêches, les éléments constitutifs de la fermeture (plombs, cachets, scellés, ficelles, étiquettes) doivent rester unis. Pour atteindre ce but, la ficelle est coupée en un seul endroit.

5. Lorsqu'un bureau reçoit des feuilles d'avis, des feuilles d'envoi ou des listes spéciales qui ne lui sont pas destinées, il envoie au bureau de destination par la voie

la plus rapide (aérienne ou de surface) ces documents ou, si sa réglementation le prescrit, des copies certifiées conformes.

6. Les irrégularités constatées sont signalées immédiatement, au moyen d'un bulletin de vérification établi en double exemplaire, au bureau d'origine de la dépêche et, s'il y a eu transit, au dernier bureau intermédiaire qui a transmis la dépêche en mauvais état, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dès vérification complète de la dépêche. Les indications de ce bulletin doivent spécifier aussi exactement que possible de quel sac, pli, paquet ou envoi il s'agit. Si la dépêche contient des liasses munies d'étiquettes C 30 et AV 10 prévues respectivement à l'article 159, paragraphe 1, et à l'article 203, paragraphe 1, ces étiquettes doivent, en cas d'irrégularités, être jointes au bulletin de vérification. Lorsqu'il s'agit d'irrégularités importantes permettant de présumer une perte ou une spoliation, l'état dans lequel l'emballage de la dépêche a été trouvé doit être indiqué, d'une manière aussi détaillée que possible, sur le bulletin de vérification.

**7. La constatation, lors de la vérification, d'une quelconque irrégularité ne peut en aucun cas motiver le retour d'un envoi ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenu dans la dépêche examinée, sauf application de l'article 24 de la Convention.**

8. Les irrégularités constatées à la réception d'une dépêche contenant des lettres avec valeur déclarée font immédiatement l'objet de réserves envers le service cédant. La constatation d'un manquant, d'une altération ou de toutes autres irrégularités de nature à engager la responsabilité des Administrations du chef des lettres avec valeur déclarée est immédiatement signalée par télex (10) ou télégramme au bureau d'échange expéditeur ou au service intermédiaire. En outre, un procès-verbal conforme au modèle VD 4 ci-annexé est établi. L'état dans lequel l'emballage de la dépêche a été trouvé doit y être indiqué. Le procès-verbal est envoyé, sous recommandation, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est en même temps adressé soit à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange réceptionnaire, soit à tout autre organe de direction désigné par elle.

9. Dans les cas d'irrégularités mentionnés aux paragraphes 6 et 8, et à moins d'impossibilité motivée, le sac, l'enveloppe, avec les ficelles, étiquettes, cachets, plombs ou scellés de fermeture, ainsi que tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les lettres avec valeur déclarée et les envois recommandés étaient insérés, de même que l'emballage des envois endommagés dont la remise pourrait être obtenue du destinataire, sont gardés intacts pendant six semaines à compter de la date de la vérification et sont transmis à l'Administration d'origine si celle-ci le demande.

10. Lorsque la transmission des dépêches a lieu par l'entremise d'un transporteur, le bordereau de livraison C 18, C 18bis ou AV 7 sur lequel sont mentionnées les

irrégularités constatées à la prise en charge des dépêches par l'Administration intermédiaire ou de destination doit être autant que possible contresigné par le transporteur ou son représentant. Les exemplaires du bordereau C 18, C 18bis ou AV 7 – troisième et quatrième exemplaire du bordereau C 18 prévu à l'article **169** et quatrième et cinquième exemplaire des bordereaux AV 7 et C 18bis prévus à l'article **206** – doivent obligatoirement comporter la mention des réserves prises à l'encontre du service transporteur. Dans le cas de transport de dépêches par conteneur, ces réserves portent uniquement sur l'état du conteneur, de ses éléments de fermeture et de ses scellés.

**11.** Sans préjudice de l'application des dispositions des paragraphes **8** et **9**, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant une lettre avec valeur déclarée avariée ou insuffisamment emballée doit y donner cours en observant les règles suivantes:

- a) s'il s'agit d'un dommage léger ou d'une destruction partielle des scellés, il suffit de sceller la lettre avec valeur déclarée de nouveau pour assurer le contenu, à la condition toutefois que, de toute évidence, le contenu ne soit ni endommagé, ni, d'après la constatation du poids, amoindri. Les scellés existants doivent être respectés; s'il y a lieu, les lettres avec valeur déclarée doivent être remballées en maintenant autant que possible l'emballage primitif; le cas échéant, le remballage peut être effectué par l'insertion de la lettre endommagée dans un sac muni d'une étiquette et plombé. Dans ces cas, il est inutile de sceller de nouveau la lettre endommagée. L'étiquette du sac doit porter la mention «Lettre avec valeur déclarée endommagée», ainsi que les renseignements suivants: numéro d'enregistrement, bureau d'origine, montant de la valeur déclarée, nom et adresse du destinataire, empreinte du timbre à date et signature de l'agent ayant ensaché l'envoi;
- b) si l'état de la lettre avec valeur déclarée est tel que le contenu ait pu en être soustrait, le bureau doit procéder à l'ouverture d'office de l'envoi lorsque la législation du pays ne s'y oppose pas et à la vérification du contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal VD 4 dont une copie est jointe à la lettre avec valeur déclarée; celle-ci est remballée;
- c) dans tous les cas, le poids de la lettre avec valeur déclarée à l'arrivée et le poids après réfection doivent être constatés et indiqués sur l'enveloppe; cette indication est suivie de la mention «Scellé d'office à ...» ou «Remballé à ...», d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant apposé les scellés ou effectué le remballage.

**12.** Dans les cas prévus aux paragraphes 2, 3 et 5, le bureau d'origine et, le cas échéant, le dernier bureau d'échange intermédiaire peuvent, en outre, être avisés par télégramme aux frais de l'Administration qui expédie celui-ci. Un avis télégraphique doit être émis toutes les fois que la dépêche présente des traces évidentes de spoliation, afin que le bureau expéditeur ou intermédiaire procède sans aucun retard à l'instruction de l'affaire et, le cas échéant, avise également par télégramme l'Administration précédente pour la continuation de l'enquête.

13. Lorsque l'absence d'une dépêche est le résultat d'un défaut de coïncidence des courriers ou lorsqu'elle est dûment expliquée sur le bordereau de remise, l'établissement d'un bulletin de vérification n'est nécessaire que si la dépêche ne parvient pas au bureau de destination par le prochain courrier.

14. Dès l'arrivée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, il y a lieu d'adresser à ces bureaux par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

15. Lorsqu'un bureau réceptionnaire auquel la vérification de la dépêche incombait n'a pas fait parvenir au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), un bulletin constatant des irrégularités quelconques, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu la dépêche et son contenu. La même présomption existe pour les irrégularités dont la mention a été omise ou signalée d'une manière incomplète dans le bulletin de vérification; il en est ainsi lorsque les dispositions du présent article concernant les formalités à remplir n'ont pas été observées.

16. Les bulletins de vérification et les pièces annexées sont transmis sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Lorsque l'Administration d'origine a demandé d'obtenir les objets visés au paragraphe 9, ceux-ci, accompagnés d'une copie du bulletin de vérification, peuvent être envoyés sous pli recommandé par voie de surface, si les deux Administrations intéressées n'ont pas convenu de les transmettre par voie aérienne.

17. Les bulletins de vérification sont expédiés dans des enveloppes portant, en lettres apparentes, la mention «Bulletin de vérification». Ces enveloppes peuvent être soit préalablement imprimées, soit signalées au moyen d'un timbre reproduisant avec netteté ladite mention.

18. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification renvoient ceux-ci **au bureau d'échange d'où ils émanent** le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu. Si ces bulletins ne sont pas renvoyés dans le délai **d'un mois** à compter de la date de leur expédition **ou bien si l'Administration d'origine n'est pas avisée dans ce délai des enquêtes qui pourraient s'avérer encore nécessaires ou de l'envoi supplémentaire des documents nécessaires**, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment **acceptés**.

---

10) Il s'impose de profiter des moyens de télécommunications, lors de la signalisation des irrégularités d'une certaine importance, notamment celles qui concernent les envois avec valeur déclarée (Congrès de Lausanne 1974, II 1458, prop. 4508.2 et Congrès – Doc 20).

### Article 173

#### Renvoi des sacs vides

.....

3. Le renvoi est effectué entre les bureaux d'échange désignés à cet effet. Les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour les modalités du renvoi. Dans les relations à longue distance, elles ne doivent, en règle générale, désigner qu'un seul bureau chargé d'assurer la réception des sacs vides qui leur sont renvoyés.

4. Les sacs vides doivent être roulés en paquets convenables; le cas échéant, les planchettes à étiquettes ainsi que les étiquettes en toile, parchemin ou autre matière solide doivent être placées à l'intérieur des sacs. Les paquets doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'où les sacs ont été reçus, chaque fois qu'ils sont renvoyés par l'intermédiaire d'un autre bureau d'échange.

5. Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant des envois de la poste aux lettres; dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs scellés, ou non scellés (dans les relations avec les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet), étiquetés au nom des bureaux d'échange. Les étiquettes doivent porter la mention «Sacs vides».

.....

7. Si le contrôle exercé par une Administration établit que des sacs lui appartenant n'ont pas été renvoyés à ses services dans un délai supérieur à celui qui est nécessité par la durée des acheminements (aller et retour), elle est en droit de réclamer le remboursement de la valeur des sacs prévue au paragraphe 8. Ce remboursement ne peut être refusé par l'Administration en cause que si elle est en mesure de prouver le renvoi des sacs manquants.

8. Chaque Administration fixe, périodiquement et uniformément pour toutes les espèces de sacs qui sont utilisés par ses bureaux d'échange, une **valeur en DTS** et la communique aux Administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international. En cas de remboursement, il est tenu compte du coût de remplacement des sacs.

.....

### Article 200

Décompte des frais de douane, etc., avec l'Administration de dépôt des envois francs de taxes et de droits

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque Administration pour le compte d'une autre est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels conformes au modèle C 26 ci-annexé, qui sont établis par l'Adminis-



tration créancière dans la monnaie de son pays. Les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

.....

## Article 203

### Confection des dépêches-avion

1. Les **dépêches-avion doivent** être confectionnées au moyen de sacs entièrement bleus ou à larges bandes bleues et portant les indications visées à l'article 159, paragraphe 5. (2) Pour les correspondances-avion expédiées en petit nombre, il peut être fait usage d'enveloppes conformes au modèle AV 9 ci-annexé, confectionnées soit avec du papier fort de couleur bleue, soit en matière plastique ou autre et portant une étiquette bleue.

.....

3. Le conditionnement et le texte des étiquettes des sacs-avion doivent être conformes aux modèles AV 8 ci-annexés. (4) Les étiquettes proprement dites ou les fiches facultatives visées à l'article 167, paragraphe 5, doivent avoir les couleurs prescrites à l'article 167, paragraphe 1, lettres a) à d).

.....

---

2) En ce qui concerne la confection des sacs-avion, le Congrès de Bruxelles 1952 a recommandé aux Adm., quand elles utilisent pour le transport des envois postaux par voie aérienne des sacs qui ne sont pas fabriqués en une matière incombustible, de faire procéder à leur ignifugeage (II 767). Pour sa part, le Congrès de Lausanne 1974 a émis le vœu C 59 (III 881) que les Adm. munissent les sacs destinés à la confection des dépêches-avion d'un rebord renforcé, d'une épaisseur min. de 8 mm, afin que le nœud de ficelle ne puisse être enlevé et remplacé sans que des traces apparaissent (v. également circ. BI 115/1977 et 26/1978).

4) Par son vœu C 9, le Congrès de Vienne 1964 a demandé aux Adm. d'utiliser la form. AV 8 telle qu'elle est prévue au par. 3 actuel et de la remplir en caractères lisibles, en majuscules d'imprimerie, et d'une manière précise (II 1180, prop. 5100). Le Congrès de Lausanne 1974 a approuvé l'utilisation sur les form. AV 8 des sigles de l'IATA (codes à trois lettres) pour désigner l'aéroport de destination et, le cas échéant, celui de transbordement (II 1443, prop. 3908.1). Cette mesure, qui est destinée à faciliter le travail des compagnies aériennes et autres organismes appelés à traiter les dépêches dans les aéroports et diminuer ainsi le risque de fourvoiement, a été étendue, par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, à toutes les form. relatives aux dépêches-avion et qui ne sont pas transportées à l'intérieur des sacs postaux (II 1660, prop. 3907.1). Les codes de l'IATA sont reproduits, à titre d'information, dans la Liste des distances aéropostales (troisième et quatrième partie).

## Article 206

### Bordereaux de livraison AV 7

1. Les dépêches à remettre à l'aéroport sont accompagnées de cinq exemplaires, par escale aérienne, d'un bordereau de livraison de couleur blanche, conforme au modèle AV 7 ci-annexé.

2. Ces cinq exemplaires du bordereau de livraison AV 7 sont répartis de la façon suivante:

- a) un exemplaire, signé contre remise des dépêches par la compagnie aérienne ou l'organisme chargé du service terrestre, est conservé par le bureau expéditeur;
- b) deux exemplaires sont conservés à l'aéroport d'embarquement par la compagnie transportant les dépêches;
- c) deux exemplaires sont insérés dans une enveloppe confectionnée en papier de couleur bleu clair, conforme au modèle AV 6 ci-annexé, pour être transportés dans la sacoche de bord de l'avion ou autre sac spécial où sont conservés les documents de bord. A l'arrivée à l'aéroport de débarquement des dépêches, ces deux exemplaires sont utilisés comme suit:
  - le premier, dûment signé contre livraison des dépêches, est conservé par la compagnie aérienne ayant transporté les dépêches;
  - le deuxième accompagne les dépêches au bureau de poste auquel le bordereau de livraison AV 7 est adressé.

3. Les bordereaux de livraison AV 7 transmis électroniquement par le transporteur aérien peuvent être acceptés au bureau d'échange d'arrivée lorsque les deux exemplaires visés au paragraphe 2, lettre c), ne sont pas immédiatement disponibles. Dans cette éventualité, deux exemplaires du bordereau AV 7 sont signés par le représentant de la compagnie aérienne à l'aéroport de destination avant remise à l'Administration de réception. Un exemplaire du bordereau AV 7 est signé par l'Administration de réception en tant que reçu des dépêches et conservé par le transporteur aérien. Le deuxième exemplaire du bordereau AV 7 accompagne les dépêches jusqu'au bureau de poste auquel le bordereau AV 7 est adressé.

**4. Les Administrations peuvent s'entendre entre elles pour l'utilisation systématique du courrier électronique ou de tout autre moyen de télécommunication approprié pour transmettre les bordereaux de livraison AV 7 entre le bureau qui établit le document et le bureau qui le reçoit.**

5. Lorsque les dépêches-avion sont transmises par voie de surface à une Administration intermédiaire pour être réacheminées par la voie aérienne, elles sont accompagnées d'un bordereau de livraison AV 7, à l'intention du bureau intermédiaire. Un bordereau de livraison AV 7 est également établi à l'intention du pays de destination pour les dépêches-avion réacheminées par voie de surface.

## Article 209

### Transbordement des dépêches-avion

1. En principe, le transbordement des dépêches en cours de route, dans un même aéroport, est assuré par l'Administration du pays où il a lieu.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque le transbordement s'effectue entre:
  - a) les appareils de deux lignes successives de la même compagnie aérienne ou
  - b) les appareils de deux compagnies aériennes différentes, selon l'article 83, paragraphe 4, de la Convention.
3. **Dans les cas visés au paragraphe 2, les sacs de dépêches peuvent être munis, en plus des étiquettes prévues pour le transport aérien du courrier, d'une étiquette AV 8ter du modèle ci-annexé.**

## Article 210

### Mesures à prendre lorsqu'un transbordement direct des dépêches-avion ne peut s'effectuer comme prévu

1. Si, à l'aéroport de transbordement, les dépêches qui ont été signalées sur les documents comme devant être transbordées directement n'ont pu être réacheminées par le vol prévu, la compagnie aérienne remet immédiatement ces dépêches aux agents postaux de l'aéroport de transbordement en vue de leur réacheminement par les voies les plus rapides (aériennes ou de surface).
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque:
  - a) l'Administration qui expédie les dépêches a pris les dispositions nécessaires pour assurer leur réacheminement par un vol ultérieur;
  - b) en l'absence des dispositions visées sous la lettre a), la compagnie aérienne chargée de la remise des dépêches est en mesure de les faire réacheminer dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée à l'aéroport de transbordement.
3. Dans le cas visé au paragraphe 1, le bureau ayant assuré le réacheminement est tenu d'informer le bureau d'origine de chaque dépêche par bulletin de vérification C 14, en y indiquant notamment le service aérien qui l'a livrée et les services utilisés (voie aérienne ou de surface) pour le réacheminement jusqu'à destination.

## Article 211

### Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, de déviation ou de mauvais acheminement du courrier

1. Lorsqu'un avion interrompt son voyage pour une durée susceptible de causer du retard au courrier ou lorsque, pour une cause quelconque, le courrier est

débarqué à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau AV 7, la compagnie aérienne remet immédiatement ce courrier aux agents de l'Administration du pays où a lieu l'escale, qui le réacheminent par les voies les plus rapides (aériennes ou de surface).

2. L'Administration qui reçoit des dépêches-avion ou des sacs mal acheminés par suite d'une erreur d'étiquetage doit apposer une nouvelle étiquette sur la dépêche ou le sac, avec l'indication du bureau d'origine, et le réacheminer sur sa destination véritable.

3. Dans tous les cas, le bureau ayant assuré le réacheminement est tenu d'informer le bureau d'origine de chaque dépêche ou sac par bulletin de vérification C 14, en y indiquant notamment le service aérien qui l'a livré et les services utilisés (voie aérienne ou de surface) pour le réacheminement jusqu'à destination.

## **Article 212**

### **Mesures à prendre en cas d'accident**

1. Lorsque, par suite d'un accident survenu en cours de transport, un avion ne peut poursuivre son voyage et livrer le courrier aux escales prévues, le personnel de bord doit remettre les dépêches au bureau de poste le plus proche du lieu de l'accident ou le plus qualifié pour le réacheminement du courrier. En cas d'empêchement du personnel de bord, ce bureau, informé de l'accident, intervient sans délai pour prendre livraison du courrier et le faire réacheminer à destination par les voies les plus rapides, après constatation de l'état et, éventuellement, remise en état des correspondances endommagées.

2. L'Administration du pays où l'accident s'est produit doit renseigner télégraphiquement toutes les Administrations des escales précédentes sur le sort du courrier, lesquelles avisent à leur tour par télégramme toutes les autres Administrations intéressées.

3. Les Administrations qui ont embarqué du courrier sur l'avion accidenté doivent envoyer une copie des bordereaux de livraison AV 7 à l'Administration du pays où l'accident s'est produit.

4. Le bureau qualifié signale ensuite, par bulletin de vérification, aux bureaux de destination des dépêches accidentées les détails des circonstances de l'accident et des constatations faites; une copie de chaque bulletin est adressée aux bureaux d'origine des dépêches correspondantes et une autre à l'Administration du pays dont dépend la compagnie aérienne. Ces documents sont expédiés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

## Article 216

### Renvoi des sacs-avion vides

.....

2. Les sacs-avion vides renvoyés par la voie aérienne font l'objet de dépêches spéciales décrites sur des bordereaux conformes au modèle AV 7 S ci-annexé.

.....

## Article 217

### Modes de décompte des frais de transport aérien

1. Le décompte des frais de transport aérien est établi conformément aux articles 85 et 86 de la Convention.

2. Par dérogation au paragraphe 1, les Administrations peuvent, d'un commun accord, décider que les règlements de compte pour les dépêches-avion auront lieu d'après des relevés statistiques; dans ce cas, elles fixent elles-mêmes les modalités de confection des statistiques et d'établissement des comptes.

## Article 218

### Etablissement des relevés de poids AV 3 et AV 4

1. Chaque Administration créancière établit, mensuellement ou trimestriellement à son choix et d'après les indications relatives aux dépêches-avion portées sur les bordereaux AV 7, un relevé conforme au modèle AV 3 ci-annexé. Les dépêches transportées sur un même parcours aérien sont décrites sur ce relevé par bureau d'origine, puis par pays et bureau de destination et pour chaque bureau de destination, dans l'ordre chronologique des dépêches. Lorsque les duplicata du relevé AV 3bis sont utilisés pour le règlement des frais du transport aérien à l'intérieur du pays de destination selon l'article 84, paragraphe 4, de la Convention, **il est fait usage pour la poste aux lettres de relevés de poids AV 3bis établis sur la base des feuilles d'avis C 12 et pour les colis postaux de relevés de poids AV 3 établis d'après les bordereaux AV 7.**

2. Pour les correspondances parvenues à découvert et réacheminées par la voie aérienne, l'Administration créancière établit annuellement à la fin de chaque période de statistique prévue à l'article 214, paragraphe 1, et d'après les indications figurant sur les bordereaux AV 2 «S», un relevé conforme au modèle AV 4 ci-annexé. Les poids totaux sont multipliés par **12 sur** le relevé AV 4. Si les comptes doivent être établis d'après le poids réel des correspondances, les relevés AV 4 sont établis selon la périodicité prévue au paragraphe 1 pour les relevés AV 3 et sur la base des bordereaux AV 2 correspondants.

3. Si, au cours d'une période de décompte, un changement survenu dans les dispositions prises pour l'échange des correspondances-avion en transit à découvert provoque une modification d'au moins 20 pour cent et dépassant 163,35 DTS sur le total des sommes à payer par l'Administration expéditrice à l'Administration intermédiaire, ces Administrations, à la demande de l'une ou de l'autre, s'entendent pour remplacer le multiplicateur visé au paragraphe 2 par un autre qui vaut seulement pour l'année considérée.

4. Lorsque l'Administration débitrice le demande, des relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 séparés sont établis pour chaque bureau d'échange expéditeur de dépêches-avion ou de correspondances-avion en transit à découvert.

#### Article 219

Etablissement des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

1. L'Administration créancière établit, sur une formule conforme au modèle AV 5 ci-annexé, les comptes particuliers indiquant les sommes qui lui reviennent d'après les relevés de poids AV 3, AV 3bis et AV 4. Des comptes particuliers distincts sont établis pour les dépêches-avion closes et pour les correspondances-avion à découvert selon la périodicité prévue à l'article 218, paragraphes 1 et 2 respectivement.

2. Les sommes à comprendre dans les comptes particuliers AV 5 sont calculées:

- a) pour les dépêches closes, sur la base des poids bruts figurant sur les relevés AV 3 et AV 3bis;
- b) pour les correspondances-avion à découvert, d'après les poids nets figurant sur les relevés AV 4, avec majoration de 5 pour cent.

**3. Lorsque les frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont à régler, l'Administration de ce pays transmet, pour acceptation, les comptes AV 5 y relatifs simultanément avec les états de poids AV 5bis et les relevés AV 3bis.**

4. Les comptes AV 5 établis mensuellement ou trimestriellement peuvent être résumés par l'Administration créancière dans un compte récapitulatif trimestriel, semestriel ou annuel selon entente entre les Administrations intéressées.

5. Les comptes particuliers AV 5 peuvent être résumés dans un compte général trimestriel conforme au modèle AV 11 ci-annexé, établi par les Administrations créancières qui ont adopté le système de règlement par compensation des comptes; ce compte peut, toutefois, être établi semestriellement, après entente entre les Administrations intéressées.

## Article 220

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3, AV 3bis et AV 4, des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

1. Aussitôt que possible, et dans le délai maximal de six mois après la fin de la période à laquelle ils se rapportent, l'Administration créancière transmet ensemble et en double expédition à l'Administration débitrice les relevés AV 3, les duplicata des relevés AV 3bis et les relevés AV 4 quand le paiement est effectué sur la base du poids réel des correspondances-avion à découvert, et les comptes particuliers AV 5 correspondants. L'Administration débitrice peut refuser d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été transmis dans ce délai.

2. Après avoir vérifié les relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 et accepté les comptes particuliers AV 5 correspondants, l'Administration débitrice renvoie un exemplaire des comptes AV 5 à l'Administration créancière. Si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 rectifiés doivent être joints à l'appui des comptes AV 5 dûment modifiés et acceptés. Si l'Administration créancière conteste les modifications portées sur ces relevés AV 3, AV 3bis ou AV 4, l'Administration débitrice confirmera les données réelles en transmettant des photocopies des formules AV 7 ou AV 2 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses. L'Administration créancière qui n'a reçu aucune observation rectificative dans un délai de trois mois à compter du jour de l'envoi considère les comptes comme admis de plein droit.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent également aux correspondances-avion pour lesquelles le paiement est effectué sur la base des statistiques.

4. Les comptes AV 5 récapitulatifs et les comptes généraux AV 11 visés respectivement aux paragraphes 3 et 4 de l'article 219 sont établis et transmis par l'Administration créancière dès que les comptes particuliers AV 5 relatifs à la période considérée sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit. L'Administration débitrice doit effectuer le paiement dans le délai de six semaines prévu à l'article 103, paragraphe 9.

5. Par dérogation au paragraphe 4, l'établissement et l'envoi du compte général AV 11 peuvent intervenir, sans attendre que les comptes AV 5 soient renvoyés acceptés, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte AV 11 par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de trois mois après la réception du compte général.

6. Chaque fois que les statistiques prévues à l'article 214, paragraphe 1, ont lieu en octobre, les paiements annuels afférents aux correspondances-avion en transit à découvert peuvent être provisoirement effectués sur la base des statistiques établies en mai de l'année précédente. Les paiements provisionnels sont ensuite ajustés l'année suivante lorsque les comptes établis d'après les statistiques d'octobre sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit.

7. Si une Administration ne peut effectuer les opérations de statistique annuelle prévues aux articles **214**, paragraphe 1, et **218**, paragraphe 2, elle s'entend avec les Administrations intéressées pour régler le paiement annuel sur la base de la statistique de l'année précédente et pour utiliser, s'il y a lieu, le multiplicateur spécial prévu à l'article **218**, paragraphe 3.

8. Si le total des comptes particuliers AV 5 ne dépasse pas 16,33 DTS par an, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement. Si le solde d'un compte général AV 11 ne dépasse pas 16,33 DTS, celui-ci est reporté sur le compte général AV 11 suivant. S'il est constaté à la fin de l'année un solde n'excédant pas 16,33 DTS, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

9. Les relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 et les comptes AV 5 et AV 11 correspondants sont toujours transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

#### Article 221

##### Confection des dépêches-surface transportées par la voie aérienne (2)

1. Pour la confection des dépêches-surface transportées par la voie aérienne, il est fait usage des sacs de surface ou de sacs de même couleur. (3)

2. Le conditionnement et le texte des étiquettes des sacs de surface transportés par la voie aérienne doivent être conformes au modèle AV 8bis ci-annexé. Les Administrations ont toutefois la faculté d'utiliser les étiquettes AV 8 visées à l'article **203**, paragraphe 3, en y portant en caractères apparents la mention «S.A.L. Surface par avion». (4)

.....

---

2) Par sa résolution C 73, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'examiner l'opportunité de compléter les dispositions existantes concernant la réception dans les pays de transit et de destination par voie aérienne des dépêches-avion (III 930). Le présent art., adopté par le Congrès de Hambourg 1984, est issu des recommandations des organes mixtes IATA/UPU à ce sujet (II 511, prop. 4000.7; cf. également annot. 4 à l'art. 82 de la Conv.).

3) Les mots «ou sacs de même couleur» visent la possibilité d'utiliser des sacs de faible poids ayant l'apparence des sacs-surface.

4) Par sa décision C 69, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'étudier avec l'IATA la possibilité de créer un nouv. modèle d'étiquette de sac afin de distinguer les dépêches-surface transportées par voie aérienne des dépêches-avion (III 927). Une enquête réalisée sur la demande du Groupe mixte IATA/UPU en juillet 1982 a permis de constater que plusieurs Adm. avaient déjà créé des étiquettes spéciales pour le courrier «S.A.L.», dont certaines avaient des bordures colorées, à rayures bleu/vert. Le CE s'est prononcé pour un modèle plus simple, sous réserve de mentionner dans les Actes annotés la possibilité d'utiliser des étiquettes à bordure distinctive (Doc du CE 1983, p. 186 et 187). Le Congrès de Hambourg 1984 a fait sienne la prop. du CE (II 511, prop. 4000.7 et 4908.91).



**Article 222**

**Bordereau de livraison C 18bis**

1. Les dépêches-surface à remettre à l'aéroport sont accompagnées de cinq exemplaires par escale aérienne du bordereau de livraison C 18bis.
2. Ces cinq exemplaires du bordereau de livraison C 18bis sont répartis de la façon prescrite à l'article **206**, paragraphes 2 et 3, en ce qui concerne les exemplaires du bordereau de livraison AV 7.

**Article 225**

**Publications** à fournir par le Bureau international

1. Le Bureau international est chargé d'élaborer et de distribuer aux Administrations les **publications suivantes**:

.....

- b) «Liste des distances aéropostales», établie en coopération avec les transporteurs aériens;

.....

C 4



Convention, Washington 1989, art. 133, par. 4 –  
Dimensions: min. 37 x 13 mm, max. 50 x 20 mm

**Remarque.** – Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes C 4 portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues (3)

---

3) Remarque ajoutée par le Congrès de Hambourg 1984 afin d'adapter la réglementation aux procédés modernes de traitement des envois recommandés (II 396, prop. 2904.1).

## Index alphabétique

**Observation.** – Les chiffres et lettres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes et lettres des divers articles. Les chiffres romains se réfèrent au Protocole final.

Colis postaux	Arrangement Art.	Règlement Art.
Abandon d'un colis	23 <sup>2</sup> , 31, 36	—
Adresses	19	103
Affranchissement	19	107 <sup>1c</sup>
Animaux vivants. Expédition interdite. Exception	20 <sup>a, 4</sup> , 22	101 <sup>1b</sup> , 105 <sup>1g, 2</sup> 110 <sup>8</sup>
Application de la Convention	56	—
Argent. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	—
Attribution des quotes-parts	54, 55	147, 150
Avarie	16 <sup>2</sup> , 40, 41, 43, 44	128, 129, 130, 136 <sup>1a</sup> , 146
– Responsabilité en cas d'—	40, 41, 43, 44	—
Avis d'embarquement	14 <sup>1</sup> , 15 <sup>1</sup>	110 <sup>11</sup> , 123, 145 <sup>2</sup>
– de non-livraison	23, 29	136, 137
– de réception	14 <sup>x</sup> , 15 <sup>x</sup> , 28	110 <sup>10</sup> , 135, 145 <sup>1</sup>
– – limité aux colis avec valeur déclarée	28	101 <sup>1b</sup>
– – Traitement des – après livraison du colis avec –	—	135
Bandes et fils sonores. Insertion dans les colis	20 <sup>a, 3</sup> , 22	—
Bijoux et autres objets précieux. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	—
Billets de banque et billets de monnaie. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	—
Bulletin d'essai	—	102 <sup>5</sup>
Bulletins d'expédition collectifs. Admission ou non-admission	—	101 <sup>1b</sup> , 106 <sup>3</sup>
Bureaux d'échange. Liste des —	—	101 <sup>1d</sup>
Cartes mécanographiques et QSL. Insertion dans les colis	20 <sup>a, 3</sup> , 22	—
Cas particulier de reprise de frais	—	149
Catégories de colis	4	—
Chemins de fer. Voir «Entreprises de transport»		
Colis acceptés à tort. Traitement des —	22	—
– à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement	58	—
– admis au transport aérien	4 <sup>3a</sup>	—
– avarié ou insuffisamment emballé. Réception par un bureau d'échange d'un —	—	129
– avion	4, 9, 17, 18, 52, 53, 55, 58	101 <sup>1c</sup> , 110 <sup>1</sup> , 114, 115
– – Conditions d'admission et de dépôt	—	110 <sup>1</sup>
– – Décompte concernant les dépêches de —	—	152
– – Echange	4 <sup>4</sup>	—
– – Transbordement	52 <sup>7</sup>	115
– – Voir aussi «Transport aérien»		
– de service. Voir «Service. Colis —»		
– encombrant. Voir «Encombrant. Colis —»		
– exprès. Voir «Exprès. Colis —»		
– fragile. Voir «Fragile. Colis —»		

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– franc de taxes et de droits. Voir «Franc de taxes et de droits. Colis –»		
– non livrés. Renvoi à l'expéditeur	30, 31, 34, 35	138
– ordinaire. Définition	4 <sup>1</sup>	–
– surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.)	–	116, 119 <sup>1,3</sup>
– transmis en nombre. Vérification des dépêches de –	–	130
Comptabilité. Etablissement des comptes	–	151
– Règlement des comptes	–	153
Conditions d'acceptation des colis	19	103 à 110
– d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement	57	–
– générales d'emballage	–	104
Conteneurs	–	122 <sup>9</sup>
Correction d'adresse	38	–
<b>Déclaration de valeur. Voir «Valeur déclarée. Colis avec –»</b>		
Déclaration en douane	41 <sup>3</sup>	101 <sup>1b</sup> , 106, 134
Dédouanement des colis-avion. Accélération	–	114 <sup>6</sup>
Délai de conservation des documents	–	155
Délais de garde des colis	26	–
Dépêches closes. Voir «Transmission en dépêches closes»		
Dépêches. Remise des –	–	124
Destruction	37	143
Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme	–	150
Dimensions. Limites	21	101 <sup>1b</sup> , 127
Disques. Insertion dans les colis	20 <sup>a,3</sup> , 22	–
Documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Insertion dans les colis	20 <sup>a,3</sup> , 22	–
Droits de douane et autres droits	16	–
– Annulation	16 <sup>2</sup> , 43 <sup>11</sup>	–
Durée de l'Arrangement	59	–
– du Règlement	–	156
Echange des colis. Principe général	–	113
Emballage. Conditions générales	–	104
– Colis acceptés sans emballage	–	104 <sup>5</sup>
Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives, des médicaments urgents ou des substances chimiques de référence	–	105, 110 <sup>8,9</sup>
Encombrant. Colis –. Conditions générales	42 <sup>o</sup>	101 <sup>1b</sup>
– Dimensions	21	–
– Echange	4 <sup>4</sup>	–
– Taxe supplémentaire	13	–
– Autres dispositions	–	110 <sup>5</sup> , 122 <sup>4</sup>
Entreprises de transport. Exploitation du service par les –	3	–
Etablissement des comptes	–	151
Exprès. Colis –. Dénomination	43 <sup>o</sup>	101 <sup>1b</sup>
– Cas spéciaux de livraison et de réexpédition d'un colis –	27	141
– Dédouanement	–	117
– Echange	4 <sup>4</sup>	–
– Formalités spéciales de dépôt des colis –	–	110 <sup>2</sup>
– Taxe supplémentaire	10	–
Feuilles de route	–	119
– Etablissement simplifié des –	–	120
Force majeure. Responsabilité	40 <sup>2,7</sup> , 41 <sup>2</sup> , 44 <sup>3</sup>	–

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– Taxe pour risques de –	14 <sup>a</sup> , 15 <sup>a</sup>	–
Formalités à remplir par le bureau d'origine	–	107
– par l'expéditeur	–	106
Formules à l'usage du public	–	154
Fragile. Colis –. Dénomination	4 <sup>2d</sup>	101 <sup>1b</sup>
– Echange	4 <sup>a</sup>	–
– Taxe supplémentaire	13	–
– Autres dispositions	–	110 <sup>4</sup> , 122 <sup>3b, 4</sup>
Frais de transport aérien	52, 53, 55, 58, VI	147 à 149, 152
Franc de taxes et de droits. Colis –. Dénomination	4 <sup>2b</sup>	101 <sup>1b</sup>
– Conditions d'acceptation	25	–
– Décompte des colis livrés –	–	151 <sup>8</sup>
– Echange	4 <sup>a</sup>	–
– Formalités spéciales de dépôt des colis –	–	110 <sup>3</sup>
– Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt du colis	4 <sup>2b</sup>	111
– Taxe de commission	11	–
– Taxe pour franchise à la livraison	11	–
– Taxe additionnelle	11	–
– Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis –	–	134
Franchise postale	17, 18	–
Indemnité. Voir «Responsabilité»		
Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt	23, 36	101 <sup>1b</sup> , 106 <sup>7</sup>
Interdictions	20	–
Irrégularités. Constatation et traitement des bulletins de vérification	–	126
Limites de dimensions	21	127
Livraison des colis. Réserves à la –	–	133
Localités desservies	–	101 <sup>1f</sup>
<b>Matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses.</b>		
Expédition interdite. Exceptions	20 <sup>a 5°</sup> , 22	–
Matières radioactives	20 <sup>a 6°</sup>	105 <sup>1h, 2</sup> , 110 <sup>9</sup>
Médicaments urgents	–	105 <sup>1i</sup>
Mise à exécution et durée de l'Arrangement	59	–
– du Règlement	–	156
Modification ou correction d'adresse. Retrait	38	101 <sup>1b</sup> , 112, 142
– Taxe	14 <sup>n</sup> , 15 <sup>n</sup>	–
Monnaie. Billets et pièces de –. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	–
<b>Non-livraison au destinataire</b>	29	136
– Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré	31	–
– Nouvelles instructions de l'intéressé	–	137
– Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés	30	–
<b>Objet de l'Arrangement</b>	1	–
Objets obscènes ou immoraux. Expédition interdite	20 <sup>a 7°</sup> , 22	–
Or. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	–
<b>Perte. Responsabilité</b>	40, 41, 43, 44	–
Pierreries. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	–
Platine. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	20 <sup>b</sup> , 22	–

	Arrangement Art.	Règlement Art.
<b>Poids</b>		
– Colis excédant 10 kg	2	101 <sup>1b</sup>
– Coupures de poids	5 <sup>1</sup>	–
– Livre avoirdupois	5 <sup>2</sup>	–
– maximal des sacs de colis	–	122 <sup>5</sup>
<b>Poids ou dimensions. Divergences</b>	–	127
<b>Poste restante. Délai de garde</b>	26 <sup>3</sup>	–
<b>Prisonniers de guerre et d'internés civils. Colis de –. Dénomination</b>	4 <sup>2a</sup> , 18, 55	–
– Conditionnement particulier	–	110 <sup>7</sup>
<b>Psychotropes. Voir «Substances –»</b>		
<b>QSL. Cartes –. Insertion dans les colis</b>	20 <sup>a 3°</sup>	–
<b>Qualité de service. Objectifs en matière de –</b>	6	–
<b>Quote-part</b>		
– de départ et d'arrivée	47, 54, 58	147, 148, 150
– – Taux indicatif	47 <sup>1</sup>	–
– – exceptionnelle	I	–
– – supplémentaire	VI, VII	–
– maritime	49 à 51, 54, 55, 58, IV	147, 148, 150
– – supplémentaire	VI	–
– territoriale de transit	48, 51, 52 <sup>a</sup> , 54, 55, 58,	147, 148, 150
– – supplémentaire	II, III, VI	–
– – supplémentaire	VI	–
<b>Récipients vides. Renvoi des –</b>	–	132
<b>Réclamations</b>	39	147, 148
– Taxe supplémentaire	14 <sup>m</sup> , 15 <sup>m</sup>	–
<b>Recueil des colis postaux</b>	–	102 <sup>2</sup>
<b>Réexpédition</b>	32, 33	131, 140, 141
<b>Règlement des comptes</b>	–	153
<b>Règles générales de livraison. Délais de garde</b>	26	–
<b>Remboursement. Colis –. Dénomination</b>	4 <sup>2c</sup>	–
– Echange	4 <sup>4</sup>	101 <sup>1b</sup>
<b>Remise des dépêches</b>	–	124
<b>Rémunérations par colis ou par kilogramme</b>	54 <sup>2, 3</sup>	150
<b>Renseignements à fournir par les Administrations</b>	–	101
<b>Renvoi à l'expéditeur</b>	30, 34, 35	138
– Attribution et reprise de taxes et de droits en cas de –	–	148
– Quotes-parts, taxes et droits	30 <sup>3, 4</sup>	–
<b>Reprise de frais. Cas particulier de –</b>	–	149
<b>Responsabilité. Principes et étendue de la – des Administrations</b>	40	–
– Exceptions au principe	XII, XIII, XV	–
– Colis considéré comme perdu et retrouvé	46	–
– Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils	41 <sup>2, 1° 1</sup>	–
– Colis saisis en vertu de la législation du pays de destination	41 <sup>2, 2°</sup>	–
– Constatation d'un dommage par le destinataire ou par l'expéditeur après décharge donnée régulièrement	41 <sup>1b</sup>	–
– Déclaration frauduleuse de valeur	41 <sup>2, 1° d</sup>	–
– de l'expéditeur	42	–
– Détermination de la – entre les Administrations	43	–
– Dommages indirects et bénéfices non réalisés	40 <sup>3</sup>	–
– du chef des déclarations en douane et des décisions prises par les services de la douane	41 <sup>3</sup>	–

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– Force majeure .....	40 <sup>2,7</sup> , 41 <sup>2</sup> , 43 <sup>8</sup> , 44 <sup>3</sup>	–
– Indemnité de dédommagement .....	40, 58, XII, XIII	–
– mutuelle des Administrations. Voir «Détermination de la responsabilité entre les Administrations»		
– Non – des Administrations .....	41, XII, XIII, XV	–
– Objets interdits .....	41 <sup>2,3*</sup>	–
– Paiement de l'indemnité .....	44, XIV	–
– Réclamation tardive .....	41 <sup>2,1*</sup> e	–
– Recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou des tiers ..	43 <sup>12</sup>	–
– Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire .....	46	–
– Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement .....	45	–
– Réserves formulées par le destinataire ou l'expéditeur .....	41 <sup>1a</sup>	–
Retrait. Modification ou correction d'adresse .....	38, X	101 <sup>1b</sup> , 112, 142
– Taxe supplémentaire .....	14 <sup>n</sup> , 15 <sup>n</sup>	–
S.A.L. Colis-surface transportés par la voie aérienne .....	–	116, 119 <sup>1,3</sup>
Spoliation .....	16 <sup>2</sup>	128, 129, 130, 133, 136 <sup>1a</sup> , 146
– Responsabilité en cas de – .....	40, 41, 43, 44	–
Stupéfiants. Expédition interdite. Exception .....	20 <sup>a,2*</sup> , 22	–
Substances chimiques de référence .....	–	105 <sup>11</sup>
Substances psychotropes .....	20 <sup>a,2*</sup> , 22	–
Surtaxes aériennes .....	7, 9	–
– Echelons de poids inférieurs à la première coupure de poids ....	9 <sup>1</sup>	–
Service. Colis de – .....	2, 4 <sup>2f</sup> , 55	–
– Conditions d'admission et de dépôt .....	–	110 <sup>6</sup>
– Exonération de taxes .....	17	–
Tableaux CP 1 et CP 21 .....	–	102
Tarif des taxes supplémentaires .....	15	–
Tarifs spéciaux .....	VII	–
Taxes principales .....	8	–
Taxes conservées par l'Administration perceptrice .....	7 <sup>2</sup>	–
Taxes et droits. Composition des – .....	7, I, II, IV à VIII	–
– Attribution et reprise de quotes-parts, – .....	–	148
Taxes supplémentaires .....	14, 15, VI	148
Taxe d'avis d'arrivée .....	14 <sup>a</sup> , 15 <sup>a</sup>	–
– d'avis d'embarquement .....	14 <sup>i</sup> , 15 <sup>i</sup>	–
– d'avis de réception .....	14 <sup>n</sup> , 15 <sup>n</sup>	–
– de commission .....	11 <sup>3</sup>	–
– de demande de retrait ou de modification d'adresse .....	14 <sup>n</sup> , 15 <sup>n</sup>	–
– de livraison .....	14 <sup>n</sup> , 15 <sup>a</sup>	–
– de magasinage .....	14 <sup>i</sup> , 15 <sup>i</sup>	–
– de poste restante .....	14 <sup>i</sup> , 15 <sup>i</sup>	–
– de présentation à la douane .....	14 <sup>b,c</sup> , 15 <sup>b,c</sup>	–
– de réclamation .....	14 <sup>m</sup> , 15 <sup>m</sup>	–
– de remballage .....	14 <sup>n</sup> , 15 <sup>n</sup>	–
– de réponse à un avis de non-livraison .....	14 <sup>i</sup> , 15 <sup>i</sup>	–
– pour demande de franchise à la livraison .....	11 <sup>2</sup>	–

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– pour franchise à la livraison .....	11 <sup>1</sup>	–
– pour risques de force majeure .....	14 <sup>o</sup> , 15 <sup>o</sup>	–
Transmission. Divers modes de – .....	–	118
– des documents d'accompagnement des colis .....	–	121
– en dépêches closes .....	–	122
Transport aérien. Taux de base et calcul des frais de – .....	52, 53	152
Valeur déclarée. Colis avec –. Définition .....	4 <sup>2a</sup>	–
– Conditionnement particulier .....	–	108
– Déclaration de valeur .....	24	101 <sup>1b</sup>
– – frauduleuse .....	24 <sup>2</sup> , 46 <sup>5</sup>	109
– Taxe ordinaire d'assurance et autres taxes .....	12	–
– Echange .....	4 <sup>4</sup> , 20 <sup>b</sup>	122 <sup>3a</sup>
Vente. Destruction .....	37	143
Vérification des dépêches par les bureaux d'échange .....	–	125
– Colis transmis en nombre .....	–	130
– Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations .....	–	128
– Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions des colis .....	–	127
Voies d'acheminement et quotes-parts .....	–	102



